

REN-LAC

ETUDE SUR LES VALEURS MORALES, ETHIQUES ET CIVIQUES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU BURKINA FASO

Janvier 2015

Sommaire

Liste des tableaux	IV
Résumé administratif	1
Chapitre introductif : Problématique et méthodologie.....	3
Chapitre I. De la conception des valeurs	10
Chapitre II. Des principales visions des valeurs	19
Chapitre III. Du fondement et de la réalité des valeurs morales	24
Chapitre IV. De la table des valeurs.....	27
Chapitre V. De la crise des valeurs	40
Chapitre VI : Des valeurs et du fléau de la corruption	60
Chapitre VII : Des résultats de l'enquête auprès des parents	69
Chapitre VIII : Résultats de l'enquête auprès des enseignants	110
Chapitre IX. Des résultats de l'enquête auprès des élèves.....	166
Chapitre X : Des Résultats de l'enquête auprès des Organisations de la société civile et des médias.....	199
Chapitre XI : Pour une renaissance morale et civique.....	220
Chapitre XII. Propositions	232
Conclusion : Devoir de résistance et de vigilance citoyenne	240
BIBLIOGRAPHIE	242
Table des matières.....	250

Liste des tableaux

Tableau n° 1 :	Classement parmi les cinq valeurs morales et éthiques les plus importantes dans les sociétés traditionnelles.....	70
Tableau n° 2 :	perception de la crainte de Dieu comme valeur de base dans la société traditionnelle.....	71
Tableau n° 3 :	perception de la crainte des ancêtres comme valeur de base dans la société traditionnelle.....	72
Tableau n° 4 :	perception du respect des anciens comme valeur de base dans la société traditionnelle.....	72
Tableau n° 5 :	Classement parmi les cinq valeurs les plus importantes dans la société Burkinabé actuelle.....	73
Tableau n° 6 :	perception de « la richesse » comme valeur émergente.....	74
Tableau n° 7 :	perception de « la réussite sociale » comme valeur émergente.....	75
Tableau n° 8 :	Perception des manifestations de la perte des valeurs MEC.....	76
Tableau n° 9 :	perception des causes de la perte des valeurs MEC.....	77
Tableau n° 10 :	perception de l'intégrité des burkinabé.....	78
Tableau n° 11 :	Perception des causes de la perte de l'intégrité par les Burkinabé.....	79
Tableau n° 12 :	perception du moment de la perte des valeurs.....	80
Tableau n° 13 :	Existence de valeurs ou de règles énoncées par l'entreprise/lieu de travail.....	82
Tableau n° 14 :	Etat de respect des valeurs ou règles de l'entreprise.....	83
Tableau n° 15 :	Raisons du non-respect des valeurs ou de règles de l'entreprise/lieu de travail.....	84
Tableau n° 16 :	degré de civisme des Burkinabé.....	85
Tableau n° 17 :	Manifestations du civisme.....	86
Tableau n° 18 :	perception des raisons de l'incivisme.....	87
Tableau n° 19 :	Que signifie le civisme pour vous ?.....	88
Tableau n° 20 :	perception de la corruption des burkinabé.....	89
Tableau n° 21 :	Implication personnelle dans le jeu de la corruption.....	91
Tableau n° 22 :	justifications du jeu de la corruption.....	92
Tableau n° 23 :	perception du moment d'émergence de la corruption.....	93
Tableau n° 24 :	perception de la signification du don au chef.....	94

Tableau n° 25 : pratique des cadeaux ou du don aux agents publics	81
Tableau n° 26 : signification de la pratique des cadeaux ou du don aux agents publics	96
Tableau n° 27 : Causes de la corruption dans notre pays	97
Tableau n° 28 : perception de la pratique de la corruption à l'école	99
Tableau n° 29 : Perception des formes de corruption à l'école	100
Tableau n° 30 : Expérience personnelle de la corruption à l'école	101
Tableau n° 31 : Domaines d'implication personnelle dans la corruption à l'école ...	102
Tableau n° 32 : Conséquences de la corruption sur la société	103
Tableau n° 33 : perception de la relation entre éducation et corruption	104
Tableau n° 34 : perception de l'éducation comme moyen de lutte contre la corruption à l'école	105
Tableau n° 35 : Communication des parents sur les valeurs avec leurs enfants ...	106
Tableau n° 36 : Valeurs privilégiées dans l'éducation familiale des valeurs	107
Tableau n° 37 : perception des valeurs à privilégier à l'école	108
Tableau n° 38 : Caractéristiques des enseignants enquêtés	110
Tableau n° 39 : Valeurs de nos sociétés traditionnelles selon les enseignants et leur classement selon la fréquence du choix	111
Tableau n° 40 : Classement des valeurs de nos sociétés traditionnelles	112
Tableau n° 41 : Classement de la valeur justice dans les sociétés traditionnelles selon l'âge des enseignants	113
Tableau n° 42 : Classement de la valeur sens du devoir dans les sociétés traditionnelles selon l'âge des enseignants	113
Tableau n° 43 : Valeurs les plus importantes dans la société Burkinabé actuelle ..	114
Tableau n° 44 : Classement de la valeur richesse dans la société Burkinabé actuelle par les enseignants selon la région	115
Tableau n° 45 : Opinion sur la perte des valeurs MEC	116
Tableau n° 46 : Manifestations de la perte des valeurs MEC	117
Tableau n° 47 : Raisons de la perte des valeurs MEC	119
Tableau n° 48 : Opinions des enseignants sur l'appellation d' « hommes intègres » ...	120
Tableau n° 49 : justifications de la disqualification de l'appellation « hommes intègres »	122

Tableau n° 50 : Nouveaux comportements nouvelles pratiques mettant à mal l'intégrité.....	124
Tableau n° 51 : Période où les Burkinabé ont commencé à perdre le plus leurs valeurs.....	125
Tableau n° 52 : Cote des différentes valeurs en fonction de leur réalité dans la société.....	126
Tableau n° 53 : Existence des valeurs dans le cadre professionnel.....	128
Tableau n° 54 : le respect des valeurs ou règles dans le cadre professionnel par l'ensemble du personnel.....	129
Tableau n°55 : Raisons de non-respect des règles de l'entreprise.....	130
Tableau n° 56 : Les burkinabé et la pratique du civisme.....	131
Tableau n° 57 : manifestations du civisme.....	132
Tableau n° 58 : Raisons de l'incivisme.....	133
Tableau n° 59 : Appréciation des éléments constitutifs du civisme pour les enquêtés.....	134
Tableau n° 60 : signification du civisme pour les enquêtés au niveau des deux variables extrêmes et de la valeur médiane.....	136
Tableau n° 61 : Opinions sur le degré de corruption des burkinabé.....	137
Tableau n° 62 : Manifestions de la corruption dans la société Burkinabé.....	138
Tableau n° 63 : Implication personnelle dans la corruption.....	139
Tableau n° 64 : raisons d'acceptation de la corruption.....	140
Tableau n° 65 : période à partir de laquelle la corruption a gagné du terrain.....	141
Tableau n° 66 : signification du dicton « On ne va pas chez le chef les mains vides »......	143
Tableau n° 67 : Pratique de cadeau à un agent public ou à un élu ?.....	144
Tableau n° 68 : raisons de la conduite (de cadeau à agent ou élu).....	145
Tableau n° 69 : Existence de pratique de corruption à l'école.....	146
Tableau n° 70 : Pratiques de la corruption à l'école.....	147
Tableau n° 71 : Implication personnelle dans la pratique de corruption à l'école.....	148
Tableau n° 72 : Domaines d'implication personnelle dans la corruption à l'école.....	149
Tableau n° 73 : l'éducation comme réponse appropriée contre la crise des valeurs morales, éthiques et civiques de la société.....	150
Tableau n° 74 : Justification des réponses concernant le rôle de l'éducation dans la résolution de la crise des MEC.....	151

Tableau n° 75 : Contribution des valeurs enseignées à la lutte contre la corruption.....	152
Tableau n° 76 : Justification des réponses négatives concernant le rôle de l'éducation dans la résolution de la crise des MEC.....	153
Tableau n° 77 : Mise en garde des enfants contre la pratique de corruption à l'école.....	154
Tableau n° 78 : Raisons de la non mise en garde des enfants contre la pratique de la corruption.....	154
Tableau n° 79 : Fréquence des échanges sur les valeurs avec les enfants.....	156
Tableau n° 80 : Les valeurs privilégiées avec les élèves par les enseignants.....	157
Tableau n° 81 : Préparation au cours de la formation à enseigner la lutte contre la corruption aux élèves.....	158
Tableau n° 82 : Prévision expresse de la lutte contre la corruption dans les programmes.....	158
Tableau n° 83 : Nécessité ou non d'enseigner la lutte contre la corruption dans les écoles.....	159
Tableau n° 84: Actions pour renforcer le programme scolaire de lutte contre la corruption.....	160
Tableau n° 85 : Suggestions/recommandations pour l'efficacité de la lutte contre la corruption à l'école.....	161
Tableau n° 86 : information sur les valeurs morales traditionnelles.....	167
Tableau n° 87: Source d'information sur les valeurs morales traditionnelles.....	168
Tableau n° 88 : les cinq valeurs morales les plus importantes à retenir pour notre pays.....	169
Tableau n° 89 : avis sur la perte ou la crise des valeurs.....	170
Tableau n° 90 : Comment vois-tu cette perte ou crise des valeurs ?.....	172
Tableau n° 91 : Explications de « la perte des valeurs » ou encore « la crise des valeurs » au Burkina Faso.....	173
Tableau n° 92 : Signification du qualificatif « hommes intègres » donné aux Burkinabé.....	175
Tableau n° 93 : opinions sur l'appellation « Hommes intègres ».....	177
Tableau n° 94 : perception des raisons de la perte d'intégrité.....	178
Tableau n° 95 : perception du degré de pratique des valeurs.....	179
Tableau n° 96 : perception du degré de pratique des trois principales valeurs selon les régions.....	180

Tableau n° 97 : perception des élèves quant à leurs propres pratiques des valeurs	181
Tableau n° 98 : information sur le civisme	181
Tableau n° 99 : Exemples d’acte d’incivisme	182
Tableau n° 100 : Explications de l’incivisme	183
Tableau n° 101 : actions personnelles d’incivisme	184
Tableau n° 102 : appréciation des principaux éléments constitutifs du civisme	185
Tableau n° 103 : Perception du degré de corruption des burkinabé	186
Tableau n° 104 : manifestations de la corruption dans la société burkinabé	187
Tableau n° 105 : avis sur la réalité de la pratique de la corruption à l’école	188
Tableau n° 106 : pratiques de corruption à l’école	189
Tableau n° 107 : implication personnelle dans la corruption	190
Tableau n° 108 : Appréciation de la corruption	191
Tableau n° 109 : Justification de l’appréciation de la corruption	192
Tableau n° 110 : Avis sur l’éducation comme réponse appropriée contre la crise des valeurs	193
Tableau n° 111 : opinion sur l’efficacité des valeurs enseignées dans la lutte contre la corruption	194
Tableau n° 112 : Fréquence avec laquelle le maître parle de la corruption aux élèves	195
Tableau n° 113 : formation à l’école sur la lutte contre la corruption	195
Tableau n° 114 : principales valeurs morales éthiques et civiques que les maîtres doivent enseigner en classe à l’école	197

Résumé administratif

Conformément à sa mission de veille dans la lutte contre la corruption, le REN-LAC en même temps qu'il met l'accent sur les actions concrètes de nature à juguler le phénomène de la corruption, essaie d'affiner la compréhension qu'on peut en avoir. C'est dans cette perspective que « *l'étude sur les valeurs morales, éthiques et civiques dans le cadre de la lutte contre la corruption au Burkina Faso* » a été réalisée.

La présente étude est une contribution à la compréhension de la corruption au Burkina Faso, avec une perspective d'action sur les nouvelles générations par le truchement de l'école dont le rôle éducatif est incontestable, même si cela doit passer parfois par des orientations claires et ajustées aux objectifs de valeurs recherchées.

Du point de vue de la démarche, l'étude présentée sous le titre : « Les valeurs morales, éthiques et civiques contre la corruption au Burkina Faso » comporte une analyse de la problématique des valeurs et de la corruption ; soutenue par un recueil d'opinions de différents acteurs ciblés. Des recommandations et propositions devant être rendues opérationnelles dans le cadre d'un module d'enseignement destiné aux élèves des écoles primaires et post-primaires, ont été formulées.

Quant au fond, l'étude met suffisamment en évidence la perte des valeurs au Burkina Faso ; toute chose que les acteurs perçoivent avec une parfaite netteté et justifient par la montée en puissance de nouvelles valeurs contraires aux valeurs traditionnelles dont le socle axiologique était constitué essentiellement de la crainte de Dieu, de la crainte des ancêtres et du respect des anciens. L'argent-roi tend manifestement à imposer sa loi à tout et à tous.

Le résultat perceptible de l'évolution des valeurs traditionnelles, c'est une remise en cause de l'idéal d'intégrité qui recule face au développement spectaculaire de la corruption que nombre d'acteurs situent à partir des années 1990. Dans le même temps, il n'existe pratiquement pas de dispositif de renforcement des valeurs MEC permettant de lutter contre la corruption. D'une part, les mutations de la société nouvelle compliquent le rôle éducatif des parents, à défaut de l'annihiler ; d'autre part, les programmes scolaires ne favorisent pas une réelle capitalisation de l'enseignement épars des valeurs et de la lutte indispensable contre la corruption. D'où la nécessité de remédier à cette situation à travers notamment l'introduction d'un module d'enseignement centré sur les valeurs morales et civiques et la lutte contre la corruption.

Chapitre introductif : Problématique et méthodologie

A l’instar de nombre de pays africains, le Burkina Faso est à la croisée des valeurs. Tous les observateurs sont unanimes sur le fait que nos valeurs ont changé et surtout...pas dans le bon sens. Le changement de paradigme axiologique est caractérisé par l’afflux de nouveaux comportements contraires à la morale, à l’éthique et à l’esprit civique. Ainsi, le « pays des Hommes intègres » est miné de part et d’autre sur le plan des valeurs essentielles à la construction nationale, et l’émergence d’une République prospère et rayonnante sur la scène internationale. En effet, en quelques décennies, la ruine morale a pris le visage de la corruption qui, tel un cancer, gangrène tout le corps social qui se retrouve menacé dans son existence même, du fait de la défaillance coupable des élites dirigeantes.

La volonté proclamée de lutter contre la corruption ou encore la volonté affichée de restaurer l’intégrité des Burkinabé indique à suffisance le consensus autour du diagnostic et de la nécessité de trouver le moyen de barrer la route à une pratique qui a la particularité de compromettre le capital axiologique social et individuel.

En faisant de la corruption une préoccupation constante et en orientant la réflexion autour des valeurs de la société, le REN-LAC, à travers l’étude sur « Les valeurs morales, éthiques et civiques contre la corruption » offre l’opportunité d’une réflexion rétro-prospective critique et argumentée sur le socle des valeurs fondamentales du Burkina Faso en relation avec la lutte contre la corruption, en même temps qu’il offre des perspectives de lutte efficace contre ce fléau basée sur une meilleure compréhension de ses causes, manifestations et perceptions par les différents acteurs sociaux.

A. Explication de la problématique et des objectifs de l’étude

La présente étude se déroule dans un contexte international marqué par une très forte préoccupation par rapport à la corruption en tant qu’elle affecte significativement la vie publique dans la plupart des Etats du monde. Les classements annuels de Transparency International relatifs à l’indice de perception du phénomène de la corruption, montrent bien qu’aucune région du monde n’est épargnée et nombreux sont les pays qui songent à disposer du meilleur outil de législation possible pour plus d’efficacité dans la lutte contre la corruption.

Selon un rapport de l'organisation non gouvernementale *Global Financial Integrity (GFI)* publié courant décembre 2014, la corruption et l'évasion fiscale auront coûté près de 1000 milliards de dollars en 2012 dans les 151 pays étudiés. Ce montant est jugé nettement supérieur au montant des investissements directs dans ces pays et celui de l'aide officielle au développement reçue par ces États.

Concernant le Burkina Faso, de nombreux rapports dont ceux du REN-LAC et de l'Autorité supérieure de Contrôle de l'Etat (ASCE) indiquent à suffisance des pratiques de corruption qui compromettent gravement le développement socio-économique et la paix sociale. La perception de la corruption au Burkina Faso est relativement élevée que la nécessité d'une lutte active et multiforme ne fait aucun doute à commencer par le règlement judiciaire effectif des affaires de corruption déjà connues. Mais au-delà de tout cela, la tendance à la banalisation du phénomène de la corruption est une alerte, qui rappelle la nécessité de replacer la question des valeurs au centre du débat et de la lutte contre la corruption.

Les TDR de l'étude sont très explicites en ce qui concerne la problématique et les objectifs de l'étude menée. Il s'agit, pour le REN-LAC, de poursuivre sa mission de lutte contre la corruption au Burkina Faso en s'y attaquant non plus principalement à travers les institutions et structures administratives publiques (douanes, police, enseignement...) comme il l'a fait jusqu'à présent, depuis sa création en 1997. Le nouveau plan stratégique du réseau ambitionne d'aller plus au large et de cibler l'ensemble de la société (« *contribuer à faire reculer significativement la corruption dans la société burkinabé* »), laquelle pourrait, de façon consciente ou inconsciente, être le berceau de la corruption en dépit de l'aversion et de la condamnation que ce fléau peut susciter en elle. Cela justifie l'un des objectifs spécifiques du plan stratégique, à savoir « le renforcement de l'éveil des consciences, du refus et de la condamnation citoyenne de la corruption. » ; et surtout, l'objectif général de l'étude envisagée, à savoir « *documenter les liens existant entre les valeurs morales, éthiques et civiques (valeurs MEC) et la pratique de corruption dans la société Burkinabé en vue de mieux orienter les actions des différents acteurs de lutte contre la corruption* ».

Cette étude devrait ainsi permettre au REN-LAC d'explicitier une observation faite dans son rapport 2001 sur le lien potentiel entre certaines pratiques ou habitudes sociales et la corruption, une observation qui a été soulignée par le PNUD dans le chapitre 6 intitulé « *corruption et valeurs socioculturelles* » de son Rapport sur le développement humain - Burkina Faso, 2003 en ces termes:

« En Afrique en général et au Burkina Faso en particulier, la pratique des dons est, dans la tradition, également inscrite dans le code du savoir-vivre. Penser à donner «quelque chose de sa main» est un impératif moral. Ici, encore, on a analysé cet usage comme faisant partie de ces habitudes sociales qui sont susceptibles de créer chez les individus une disposition mentale favorable à des pratiques corruptrices. Le REN-LAC écrit: «Villa clés en main, cadeau de véhicule, de terrain, de tête de bétail même, etc. Tels sont les formes et types de cadeaux qui ont cours et qui participent de la mise en place d'une culture de pots-de-vin»²². [22 REN-LAC 2001, p. 121] »

L'étude entend, tout logiquement, faire l'état des lieux sur l'évolution des valeurs morales, éthiques et civiques dans la société Burkinabé, décrire le rôle des différents principaux acteurs sociaux, principaux garants et initiateurs des valeurs, plus précisément, les chefs coutumiers, les parents, les éducateurs formels, les responsables religieux, les medias etc. dans l'effritement de ces valeurs.

En lien avec la mission et l'objectif stratégique du REN-LAC de « contribuer à faire reculer significativement la corruption dans la société burkinabé », l'étude est assortie de propositions en vue, d'une part, de l'élaboration d'un module d'éducation aux valeurs destiné aux enfants ; d'autre part, de l'utilisation de supports de communication destinés aux parents dans l'optique ou la perspective de réarmer moralement la société Burkinabé pour réduire voire éradiquer la corruption au pays des hommes intègres.

Ce volet pédagogique rejoint une préoccupation-exhortation du PNUD dans le même rapport précité, avec, il est vrai, un préjugé favorable à l'éducation traditionnelle qui, « loin d'être seulement une entreprise vouée à l'instruction simple, à l'acquisition de connaissances et d'aptitudes techniques, méritait vraiment le nom d'éducation en ce sens qu'elle était attachée à promouvoir des valeurs essentielles qui donnent à l'individu le sens de la communauté et, donc, du bien collectif, de l'intérêt général. Cela est essentiel, par exemple, pour la mise en place de systèmes d'intégrité solides et fiables comme le recommande *Transparency International* (2002)» (p. 119).

La stratégie de cibler en même temps les élèves et leurs parents géniteurs ou sociaux, les adultes, est une bonne stratégie qui évite de faire penser que la morale ne s'enseigne qu'aux enfants. Cette stratégie veut faire de la société une école permanente des valeurs morales, éthiques et civiques

renforçant le vivre-ensemble vertueux. Toutefois, dans la mesure où l'école est devenue le lieu de brassage social et culturel, il est normal d'insister sur l'enseignement et la pratique sanctionnée des valeurs morales à l'école. Autrement dit, il faut agir un peu à l'image de Jules FERRY arrachant les enfants de leurs familles (de l'Eglise) pour en faire, selon le terme de PEGUY, des «hussards de la République», avec les instituteurs (des valeurs républicaines). Il est impératif que le Burkina Faso inculque effectivement et efficacement les valeurs d'intégrité, laquelle intégrité qui est le mythe fondateur de la nation à construire, à ceux qui auront la responsabilité de les mettre en pratique. L'école est par ailleurs « *un lieu du vivre-ensemble où doit s'élaborer une prise en compte et une considération d'autrui, qui ne relèvent pas de l'hédonisme (recherche du bien-être) ni du moralisme (conformité aux normes dominantes)* ».

B. Méthodologie et plan de travail

B.1 Le préalable de la clarification des concepts : étude documentaire

Avant toute chose, l'étude a procédé à une clarification des concepts en jeu : les notions de valeurs morales, d'éthique et de civisme. Cela était d'autant plus nécessaire qu'on constate une utilisation plus ou moins subjective, biaisée ou circonstancielle de ces concepts, en particulier celui d'éthique et sa conjugaison avec les entreprises, les associations etc. C'est également le cas du terme civisme dont le contraire "incivisme", défini au gré des politique, est en vogue depuis un certain temps au Burkina Faso.

B.2 Approches et techniques de collecte des données

L'étude a combiné plusieurs approches en fonction de la thématique concernée et des acteurs ciblés. Ainsi, pour ce qui est de l'état des lieux de l'évolution des valeurs morales, éthiques et civiques dans la société Burkinabé, une étude documentaire a été faite à travers les ouvrages, les articles scientifiques et de presse relatifs à cette évolution.

Les données secondaires ont été complétées par des données primaires obtenues auprès de personnes-ressources et de leaders d'opinion (hommes politiques, chefs traditionnels, leaders religieux musulmans, catholiques, protestants).

En ce qui concerne l'étude du rôle des différents acteurs (chefs coutumiers, parents, éducateurs formels, responsables religieux, médias ...)

dans l'effritement des valeurs MEC, deux techniques ont été utilisées :

- a) une technique d'entretiens sur la base de guides élaborés en fonction des acteurs ciblés dans le but de recueillir leurs opinions sur la manière dont ils assument leurs responsabilités d'éducation aux valeurs et les difficultés rencontrées au fil du temps ;
- b) une technique de questionnaires soumis à un échantillon de répondants constitués principalement par les parents, les enseignants et les élèves.

Au regard de la diversité culturelle caractéristique du Burkina Faso, l'échantillonnage a tenu compte de cette diversité en ciblant cinq¹ zones géographiques (le Centre/centre sud, le Nord, l'Est, le Sahel et l'Ouest/Sud-Ouest) et en prenant en compte une sorte de « *melting pot* » socioculturel. En plus de la représentativité géographique ou culturelle approximative, l'échantillonnage a considéré une représentation selon le genre et selon les grandes catégories sociales qui reflètent une autre diversité culturelle sera prise en compte.

Dans ces zones, les cibles touchées sont les suivantes :

- les parents d'élèves ;
- les élèves du primaire et du post-primaire ;
- les leaders traditionnels du niveau local et national ;
- les leaders religieux du niveau local et national ;
- les leaders d'opinion et personnes ressources ;
- les médias ;
- les Organisations de la Société Civile (OSC).

Des données qualitatives et quantitatives ont été collectées auprès de ces groupes cibles. La sélection des provinces, des communes et des villages s'est faite par choix raisonné, essentiellement fondée sur les critères suivants :

- milieu de résidence (urbain / rural) ;
- caractéristiques socioculturelles (langue, ethnie, religion).

Pour la présente étude, la base de sondage comprend essentiellement le fichier des villages de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) fourni par le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2006.

¹ Les zones renvoient à des régions du Burkina Faso mais pour des raisons pratiques et de proximité tant géographique que culturelle, les régions du Centre et du Centre sud ont été considérées comme une seule ; de même que les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Globalement, toutes les cinq grandes zones citées précédemment ont été couvertes. Cependant, dans chacune de ces grandes zones, seuls quelques provinces, communes et villages ont été retenus pour la réalisation effective de l'étude sur le terrain. C'est le « principe de l'entonnoir » qui a été utilisé. Selon ce principe, il faut partir des régions pour sélectionner les provinces. Ensuite, dans chaque province sélectionnée on choisit des communes, puis de chaque commune retenue, on sélectionne les villages dans lesquels se dérouleront les enquêtes. Rappelons que tout ce processus de sélection des localités s'est fait par choix raisonné en se référant aux critères définis précédemment :

- sélection des provinces : deux (02) provinces dans chaque région dont celle abritant la province chef-lieu dans chacune des cinq (05) zones, soit au total 10 provinces ;
- sélection des communes urbaines : la commune du chef-lieu de chacune des 5 zones de l'étude est retenue, soit au total cinq (05) communes urbaines ;
- sélection des communes rurales : en plus de la commune urbaine sélectionnée dans chaque zone, deux (02) communes rurales seront retenues dans chacune des deux provinces sélectionnées dans chaque zone. Au total vingt (20) communes rurales ont été touchées ;
- sélection des villages/secteurs : dans chaque commune urbaine retenue par zone, deux secteurs ont été choisis pour la collecte des données. En milieu rural, deux villages par commune sélectionnée ont été couverts par l'enquête. En définitive, quarante (40) villages et dix (10) secteurs ont été retenus dans l'ensemble des zones couvertes par l'étude.

Au nombre des cibles touchées, on dénombre au total :

- 212 élèves dont 108 du primaire et 104 du post-primaire ;
- 101 enseignants ;
- 104 parents d'élèves ;
- une dizaine de médias ;
- une quinzaine de leaders traditionnels ;
- une quinzaine de leaders religieux ;
- 6 organisations de la société civile

Le traitement des données collectées s'est fait de deux manières :

- l'exploitation des données qualitatives s'est faite manuellement à travers la synthèse des notes prises sur le terrain par les équipes en collaboration avec les consultants ;

- l'exploitation des données quantitatives s'est faite par traitement informatique à l'aide des logiciels CsPRO (conception du masque de saisie) et les analyses statistiques à l'aide du logiciel SPSS et STATA.

Il convient de préciser que l'analyse des données collectées sur le terrain avec le logiciel SPSS ne visait pas à faire ressortir la signification statistique des différences constatées dans les réponses selon les variables en cause (région, sexe, âge, activité...), comme cela est généralement le cas, mais simplement à interpeller sur la nécessité ou l'intérêt à approfondir l'étude pour mieux appréhender la cause de ces différences. Cela, parce que l'échantillonnage n'avait pas prétendu à une représentativité statistique des groupes ciblés.

En ce qui concerne l'élaboration d'un module sur la corruption à intégrer dans le programme d'enseignement du primaire, il s'agit de déterminer les grandes lignes à prendre en compte en visant des objectifs taxonomiques qui intègrent la connaissance des faits, la compréhension, l'analyse, la synthèse et l'évaluation, l'essentiel étant d'armer les enseignants et les élèves dans la lutte contre la corruption.

Il importe de mentionner que l'élaboration du module et des supports de sensibilisation tiendra compte des informations utiles recueillies lors des enquêtes, aussi bien sur les valeurs morales que sur les pratiques de corruption; au-delà de tout cela, le projet impliquera des compétences pédagogiques pour traiter les informations recueillies afin de mettre à la disposition des jeunes élèves et des parents des supports simples, adaptés et pertinents.

Chapitre I. de la conception des valeurs

1.1 Polysémie de la notion de valeurs

Trois remarques peuvent être faites d'emblée.

Primo, en usage dans de nombreux domaines (mathématiques, économie, droit, musique, esthétique, logique, physique...), le terme valeur (au singulier) se caractérise par sa polysémie, la première occurrence semblant remonter à l'économie politique.

Selon Louis DUMONT, «...le mot qui signifiait, en latin, saine vigueur, force, et désignait au Moyen-âge la bravoure du guerrier, symbolise aujourd'hui la plupart du temps le pouvoir de l'argent de mesurer toutes choses.» (Dumont, 1983, p. 257)

Si on en réfère à Lalande, la valeur peut s'entendre en plusieurs sens. Tout d'abord, il s'agit (subjectivement) du « caractère des choses consistant en ce qu'elles sont plus ou moins estimées ou désirées par un sujet ou, plus ordinairement, par un groupe de sujets déterminés. » (Lalande, 1985)

En ce premier sens, on parle quelquefois de valeur d'usage d'un objet pour souligner le cas qu'un individu donné fait d'un objet sans forcément rapporter la valeur d'usage à l'utilité. Chez Adam SMITH qui a créé l'expression, elle renvoie beaucoup plus à l'utilité objective réelle par opposition à la valeur dite d'échange qui est un prix communément pratiqué à un moment donné par tel groupe social, un accord étant réalisé sur la quantité nécessaire et déterminée d'une ou plusieurs choses pour obtenir un échange.

Ensuite, la valeur peut être définie objectivement comme étant le caractère des choses consistant en ce qu'elles méritent plus ou moins d'estime (à titre catégorique) ou qu'elles satisfont à une certaine fin (à titre hypothétique).

Secundo, le terme de valeurs est singulièrement trompeur (faux ami) du fait d'un préjugé, d'un a priori positif. En réalité, les valeurs sociales sont affaire de choix, de foi, de volonté, de sensibilité, de temps, de mode, d'histoire... et c'est en cela qu'elles appellent constamment vigilance critique, évaluation, réévaluation.

Il importe alors de savoir tenir compte de ce que la postérité a nommé « loi de Hume » et consistant en une proposition méta-éthique qui formule

l'impossibilité d'une inférence logique de « *Is* » à « *Ought* »².

Si on emprunte le vocabulaire d'Aristote, les valeurs renvoient à la fois à ce qui est en puissance (lorsque les valeurs sont de l'ordre du souhaitable, de l'attendu) et à ce qui est en acte (pour les valeurs en tant qu'elles sont effectivement manifestées). Or les valeurs réellement manifestées peuvent être aux antipodes des valeurs attendues. Autrement dit, dans le domaine moral, une valeur peut s'imposer et dominer tout en étant contraire à la rationalité, à l'éthique ou à l'idéal. Une chose peut être, bien qu'elle ne doive pas être. Une chose peut ne pas, être bien qu'elle doive être.

Tertio, le terme de valeurs (au pluriel) est d'usage relativement récent et renvoie essentiellement, surtout à partir de NIETZSCHE, à une hiérarchie dans l'ordre moral, aux pratiques sociales établies ou convenues dans le domaine moral. Les valeurs sont alors relatives au mode de rapport au monde et aux choses, à Dieu, aux autres et à nous-mêmes.

La question des valeurs occupe une position centrale dans la réflexion philosophique comme en témoignent les œuvres de Platon ou d'Aristote pour qui les questions de la vie bonne, du sens et de la valeur de la vie, du Souverain bien sont de première importance.

1.2 Les valeurs morales et éthiques

Qu'appelle-t-on valeurs morales ? La question paraît simple, mais la réponse n'est pas toujours aisée.

Les valeurs dites morales peuvent être comprises comme des idéaux ou des principes axiologiques qui enjoignent à la conscience humaine dans un contexte donné et dans un groupe déterminé d'agir dans tel ou tel sens

2 « Je ne peux m'empêcher d'ajouter à ces raisonnements une observation qu'on trouvera peut-être de quelque importance. Dans tous les systèmes de moralité que j'ai rencontrés jusqu'ici, j'ai toujours remarqué que l'auteur procède quelque temps de la manière ordinaire de raisonner, et établit l'existence d'un Dieu, ou fait des observations, concernant les affaires humaines ; quand soudain je suis étonné de trouver qu'au lieu de rencontrer les copules habituelles est et n'est pas, je ne trouve aucune proposition qui ne soit connectée avec des doit ou ne doit pas. Ce changement est imperceptible, mais a néanmoins de grandes conséquences. Car comme ce doit ou ne doit pas exprime quelque nouvelle relation ou affirmation, il est nécessaire que celle-ci soit observée et expliquée, et qu'en même temps une raison soit donnée pour ce qui semble tout à fait inconcevable, que cette relation puisse être une déduction d'autres qui en sont entièrement différentes. Mais comme les auteurs n'utilisent pas fréquemment cette précaution, je me permets de la recommander au lecteur, et je suis persuadé que cette petite attention fera succomber tous les systèmes vulgaires de moralité et nous fera voir que la distinction entre le vice et la vertu n'est pas fondée simplement sur la relation entre objets ni n'est perçue par la raison. » David Hume (1793), 2007, P. 16

en considération de l'action moralement bonne dans le rapport aux autres, voire à soi. Les valeurs morales dont l'épine dorsale est le Bien³ sont ainsi des valeurs de référence que l'on peut saisir comme étant, en réalité, des prescriptions normatives particulières inspirées des philosophies et des idéologies religieuses ou politiques et tendant à orienter la conduite morale des individus.

Faut-il distinguer d'avec l'éthique ?

1.2.1 *Ethique et morale*

Dans le langage courant, il n'est pas rare que les deux termes, « Ethique » et « Morale », qui relèvent de la philosophie de l'action recourent la même réalité. Mais le consensus n'est pas réalisé sur le sens des mots.

Pour certains auteurs tels que Comte-Sponville ou Paul Ricoeur, la morale se distingue de l'éthique en ce qu'elle est un art de vivre qui présuppose notre liberté. « *La morale, écrit Comte-Sponville, commence où nous sommes libres ; elle est cette liberté même, quand elle se juge et se commande.* » (2000, p. 20). La morale répond à la question « Que dois-je faire ? » et s'adresse à la conscience de l'individu qui doit se concevoir librement comme sujet moral et agir moralement en refusant tout calcul égoïste. La morale renverrait donc au devoir au sens kantien du terme et serait indépendante de mon intérêt immédiat tandis que l'éthique aurait une valeur relative et non plus absolue privilégiant une réalisation raisonnable des besoins. Une telle distinction n'est pas très éclairante car ce qui est dit pour la morale vaut pour l'éthique et inversement. Lorsque le philosophe Aristote écrit en pensant à son fils « Ethique à Nicomaque », il traite des questions de morale. L'Ethique chez le philosophe Spinoza renvoie aux questions fondamentales de la philosophie en essayant d'élucider la question de l'Agir conforme au Bien. Aucun philosophe sérieux ne peut prétendre parler de morale en excluant l'éthique ou inversement.

Le terme éthique est ancien dans l'histoire de la philosophie morale mais a trouvé une seconde jeunesse avec la mode actuelle des éthiques. Mais qu'on ne s'y trompe pas, toute éthique comme toute morale renvoie à la question cruciale du sens de la vie et tente de répondre à la question « comment vivre ? » en articulant les niveaux individuel et collectif.

On comprend donc pourquoi, pour d'autres auteurs, notamment

3 Cf. Aristote, Ethique de Nicomaque, trad. Jean VOILQUIN, GF, Flammarion

Monique Canto-Sperber (2001, pp24-28), METAYER (1997), OGIEN ou Luc FERRY⁴, pour ne citer que ceux-là, la distinction entre les deux termes ne correspond à aucune nécessité épistémologique ou conceptuelle. C'est en ce sens que Alexandre JAUNAIT a affirmé ce qui suit :

« Donner son opinion sur cette distinction n'engage pas à grand-chose étant donné qu'il n'existe guère de point de vue surplombant permettant d'infirmier et de corriger telle ou telle définition. On ne saurait en effet admettre qu'il existe une essence de l'éthique et/ou une essence de la morale dont les définitions par nature stables seraient à découvrir ou déjà découvertes par certains. »(in Hirsh, 2014, p. 107-108)

Dans la pratique, on fait le constat chez de nombreux auteurs d'une non-distinction conceptuelle des deux notions éthique et morale dont les étymologies respectivement grecque et latine renvoient au même terme originel désignant les « mœurs ». Ainsi, Ethique chez les grecs comme morale chez les latins portent sur le même domaine de réflexion et concernent « la sagesse de l'action » (Alain BADIOU, 1993, p.4) ou encore la moralité liée à la praxis humaine.

Sur cette question de distinction conceptuelle à opérer ou non, on peut se rappeler le principe d'économie attribué au philosophe Guillaume d'OCKHAM (ou d'OCCAM) sous la dénomination bien connue de « rasoir d'OCCAM » : « *Entia non sunt multiplicanda praeter necessitatem*⁵ ». Mais comme disent les Shadoks, « *Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?* »

4 « Je sais que, aujourd'hui, il est toujours plus chic de parler d'éthique plutôt que de morale, mais la vérité, c'est que rien, dans l'étymologie de ces deux termes, n'oblige à faire une quelconque distinction entre eux. Il s'agit de deux mots parfaitement équivalents, leur seule différence étant que l'un vient du grec *ethos*, qui veut dire « mœurs », tandis que l'autre vient du latin *mos, mores*, qui traduit le grec et signifie par conséquent exactement la même chose.» Luc FERRY, (2013, p. 9)

5 Il ne faut pas multiplier les êtres sans nécessité. La formule qu'on trouve chez Guillaume d'OCCAM est la suivante : « *Pluralitas non est ponenda sine necessitate* » ce qui signifie littéralement « Une pluralité ne doit pas être posée sans nécessité. » (Questions et decisiones in quatuor libros Sententiarum cum centilogio theologico, livre II) (1319)

1.2.2 « La valse des éthiques »⁶

S'il fallait s'en tenir aux usages sociaux, les tentatives de distinction conceptuelle sont relativement récentes et elles sont liées à l'émergence progressive de « *champs éthiques* » au sens bourdieusien du terme. En effet, depuis plusieurs décennies, outre le fait qu'on observe une sorte de mode éthique⁷, on a assisté à la constitution de divers champs qui présentent tous la forme générale d'une éthique appliquée. A titre d'illustration de cette éthique appliquée, parmi les principaux champs, on citera :

- l'éthique médicale qui renvoie aux questions de déontologie médicale d'une manière générale (secret médical, relation désintéressée au patient, respect du malade) ;
- la bioéthique qui est un approfondissement et un élargissement de l'éthique médicale dans un contexte nouveau de progrès fulgurant des sciences et technologies et portant sur des domaines tels que les biotechnologies appliquées à l'homme (clonage, pilule contraceptive, utilisation d'embryons humains), la procréation humaine (clonage humain, diagnostic prénatal et préimplantatoire, cellules souches, neurosciences, nanobiotechnologies, thérapies géniques, embryons surnuméraires), le génie génétique (problème de transgénèse, clonage reproductif), recherche et expérimentation (brevetage du vivant, neurochirurgie, données de santé à caractère personnel..) ;
- l'éthique de l'environnement, portée sur les questions relatives à la protection de l'environnement et plus globalement au développement durable ;
- l'éthique administrative (loyauté, désintéressement, intérêt public, neutralité) ;
- l'éthique de la recherche, des sciences et technologies (recherche et expérimentations sur le vivant, protection des données personnelles,

6 Inspiré du titre très évocateur du livre d'Alain Etchogoyen, (1991)

7 Le phénomène ou la mode se traduit par une prépondérance forte du discours éthique que l'on n'hésite pas à convoquer devant les diverses instances de la vie sociale. Prenant en compte ce qu'il appelle « l'inflation socialisée de la référence à l'éthique, Alain BADIOU écrit : « *En vérité, éthique désigne aujourd'hui un principe de rapport à « ce qui se passe », une vague régulation de notre commentaire sur les situations historiques (éthique des droits de l'homme), les situations technico-scientifiques (éthique du vivant, bio-éthique), les situations « sociales » (éthique de l'être-ensemble), les situations médiatiques (éthique de la communication), etc.* » Cette norme de commentaires et des opinions est adossée à des institutions, et dispose de sa propre autorité : il y a des « commissions nationales d'éthique », nommées par l'Etat. On monte même des expéditions militaires au nom de l'« éthique des droits de l'homme ». » (1993, p. 5)

OGM, utérus artificiel, dignité humaine, protection des droits de l'homme, biosécurité, bioterrorisme) ;

- l'éthique des affaires qui porte sur la responsabilité sociétale des entreprises, les obligations des acteurs des affaires économiques et commerciales avec un accent particulier sur l'éthique de la finance (délit d'initié, corruption, rémunération des dirigeants, abus de biens sociaux), l'éthique de la gestion des ressources humaines (équité des contrats de travail, respect de la vie privée des employés, discrimination en tous genres), l'éthique de la production (pollutions, déchets toxiques, biodiversité, droits des animaux, limites des expérimentations), l'éthique de la vente et du marketing (maquillage écologique, marché noir, concurrence déloyale, publicité subliminale, éco-blanchissement ou verdissage, obsolescences programmées), l'éthique des connaissances (bioprospection et biopiraterie, espionnage industriel) ;
- l'éthique animale⁸.

A y regarder de près, le discours éthique (ou moral) porte la conscience du Mal⁹, c'est-à-dire la conscience de la nécessité d'un Agir raisonnable dans un contexte de grandes menaces des valeurs sociétales et des fondements axiologiques du vivre-ensemble que ce soit au niveau local ou global. Le discours éthique aujourd'hui est tout simplement une forme d'« *inquiétude éthique* »¹⁰ selon le mot de Sledziewski. Comme le dit bien cet auteur, « *Dans le souci du balisage éthique des conduites, est engagé notre rapport intime à l'humain, autrement dit au pouvoir d'articuler loi et désir, identité et altérité.* »¹¹ Ethique comme la morale ont un rapport intime au Bien et au Beau, au Vrai et au Juste, au Légitime, au Possible et au Nécessaire et se soucient à la fois d'harmonie personnelle, d'équilibre social et d'ordre cosmique.

1.3 Les valeurs civiques

Les valeurs civiques peuvent être comprises comme l'ensemble de toutes les valeurs qui complètent les valeurs morales et qui aident l'individu à s'inscrire de manière significative et pertinente dans l'espace social. Les valeurs civiques constituent la source vivifiante du civisme et sont, à ce titre,

8 Voir Jean-Baptiste Jeangène VILMER, (2011)

9 Cf. A. BADIOU, op. cit.

10 Elisabeth G. SLEDZIEWSKI, « Une éthique pour l'homme et le citoyen », in Hirsh, (2014)

11 Elisabeth G. SLEDZIEWSKI, op. cit., p. 48

une finalité recherchée de l'éducation civique ou, comme on le dit de plus en plus, de l'éducation à la citoyenneté, voire à l'éco-citoyenneté.

Depuis au moins le XVIII^e siècle, l'idée républicaine inspirée de Rousseau a conduit à privilégier l'éducation, comme le moyen d'éducation et de formation par excellence de la République, dans la mesure même où l'homme acquiert le statut de citoyen. On ne naît pas citoyen, on le devient.

Historiquement, et l'histoire de l'éducation en France, le recours à l'éducation civique, notamment par Jules FERRY, est conçu comme le complément indispensable à l'éducation morale. En effet, l'éducation civique se présente comme un apprentissage nécessaire pour une participation souhaitable et pertinente à la vie démocratique et sociale. L'éducation civique participe éminemment de la promotion des valeurs civiques en inculquant aux jeunes l'esprit patriotique, le respect des lois et règlements, le respect du Bien public, le respect des emblèmes et symboles de la République et le respect de l'Autre.

La culture des valeurs civiques implique une éducation civique dont les principales articulations sont :

- la connaissance de son pays (histoire, géographie, économie, institutions, lois et règlements) ;
- le sens des valeurs civiques (patriotisme, loyalisme, souci de la préservation du bien commun, justice sociale, esprit du service public, dévouement à la cause nationale, courage, honnêteté) ;
- la connaissance de ses droits et des moyens de défense des droits (droits de l'homme, droits civils et politiques, institutions judiciaires, voies de recours).

Dans les sociétés actuelles, l'éducation civique se veut un outil privilégié pour la formation à la citoyenneté et pour la construction de l'unité du corps social dans la mesure où elle est réputée favoriser la culture d'identité ou la fierté d'appartenance, préparer l'individu à la liberté civile et politique. Elle vise par-dessus tout à développer le caractère et l'esprit de discernement des jeunes et surtout à développer leurs aptitudes à vivre dans une société complexe faite de différences, de complémentarismes et d'antagonismes, dans le respect des règles établies et dans un esprit de dialogue et de tolérance.

L'enseignement des valeurs civiques se trouverait donc, dans la visée de cohésion sociale, en tant qu'éducation préventive contre le désordre, l'anarchie ou l'incivisme. Mais, il y aurait méprise à penser que l'éducation

civique implique une révérence à l'ordre ou aux pouvoirs établis.

Les gouvernements ont parfois un recours quasi-magique à l'éducation civique comme s'il s'agissait d'une panacée dans l'oubli qu'aucune transformation du milieu n'est possible, si l'école n'est pas pensée dans sa relation dialectique à la société. Une éducation civique limitée aux plus jeunes, et à eux seuls est vouée à l'échec, dans la mesure où elle ignore les conditions d'environnement comme si l'école pouvait être un îlot de civisme dans une société en perte vertigineuse des valeurs civiques, de plus en plus marquée par l'incivisme au Sommet comme à la base.

En 2011 au Burkina Faso, la réaction des forces vives suite à la crise profonde de la société, est symptomatique. Partout, on a voulu faire croire que la grande cause de la crise était le manque d'éducation civique et morale des jeunes en occultant la faillite morale et le dérèglement incivique et anti-social des citoyens adultes et, particulièrement, de l'élite dirigeante. La révolte de la jeunesse a été interprétée comme la preuve d'un manque d'éducation morale et civique, au lieu de reconnaître simplement les dérives sociales d'une société presque dérivée en « *kleptocratie* », en « *médiocratie* », en « *ventrocratie* » et de plus en plus caractérisée par de nouvelles valeurs, des contre-valeurs contraires aux idéaux de la construction républicaine et démocratique de même qu'à ceux du vivre-ensemble harmonieux.

En 2011 donc, les pères au Burkina Faso ont préféré honteusement accusé les fils et les filles, commettant une fois de plus, le mensonge des adultes envers les plus jeunes que le pédagogue Janus Korzack avait déjà épinglé en ces termes :

«Tricheurs professionnels, nous jouons contre les enfants avec des cartes truquées en abattant sous les as de nos qualités les petites cartes de leurs faiblesses. Nous nous arrangeons toujours de manière à opposer ce qui est le plus précieux en nous à ce qui est le pire en eux. [] Et notre brutalité, nos crimes notoires ou cachés ? Que de discordes, de ruses, de jalousies, de médisances, de chantages ; que de mots qui blessent, d'actes qui déshonorent ; que de sordides tragédies familiales dont les premiers martyrs sont les enfants ! Et nous avons l'audace de les accuser ?»(Cité in Meirieu, 2009, p.135).

Enfin, les valeurs morales, éthiques et civiques doivent être appréhendées comme un Tout. Comme on le montrera par la suite, il n'est pas

nécessaire de distinguer valeurs morales et valeurs éthiques ; elles renvoient à la même signification fondamentale.

Concernant la distinction valeurs civiques et valeurs morales, même si des nuances se conçoivent, que la discrimination a une valeur pédagogique, rigoureusement, on ne peut dissocier valeurs civiques et valeurs morales. Elles s'appellent les unes les autres, les valeurs morales constituant une totalité qui intègre inévitablement le rapport à l'Autre et à la Cité, et au-delà, à l'Humanité et au Monde.

De façon pratique, il conviendrait d'éviter la dénomination de « valeurs morales éthiques et civiques » pour ne retenir que les notions de «valeurs morales», de « valeurs éthiques », de « valeurs civiques » ou même de « valeurs » tout court selon que le commande le contexte.

Chapitre II. Des principales visions des valeurs

Les valeurs correspondent à des conceptions du monde et à des représentations de l'Agir, aussi bien dans la relation à tout autre qu'à soi-même. L'accord est vite réalisé sur la nécessité des valeurs, mais la question des valeurs à promouvoir demeure une question ouverte comme en témoignent les grandes visions morales, tout au moins dans l'histoire de la philosophie occidentale. On distinguera ainsi, selon la classification de Simmenauer¹², trois grandes familles de visions éthiques :

- les éthiques de la vertu ;
- les morales déontologiques ;
- les conséquentialismes.

2.1 Éthiques de la vertu

En prenant acte des variations ou des nuances doctrinales, il est possible d'affirmer que les éthiques de la vertu sont une dominante dans la période de l'antiquité et du moyen-âge chrétien. Elles se retrouvent aussi bien dans la philosophie d'Aristote et de son maître Platon, comme dans le stoïcisme, l'épicurisme et la philosophie morale des docteurs de l'Eglise, notamment Saint Augustin, l'évêque d'Hippone et Saint Thomas d'Aquin dit «*Docteur des docteurs* ».

Les éthiques de la vertu qui sont des éthiques aristocratiques, comme les qualifie Luc FERRY, sont des éthiques qui se fondent sur l'idée d'une hiérarchie naturelle des êtres et sur le privilège accordé aux meilleurs pour la direction de la Cité. Platon distingue ainsi le *noûs* (l'intelligence, siège de la raison), le *thumos* (le cœur, siège du courage) et l'*épithumia* (siège des pulsions et du désir) qui sont trois instances caractéristiques des classes sociales (celle des philosophes, celle des gardiens, des soldats et militaires et celle des esclaves, des artisans et des ouvriers). Le modèle tripartite d'organisation de l'individu répète le modèle de l'organisation sociale et il n'y a de justice, d'ordre et d'harmonie, qu'en rapport avec l'ordre hiérarchisé du monde et de la société.

Les valeurs morales renvoient inévitablement aux vertus individuelles, dans la mesure où elles sont toujours incarnées par les individus qui les portent.

12 Cf. Benjamin SIMMENAUER, « Qu'est-ce qu'une valeur morale ? », in Hirsh (2014), op. cit. Il y a lieu de préciser que d'autres classifications sont possibles comme par exemple celle que fait Luc FERRY dans son opuscule intitulé « Une si brève histoire de l'éthique ».

Dans le schéma aristotélicien, une nette distinction est faite entre les vertus morales et les vertus intellectuelles¹³. Les vertus morales constituent la base des valeurs et sont essentiellement des dispositions acquises et perfectionnées par l'habitude¹⁴ : la tempérance, le courage et la justice.

Les plus hautes valeurs susceptibles d'être vécues par l'homme culminent dans les vertus intellectuelles qui relèvent, non des mœurs comme les valeurs morales, mais de l'intelligence : la sagesse, la prudence et la délibération réfléchie.

Les valeurs ont ainsi une dimension téléologique, dans la mesure où leur réalisation participe de la recherche du Souverain Bien ou encore de la réalisation des fins de la nature. A travers les valeurs morales, l'homme ne réalise pas ses fins propres, mais celles de la nature ; c'est en réalisant pleinement la nature que l'homme est susceptible d'atteindre le bonheur.

Dans la perspective de la tradition judéo-chrétienne qui se fonde en partie, sur les philosophies morales de l'antiquité gréco-latine, cinq idées peuvent être retenues :

- les fins morales, que l'on peut se proposer, relèvent non pas simplement de l'être mais du devoir-être, d'un « idéal opposé à la naturalité du monde. »¹⁵ ;
- les fins morales pouvant être entravées par la nature, en particulier par l'égoïsme et la paresse, les valeurs morales éthiques nécessitent en permanence correction de la nature, mais aussi résistance et conflit contre la nature qui n'est pas en soi une garantie de moralité ;
- la réalisation des fins morales, dans le monde chrétien, passe par le travail érigé au rang de valeur sacrée¹⁶ ;

13 A la suite d'Aristote, sous l'influence des ordres franciscains et dominicains, la tradition a pris l'habitude de distinguer les vertus dites cardinales et les vertus dites théologales. Au nombre de quatre, les vertus dites cardinales sont la prudence, la force ou le courage, la tempérance et la justice.

Au nombre de trois, les vertus théologales sont la foi, l'espérance et la charité

14 « C'est en bâtissant que l'on devient architecte, en jouant de la cithare que l'on devient citharède. De même, c'est à force de pratiquer la justice, la tempérance et le courage que nous devenons justes, tempérants et courageux. » écrit Aristote, *Ethique à Nicomaque*, p. 45

15 Luc FERRY, (2013, p. 24)

16 « A bien des égards, le républicanisme, même le plus «laïcard» qui soit, même le plus anticlérical, n'est souvent sans le savoir, qu'une version sécularisée de cette morale judéo-chrétienne, de la parabole des talents. L'école républicaine, avec ses bons points, ses »peut mieux faire« et ses bonnets d'âne, va valoriser comme jamais le travail, là où il n'est guère qu'une activité servile et inférieure dans le monde aristocratique. Le travail va être sacralisé comme activité de la liberté qui façonne et transforme la nature. » Op.cit., p. 25

- à la différence du monde grec, l'ontologie du monde chrétien repose sur l'idée d'une égalité entre les êtres humains, en raison même de l'idée théologique d'égalité créationnelle et rédemptrice, en dépit des inégalités naturelles ;
- le monde grec ignore la personne, pour ainsi dire et s'accommode somme toute de l'esclavage comme de l'infanticide, tandis que la théologie chrétienne, partant de l'idée de Dieu comme extériorité de référence absolue et modèle archétypal pour l'homme, élève celui-ci au rang de Sujet libre, responsable et égal en dignité à tout autre en tant que personne.

2.2 Morales déontologiques

L'éthique moderne, entamée avec Descartes culmine chez Kant dans une morale déontologique où le devoir occupe une place centrale à partir d'une réflexion sur les conditions de possibilité de la morale. La morale kantienne se construit en rupture avec la théologie en faisant droit de cité, du point de vue de l'humanisme, à une morale construite par l'homme et pour l'homme.

Là où dans l'univers clos des grecs, la Nature servait de norme et de critère du Bien, Kant juge que ce ne sont pas les dons naturels qui font la valeur morale, dans la mesure où ils peuvent être utilisés à mauvais escient. La maxime est bien connue : « *corruptio optimi pessima* »¹⁷.

La valeur morale du sujet de l'action dépend étroitement de la bonne volonté¹⁸, c'est-à-dire de la bonne disposition à faire un bon usage

17 « La corruption ou la méchanceté des meilleurs est la pire »

18 « De tout ce qu'il est possible de concevoir dans le monde, et même en général hors du monde, il n'est rien qui puisse sans restriction être tenu pour bon, si ce n'est seulement une BONNE VOLONTÉ. L'intelligence, le don de saisir les ressemblances des choses, la faculté de discerner le particulier pour en juger, et les autres talents de l'esprit, de quelque nom qu'on les désigne, ou bien le courage, la décision, la persévérance dans les desseins, comme qualités du tempérament, sont sans doute à bien des égards choses bonnes et désirables ; mais ces dons de la nature peuvent devenir aussi extrêmement mauvais et funestes si la volonté qui doit en faire usage, et dont les dispositions propres s'appellent pour cela caractère, n'est point bonne. Il en est de même des dons de la fortune. Le pouvoir, la richesse, la considération, même la santé ainsi que le bien-être complet et le contentement de son état, ce qu'on nomme le bonheur, engendrent une confiance en soi qui souvent aussi se convertit en présomption, dès qu'il n'y a pas une bonne volonté pour redresser et tourner vers des fins universelles l'influence que ces avantages ont sur l'âme, et du même coup tout le principe de l'action ; sans compter qu'un spectateur raisonnable et impartial ne saurait jamais éprouver de satisfaction à voir que tout réussisse perpétuellement à un être que ne relève aucun trait de pure et bonne volonté, et qu'ainsi la bonne volonté paraît constituer la condition indispensable même de ce qui nous rend dignes d'être heureux. »

Emmanuel Kant (1792), Fondements de la métaphysique des mœurs, Traduction de Victor Delbos

de ses talents ou de ses dons naturels. La bonne volonté est volonté d'agir moralement c'est agir par devoir et pas simplement conformément au devoir.

L'action moralement bonne suivant la philosophie kantienne répond au critère formel de l'universalisable, si je suis capable de vouloir que la maxime (la règle) de mon action devienne une loi universelle. « *Agis uniquement d'après la maxime dont tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle.* » écrit Kant. Il donne ainsi une première formulation de « l'impératif catégorique », en tant que principe de cohérence universelle de l'action morale.

La valeur morale d'une action dépend de son potentiel d'universalité en sorte que l'action bonne doit en référer de façon inconditionnée, au devoir et non à ses conséquences et ainsi échapper à tout déterminisme causal naturel.

La morale déontologique est une morale basée sur l'autonomie de la volonté en tant qu'elle s'appuie sur le postulat de la liberté humaine à titre d'idée régulatrice. Et ce d'autant plus que l'homme se définit comme fin en soi c'est-à-dire comme sujet libre, soumis à la loi morale participant éminemment au règne des fins. Dans la mesure où je suis un représentant de l'humanité, pour qu'elle soit moralement bonne, mon action doit toujours s'inscrire dans l'horizon d'une finalité inconditionnelle. D'où la seconde formulation de l'impératif catégorique qui privilégie en toutes circonstances, le statut de fin de la personne à celui de moyen, postulant ainsi l'égalité dignité de la personne humaine : « *Agis de telle sorte que tu traites l'humanité, aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre, toujours comme un moyen et jamais simplement comme un moyen.* »

Enfin, l'impératif catégorique kantien, dans une troisième formulation, affirme la pleine responsabilité de l'homme : « *Agis de telle sorte que ta volonté puisse se considérer elle-même en même temps comme légiférant universellement grâce à sa maxime* » écrit Kant.

La morale déontologique de type kantien ouvre ainsi les portes d'une morale de l'autonomie (d'Auto, *nomos* = sa propre loi ou norme) contre toute hétéronomie (de *heteros*, et *nomos* = la loi ou la norme de l'autre ou de l'extérieur) inscrivant en cela les valeurs humaines dans un espace et un esprit de sécularisation.

(1862-1916), à partir du texte allemand édité en 1792, (Grundlegung zur Metaphysik der Sitten), première section

2.3 Conséquentialismes

A la différence des morales déontologiques, les conséquentialismes accordent une importance de choix aux conséquences des actes en considérant que la valeur morale d'une action revient au bénéfice global de ses conséquences. Simmenauer en donne une formulation générale¹⁹.

La figure la plus connue du conséquentialismes est l'utilitarisme, principalement théorisé par ses deux grands représentants que sont Jeremy Bentham et John Stuart Mill. Dans cette vision, le principe de l'utilité se trouve au fondement de l'utilitarisme que Stuart Mill à la suite de Bentham définit comme une morale eudémoniste de la manière qui suit :

“The creed which accepted as the foundation of morals Utility, or the Greatest Happiness Principle, holds that actions are right in proportion as they tend to promote happiness, wrong as they tend to produce the reverse of happiness. By happiness is intended pleasure and the absence of pain ; by unhappiness, pain and the privation of pleasure.”²⁰

L'utilitarisme prend ainsi ses congés d'avec la morale rationnelle de Kant pour qui la moralité d'une action ne pouvait être envisagée à partir du caractère bénéfique de ses effets ou de ses conséquences. Cependant, la problématique de la valeur morale demeure dans la mesure où le critère de l'utile ne va pas de soi ; dans le débat de société, les discussions achoppent bien souvent sur la définition de ce qui est utile.

On peut également évoquer ici le contextualisme moral qui présente des similitudes avec le conséquentialisme. Le contextualisme tend naturellement à faire dépendre la valeur morale d'une action des conditions de son émergence. Ce faisant, le contextualisme nie d'office le caractère absolu de la valeur qui épouse les conditions réelles du contexte. En effet, selon le contextualisme, les décisions morales dépendent étroitement non pas de l'opinion des individus ou des groupes comme dans le relativisme moral mais des caractéristiques contextuelles pertinentes.

19 « Un acte A est moralement bon si et seulement si : la somme totale de bien pour tous moins la somme totale de mal pour tous, qui résultent de l'accomplissement de A, est supérieure à la même différence pour des sommes totales de bien et de mal pour tous, qui résultent de l'accomplissement d'un acte incompatible avec A et néanmoins effectuable par l'agent en situation d'accomplir A », Op. cit., p. 127

20 « La doctrine qui prend pour fondement de la morale l'Utilité ou le Principe du plus grand bonheur, soutient que les actions sont bonnes dans la mesure où elles tendent à augmenter le bonheur, mauvaises en tant qu'elles tendent à produire le contraire. Par bonheur, on entend le plaisir et l'absence de douleur, par son contraire, la douleur et l'absence de plaisir. » J. S. MILL, (1863)

Chapitre III. Du fondement et de la réalité des valeurs morales

Les valeurs morales sont une préoccupation constante des sociétés, probablement en raison de leur utilité supposée. Mais quel est donc leur fondement ? D'où vient que les valeurs s'imposent à nous ou que nous nous imposons des valeurs ? Ces valeurs ont-elles une réalité objective ou ne s'agit-il que de pures créations humaines ne correspondant à aucune nécessité absolue ?

3.1 Extériorité de la loi morale

Pour les uns, suivant un principe d'hétéronomie, les valeurs morales tirées des lois morales ne dépendent pas de l'homme. Elles ont une existence objective en tant que lois naturelles ou en tant que commandements divins sur la base d'un principe téléologique, ce qui veut dire que les valeurs participent d'un dessein global qui transcende la volonté humaine.

Dans une version antinaturaliste et/ou antireligieuse, les valeurs morales sont considérées comme des idéaux, c'est-à-dire des êtres de raison dont la puissance réside dans la capacité ou la faculté des hommes à opérer des choix rationnels qui rendent possibles la vie à l'échelle individuelle ou collective, aujourd'hui et demain. Ainsi en est-il par exemple du principe de responsabilité formulé par Hans Jonas²¹ qui obéit à cet impératif. Pour ce dernier, un impératif adapté aux nouveaux types de l'agir humain et qui s'adresse au nouveau type des sujets de l'agir s'énoncerait à peu près ainsi :

« Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre » ; ou pour l'exprimer négativement : « Agis de façon que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité future d'une telle vie » ; ou simplement : « Ne compromets pas les conditions pour la survie indéfinie de l'humanité sur terre » ; ou encore, formulé de nouveau positivement : « Inclus dans ton choix actuel l'intégrité future de l'homme comme objet secondaire de ton vouloir. » (Hans JONAS, 1979, P. 40)

Comme l'écrit Rameix : *« les hommes du XVII^e siècle s'étaient découverts seuls dans un univers infini, ouvert à leur pouvoir ; les hommes du XX^e siècle se découvrent innombrables dans un espace vital fini, dégradé par leur pouvoir. »*(1996, P. 59)

L'éco-bio-éthique reconnaît une sorte de téléologie transcendante

21 Hans JONAS, (1991)

naturelle ou bioéthique qui fonde en raison de l'extériorité en tant que source de devoirs moraux, fixant par là des limites objectives au pouvoir de l'homme, à l'humanisme dans sa vocation axiologique. La responsabilité de l'homme n'est pas dans l'imputabilité au sens juridique du terme mais dans la conscience d'un devoir à remplir face à une situation de menace. L'être commande un devoir-être. La valeur morale n'existe donc pas en soi mais la réalité extérieure comporte potentiellement des prescriptions axiologiques que la raison humaine peut reconnaître. On peut adhérer à une axiologie réaliste sans souscrire nécessairement au réalisme axiologique qui débouche sur une réification de l'idée ou de la valeur.

3.2 Intériorité de la loi morale

Pour les autres, les valeurs morales sont appréhendées suivant une conception relativiste ou autonome qui situe l'origine de la loi morale non pas dans l'extériorité mais dans le sujet humain. A la différence des visions hétéronomiques qui tendent à donner aux valeurs morales un caractère immuable et universel, dans les conceptions subjectivistes, les valeurs morales sont relatives et historiques. Elles dépendent des groupes sociaux, voire des individus qui les définissent et les imposent. Mais comment concilier pluralisme²² de la société et autonomie ? L'autonomie est conçue comme un principe irréfragable qu'il faut conjuguer avec la dimension pluraliste essentielle des sociétés démocratiques. Le pluralisme se voulant la marque de la liberté, la possibilité de la morale est inscrite dans la bonne volonté de l'individu qui a besoin d'entrer dans un processus de négociation raisonnée de type « Win/Win ».

A titre d'exemple, il propose une théorie de l'autonomie pluraliste dans laquelle le respect absolu de l'autonomie d'autrui est le fondement de la norme morale.

De ce point de vue, la morale du Dilemme, dit du prisonnier est qu'il est possible de gagner ensemble ou de minimiser ensemble les pertes. En revanche, s'il est possible de maximiser son gain sans tenir compte des autres intérêts, cela n'est possible qu'au prix de choix mettant l'éthique entre parenthèses. Le dilemme du prisonnier est illustratif de ce que nous sommes souvent prisonniers de nos intérêts c'est un dilemme de choix entre des valeurs contradictoires, voire opposées, en l'occurrence entre le choix de la solidarité et le choix de l'égoïsme.

Historiquement, la conception objectiviste ou réaliste, dans la mesure

22 Cf. H. Tristan Engelhardt, (1986)

où elle admet des valeurs universelles, c'est-à-dire valables pour tous et en tout temps, a contribué à favoriser une éthique républicaine enracinée dans l'idéologie des droits de l'Homme et dans l'anthropologie humaniste de Pic de la Mirandole²³ et de Rousseau. La République est une construction selon une vision universelle qui tend à l'uniformisation. Mais, cette même conception a contribué à alimenter une vision européocentriste adossée au mythe du progrès avec ses corollaires et ses relents que sont l'impérialisme et le racisme colonial, le risque permanent de l'intolérance au nom d'une valeur et le danger redoutable de la volonté d'expansion. Les critiques les plus vives de cette conception se trouvent chez Marx (1818-1883), Nietzsche (1864-1900) et Freud (1856-1939).

La conception pluraliste et relativiste est en même temps refus des valeurs universelles et reconnaissance de l'égalité des cultures, civilisations et valeurs. Le pluralisme a généré ce que Luc Ferry appelle une « *éthique de l'authenticité* », au nom de laquelle s'affirme dogmatiquement le droit à la différence en s'attaquant à la fois à l'inégalité aristocratique et à l'égalité méritocratique. *L'éthique de l'authenticité est refus de toute hiérarchie, dans la mesure où elle place sur le même pied toute valeur et surtout elle marque du sceau de l'authenticité les choix opérés dans le cadre de la vie privée du fait du privilège exorbitant reconnu à l'individu :*

«...la conception de l'homme comme individu implique la reconnaissance d'une liberté de choix étendue. Certaines des valeurs, au lieu d'émaner de la société, seront déterminées par l'individu à son propre usage. En d'autres termes, l'individu comme valeur (sociale) exige que la société lui délègue une partie de sa capacité de fixer les valeurs. La liberté de conscience est l'exemple type », écrit Dumont (1983, p. 289).

Le relativisme élargit sans nul doute le champ des libertés individuelles, rend possible la coexistence des valeurs mais, en même temps ruine l'idéal axiologique et brise la logique de configuration hiérarchique des valeurs, dans la mesure où la tendance est à la tolérance sans une vision claire des limites du tolérable. Nous sommes ainsi rendus contemporains d'un monde extraordinairement riche sur le plan de la science, des arts et de la technologie mais terriblement pauvre du point de vue éthique.

23 Cf. Discours sur la dignité humaine (*Oratio de hominis dignitate*) ; prés. et trad. Yves Hersant, Paris, L'Éclat, «Philosophie imaginaire», 1993.

Chapitre IV. De la table des valeurs

4.1 Pas de société sans valeurs

Si l'on adopte la posture du sociologue ou de l'ethnologue, on peut faire le constat simple qu'il n'existe nulle part au monde de sociétés sans valeurs, aussi loin qu'on puisse remonter dans l'histoire de l'humanité comme en témoigne l'histoire des civilisations partout dans le monde. On se bornera ici à évoquer les valeurs dans le monde occidental et les valeurs dans l'Égypte ancienne et dans l'Afrique traditionnelle.

4.1.1 Les valeurs morales dans le monde occidental

Les sociétés occidentales revendiquent l'héritage du monde gréco-latin de l'antiquité et également du monde judéo-chrétien du Moyen-âge. Mais force est de constater que l'enseignement moral de Socrate n'a pas résisté au temps et la morale religieuse ne tient plus une grande place dans les sociétés occidentales. Le temps des cathédrales est vraiment fini !

La morale socratique s'est heurtée assez tôt à des doctrines concurrentes notamment le scepticisme hérité du philosophe Pyrrhon d'Elis et le cynisme (de *Kunos*, de *Kuon*, le chien en grec) du philosophe Antisthène dont Diogène de Sinope est un disciple célèbre. Le doute sceptique culmine sur le plan moral au non cognitivisme éthique par une mise en doute des catégories morales du Bien et du mal et, en définitive de toute vérité morale. Le cynisme (de *Kunos*, Chien), s'est illustré comme refus des conventions sociales au nom de la vie selon la nature.

A partir de la renaissance et de l'époque moderne, la pensée morale s'est construite par dissociation progressive avec la religion, la politique et la science. Faute de balise morale, comme l'a fait remarquer Rousseau devant l'Académie de Dijon, les sciences et les arts²⁴ corrompent les mœurs au lieu de conduire l'humanité dans le sens de la perfection morale. La science fait progresser la connaissance humaine du monde et des choses, mais hélas, elle n'est pas toujours au service de la cause humaine, sans évoquer toutes les

24 Le passage qui suit est éloquent quant à la grande méfiance de Rousseau envers les sciences et les arts lorsqu'il écrit : « Peuples, sachez donc une fois que la nature a voulu vous préserver de la science, comme une mère arrache une arme dangereuse des mains de son enfant ; que tous les secrets qu'elle vous cache sont autant de maux dont elle vous garantit, et que la peine que vous trouvez à vous instruire n'est pas le moindre de ses bienfaits. Les hommes sont pervers ; ils seraient pires encore, s'ils avaient eu le malheur de naître savants. » Rousseau, Discours sur les sciences et les arts, Paris GF, 1971, P. 46

dérives dont elle est potentiellement grosse.

S'agissant de la politique, au lieu d'être le lieu de la vérité, de la fraternité et de la solidarité, le lieu de la construction du vivre-ensemble harmonieux, elle porte résolument son nom de « machiavélisme », consacrant par-là la politique comme lieu de prédilection des intrigues, des calculs cyniques, du mensonge, de l'égoïsme, de l'affairisme, de la division ou de l'opposition des citoyens entre eux, de l'esprit de clan, de tribu, de région ou d'ethnie, le royaume des faux coups, des coups tordus, des coups bas, des meurtres, le royaume de la félonie... bref, l'antithèse de la morale ; malgré des discours lénifiants, des appels de phare à la solidarité nationale, des clins d'œil aux valeurs et à l'éthique !

La dissociation de la morale d'avec la religion a conduit à ignorer toute référence à la transcendance ou au salut, générant ainsi un anthropocentrisme qui pose le problème du fondement originaire ou encore de l'ultime référent pour l'homme. L'enracinement de l'humanisme (au sens fort du terme) coïncide avec l'évacuation du sacré, difficile à assumer dans sa conséquence qu'est l'individualisme social. Comme le dit bien Meirieu en référence à Marcel Gauchet :

« Nous sommes métaphysiquement démocrates », mais nous rêvons encore secrètement d'un homme providentiel qui viendrait nous délivrer du poids de nos responsabilités et répondre à la nostalgie d'un assujettissement commode où nous pouvions, tout à la fois, nous défaire et nous plaindre. »

(Meirieu, op cit., p. 96)

L'Europe a connu ses valeurs traditionnelles qui avaient une certaine parenté avec les valeurs traditionnelles de l'Afrique noire de par la place prépondérante faite au sacré, à la communauté, à la famille, à la tradition, aux anciens, à l'idéal sacrificiel. Aujourd'hui, les valeurs se voulant « modernes », les sociétés occidentales prétendent privilégier soi-disant l'avenir, l'innovation, le changement, mais fortes de l'idéologie des droits de l'homme axée sur l'individu, le nihilisme a gagné du terrain et l'on assiste à une profonde crise des valeurs morales, pour éviter les notions connotées de « décadence » ou de « dégénérescence ».

La morale de l'individu-roi dans le contexte d'une société matérialiste, « hypermoderne », caractérisée par une consommation ostentatoire est ce qui prédomine. Les phratries brisées, les solidarités pulvérisées, la loi du « chacun pour soi » règne et chacun a, somme toute le droit à tout pour

son bonheur. Le vide de sens s'étant superposé au vide moral²⁵, on prétend redonner du sens et du charme à la vie quotidienne avec la politique-spectacle, la « peoplérisme » à outrance, la télé-réalité, les divertissements géants ou planétaires dans un monde de violence sinon de guerres inqualifiables, l'engagement humanitaire... dans un monde hypervirtualisé de sollicitations quotidiennes des bas instincts, un monde de réduction de la femme au statut d'objet sexuel et bonne à faire vendre les yaourts, un monde hypermédiatisé qui « surfe » avec le culte du « jeunisme », l'apologie de la crétinisation et de l'insignifiance comme en témoignent chaque jour les pages d'internet et des chaînes de télévision. De la déréglementation ou de la dérégulation au dérèglement, il n'y a qu'un pas.

4.1.2 Les valeurs dans l'Égypte antique et dans l'Afrique traditionnelle

Dans l'enseignement classique de la philosophie, la réflexion morale remonte à Socrate qui a opéré une sorte de révolution en changeant de perspective par rapport aux physiciens d'Ionie, ces philosophes de la Nature qui étaient préoccupés de cosmologie et particulièrement de cosmogénèse. Suivant l'oracle de Delphes, Socrate opère un recentrage de la réflexion philosophique principalement sur l'homme et la cité, le bien et le mal et surtout la destinée humaine.

Même si le prisme déformant²⁶ du regard raciste a conduit à penser que l'Afrique était une terre de « sauvages », probablement sans âme, même si l'Afrique est encore injurieusement et pitoyablement présentée aujourd'hui comme un continent sans histoire, comme l'a fait le président français Nicolas Sarkozy à Dakar, qui plus est à l'Université Cheick Anta Diop, la réalité historique ne peut être indéfiniment falsifiée. Joseph Ki-Zerbo, Cheick Anta Diop, Elikia M'bokolo, Jean Suret-Canale, Basil Davidson, pour ne citer que ceux-là et tous les historiens chercheurs de bonne volonté l'ont suffisamment établi.

Les études d'égyptologie ancienne permettent de savoir que 3000 ans avant l'ère chrétienne, les égyptiens disposaient d'une civilisation avancée dont les connaissances scientifiques suscitent une grande admiration.

25 Cf. les travaux aux titres suffisamment explicites de G. Lipovetsky, à savoir 1) *L'Ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, 2) *Le crépuscule du devoir: L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*,

26 Cf. discours de Nicolas Sarkozy lors de sa première visite officielle en Afrique au sud du Sahara, le 26 juillet 2007

L’Egypte ancienne a puissamment brillé aussi bien dans le domaine de la science que dans ceux de la philosophie, de la littérature, de l’art et de la technique et l’histoire de la philosophie grecque porte largement témoignage des emprunts conceptuels faits à cette grande civilisation. Thalès, Pythagore de Samos, Xénophane de Colophon, Anaxagore de Clazomènes, Héraclite d’Ephèse, Démocrite d’Abdère, Platon d’Athènes, Aristote de Stagire, illustres représentants de la philosophie grecque, ont tous été nourris à la cosmogonie égyptienne qui contient en elle une pensée morale et une philosophie du droit indiquant le rapport juste à la loi.

Ainsi donc, 3000 ans avant l’ère chrétienne, les égyptiens de la période pharaonique disposaient d’une pensée morale qu’ils pratiquaient dans la vallée du Nil. La pensée morale des anciens égyptiens²⁷ renvoie à une constellation axiologique comprenant des valeurs telles que le beau, le bien, la perfection, le vrai, le juste, l’équité, l’ordre cosmique et moral et formant... la *Maât*, la loi morale suprême qui articule la vie terrestre et la destinée humaine à travers le tribunal d’*Osiris*, le dieu justicier.

Toutes les valeurs ayant une dimension à la fois éthique, esthétique et sociale, le bien et le beau se définissent en opposition à ce qui est mal, pas beau, mauvais, incorrect. Pour un égyptien de l’antiquité, conscient qu’il devrait passer par le tribunal d’Osiris quand sonnera l’heure de sa mort, il savait que non seulement il ne devait pas faire le mal, mais aussi et surtout, il devait vivre conformément à la *Maât* qui se définit dans la cosmogonie égyptienne comme une déesse en tant que fille du dieu *Rê* et aussi sœur de Pharaon, lui-même fils, de *Rê*, précisément *Rê-Atoum-khepri*, le dieu soleil, *Khepri* en tant que soleil levant, *Rê* en tant que soleil au zénith et *Atoum* en tant que soleil couchant.

La *Maât* est aussi définie comme le symbole de la justice, de la vérité, du bien et du beau ; en cela, elle s’oppose au désordre (cosmique ou social), à l’injustice, à la guerre, à la cupidité, au mensonge ; elle implique au niveau politique la fraternité ou la reconnaissance de l’égalité de tous et au niveau individuel une vie selon les normes morales et les règles du vivre-ensemble harmonieux.

La vie individuelle n’est accomplie et bienheureuse que lorsque le

27 Cf. Yoporeka SOMET, (2003/2004, pp 12-25) « La pensée morale égyptienne du IIIème millénaire avant l’ère chrétienne » in ANKH, revue d’égyptologie et des civilisations africaines, N° 12/13,

Voir aussi du même auteur, L’Afrique dans la philosophie, Introduction à la philosophie africaine pharaonique, Khepera, France, 2005.

défunt comparait devant le tribunal d'Osiris, que son cœur subit l'épreuve de la pesée, qu'il procède devant témoins à une double confession (négative et positive), qu'il soit déclaré *Maa-kherou* (juste de voix) et soit reconnu *Maâtiou* (Juste), c'est-à-dire ayant vécu selon Maât, la « *souveraine et la maîtresse du royaume des morts.*».

On peut reconnaître une parenté profonde de la pensée morale de l'univers négro-africain traditionnel avec la pensée morale égyptienne ancienne. Sur un fond d'arrière-plan empreint de religiosité, les valeurs morales de l'Afrique traditionnelle qui subsistent, à ce jour, expriment la nécessité d'une vie conforme au Bien, au Vrai, au Juste et à l'Ordre dans les dimensions éthique, esthétique et sociale.

Les valeurs morales traditionnelles de l'Afrique sont des valeurs conçues dans la perspective d'un vivre-ensemble harmonieux et dans le respect de l'ordre social et cosmique. Ces valeurs qui puisent leurs racines dans la Maât égyptienne peuvent faire l'objet d'un repérage dans la littérature orale ou écrite africaine.

On pourra également faire un repérage dans la charte fondatrice de l'empire mandingue connue sous le nom de charte de *Kurukanfuga* ou *Kankannyanfuga*, texte à valeur constitutionnelle promulgué au XIII^e siècle de notre ère. La charte définit des règles²⁸ d'organisation de la société de même que des principes de vivre-ensemble dont l'observance assure la stabilité sociale. Le droit de propriété est reconnu mais l'acquisition des biens doit se faire conformément aux règles convenues.

Les africains d'aujourd'hui peuvent encore dire quelles sont les valeurs morales éthiques qui sont celles que tout africain se devait ou se devrait d'incarner : le respect de la tradition, le respect de la nature ou de l'environnement, le respect des dieux, le respect des anciens, le respect de l'étranger ou l'hospitalité, le respect des morts, le respect des interdits et des totems, le respect de la parole donnée, le respect des maîtres et des

28 A titre illustratif, citons les articles 7 et 14 :

« Article 7: Il est institué entre les mandekas le sanankunya (cousinage à plaisanterie) et le tanamanyöya (forme de totémisme). En conséquence, aucun différend né entre ces groupes ne doit dégénérer, le respect de l'autre étant la règle.

Entre beaux-frères et belles-sœurs, entre grands parents et petits enfants, la tolérance et le chahut doivent être le principe.

Article 14: « *N'offensez jamais les femmes, nos mères.*».

éducateurs, le respect de la vie, le respect des femmes, nos mères, le respect de la femme mariée, le droit d'ainesse, le respect des beaux-parents, respect de la parenté ou de la famille, respect du voisinage, respect du mariage, respect de l'ennemi, la solidarité, le travail, la vérité, le bien, la justice, l'équité, la tolérance, le pardon, la loyauté, l'honnêteté, l'humilité, le courage, la dignité, la compassion, l'endurance...

Le respect est un maître-mot de la pensée morale africaine, structurant du rapport au monde et aux choses, à autrui et à soi-même. Le respect ne se confond pas avec la crainte ou la peur, mais se définit comme auto-inscription dans un univers réglé où l'ordre ne vaut que par l'intériorisation et la mise en pratique volontaire des normes établies par chaque membre de la société.

Le respect vaut aussi bien pour les personnes et pour soi que pour les valeurs, les orientations, les principes et les engagements. Le respect, au sens fort du terme est une discipline consentie basée sur la recherche de l'ordre, de l'harmonie et de la paix. Le respect est à la fois conscience, reconnaissance et construction d'humanité, faisant de chaque « *Je* », le lieu d'une singularité authentique dans une nécessaire coopération avec autrui en sorte que même en, situation de conflit, le respect continue d'être exigible. Le respect bien compris est une expression de bonne volonté, du vouloir vivre-ensemble pacifique. Il est, à la fois savoir-vivre et savoir-être.

Le terme de respect en lui-même est simple, mais c'est un étonnant concentré de valeurs dans la mesure où il renvoie à une véritable constellation sémantique, au sein de laquelle, on trouve une multitude de valeurs : la justice, la courtoisie, la loyauté, l'humilité, la fraternité, la délicatesse, la serviabilité, la prévenance, l'honnêteté, le sens de la retenue, la bienveillance, la solidarité, l'obligeance,...

Appliqué à soi, le respect est une invitation à la pudeur, à l'honneur, à la responsabilité, à la décence, à la dignité... Le respect implique le refus de l'injure ou de l'insulte, du mépris, de la violence,... Bref ! Le respect est principe d'autolimitation ou d'auto-obligation et de ce point de vue, il s'agit d'un principe cardinal : aucune société ou communauté n'est viable sans le respect des normes et limites et sans toutes les bonnes dispositions de l'individu à agir dans le sens de ce qui est Bien.

La commission Vérité et Réconciliation en Afrique du Sud n'a pas

manqué de rappeler la philosophie de l'*Ubuntu*²⁹ qui joue un rôle fondamental dans la représentation des bantous. L'*Ubuntu* exprime le concept d'une construction solidaire et éthique valorisante de l'humanité en chaque homme. Etre *Ubuntu*³⁰, c'est savoir être et agir dans le monde en tenant compte de nos divers liens à la communauté, à la société, à l'humanité et au monde. En considération de son œuvre politique, les sud-africains n'ont pas manqué de voir en Mandela une incarnation de l'*Ubuntu* en raison de son profond respect de l'autre toujours envisagé comme étant à la fois *ego alter* et *alter ego*. Malgré les conflits, malgré la tentation de la violence destructrice et vengeresse ! Le monde entier, à travers le président OBAMA en décembre 2013 lors du discours en hommage à l'illustre disparu, a aussi reconnu en Madiba, les qualités exceptionnelles de l'*Ubuntu*, celles d'un homme qui a dédié sa vie à la recherche d'une société profondément inclusive, juste et tolérante.

De nos jours, il est aisé de constater que le respect est de plus en plus vide de contenu dans nos sociétés où les repères sont brouillés. Alors que le respect était fondamentalement lié à l'Être, nous vivons une époque où le respect résulte de l'Avoir, de la puissance, de la capacité à en imposer de quelque manière que ce soit. Le respect continue d'être dû, mais proportionnellement à la capacité de nuisance : plus vous êtes considérés fort ou puissant et plus vous avez droit au respect, c'est-à-dire à tous les comportements susceptibles d'emporter votre bienveillance et plus vous êtes supposés faible plus vous avez droit à l'irrespect, à toutes sortes de comportements sans égards pour l'humanité ou les valeurs que vous incarnez réellement. Force est de reconnaître que toutes les valeurs traditionnelles ancestrales périssent ou pour reprendre Chinua Achebe, « *Things fall apart* » (*Le monde s'effondre* !).

Pour lever toute équivoque, il importe d'affirmer clairement qu'évoquer les valeurs traditionnelles, ce n'est pas oublier que les valeurs sociales sont toujours vécues sur un mode concurrentiel, voire conflictuel. En toute société, coexistent des valeurs parfois complémentaires, mais aussi des valeurs contradictoires, voire antagonistes. En référer aux valeurs traditionnelles ce n'est pas en référer à un unanimisme artificiel, mais en référer à un paradigme dominant de la société à un moment donné de son histoire pour penser le présent et se projeter dans le futur.

29 Cf. Desmond Tutu, Mike Nicol, Croire *Ubuntu* inspirations et paroles de Desmond Tutu Acropole, 2007

30 En langue zulu, « *Umuntun gumuntun gabantu* » signifie « une personne est ce qu'elle est à travers les autres, par les autres »

4.1.3 Valeurs de l'Afrique actuelle : évolution, émergences

Nous sommes les contemporains d'une Afrique qui balance entre les valeurs ancestrales et des valeurs nouvelles progressivement introduites du fait de multiples interactions liées à l'histoire, à la politique, à l'économie, au commerce et de plus en plus à la mondialisation.

Le fonds axiologique des peuples africains est fondamentalement religieux en raison de croyances fortement ancrées en l'existence de l'au-delà, en un monde invisible dont les règles doivent être respectées sous peine de punition pouvant aller jusqu'à la mort. Le respect dû aux ancêtres et aux morts est intimement lié à cette croyance. Ensuite, toutes les règles et valeurs d'organisation de la société tirent leur fondement de cette dimension religieuse de la vision générale d'un monde où Dieu est partout présent et où « les morts ne sont pas morts ».

Du fait de l'héritage ancestral donc, pour la plupart des africains d'aujourd'hui, le monde est ordonné et les valeurs traduites par les comportements des individus et de la société doivent impérativement s'inscrire dans l'ordonnement cosmique et religieux.

Cependant les croyances ancestrales entrent en télescopage avec des croyances nouvelles véhiculées par les grandes religions monothéistes que sont le christianisme et l'islam dont l'introduction progressive a contribué à façonner une mentalité nouvelle qui n'est pas toujours en pleine cohérence avec les valeurs traditionnelles. Le même africain qui se réclame du christianisme ou de l'Islam peut continuer à croire aux féticheurs et aux marabouts avec parfois des conséquences dramatiques. Combien d'africains aujourd'hui formés dans les universités continuent de croire en des forces occultes ?

Résultat : même si les africains gardent toujours la mémoire vive de leurs valeurs traditionnelles, ces valeurs ne sont plus toujours déterminantes dans leurs conduites réelles. Il y a une tendance nette et forte à s'aligner sur des valeurs venues d'ailleurs, des valeurs qui ne sont pas toujours en congruence avec le fonds axiologique africain. Les campagnes qui pouvaient apparaître comme des réservoirs de valeurs authentiques sont elles-mêmes gagnées par le processus d'aliénation.

Il y a une survivance des valeurs traditionnelles africaines, mais on observe une érosion de ces valeurs et l'émergence de nouvelles valeurs : on observe bien par exemple, que les traditions se délitent, que l'individualisme gagne du terrain partout y compris dans les campagnes, le droit d'ainesse et

le respect des anciens tendent à disparaître devant le pouvoir économique, le respect des morts n'est plus absolu, la parole ne se donne plus, le respect de la vie est bafoué avec les crimes les plus odieux, le respect se vide sous nos yeux de tout contenu, les injustices se multiplient, on cultive le « jeunisme », le mensonge domine à tous les étages, les voleurs peuvent fanfaronner, « tous pour tous » est devenu « chacun pour soi », la cupidité des élites est sans bornes, la dignité va à vau-l'eau, l'indécence est devenue une nouvelle norme reflétée dans les paroles, dans les attitudes, dans l'habillement...

Le Burkina Faso en particulier s'était fait une bonne réputation de terre de valeurs, mais depuis quelques années, on assiste à une désagrégation du tissu axiologique. Les valeurs du vivre-ensemble comme les valeurs individuelles périssent : « la morale agonise au Faso » a-t-on entendu dire. Nombreux sont ceux qui regrettent la perte des valeurs traditionnelles : ni foi ni loi, des calculs égoïstes, manque de respect des anciens et des aînés, des dirigeants qui détournent et qui tuent sans état d'âme, des jeunes qui se droguent, qui n'ont plus le sens de la pudeur, qui refusent l'effort et qui rêvent de courte échelle...

Il ne saurait être question pour une Afrique de l'ère de l'Internet de vivre comme si elle était coupée du monde, mais il importe pour une Afrique qui ne voudrait pas subir purement et simplement la mondialisation de savoir conjuguer les valeurs traditionnelles positives et éprouvées avec celles d'un monde nouveau où la concurrence se mène aussi sévèrement sur le terrain des valeurs. En cela, les systèmes éducatifs africains sont fortement interpellés pour assurer une éducation cohérente de nouvelles générations africaines dont l'identité tend paradoxalement à se perdre dans les écoles, les lycées et collèges, les universités.

4.2. Pas de valeurs sans éducation

La réalité des valeurs morales passe par la forge de l'éducation dans la mesure où c'est dès son plus jeune âge que l'enfant acquiert les valeurs sur lesquelles il s'appuiera dans sa vie pour régler sa conduite. Dans les familles, à l'école comme dans toute la société globale, les valeurs exaltées ne laissent pas totalement le jeune indifférent.

On peut en effet admettre la relative puissance des idées et valeurs dans nos vies personnelles. A ce sujet, Edgar Morin invite à une lecture complexe qui montre que nous possédons certes des idées mais, que nous sommes aussi

possédés par elles. Morin écrit en ce sens :

«Issue tout entière de nos âmes et de nos esprits, la noosphère est en nous et nous sommes dans la noosphère. Les mythes ont pris forme, consistance, réalité à partir de fantasmes formés par nos rêves et nos imaginations. Les idées ont pris forme, consistance, réalité à partir des symboles et des pensées de nos intelligences. Mythes et Idées sont revenus sur nous, nous ont envahis, nous ont donné émotion, amour, haine, extase, fureur. Les humains possédés sont capables de mourir ou de tuer pour un dieu, pour une idée. Encore à l'aube du troisième millénaire, comme les daimons des Grecs et parfois comme les démons de l'Évangile, nos démons <<idéels>> nous entraînent, submergent notre conscience, nous rendent inconscients tout en nous donnant l'illusion d'être hyperconscients.»(Morin, 2000, p. 28-29)

L'éducation joue donc un rôle crucial dans la vie individuelle et collective en tant que processus de transmission des valeurs. Nos valeurs nous viennent du travail de l'éducation exercé sur nous et déterminent nos différentes personnalités. Fondamentalement, il n'existe aucune différence entre un jeune européen et un jeune africain, mais le mode d'éducation ou le milieu d'éducation fera la différence.

L'éducation n'a pas un pouvoir magique de transformation des individus, mais elle a un fort potentiel de changement ou de conversion de l'individu à des valeurs. Il doit être entendu que les conditions réelles de l'environnement ne sont pas négligeables, mais la différence de réaction de deux personnes placées dans des situations identiques provient généralement des valeurs acquises ou non. Un tel est sensible aux questions de l'environnement, tel autre l'est pour tout ce qui touche la cité, pendant que tel autre ne se soucie que de son devenir personnel et de son petit bonheur. Toutes les compétences de l'individu, y compris les compétences psycho-affectives sont le fruit de l'éducation ; leur efficacité ou leur solidité dépendent de l'efficacité ou de la solidité de l'éducation reçue.

4.3. *Sens des valeurs*

Aucune société ne peut espérer se développer ou émerger durablement sans en même temps cultiver les valeurs qui pourraient servir de support ou de repère éthique. Les valeurs sont éminemment sociales et c'est ce caractère qui leur confère toute leur importance qu'il faut savoir reconnaître à juste titre. En même temps, il faut aussi avoir la lucidité de reconnaître les limites à la fois objectives et subjectives, intrinsèques et extrinsèques des valeurs qui peuvent parfois s'écrouler comme un château de sable.

4. 3.1 Importance sociale des valeurs

Les valeurs ont incontestablement une dimension de repères dans la mesure où elles permettent à l'individu ou au groupe d'orienter son action dans le sens axiologique souhaité. Nos valeurs ne sont pas étrangères à nos réactions puisque nos actions et nos divers choix subissent peu ou prou le jugement moral.

Les valeurs qui se sédimentent au cours de l'existence de l'individu ou du groupe constituent des standards moraux qui indiquent dans la plupart des situations la voie à suivre. Les dilemmes moraux sont de ce point de vue la traduction des conflits de valeurs qui entrent en contradiction à un moment donné. Les valeurs acquièrent ainsi une dimension structurante aussi bien des représentations que des pratiques de l'individu ou de la communauté. Sous l'effet de l'éducation ou de l'idéologie, les valeurs constituent une trame essentielle de la personnalité dont les représentations et les pratiques peuvent être décryptées à partir d'une grille de lecture axiologique. Les valeurs contribuent d'une certaine manière à l'identité individuelle, ou collective, conduisant les individus dans la plupart des cas à agir selon un référentiel social préétabli. C'est par là que l'on peut aussi voir que les valeurs servent de justifications aux comportements des individus ou des groupes : lorsqu'elles sont invoquées, elles marquent les conduites du sceau de la légitimité ou tout au moins de la conformité aux valeurs du groupe ou de la société et par là-même, assurent la permanence du groupe en maintenant l'esprit de loyauté envers les membres du groupe et en favorisant surtout l'identification au groupe.

Les valeurs remplissent une fonction sociale indéniable, mais il ne faut pas se méprendre sur leur importance du fait de leurs limites ou de l'incertitude qui les caractérise.

4.3.2 Limite des valeurs

Sans revenir à Hobbes qui a mis à mal la conception téléologique d'Aristote en sorte que les valeurs morales n'entrent plus dans un dessein général, mais seulement dans nos vues particulières et sans s'attarder aux philosophies dites du soupçon (Nietzsche, Freud et Marx) qui donnent des clés de lecture divergentes des valeurs par rapport à une approche classique, on peut voir que les valeurs sont confrontées à au moins trois incertitudes :

- *primo*, l'incertitude axiologique : aucune société ne peut se passer de valeurs mais celles-ci supposent toujours, choix et foi. Le rapport aux valeurs est essentiellement affaire de sensibilisation, de sensibilité mais aussi affaire de système, de circonstances, de politique, d'histoire,

de psychologie, de trajectoire, de parcours, d'ambition, de croyance, de représentations, d'illusion, d'interprétation, de compréhension, de vision du monde. En d'autres termes, la vérité axiologique n'est pas une vérité triviale ou univoque dans la mesure où les valeurs sont des produits de l'histoire et des émergences et comme dit Morin :

« Il nous faut renverser la vision de nos valeurs. Nous voulons voir ces vertus exquises comme des essences inaltérables, comme des fondements ontologiques, alors que ce sont des fruits ultimes. En fait à la base, il n'y a que des constituants, du terreau, des engrais, des éléments chimiques, du travail de bactéries. La conscience, la liberté, la vérité, l'amour, sont des fruits, des fleurs. Les charmes les plus subtils, les parfums, la beauté des visages et des arts, les fins sublimes auxquelles nous nous vouons sont des efflorescences de systèmes de systèmes de systèmes, d'émergences d'émergences d'émergences... Ils représentent ce qu'il y a de plus fragile, de plus altérable : un rien les déflorera, la dégradation et la mort les frapperont en premier, alors que nous les croyons ou nous les voudrions immortelles. »(Morin, 1980, p. 111)

Dans une société dynamique, ouverte, les valeurs ne vont jamais de soi et ne peuvent faire l'objet d'une imposition unilatérale. Sans cesse, des valeurs périssent, de nouvelles émergent. Il y a donc une incertitude éthico-déontologique liée à la nature controversielle des valeurs aussi bien dans la société globale qu'à l'école. Nos valeurs sont immanentes et non transcendantes, construites et non données, négociables et non imposables ;

- *secundo*, l'incertitude éthique liée à l'environnement : les valeurs régnautes ou dominantes effectivement pratiquées tendent à annihiler l'effort des membres de la communauté à agir dans un sens donné. Les valeurs politiques, sociales, culturelles, économiques, etc., déterminent le comportement des individus face à la réalité. Au fond, toute la difficulté de l'enseignement de l'éducation civique et morale réside là. Les enseignants peuvent enseigner les attitudes, mais si dans la société globale les comportements ne sont pas conformes à ce qui est enseigné dans les écoles, il est clair que notre morale aura été un catéchisme vain. Les plus jeunes qui apprennent aussi par imitation ont vite fait de comprendre, que les valeurs enseignées à l'école ne sont pas de vraies valeurs, mais des valeurs justes, bonnes pour obtenir des points. L'extraordinaire dissociation de l'école et de la vie réelle est une facette de la crise des valeurs ;

- *tertio*, l'incertitude éthique liée à la nature humaine : nature multiple et complexe, s'il en est, la nature de l'homme est une nature essentiellement cristique, contradictoire et complexe. Au cœur même de la nature humaine, il y a en permanence, la possibilité du désordre, de l'incohérence, du mal et de la cruauté.

« L'être humain, comme l'affirme Edgar Morin, est une machine non triviale non seulement parce que l'observateur extérieur ne peut prédire avec certitude tous ses comportements, mais aussi parce qu'il porte en lui un principe d'incertitude qui est son principe de liberté. C'est intrinsèquement une machine non triviale parce qu'il dispose d'une possibilité d'écart par rapport à la norme, d'une potentialité de catalyse, de découverte, de décision. Toute invention et création révèle le caractère non trivial de l'esprit humain. » (Morin, 2001, P. 260)

Le besoin de certitude et d'ordre peut faire rechercher une réponse éthique aux difficultés de l'existence humaine en général, mais il ne faut pas se nourrir d'illusion en oubliant qu'il n'y a de sagesse humaine véritable que mise à l'épreuve des faits ou des situations, de l'histoire individuelle ou collective. Peut-être est-ce la raison pour laquelle la déception est grande de voir que lorsqu'elles accèdent aux cercles restreints du pouvoir, la plupart du temps, les élites dirigeantes tournent le dos à la morale, purement et simplement, même quand elles ont été, par extraordinaire, perçues comme étant porteuses des hautes valeurs de la société. La corruption du pouvoir n'est certainement pas une fatalité, mais sa force réside essentiellement à la nature hautement corrompible des individus. C'est fort d'un constat semblable que le philosophe Montesquieu (livre IX, chapitre IV *De l'Esprit des lois*) considèrerait que dans l'organisation des pouvoirs publics, il fallait compter le moins possible sur la sagesse ou la vertu des gouvernants. Si on veut prévenir la tyrannie et toutes les dérives despotiques possibles, il faut mettre l'accent sur l'organisation :

« (...) c'est une expérience éternelle, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. Qui le dirait ! La vertu même a besoin de limites. Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ».³¹(Montesquieu, 1979, p.293)

31 Montesquieu (1748), *De l'esprit des lois*, tome 1, livre XI, chapitre IV, 1979, édition GF, Paris.

Chapitre V. De la crise des valeurs

5.1 Crise et valeurs morales

Les différents dictionnaires de la langue française définissent la crise comme « *phase difficile traversée par un groupe social* » (Larousse) ou comme « *Situation de trouble dans laquelle se trouve la société ou un groupe social et laissant craindre ou espérer un changement profond. Situation où les principes sur lesquels repose une activité sont remis en cause* » (Le Trésor de la langue française).

La crise représente une phase décisive d'une évolution, le moment où la trajectoire d'une évolution pourrait changer de cours, la société s'engage dans une nouvelle voie sur le plan de son histoire, de sa politique, de son économie, de sa culture ou de son organisation en termes de règles de vie communautaire. C'est ce dernier aspect qui nous intéresse ici, la société étant avant tout un groupe humain organisé et partageant une même culture, les mêmes normes, mœurs, coutumes, valeurs avant d'être un ensemble économique....

Comme déjà indiqué dans la première partie, une valeur morale est d'abord une source d'inspiration du jugement moral aussi bien des individus que de la collectivité. Même si elles ne sont codifiées nulle part, les valeurs en tant que faits sociaux ont une forme d'obligation, voire une force de coercition qui s'impose à la conscience comme un idéal et comme une pratique nécessaire.

La crise des valeurs peut s'entendre comme une situation de remise en cause des valeurs de la société sur le plan moral, soit parce que les hautes valeurs sont laissées à l'abandon, soit parce que de nouvelles valeurs aux contenus éthiques pauvres voient le jour.

5.2 Causes de la crise des valeurs

Comme également mentionné plus haut, les valeurs morales dont on parle le plus sont le respect des autres, la fidélité à sa famille, ses amis, sa communauté, la tolérance vis-à-vis des autres membres de la communauté, la fraternité ou le fait de considérer les membres de la communauté comme membres d'une même famille, la société ou communauté représentant une famille ; la solidarité ou le fait (l'obligation) de se sentir lié aux autres membres de la communauté et, de ce fait, de leur apporter aide et assistance en cas de besoin.

Mais ces valeurs morales ne sont pas immuables et ne sont pas toujours défendues et mises en pratique par tous les membres de la société, malgré le fait que certaines de ces valeurs aient été érigées en loi dont la violation est sanctionnée par les tribunaux de justice.

Arrivent, dans l'histoire, des appréciations et des comportements contraires à ceux d'une certaine partie plus ou moins importante de la société. On parle alors, non seulement de conflits de valeurs mais aussi et surtout, de crise des valeurs morales. Des conflits de valeurs peuvent exister au sein d'une société au sujet de telle(s) ou telle(s) valeur(s) particulière(s). Mais la crise va plus loin, plus profondément, lorsque toute la société ne sait plus à quelles valeurs se fier.

5.2.1 Les conflits de valeurs endogènes et exogènes

Souvent cela se produit au contact des valeurs d'autres sociétés qui diffèrent profondément des valeurs endogènes. Par exemple, pour l'Afrique subsaharienne, en général, et le Burkina Faso, en particulier, la colonisation britannique et française ont introduit dans les sociétés africaines précoloniales d'autres idées du bien et du mal, d'autres idéaux sociaux considérés comme valeurs positives dans les pays colonisateurs et comme négatives et conflictuelles avec celles des pays colonisés. La crise des valeurs survient lorsque le colonisateur entend amener, par la sensibilisation ou, plus généralement, par la contrainte, les colonisés à adopter ses valeurs morales et sociales, sa vision du monde.

5.2.2 Le pluralisme des valeurs

Au sein de chaque société, des transformations s'opèrent, qui entraînent de profondes divergences quant à l'appréciation et/ou l'application, la pratique des valeurs jusque-là largement consensuelles et bâties autour d'un fondement solide et quasi transcendant, telle que la religion. Par exemple, en Europe, c'était la religion catholique qui faisait autrefois office d'autorité en matière de morale. Elle servait de ciment social et fournissait un ensemble de valeurs communes partagées. Avec le Siècle dit des Lumières, le développement des sciences, c'est La Raison qui remplaça la Religion comme fondement des valeurs morales et sociales. La disqualification, à une échelle relativement importante, de la religion dans la moralisation des sociétés européennes, celles-ci ont perdu leurs repères d'autant plus que la science n'était pas à la portée (intellectuelle) de la majorité des populations. Ce sont les luttes

politiques successives qui ont conduit à un relatif consensus sur les valeurs morales qui prévalent depuis un siècle en Europe. Encore que le consensus se fait sur la tolérance du pluralisme des valeurs morales. Un pluralisme potentiellement porteur de crise.

Le philosophe Denis COLLIN dépeint la situation confuse et ambiguë qui caractérise la crise des valeurs à travers, paradoxalement, une profusion d'offres de « valeurs ». Selon l'auteur,

« Notre époque bruit des plaintes sur la « perte des valeurs » ou « l'absence de repères » pendant que se développent les propositions d'enseignements d'éthiques, éthique médicale, bioéthique, éthique des affaires : il y a de l'éthique pour tous les goûts, tous les secteurs professionnels, tous les domaines de l'activité humaine. Nous avons connu, il n'y a pas si longtemps une « génération morale », celle de « Touche pas à mon pote » et des « restos du cœur ». Une surabondance de morale et même de « moraline » pour employer un terme de Nietzsche qui pourrait contredire frontalement la déploration de la perte de la morale. Pourtant, il est bien possible que les deux discours aient simultanément quelque chose de vrai. L'offre massive de morale n'est certainement pas indépendante de la crise morale de nos sociétés. Mais la question reste pendante : quelle est la nature et quelles sont les causes de cette crise morale ? Ce qui suppose qu'on éclaircisse préalablement ce qu'on appelle « morale ». » (Collin, 2010)

Outre celles déjà citées, trois autres raisons particulières méritent d'être soulignées.

Tout d'abord, le changement de paradigme, de l'être à l'avoir, et qui produit une véritable inversion des valeurs. L'avoir a supplanté l'être et être est devenu synonyme de consommation ostentatoire : société de consommation (Jean Baudrillard, 1996), consommation de l'être.

Ensuite, le désenchantement du monde (Marcel GAUCHET, 1985) qui signifie perte du sens du sacré par plasmolyse du divin et qui se traduit concrètement par un espace public où les fonctions religieuses occupent une portion congrue dans la mesure même où la loi suprême n'est plus une loi divine ou un commandement religieux mais une loi émanant de la volonté humaine.

Enfin, le développement paradoxal des sciences et technologies, réussissant par-ci et par-là des prouesses considérables, mais contribuant

aussi à la dégradation morale des sociétés du fait des opportunités nouvelles.

5.3 Manifestations de la crise des valeurs chez nous

La crise des valeurs « chez nous » se traduit par des manifestations de tous ordres.

5.3.1. Les manifestations publiques et les malversations secrètes

Sans jeu de mots, ce qui saute aux yeux de l'homme de la rue comme crise de valeurs, ce sont les différents manifestations de mécontentements et mouvements spontanés de colère de la part de la population, avec, souvent, incendies de pneus sur la voie publique, casses des feux tricolores, de pancartes ou autres symboles de pouvoir public. L'attention est plus souvent portée sur ces casses attribuées aux jeunes et qualifiées d'actes d'incivisme que sur des crimes économiques et de sang plus graves mais plus secrets, sournoisement et hypocritement tus. Typique de cette stigmatisation des mouvements de colère populaire cette assertion de KY :

« Face aux actes d'incivisme qui ont émaillé la vie scolaire au Burkina particulièrement dans les années 2011 et 2012, par des vandalismes sur des biens publics et privés, le gouvernement a pris des initiatives pour le renforcement de la culture patriotique et civique par l'instauration de la montée des couleurs dans les services publics périodiquement en groupe. Des écoles publiques et privées ont aussi emboité le pas au gouvernement dans cet élan de respect au drapeau national et par ricochet au pays tout entier. » (KY, Jean, 2014)

Répondant aux questions de journalistes au sujet de l'incivisme et, de façon générale, de la crise de la morale, Mahamadé SAVADOGO a répondu, sans ambages en ces termes :

« Je ne sais pas ce que vous appelez incivisme ou crise de la morale. L'on emploie souvent les mots mais tout le monde ne voit pas les mêmes phénomènes. Il y en a qui voient à travers cela les actions des élèves et des étudiants. Pour moi, ce n'est pas cela. A mon avis, ce sont les détournements des deniers publics et les crimes impunis. Et s'il y a des sanctions à ce niveau, ce sont ces gens-là qu'il faut commencer à réprimer ; ceux qui ont le pouvoir de détruire d'autres personnes, de détourner de vraies sommes d'argent... Pour ma part, je dis très clairement que ce qui est en jeu, ce sont les crimes économiques de grande ampleur, les crimes de sang et toutes ces

atteintes aux droits des citoyens et des travailleurs. C'est cela qui constitue la principale manifestation de l'incivisme et la source même de toutes les difficultés que nous vivons » (Mahamadé SAVADOGO, 2013)

Fort de cette réflexion, il convient de concevoir que l'incivisme des jeunes comme de certains adultes (cas des militaires dans la rue en 2011) est bien souvent une forme de désapprobation de la situation générale d'impunité dont bénéficient les auteurs des crimes économiques et de sang. Il y a un incivisme du bas qui est une sorte de réponse à l'incivisme du haut et qui est autrement plus insidieux et plus nocif. Combattre l'incivisme, c'est d'abord sanctionner de façon exemplaire les graves crimes économiques et de sang commis dans la Cité.

5.3.2. Les divergences sur les valeurs morales

La crise des valeurs morales et sociétales se manifeste par le fait qu'une partie relativement importante et souvent moins socialisée des jeunes se met à adopter et à « valoriser » les nouvelles valeurs cependant que l'autre partie, généralement les plus enracinées dans les valeurs dites traditionnelles (par opposition aux nouvelles qualifiées de modernes) s'accroche à ces anciennes valeurs considérées comme plus justes, meilleures.

Par exemple, l'ancienne hiérarchie sociale basée sur les représentants des ancêtres, les chefs traditionnels ou coutumiers et les aînés se trouve confrontée à la nouvelle hiérarchie coloniale et néocoloniale basée sur le mérite démontré par les connaissances livresques ou la maîtrise des sciences et des techniques. De même, l'individualisme importé et fondé sur l'idée que la liberté d'agir et d'entreprendre d'une personne est préférable au collectivisme qui met en avant l'intérêt de la communauté.

Formellement, les anciennes structures et hiérarchies semblent se maintenir, voire même se renforcer, mais leurs contenus et leurs objectifs ont subi de réelles modifications sous la pression du nouveau contexte d'évolution. Ainsi, les résultats du sondage effectué en 2008 par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) dirigé par le Pr. Augustin LOADA indiquaient qu'une très large majorité (75% dont 78% de résidents en zone rurale ou de non-instruits et 63% de résidents en zone urbaine ou instruits, 72% des 18-34 ans et 77% de 34+) faisaient confiance à la chefferie traditionnelle, un taux record bien loin de celui détenu par l'Armée lors des enquêtes rétrospectives grand public dans le cadre de l'Etude Nationale Prospective « Burkina 2025 » et qui était de 69,4% en 2000, la justice étant la plus dévoyée (avec seulement 40,6% des enquêtés lui faisant confiance) à

la même époque.

Derrière cette confiance, s'exprimaient aussi des préoccupations quant à l'introduction de plus en plus croissante de la chefferie dans la vie politique, cela sous la poussée des hommes politiques souhaitant utiliser le capital social de ces chefs et aussi le désir de ces derniers de monnayer ce capital pour améliorer leurs conditions de vie pas à la hauteur de ce qu'ils sont censés représenter. Et un commentateur de bien rappeler au CGD que c'est une erreur de vouloir apprivoiser la chefferie traditionnelle Burkinabé au même titre que celle du Ghana ou les autres pays anglo-saxons. La raison est que les Anglais avaient laissé la chefferie traditionnelle continuer à gérer les affaires tout en se modernisant par l'école de manière à superposer élite moderne et élite traditionnelle, alors que les chefferies des colonies françaises avaient été réduites en auxiliaires de collecteurs d'impôts et de juges locaux, ayant eux-mêmes refusé de jouer le jeu colonial de l'école laissée aux fils de leurs sujets.

C'est donc fort justement que QUOPHY (2009) oppose l'analyse suivante :

« ... quelles garanties la République serait-elle prête à offrir à ces « bonnets rouges », surtout à ceux qui ont déjà pris goût aux dividendes plus substantielles que procure un mandat électif ? L'équation est plus simple à poser qu'à résoudre.

En effet, si le modèle ghanéen d'apprivoisement républicain des chefs coutumiers semble séduire le CGD, il n'est pas moins vrai que les contextes des deux pays sont différents et les réalités politiques aussi. Remettre à leur place des chefs coutumiers déjà habitués à tirer profit de la politique peut se révéler plus fastidieux qu'on peut l'imaginer. Surtout que dans le cas du Burkina ces acteurs semblent être allés si loin dans les arcanes des institutions publiques qu'on se demande s'ils accepteraient de se retirer aussi facilement pour aller se contenter de ne gérer que des coutumes qui ne rapportent pas grand-chose. L'esprit de cette chefferie-là, n'est-il pas finalement trop pollué par la politique au point qu'il est quasiment devenu impossible d'en faire cet « arbitre impartial » dont on rêve tant ?

Comme on peut le voir, ce n'est pas seulement la chefferie qui constitue une « entrave à la compétition électorale ». Une certaine pratique politique a largement contribué à asservir les chefs coutumiers et à en faire les brouettes d'une machine politicienne destructrice des valeurs coutumières. Il n'est un secret pour personne que la plupart de ces coutumiers - comme on les appelle - se jettent corps et âme en politique pour survivre. Autrement

dit, ils ne résistent pas au rouleau compresseur du parti au pouvoir qui use et abuse de tous les moyens pour les avoir de son côté en période électorale.

Aussi déplorable qu'est l'allégeance des représentants des coutumes et des traditions au pouvoir politique du moment, celle-ci n'est pas une coalition de circonstance qu'il suffirait de briser. Les chaînes sont plus solides qu'on ne peut l'imaginer ; en l'occurrence, dans les régions où les chefs coutumiers sont si présents dans l'environnement et la conscience des populations qu'ils influencent quasiment de façon permanente la vie sociale et politique. Dans le cas d'espèce, il est pratiquement impossible de bâtir la société démocratique sans les chefs. Mais il est aussi illusoire, voire incongru, de croire que toutes les régions obéissent à cette réalité.

Aussi, une législation qui conférerait un rôle politique aux chefs coutumiers risquerait-elle fort de ne pas être bien accueillie dans toutes les régions du Burkina. En effet, si on ne peut pas se passer d'un naaba ou d'un dima sur le Plateau mossi, par exemple, il n'en est pas de même dans l'Ouest ou au Sahel. Par ailleurs, le statut même de chef coutumier présente le risque d'être un fourre-tout dans lequel il sera bien difficile de distinguer les coutumes de la religion, qu'elle soit traditionnelle ou importée.

En somme, le sondage du CGD a le mérite de reposer le problème du statut de la chefferie coutumière dans l'environnement institutionnel du Burkina. Les chemins de la république ne sont pas impénétrables pour les « bonnets rouges ». Mais force est de reconnaître qu'il s'agit là d'une équation complexe que le législateur devrait résoudre avant peut-être qu'il ne soit trop tard. » (QUOPHY, F., 2009)

La volonté de constitutionnalisation de la chefferie traditionnelle, au-delà de poser les problèmes des particularismes régionaux évoqués par Quophy, ne suffira pas à moraliser la vie politique tant que celle-ci sera dominée par divers types de ploutocratie : intellectuelle et, surtout, financière et économique. On peut d'ailleurs se demander en vertu de quoi on se permet d'écarter du jeu d'achat des voix électorales les détenteurs de capital social que sont les chefs traditionnels, tout en sachant pertinemment que leur valeur boursière sera d'autant plus élevée qu'elle ne sera pas officiellement cotée en bourse.

On peut par ailleurs se demander si l'assainissement du jeu politique recherché à travers cette mise à l'écart de la chefferie politique ne devrait pas s'étendre également sinon prioritairement à l'administration publique. Depuis son héritage de la colonisation cette administration se veut apolitique. Même si, dans les faits, certaines considérations politiciennes interviennent

plus ou moins dans le fonctionnement de cette administration, l’affichage des appartenances politiques des agents et les débats politiques n’y étaient pas autorisés. Sauf pendant la période de la Révolution Démocratique et Populaire (RDP), entre 1983 et 1987 avec les comités de défense de la révolution (CDR). Or, à la faveur du débat sur l’éventuelle organisation d’un referendum pour la modification de l’article 37 de la Constitution, relatif à la limitation des mandats présidentiels consécutifs, il était question de mettre en place, de façon officielle, dans les services administratifs, des comités pour le soutien de cette initiative. Si cette idée se concrétisait, ce serait l’officialisation de cette crise de valeurs morales et civiques que représente la politisation de l’administration publique, source de corruption.

5.3.3. *Le changement de valeur de la même valeur*

Même la mise en œuvre d’une même valeur morale peut donner lieu à un changement de celle-ci.

Ainsi, par exemple, la solidarité entre les membres d’une société est (dé)considérée comme étant « mécanique » ou « organique », distinction introduite par Emile DURKHEIM dans son ouvrage, *De la division du travail* (1893).

La solidarité mécanique se trouve dans les « *sociétés traditionnelles* » et fait appel à une faible division du travail social. Elle est mécanique, parce qu’elle fonctionne comme un automatisme. La solidarité organique, elle, se trouve dans les « *sociétés modernes* » : elle est ce qui caractérise l’interdépendance des individus et se base essentiellement sur la division du travail social. C’est une forme de solidarité qui fonctionne sur la spécialisation des individus : chacun a besoin d’autrui et les rapports fonctionnent comme les organes d’un corps.

Berceau de l’apprentissage et de la pratique des valeurs morales, la famille Burkinabé comme les autres africaines et, avant elles, occidentales, est en crise. Maître Titinga Frédéric PACERE avait tiré la sonnette d’alarme en 1976 avec son essai intitulé, « *La famille voltaïque en crise* ». Cette crise se manifestait et se manifeste encore davantage de nos jours par les conditions de création de la famille et, surtout, de sa dissolution par le divorce. Maître PACERE estimait en 1976 le taux de divorces à plus de 25% - ce qui paraissait excessif, mais indicateur de la nouveauté et de l’importance du phénomène.

Et de fait, les bases de contraction du mariage, par les seuls consensus et amour des futurs mariés entrent en contradiction avec la base traditionnelle

qu'était l'alliance entre deux familles dont une consentait à donner à l'autre une de ses filles. Ces conditions traditionnelles rendaient plus difficile le divorce, parce qu'il ne signifierait pas rupture de contrat entre deux personnes, mais entre deux familles.

Au sein des nouvelles familles mononucléaires, l'éducation des enfants devient l'affaire des seuls parents plutôt que de la communauté villageoise qui transmettait les valeurs exigées pour appartenir à cette communauté. Il est vrai que l'école coloniale s'est voulu l'héritière de la communauté villageoise, à grande échelle, pour la transmission de nouvelles valeurs dites modernes. Toutefois, ces valeurs, non seulement ne sont pas largement répandues et appropriées par la majorité de la population, mais encore leur pertinence et leur recevabilité par notre contexte de valeurs morales et sociétales reste à démontrer (individualisme, homosexualité, mariage pour tous...).

Cela a donc pour conséquence de créer des incompréhensions entre la frange scolarisée et urbanisée et les populations rurales et non alphabétisées, entre les enfants et leurs parents, en plus et au-delà des habituels et quasi-éternels conflits de générations traduits dans le « *Oh Mores. Oh Tempora !* ». L'école française avait réussi à supplanter les familles dans l'éducation des enfants pour leur transmettre des valeurs républicaines, parce que la réforme, plus précisément, la révolution républicaine française était forte et avait réussi à disqualifier l'Eglise comme source essentielle d'éducation. L'école coloniale française a été, dans le cas de l'Afrique, en général, et du Burkina Faso, en particulier, une affaire de minorités choisies juste pour être des auxiliaires de l'administration coloniale non, comme en France et selon l'expression de Charles Péguy, des « *hussards de la République* ».

La crise des valeurs morales et sociétales se manifeste aussi par le fait qu'une partie relativement importante et souvent moins socialisée (jeunes) se met à adopter et à « valoriser » les nouvelles valeurs cependant que l'autre partie, généralement les plus enracinées dans les valeurs dites traditionnelles (par opposition aux nouvelles qualifiées de modernes) s'accrochent à ces anciennes valeurs considérées comme plus justes, meilleures.

Par exemple, l'ancienne hiérarchie sociale basée sur les représentants des ancêtres, les chefs traditionnels ou coutumiers et les aînés se trouve confrontée à la nouvelle hiérarchie coloniale et néocoloniale, basée sur le mérite démontré par les connaissances livresques ou la maîtrise des sciences et des techniques.

Au sein de ces nouveaux maîtres sociaux, se manifestent des

divergences et des conflits quant à la place à accorder aux nouvelles connaissances importées et leurs capacités respectives à promouvoir le développement, le nouveau référentiel des valeurs. La primauté des sciences et techniques sur les autres savoirs, littéraires et juridico-administratifs, proclamée par les responsables politiques et économiques a même été défendue médiatiquement par un haut responsable de ces formations duales, en l'occurrence un Recteur de l'Université de Ouagadougou. Une situation que l'on peut qualifier de crise de l'éducation, du moins un des éléments de cette crise, l'autre étant le mauvais rendement du système aggravant sa faible couverture sociogéographique.

Une autre manifestation est le conflit généré par le fait que l'on veuille mettre en pratique une valeur ou obligation traditionnelle de privilégier les membres de la famille proche, particulièrement, pour un oncle, ses neveux et les exigences modernes d'impartialité dans l'attribution des fonctions et des récompenses en fonction du seul mérite individuel des impétrants. La mise en pratique des anciennes valeurs centrées sur la famille restreinte représente une violation des nouvelles valeurs d'égalité des citoyens et est perçue et sanctionnée comme népotisme.

5.3.4. La question d'un socle de valeurs

Certains chercheurs, notamment le sociologue Luc BOLTANSKI et l'économiste Laurent THEVENOT (1991) vont jusqu'à nier l'existence d'un socle de valeurs communes et universelles. Ils estiment qu'il n'y a que des systèmes de valeurs relativement disjoints, des « cités ». Ces « cités » constitueraient des ensembles cohérents de référentiels, normes, figures emblématiques, etc. Ils considèrent que chaque individu n'est pas enfermé dans un système de valeurs, mais qu'il peut mettre en place plusieurs d'entre elles en fonction des situations. Comme tous ces systèmes de valeurs n'ont pas la même importance pour chacun, cela peut expliquer que certains désaccords reposent sur des divergences entre des différents points de vue au niveau des valeurs. Cependant, des « arrangements » peuvent être trouvés et qui permettent aux individus de s'accorder tout en respectant les valeurs de chacun.

5.3.5 La place envahissante de l'argent

L'argent est un élément majeur comme cause et manifestation de la crise des valeurs morales et sociales du Burkina Faso, comme du monde entier. La monétarisation de l'économie burkinabé suite à la colonisation et à la

récente mondialisation a fait de la recherche et de la possession de l'argent la valeur suprême qui permet d'accéder à la plus grande reconnaissance sociale. La crise des valeurs liée à l'argent se traduit par le fait qu'être c'est avoir. Les relations familiales et/ou villageoises sont désormais de plus en plus régulées par l'avoir. Le droit d'aînesse cède le pas au droit de fortune. Le pouvoir politique, qu'il soit local ou national est facteur de ploutocratie, les voix électorales se vendant et s'achetant comme n'importe quelle marchandise.

Karl MARX parlant du pouvoir de l'argent dans la société bourgeoise, avait déjà noté et stigmatisé cette dramatique perversion sociale et morale de l'argent notamment dans ses manuscrits de 1844 où il a repris et commenté ce passage de Goethe :

« Ce qui grâce à l'argent est pour moi, ce que je peux payer, c'est-à-dire ce que l'argent peut acheter, je le suis moi-même, moi le possesseur de l'argent. Les qualités de l'argent sont mes qualités et mes forces essentielles — à moi son possesseur. Ce que je suis et ce que je peux n'est donc nullement déterminé par mon individualité. Je suis laid, mais je peux m'acheter la plus belle femme. Donc je ne suis pas laid, car l'effet de la laideur, sa force repoussante, est anéanti par l'argent. De par mon individualité, je suis perclus, mais l'argent me procure vingt-quatre pattes ; je ne suis donc pas perclus ; je suis un homme mauvais, malhonnête, sans conscience, sans esprit, mais l'argent est vénéré, donc aussi son possesseur, l'argent est le bien suprême, donc son possesseur est bon, l'argent m'évite en outre la peine d'être malhonnête ; on me présume donc honnête ; je suis sans esprit, mais l'argent est l'esprit réel de toutes choses, comment son possesseur pourrait-il ne pas avoir d'esprit ? De plus, il peut acheter les gens spirituels et celui qui possède la puissance sur les gens d'esprit n'est-il pas plus spirituel que l'homme d'esprit ? Moi qui par l'argent peux tout ce à quoi aspire un cœur humain, est-ce que je ne possède pas tous les pouvoirs humains ? Donc, mon argent ne transforme-t-il pas toutes mes impuissances en leur contraire ? »(Marx, Manuscrits de 1844, p. 58)

Bien avant MARX, Platon avait déjà stigmatisé le rôle néfaste de la recherche effrénée de l'argent dans la société. Dans « *La République* », il définit une dynamique des crises. Il explique que les sociétés perdent leur équilibre dès lors que les principes qui les fondent s'éloignent de la recherche et de la pratique de la justice pour tous. Platon identifie plusieurs causes de déséquilibre, mais celle qui lui semble fatale est la quête de la richesse.

À un moment donné, indique-t-il, les hommes, par fragilité morale, peuvent choisir l'argent comme valeur centrale de la collectivité. Ce sont alors les riches qui dirigent la société et l'argent qui donne le pouvoir. L'argent

devient le principe hiérarchique et le moteur de la société. Ce ne sont plus les meilleurs, les plus justes ou désintéressés qui dirigent mais les plus fortunés et le but de la société est la richesse collective et individuelle (ce que Platon appelle oligarchie).

5.4 Les conséquences de la crise des valeurs

La crise des valeurs morales n'est pas sans conséquences sur la société. Dans les lignes qui suivent, les principales conséquences sont passées en revue.

5.4.1. La dégénérescence morale et l'anomie

Certains l'accusent d'être la cause, d'autres dont nous voulons faire partie d'en être plutôt la conséquence. Il s'agit de la dégénérescence morale ou perte importante d'un référentiel commun d'idées de bien et des comportements conséquents. DURKHEIM (1897) l'appelait l'anomie ou état d'une société caractérisée par une désintégration des normes qui règlent la conduite de l'humain et assurent l'ordre social³². L'anomie comme désordre social n'est pas à confondre avec l'anarchie. L'anarchie renvoie étymologiquement à l'absence de commandement et désigne, au sens strict, une organisation sociale et politique sans autorité coercitive. Le mot « *anomie* » se réfère, lui, à l'absence de règles, de structure, d'organisation.

Cette absence de normes de comportement social entraîne, selon DUKHEIM, des comportements individuels de perte de sens de la vie et entraîne un taux de suicide anormalement élevé. Suicide non explicable par des causes psychopathiques (folie, monomanie, neurasthénie, alcoolisme...) qui peuvent tout au plus constituer un terrain favorable, ni par les théories raciales liant le suicide à l'appartenance raciale ou encore le déterminisme cosmique selon lequel les astres influenceraient les comportements humains. Acceptions faites du suicide égoïste dû au manque d'intégration sociale et du suicide « altruiste » pratiqué au sein de sociétés « *où les valeurs collectives tiennent une place si importante que l'individu peut étouffer son propre*

32 Le premier à avoir introduit ce concept est le philosophe Jean-Marie Guyau dans « *Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction* » (1885), mais il le décrivait plutôt comme un phénomène bénéfique intrinsèque à toute société, parce que « *créatrice de formes nouvelles de relations humaines, d'autonomies qui ne sont pas celles d'une référence à des normes constituées, mais ouvertes sur une créativité possible* »

instinct de conservation au détriment des impératifs sociaux »³³, le suicide d'origine sociale est dû à l'anomie. L'anomie, comme désordre social, absence de règles de comportement, n'étant pas à confondre avec l'anarchie qui, elle, désigne une organisation sociale et politique sans autorité coercitive.

5.4.2. La conversion de l'égoïsme en règle morale

5.4.2.1. Utilité de l'égoïsme pour le bien de la société

Dans une fable publiée en 1705, puis 1714 et 1725 sous le titre « *La Fable des abeilles* », le médecin hollandais, Bernard Mandeville³⁴ écrivait :

« C'est ainsi que l'on trouve le vice avantageux, lorsque la justice l'émonde, en ôte l'excès, et le lie. Que dis-je ! Le vice est aussi nécessaire dans un État florissant que la faim est nécessaire pour nous obliger à manger. Il est impossible que la vertu seule rende jamais une Nation célèbre et glorieuse. Pour y faire revivre l'heureux Siècle d'Or, il faut absolument, outre l'honnêteté, reprendre le gland qui servait de nourriture à nos premiers pères ».

Et le philosophe Denis COLLIN de commenter ce poème ainsi :

« On résume ainsi cette fable : les vices privés sont la vertu publique. Sous une forme particulièrement cynique, Mandeville soutient que l'égoïsme et la cupidité des individus sont des conditions de la richesse de la nation. La morale antique ne cesse de répéter que les vices des individus sont des vices parce qu'ils détruisent la communauté tout entière – le bien individuel et l'utile commun coïncident chez Aristote aussi bien que chez Cicéron. Mandeville renverse brutalement cette proposition. La moralité individuelle est coupée du bien commun. En vérité, il n'est plus nécessaire de se conduire moralement, c'est même nuisible. Adam Smith reprend la conception de Mandeville sous une forme euphémisée. Il remplace l'égoïsme par le « self love » et invente la main invisible du marché qui convertit la recherche par

33 Le Pr. Joseph KI-ZERBO note qu'en Afrique traditionnelle, « la religiosité était l'expression d'une conscience de la transcendance. Chez les Africains, elle renforce le lien de l'homme avec son prochain. Le respect de la vie devient ainsi un sentiment proprement religieux, si bien que le suicide ou le meurtre, sont des hérésies, sauf en des circonstances exceptionnelles, par exemple lorsque le seuil minimal de la dignité humaine n'est plus atteint du fait d'une faute grave ou d'un déshonneur » qui rejaillit sur tout le clan » (Joseph KI-ZERBO, 2010).

34 Un nom qui permettrait un jeu de mot intéressant révélateur : « *man devil* », l'homme démon

chacun de son intérêt propre en contribution au bien commun. »³⁵, Denis, COLLIN, 2010)

5.4.2.2. Appropriation individuelle des terres collectives ancestrales

Une des manifestations, latente pour le moment mais appelée à prendre de l'ampleur, est la vente individualisée de terres considérées comme ancestrales et collectives. Suscitée et encouragée par les nouveaux riches nationaux en quête de rente foncière et au prétexte que l'agriculture familiale traditionnelle n'assurerait pas la sécurité alimentaire recherchée, cette vente des terres s'est accentuée à la faveur des crises énergétique, alimentaire et financière du milieu de 2000.

L'hebdomadaire Burkinabé, L'INDEPENDANT, sous la plume de Talato Siïd SAYA, campe bien le décor en disant :

« En Afrique, et selon la tradition, du moins jusqu'à une certaine date, on ne vendait pas la terre. La terre ne se vendait pas. En revanche, la terre ou, si l'on veut, « le champ » était prêté, « donné » à un ami, un parent, une connaissance, un étranger afin qu'il le cultive pour se nourrir et nourrir les siens. Rarement, on refusait à un demandeur un lopin de terre pour cultiver, sauf dans des conditions particulières. C'est le chef de terre et accessoirement le chef de village qui, après consultations des propriétaires coutumiers, détenteurs légitimes d'un domaine, attribuaient la terre. C'était également eux qui fixaient les limites où pouvaient se pratiquer les activités dévolues aux cultivateurs et aux éleveurs. Et quand des différends naissaient entre ces deux groupes, l'un et l'autre se référaient d'abord à eux et, en cas de non satisfaction de leurs prétentions, ils s'adressaient ensuite à l'administration » (Talato Siïd SAYA 2008).

Sans être catastrophiste, on peut s'attendre à une crise socio-économique majeure dans la mesure où une bonne partie de paysans deviendraient des paysans sans terre ou, plus exactement, des ouvriers agricoles qui n'auront pas les moyens de s'acheter les produits cultivés pour l'exportation sur des

35 Les commentateurs de l'œuvre de Smith, dont Sen, recadrent son éloge du marché à un souci d'efficacité de la production qu'il fallait désenclaver de la société féodale, plaidoyer historiquement daté du XIXe siècle et circonstanciel. Mais Smith était un adversaire résolu de l'extension des marchés à toutes les sphères de la vie sociale. Pour lui, l'homme n'est pas fondamentalement un « égoïste rationnel », uniquement intéressé à maximiser son bien-être. L'homme smithien est capable de se mettre à distance de ses propres intérêts immédiats et de ses actes, susceptible de s'auto-corriger et de marquer une désapprobation morale à l'égard de ses propres actes. La sympathie l'habite, il est capable de décentrement et de se mettre à la place de l'autre.

marchés plus rentables que le marché national. Sans compter le fait que la faible industrialisation du pays ne permettra pas d'absorber ceux-là qui n'auraient pas été convertis en ouvriers agricoles et qui perdraient avec leurs terres leur culture pour être candidats idéaux pour toute forme de délinquance sociale. A cela on peut ajouter les attentes et promesses non réalisées de la justification officielle donnée à l'option faite en faveur des nouveaux acteurs et de l'agro-business : accroître les superficies emblavées, intensifier les techniques agricoles, améliorer les rendements, réaliser l'autosuffisance alimentaire, etc.³⁶ ; toute chose qui complique la situation et laisse craindre les conséquences de l'éclatement d'une éventuelle crise à caractère socio-économique.

5.4.3. « *Le triomphe de la cupidité* » et de la corruption

5.4.3.1. *Description du phénomène*

Dans son ouvrage écrit en 2008 et traduit en français en 2010, sous le titre « *Le triomphe de la cupidité* », l'ancien vice-président de la Banque mondiale converti à l'altermondialisme, Joseph STIGLITZ, fait remarquer que la crise financière révèle une crise de sens de l'existence de l'homme : l'argent, tel le veau d'or, est devenu un dieu adoré, une fin en soi, le but de toute vie : réussir sa vie, c'est posséder toujours plus, en n'étant jamais satisfait de sa situation présente (c'est d'ailleurs là l'une des caractéristiques du monde moderne : l'insatisfaction permanente). Mais, cette conception du sens de la vie est aujourd'hui remise en cause par la crise et son cortège de faillites, chômeurs et autres laissés pour compte. Selon Joseph STIGLITZ (2010),

36 Dans une étude qui date de 2003, Moussa OUEDRAOGO note que seulement un tiers des superficies acquises par les « nouveaux acteurs » (agrobusinessmen) étaient effectivement exploités. Ce qui l'amène à conseiller une certaine prudence quant aux attentes de ce nouveau type d'agriculture. Il dit que « Les études comparatives montrent que dans le contexte actuel, la plus petite exploitation est financièrement plus rentable que celles de grandes dimensions. Elle se caractérise non seulement par sa très grande prépondérance sur les autres formes d'agriculture (au plan de l'emploi, de la création de richesses et de la gestion des ressources naturelles) mais, elle a une forte capacité de résistance face à la dégradation de l'environnement, de la baisse des prix et de la concurrence déloyale sur les marchés » (Les nouveaux acteurs et la promotion des activités agrosylvo-pastorales dans le sud du Burkina Faso. Faux départ ou inexpérience? *International Institute for Environment and Development*, IIED, Dossier n° 118, mars 2003, p. 43).

« Ce que la chute du mur de Berlin a été au communisme, septembre 2008, l'a sans doute été symboliquement au fondamentalisme du marché et au mythe pervers de l'autorégulation. Malheureusement, la plupart des élites économiques et politiques n'en prennent pas conscience : aveuglées par leurs croyances, elles évoquent une crise exclusivement financière qui aura certes des répercussions économiques, alors qu'il s'agit de la faillite d'un système conjuguée à une grave crise morale »

La conséquence la plus marquante, de nos jours et à travers le monde entier est la corruption ou, comme dit plus haut, l'utilisation abusive d'un pouvoir public ou privé reçu par délégation à des fins privées comme l'obtention de faveurs, d'avantages ou, plus généralement, l'enrichissement personnel ou d'un tiers (famille, ami...). Elle contribue également à accentuer la crise des valeurs morales car étant le canal le plus rapide permettant d'accéder à l'argent-roi.

5.4.3.2. Corruption des valeurs traditionnelles

La corruption dénature certaines pratiques traditionnelles de savoir-vivre communautaire telle que le don à une personne visitée, surtout quand il s'agit d'une personnalité à qui on veut rendre hommage.

Dans son rapport 2003 sur le développement humain au Burkina Faso, le PNUD faisait état de l'assimilation que certains, dont le REN-LAC, faisaient de ces pratiques traditionnelles et le développement de la culture de la corruption. Ce rapport notait que :

« En Afrique en général et au Burkina Faso en particulier, la pratique des dons est, dans la tradition, également inscrite dans le code du savoir-vivre. Penser à donner «quelque chose de sa main» est un impératif moral. Ici, encore, on a analysé cet usage comme faisant partie de ces habitudes sociales qui sont susceptibles de créer chez les individus une disposition mentale favorable à des pratiques corruptrices. Le REN-LAC écrit: «Villa clés en main, cadeau de véhicules, de terrain, de têtes de bétail même, etc. Tels sont les formes et types de cadeaux qui ont cours et qui participent de la mise en place d'une culture de pots-de-vin »[2001, p 121] (PNUD, 2003, p. 102

Une assimilation que certains, selon le même rapport, trouvent malencontreuse, dans la mesure où le salarié corrompu bénéficie d'un salaire dans le cadre de son travail alors que *« Le responsable traditionnel est au service de la communauté au profit de laquelle il remplit son office. C'est pourquoi, la société considère qu'il doit être honoré à chaque fois qu'on a recours à lui. Comme dit le proverbe, «on ne peut pas aller voir le chef les*

mains vides comme si l'on allait prier Dieu.» ». Autrement, l'éducation à l'intégrité et à la dignité qui prévaut dans le milieu traditionnel s'accommode mal de pratiques de corruption³⁷ (PNUD, 2003, pp 103-104)

Quoi qu'il en soit, il serait hasardeux de se fier à l'apparente prégnance de ces valeurs culturelles mettant l'accent sur la dignité et l'honneur pour écarter l'hypothèse d'une perversion plus ou moins subtile de ces traditions au regard et au contact de la divinisation des rapports monétaires. Ainsi, le même rapport du PNUD note-il que « R. KLITGAARD écrit (1995, pp 150-151) : «les Coréens avaient une coutume bien établie: celle de remettre des cadeaux», coutume liée, explique Martin, «au problème traditionnel de la corruption au sein de l'État coréen.» Un autre expert affirme:

«Les Coréens sont l'un des peuples les plus affables et les plus généreux qu'on puisse rencontrer. Ils sont prévenants et attentionnés, et s'efforcent par tous les moyens d'instaurer une relation de type personnel avant d'entamer la moindre affaire. Le fait de donner et de recevoir des cadeaux fait partie de la transaction et est considéré comme une commission normale pour services rendus.»(PNUD, 2003, p 102)

5.4.3.3. Corruption des institutions religieuses

Il n'est pas jusqu'aux institutions religieuses qui ne subissent, en tout cas, de façon plus ouverte qu'auparavant, les conséquences de la crise des valeurs, particulièrement en son volet corruption. En effet, de temps à autre, la presse internationale fait écho de pratiques frauduleuses concernant certains hauts dignitaires du clergé, surtout ceux du Vatican qui, faut-il le rappeler, est un Etat, avec des institutions conséquentes. Ces scandales amènent à se poser des questions sur la qualité de la gouvernance de cet Etat et des autres églises-familles à travers le monde.

Le dernier scandale bancaire du Vatican reporté par la presse en février

37 Dans un encadré, le rapport du PNUD attire l'attention sur le fait que : « En somme, les sociétés traditionnelles, loin de noyer la responsabilité individuelle dans une responsabilité collective, donnaient à leurs membres une conscience aiguë de leurs devoirs personnels qui culminent dans les notions de dignité, de probité et de fidélité. Ces normes sont destinées à éradiquer la corruption depuis le cœur de l'individu. La dignité et l'honneur impliquant la probité, la nécessité de s'éloigner des entreprises qui compromettent l'individu en ce sens qu'elles l'entraînent à poser des actions dont il ne peut pas être fier: faire argent de toute main, «se vendre», tricher, ignorer le droit d'autrui, etc. »(PNUD, 2003, encadré, p 115)

2013 est le fait que :

« L'institution, épinglée sur la liste noire des paradis fiscaux, n'avait plus de tête pour gérer ses 6 milliards d'euros pas davantage traçables qu'un bifteck chevalin. Dernièrement, durant six semaines, la cité vaticane a même été privée de ses tirecttes et autres terminaux de paiement par carte bancaire... » (LEMONNIER, Marie, 2013)

Une situation de corruption et de mauvaise gestion déjà caricaturée en 1976 dans le volumineux ouvrage en deux tomes de Jack-Alain Léger (de son vrai nom THERON, Daniel), Monsignore, publié à Laffont. Dans ce roman, il décrit les stratégies mafieuses du financier du Vatican, dans le cadre de la Ville Éternelle ... où s'affrontent princes de l'Église, banquiers, émirs arabes et call-girls.

La radio, *La Voix de la Russie*, du 14 novembre 2013 titrait « *L'activité du pape François énerve la mafia* ». Et de préciser que :

« La vie du chef de l'église catholique pourrait être en danger. Des groupes mafieux puissants sont hostiles envers le pontife, qui a décidé d'éliminer la corruption au sein de l'Église catholique. Selon le procureur Nicola Gratteri, qui se spécialise dans les affaires de la mafia en Italie, la campagne anti-corruption de François bouleverse les projets des clans criminels qui ont de bonnes relations avec l'église catholique. « Ceux qui tiraient bénéfice de la puissance et de la richesse de l'Église, sont inquiets. Le pape est en train de déplacer les centres du pouvoir économique au Vatican », a expliqué Gratteri.

Au Cameroun, Louis-Marie KAKDEU (2014) signale un gros problème récent de gouvernance financière au niveau de la haute hiérarchie ecclésiastique. Selon lui,

« L'obligation des fidèles de rembourser une dette inexplicquée à l'Archidiocèse de Yaoundé à hauteur de 6 milliards de FCFA secoue encore le milieu catholique au Cameroun et pose la question de la gouvernance de l'Église. Deux questions restent sans réponses : (1) A quoi ont servi les fonds empruntés ? (2) Quelles dispositions l'Église prend-elle pour améliorer sa gouvernance à l'avenir ? Les supputations vont dans tous les sens sur l'origine de la dette. On parle de la bourgeoisie cléricale, de détournement de fonds par les membres du clergé ou encore de gestion patrimoniale de l'archevêque. Pour rappel, le 29 juillet 2013, le Pape François avait dû accepter la démission de l'archevêque de Yaoundé, Monseigneur Simon Victor Tonye Bakot, pour des raisons non communiquées aux fidèles »

Au Burkina Faso, dans le cadre d'un Master II de recherche, un étudiant du nom de Mathieu ZONGO, abbé de profession, s'était engagé dans une investigation sur «*La corruption dans l'Église catholique, représentations, discours et pratiques des acteurs : Cas de l'archidiocèse de Ouagadougou, juin 2011*». Mais, il laisse le lecteur sur sa soif, se contentant de poser sa problématique, sa méthodologie avec le ciblage des personnes à enquêter, sans aucune donnée concrète de terrain. Le lecteur est, de ce fait, invité à se fier à cette confiance, éperon de l'entreprise de recherche. Le chercheur écrit :

« Mes différentes fonctions m'ont amené à beaucoup voyager en Europe, en Amérique et en Afrique où j'ai été témoin de beaucoup de choses. Si vous voulez bien, je vais commencer par la conclusion en vous disant que j'ai appris par la presse au niveau international, un grand scandale de corruption dans un sanctuaire marial catholique de renommée mondiale et internationale. Si on croit à cette presse, il y a la corruption dans l'Église... : le recteur, chapelain du sanctuaire marial de l'Église catholique, aurait enregistré des millions de messes demandées par des millions de pèlerins dans son compte personnel en banque et les messes n'ont pas été dites puisque les honoraires n'ont pas été reversés aux évêques dans les diocèses du monde catholique pour qu'ils puissent les reverser aux prêtres pour célébrer les messes » ». (Un ex-secrétaire exécutif de l'O.CA.D.E.S –Burkina)

5.4.3.4. Développement du terrorisme et du fondamentalisme « religieux »

Certains analystes de la scène internationale et, surtout, du phénomène relativement nouveau du terrorisme et du fondamentalisme religieux à grande échelle, attirent l'attention sur les causes profondes de ces mouvements. Parmi eux, Gilles KEPEL se signale par son ouvrage au titre éloquent : *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs, musulmans à la reconquête du monde*, (1991, Seuil, Paris).

La quatrième de couverture en résume la substance en ces termes :

« Paru en 1991, traduit en vingt langues, cet ouvrage a été le premier essai à s'interroger sur les mouvements politico-religieux contemporains. On croisera dans ces pages intégristes catholiques comme zélotes Loubavitch, fondamentalistes protestants et militants de l'islam politique. Comment ces groupes animés par des activistes jeunes, instruits, issus d'une modernité en miettes ont-ils mobilisé des troupes, s'emparant parfois même du pouvoir ? Au nom de quoi remettent-ils en question l'héritage des Lumières et la laïcité ? Ce livre reparait avec une nouvelle préface de l'auteur au moment

où le débat sur la laïcité redevient l'une des questions centrales de la société française ». Ce qui permet de dire « chassez le Bon Dieu par la porte, il revient par la fenêtre ».

C'est le Psychosociologue, Elimane KANE (2012), qui résume bien tout le désordre moral, social, politique et spirituel engendré par la crise des valeurs morales et son catalyseur actuel, la corruption. Selon KANE,

« Les valeurs traditionnellement célébrées comme la bravoure, l'intégrité sont placées dans des types de comportements renvoyant à des contre-valeurs largement diffusées à travers les supports des célébrités, hommes politiques, hommes religieux généralement adulés par la société pour le pouvoir de l'argent et le pouvoir social et politique dont ils sont dépositaires. Cette évolution malheureuse de la société a pour conséquence l'affaiblissement du contrôle social et l'impunité outrancière. Elle fait le lit du laxisme, de la baisse de la productivité nationale, de l'inefficacité du service public et de la déréglementation de l'environnement des affaires. Elle est cependant perpétuée par le grand schisme constaté autour des pratiques des hommes religieux, à qui la société a toujours attribué des fonctions de régulateurs, souvent versés sur les aspects qui renforcent leur pouvoir temporel au détriment de l'éducation religieuse, à savoir le sectarisme, l'instrumentalisation de la religion pour des enjeux de pouvoir et à des fins purement personnelles. Dans la gestion de l'espace public, la crise des valeurs se traduit par une attitude laxiste et excessivement tolérante sur la gestion frauduleuse des affaires publiques par certaines personnalités politiques, hauts fonctionnaires, voire de fonctionnaires tout court. Les conséquences les plus graves à ce niveau demeurent la corruption, la gabegie, le népotisme, la crise d'autorité dans les différents services de l'Etat, mais également l'affairisme. Ce qui nuit considérablement à l'intérêt national et bien souvent à l'intérêt des citoyens les plus démunis.

L'analyse de la question des valeurs aboutit à un constat désobligeant caractérisé par une récession dramatique des valeurs dites morales et culturelles qui ont caractérisé notre peuple dans le passé au détriment de pratiques et attitudes désobligeantes et honteuses. » (Kane, 2012)

Chapitre VI : Des valeurs et du fléau de la corruption

6.1 La corruption

Aujourd'hui, la corruption, définie comme l'abus de fonctions publiques à des fins personnelles, est largement considérée comme un danger pour les régimes démocratiques. Cette vision de la corruption est d'ailleurs au fondement de la Convention des Nations Unies contre la corruption. En effet, son préambule stipule que la corruption, « *en sapant les institutions et les valeurs démocratiques, les valeurs éthiques et la justice et en compromettant le développement durable et l'état de droit* », est une menace pour « *la stabilité et la sécurité des sociétés* ». La Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption reconnaît également les effets dévastateurs de la corruption sur la stabilité politique, économique, sociale et culturelle des États africains.

Dans différents rapports sur le développement dans le monde, la Banque mondiale souligne que la corruption affaiblit la légitimité de l'État. Ainsi, en 1997, elle y affirmait que « *la corruption bafoue la confiance publique et diminue le capital social... Non maîtrisée, l'accumulation rampante d'infractions apparemment mineures peut lentement ronger la légitimité du pouvoir politique* » (Banque mondiale, 1997, p. 102-104) et, en 2002, que « *la corruption affaiblit la légitimité de l'État lui-même et réduit sa capacité de fournir des institutions qui soutiennent le marché.* » (Banque mondiale, 2002, p. 99).

Au Burkina Faso, comme dans la plupart des pays en développement, la corruption est devenue une des préoccupations majeures des décideurs publics et des partenaires au développement. La lutte contre ce fléau constitue un facteur déterminant pour la mise en œuvre des stratégies de développement de ce pays. La capacité du pays à remédier à la corruption est généralement entravée par l'absence de transparence, de responsabilité et d'intégrité dans les secteurs public et privé.

6.2 La résilience du néopatrimonialisme post-transitionnel et la corruption

Le néopatrimonialisme proposé par des auteurs comme S. Eisenstadt ou Jean-François Médard et qui vise à donner une interprétation du politique

et de l'État à partir des catégories wébériennes de la domination continue de structurer les relations de pouvoir et l'encadrement de l'espace public dans les États africains.

Le néopatrimonialisme correspondant à une situation de dualisme où l'État se caractérise à la fois par un phénomène de patrimonialisation et de bureaucratisation, demeure une forme pragmatique mais non institutionnalisée de gestion des affaires publiques, et anime le phénomène de la corruption au sein de l'appareil étatique et dans les relations entre l'Etat et la société. Selon Jean-François Médard :

« La conception néopatrimoniale du pouvoir se situe dans le prolongement historique de la conception traditionnelle, mais ne peut être confondue avec elle, dans la mesure où elle ne s'enracine dans aucune légitimité traditionnelle » (Médard, 1991, p. 15).

Elle s'enracine au contraire dans la domination légale-rationnelle symbolisée par l'institution étatique. Ce concept a longtemps permis d'expliquer la forme des institutions étatiques et de gouvernance politique en Afrique en mettant en lumière le système de prédation des ressources économiques par les élites africaines.

Aujourd'hui, il s'avère même « soluble dans la démocratie » (Gazibo, 2011, pp. 99-116). En effet le néopatrimonialisme a survécu à la crise des régimes autoritaires qui l'avaient systématisé comme mécanisme de régulation de l'espace public, minant ainsi les efforts consentis pour promouvoir une nouvelle gouvernance en Afrique. Ce concept a ainsi conservé sa pertinence comme clé de compréhension des ressorts de la vie politique dans les sociétés du Sud.

Au Burkina Faso, le néopatrimonialisme qui avait connu un certain recul sous la révolution sankariste au milieu des années 80 est devenu un mode de régulation de l'espace politique. Selon Augustin Loada :

« si la réactivation du néopatrimonialisme constitue un fait notable depuis la fin de la révolution sankariste, l'une des innovations politiques majeures de l'élite dirigeante post-révolutionnaire, c'est de l'avoir systématisé comme mode de régulation politique en irriguant l'espace politique burkinabé de réseaux clientélistes, grâce au maillage politico-administratif de l'espace territorial opéré par le parti présidentiel. » (Loada, 1995, p. 220).

Pour Pierre-François Gonidec, cette situation s'explique non seulement

par la libéralisation des systèmes politiques mais aussi par l'existence de factions politiques liées à des ambitions personnelles (Gonidec, 1997, p. 210).

En clair, les efforts de gouvernance démocratique perdent leur efficacité dans la mesure où le néopatrimonialisme continue de réguler les relations entre les acteurs. L'existence de cadres juridique et institutionnel de lutte contre la corruption et la moralisation de la vie publique ne produit les effets escomptés en termes de réduction du phénomène de la corruption.

6.3 Cadre normatif de lutte contre la corruption

Le cadre légal de la lutte contre la corruption au Burkina Faso se caractérise par l'abondance des instruments juridiques destinés soit à prévenir, soit à réprimer la corruption et ses pratiques analogues. Ces instruments sont internationaux, régionaux ou nationaux.

6.3.1 Les instruments juridiques internationaux et régionaux

Suivant les efforts de la communauté internationale qui, depuis une décennie, s'est résolument orientée vers la prévention, le dépistage et la répression des actes de corruption, le Burkina Faso a ratifié la plupart des conventions internationales ou régionales existantes en la matière. On peut citer :

- la Convention des Nations Unies contre la Criminalité transnationale organisée (que le BF a été l'un des premiers d'Afrique et du monde à ratifier le 15 mai 2002,) et la Convention des Nations Unies contre la Corruption qui constituent une véritable charte internationale de lutte contre la corruption ;
- la Charte africaine de la Fonction publique (05 février 2001) qui a pour objet de renforcer le professionnalisme et l'éthique dans la Fonction publique en Afrique ;
- la Convention sur la prévention et la lutte contre la corruption (12 juillet 2003) qui vise notamment l'interdiction de l'usage des fonds acquis par des pratiques illégales ou corrompues pour financer les partis politiques.

La Commission de l'Union africaine a élaboré la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption qui a été adoptée par les chefs d'États africains en 2003 et est entrée en vigueur le 5 août 2006. La convention a pour objectif de prévenir, détecter, punir et éradiquer la corruption et les infractions connexes en Afrique. Elle définit

la corruption comme couvrant une gamme variée d'infractions, y compris les pots-de-vin, l'enrichissement illégal, le financement illégal des partis politiques, le blanchiment d'argent et le détournement de deniers publics par des fonctionnaires. Elle exige des États membres, entre autres choses, l'adoption de législations sur la corruption et la mise en place d'organes de lutte contre la corruption ; elle exhorte les fonctionnaires africains à déclarer leurs avoirs et à respecter les codes de l'éthique professionnelle.

Parmi les conventions régionales adoptées en matière de lutte contre la corruption, la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption est la plus complète et constitue un tournant décisif dans le domaine, étant donné qu'elle prend des mesures contre la corruption qui sont spécifiques à l'Afrique. Elle dénote également d'un consensus des États africains dans le domaine de la prévention et de l'attribution du caractère criminel à la corruption.

Au niveau sous-régional, certains textes adoptés par les États membres de la CEDEAO ou de l'UEMOA visent à lutter contre la corruption. En ce qui concerne la CEDEAO, il existe le Protocole sur la lutte contre la corruption qui a été adopté avec l'objectif de renforcer les mécanismes effectifs pour prévenir, supprimer et éradiquer la corruption dans chacun des États partis grâce à la coopération entre eux. Le Protocole appelle à l'harmonisation, de la part des États partis de leurs lois nationales sur la lutte contre la corruption, pour permettre l'adoption de mesures préventives efficaces contre la corruption et des sanctions proportionnelles et dissuasives.

Enfin, il convient d'évoquer les directives de l'UEMOA qui concourent à la prévention et à la lutte contre la corruption. Ce sont :

- la directive n°07/2002/CM/UEMOA relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans les États membres de l'UEMOA ;
- la directive n°01/2002/CM/UEMOA relative à la transparence des relations financières d'une part, entre les États membres et les entreprises publiques et d'autre part, entre les États membres et les organisations internationales ou étrangères ;
- le règlement n°02/2002/CM/UEMOA relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA ;
- la décision n°02/2000/CM/UEMOA portant adoption du document de conception du projet de réforme des marchés publics des États membres de l'UEMOA.

6.3.2 *Les instruments juridiques internes*

Si la corruption persiste au Burkina Faso, ce n'est pas faute d'avoir incriminé les pratiques qui la caractérisent. En effet, le droit burkinabé réprime un certain nombre de pratiques constitutives de corruption au sens large. Il s'agit de :

- la concussion (article 155 du code pénal) ;
- la corruption active et passive (articles 156 à 159 du code pénal) ;
- les prises illégales d'intérêts (articles 161 et 162 du code pénal) ;
- le trafic d'influence (articles 157, 302, 303, 306 et 307 du code pénal) ;
- la soustraction et le détournement de biens publics (article 154 du code pénal) ;
- l'enrichissement illicite (article 160 du code pénal) ;
- le faux et l'usage de faux (articles 250 à 298 du code pénal) ;
- les fraudes aux examens et concours publics (articles 308 à 312 du code pénal) ;
- le recel (article 308 et 310 du CP du code pénal) ;
- le blanchiment d'argent (Loi n°026-2006/AN du 28/11/06).

6.4 *Contrôle de la corruption : organismes, politiques de lutte, efficacité*

Il existe au Burkina Faso un dispositif institutionnel relativement dense. En effet, plusieurs structures et mécanismes ont été mis en place en vue de veiller à la moralisation de l'administration et à la lutte contre la corruption et la délinquance financière.

6.4.1 *Le Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption*

Le Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption, inauguré le 26 mai 2009, a été une importante réalisation de plus de la part de la CUA dans la lutte contre la corruption. Composé de onze membres originaires de différents pays africains, le Conseil a pour objectif principal de suivre la mise en œuvre de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ainsi que de donner des avis sur la lutte contre la corruption à l'Union africaine et ses États membres. Il a également pour mission de faciliter le dialogue entre les différentes parties prenantes dont les organisations de la société civile, de collecter et d'analyser des informations

portant sur la corruption en Afrique.

Au regard du faible engagement des États membres vis-à-vis de la mise en œuvre de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, la mise en place du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption devrait marquer le début d'un sérieux engagement.

6.4.2 Le dispositif national institutionnel

Le dispositif institutionnel comprend les organes judiciaires et extrajudiciaires. Les premières qui comprennent les juridictions classiques et les juridictions spécialisées, retiendront seules notre attention.

6.4.2.1 Les juridictions classiques

Au titre des organes judiciaires, on peut certes citer les juridictions classiques de l'ordre judiciaire (Tribunaux de Grande Instance, Cour d'Appel et Cour de Cassation) et de l'ordre administratif (Tribunaux Administratifs et Conseil d'Etat). Ces juridictions ont en charge l'application des lois et règlements. A ce titre, leur fonctionnement normal est un moyen sérieux de prévention et de répression de la corruption.

A côté de ces juridictions, la Cour des Comptes et la Haute Cour de Justice jouent un rôle spécifique en matière de lutte contre la corruption.

6.4.2.2 Les juridictions spécialisées

La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est régie par la loi organique n°014-2000/AN du 16 avril 2000, qui lui donne compétence pour juger les comptes des comptables publics, sanctionner les fautes de gestion et assister l'assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Prévue par l'article 137 de la Constitution et régie par la loi n°002/97 ADP du 27 janvier 1997, la Haute Cour de Justice est compétente pour juger le Président du Faso et les membres du gouvernement, notamment pour les faits de détournement de deniers publics.

Malgré ce dispositif juridique et institutionnel impressionnant, le rôle de la Justice dans la lutte contre la corruption est relativisé, voire même contesté. Certains n'hésitent pas à la présenter comme acteur de la corruption. Cette situation de la justice sous la quatrième République est emblématique de la gouvernance des gouvernements du Burkina Faso dans la lutte contre la pratique de la corruption, gouvernance caractérisée d'une part par une politique officielle d'éducation et de promotion civique et d'autre part par une pratique incompréhensible de l'impunité en faveur des délinquants à col blanc et liés au régime de manière ombilicale. Il ne pouvait qu'en résulter une inefficacité et une inopérationalité structurelles.

6.5 Le mécanisme de la déclaration de patrimoine

Dès les années 1990, on assiste à une explosion des instruments juridiques contre la corruption, la criminalité transfrontalière, le terrorisme, la fraude. Plusieurs catégories d'instruments juridiques internationaux et régionaux furent adoptées dans ce contexte. Dès les années 2000, on remarque une véritable internationalisation des instruments de lutte contre la corruption et avec un début de formalisation des conventions et traités internationaux et régionaux.

Le mécanisme de la déclaration de patrimoine des gouvernants et des individus commis aux responsabilités de l'Etat fait partie intégrante de ces mesures de lutte contre la corruption et pour la bonne gouvernance. En effet, l'article 5 du Protocole de la CEDEAO prescrit que les Etats parties prennent :

« Les mesures qui obligent les agents publics à déclarer leurs biens, leurs dettes et fournir des copies de leurs déclarations de revenus. Les règles de déclaration de revenus doivent s'étendre au moins à leurs conjoints, à leurs enfants et aux personnes qui sont à leur charge. Des dispositions auraient besoin d'être prises afin de s'assurer que l'information fournie ne fera pas l'objet d'une utilisation impropre. »

A cela, s'ajoutent les dispositions du Code de transparence de l'UEMOA au point 7.1 qui stipule que :

« Les détenteurs de toute autorité publique, élus ou hauts fonctionnaires, font une déclaration de leur patrimoine en début et en fin de mandat ou de fonction. Une loi spécifique précise les conditions et le périmètre d'application de ce principe et définit les infractions et sanctions de tout enrichissement illicite. »

Le Burkina Faso a inscrit le principe de déclaration de patrimoine

par certains responsables politiques et/ou administratifs dans sa législation interne suite à l'adoption de la Constitution du 11 juin 1991. Les dispositions de la Constitution ont été complétées par celles de différentes lois tenant à la procédure de dépôt et de vérification des listes des biens (loi du 18 mai 1995), à l'Autorité chargée de la réception et de la vérification des listes de biens déposées (loi organique du 27 avril 2000) et à la détermination de la liste des personnalités soumises à la déclaration de leurs biens (loi du 23 mai 2002). Une loi du 29 novembre 2007 a soumis, de manière spécifique, d'autres personnalités à cette obligation de déclaration de biens (le contrôleur général d'Etat et les contrôleurs d'Etat de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat). Les personnes soumises à l'obligation de déclaration de leur patrimoine sont déterminées par la Constitution, par la loi du 23 mai 2002 et par la loi du 29 novembre 2007. La difficulté à ce niveau concerne le suivi et l'évaluation du mécanisme de déclaration de patrimoine. Les informations sur le patrimoine des gouvernants et des personnes assujetties à cette obligation ne sont pas publiques pour que les acteurs de la gouvernance démocratique puissent exercer un contrôle et mettre en œuvre le principe de redevabilité des personnes visées. Pourtant, il n'est un secret pour personne que l'accession à un rôle d'autorité dans la chaîne administrative de l'Etat constitue un ascenseur social et une occasion d'accumulation des ressources étatiques.

En somme, une multitude de structures étatiques sont engagées sur le terrain de la promotion de la redevabilité ou de l'obligation de rendre compte, considérée comme l'un des critères essentiels de la bonne gouvernance ou plus particulièrement sur le terrain de la lutte contre la corruption. Certaines ont été créées bien avant la libéralisation politique des années 1990 tandis que d'autres sont de création récente. Elles peuvent être de nature juridictionnelle (Cour ou Chambre des comptes dans tous les Etats francophones, Cour de répression de l'enrichissement illicite au Sénégal par exemple) ou administrative (inspections générales de nature diverse), etc.

Au-delà de cette diversité, toutes ces institutions ont la caractéristique commune d'être fortement limitées dans l'exercice de leurs missions. La plupart dépendent du gouvernement pour leur fonctionnement, leur composition et leur financement, même si certaines d'entre elles sont censées être indépendantes. De même, ces structures produisent quantités importantes de rapports de bonne facture mais qui restent sans effets. En l'absence de contre-pouvoirs véritables et de volonté politique, l'impunité demeure la règle lorsque ces rapports mettent en exergue des cas de malversations ou de corruption.

L'une des explications de cette situation tient au fait que les personnes

mises en cause sont généralement liées aux élites dirigeantes ou appartiennent à la coalition dominante. Le parlement et la justice qui auraient pu jouer un rôle déterminant en matière de promotion de la bonne gouvernance sont souvent neutralisés par l'exécutif. La justice, elle-même, censée sanctionner les manquements fait partie d'ailleurs des institutions les plus corrompues dans la plupart des Etats d'Afrique, en plus d'être tenue en laisse par le pouvoir exécutif. Un autre pouvoir qui aurait pu faire avancer la lutte contre la corruption en demandant des comptes au gouvernement est le parlement. Mais, à ce niveau également, l'appareil législatif est généralement sous l'emprise du parti au pouvoir qui freine ou décourage toutes les initiatives susceptibles d'embarrasser le gouvernement ou les dignitaires du régime autour desquels gravitent les réseaux de corruption.

On comprend donc pourquoi, en dépit de la multiplicité des institutions de lutte contre la corruption ou des inspections de contrôle de l'État, la corruption et la mauvaise gouvernance peinent à reculer.

Chapitre VII : Des résultats de l'enquête auprès des parents

7.1 *Sur la perception et la pratique des valeurs morales éthiques et civiques*

Perception des valeurs morales traditionnelles

Dans leur grande majorité, les répondants ont une perception nette des valeurs morales éthiques et civiques qui avaient cours dans nos sociétés traditionnelles, autrement dit, avant que ces sociétés ne subissent les conséquences de la colonisation. En suivant le classement de ces valeurs parmi les cinq les plus importantes selon la proportion des répondants, par ordre décroissant, on a les valeurs suivantes :

- la crainte de Dieu (68,30%) ;
- le respect des anciens (57,70%) ;
- l'honnêteté (57,70%) ;
- la crainte des ancêtres (49,00%) ;
- la solidarité (46,20%).

Le tableau n°1 donne le détail du classement des différentes valeurs parmi les cinq les plus importantes.

Tableau n° 1 : Classement parmi les cinq valeurs morales et éthiques les plus importantes dans les sociétés traditionnelles

Rang	Dans nos sociétés traditionnelles, selon vous, quelles sont les cinq valeurs morales et éthiques les plus importantes ?	N/104	
		N	%
1	la crainte de Dieu	71	68,30%
2	Le respect des anciens	60	57,70%
3	L'honnêteté	60	57,70%
4	La crainte des ancêtres	51	49,00%
5	La solidarité	48	46,20%
6	Le travail	42	40,40%
7	La justice	41	39,40%
8	Le sens de l'honneur /La dignité ou respect de soi	29	27,90%
9	La tolérance	29	27,90%
10	L'intérêt général	24	23,10%
11	Le respect de la vie	23	22,10%
12	Le courage	17	16,30%
13	Le respect des autres	16	15,40%
14	Le sens du devoir	7	6,70%

Les répondants mettent ainsi en avant la crainte de Dieu, la crainte des ancêtres, le respect des anciens, l'honnêteté, la crainte des ancêtres et la solidarité comme autant de valeurs prédominantes des sociétés traditionnelles africaines. Les deux premières valeurs sont classées au premier rang d'importance avec respectivement 71,1% et 41,2%. La crainte des anciens s'avère la suivante, si l'on considère le classement aux trois premières places.

A l'analyse, il apparaît que le fonds axiologique des africains est basé essentiellement sur un triptyque constitué, par ordre d'importance, de la crainte de Dieu, de la crainte des ancêtres et du respect des anciens. Les valeurs traditionnelles manifestent une dimension religieuse au sens où le sacré prend une place importante dans la vie sociale, mais aussi comme un puissant ligament des liens sociaux. Plus de 70% des répondants donnent la première place à la crainte de Dieu. Au Sahel par exemple, c'est près de 90% des répondants qui reconnaissent ou identifient la crainte de Dieu en premier comme une valeur traditionnelle importante. Une proportion importante

(80%) de répondants reconnaît la primauté de la « crainte des ancêtres » en lui attribuant la première ou la seconde place. Ce qui peut se concevoir, si on réalise que, dans la pratique, l'inscription dans la chaîne générationnelle conduit à un rapport particulier aux ancêtres où le devoir de fidélité s'impose. En ce qui concerne le respect des anciens, plus de 50% des répondants attribuent la première ou la seconde place à cette valeur, mais on voit bien que dans la perception globale, l'importance de cette valeur est moindre par rapport à la crainte de Dieu et à la crainte des ancêtres, tous réputés avoir un pouvoir de sanction.

Les tableaux n° 2, 3 et 4 sont indicatifs de la perception des enquêtés par rapport aux valeurs de base que sont la crainte de Dieu, la crainte des ancêtres et le respect des anciens. Ils laissent percevoir que les régions ne diffèrent pas significativement dans leur classement de ces valeurs, ce qui indique une certaine convergence de vues entre elles sur leur importance respective.

Tableau n° 2 : perception de la crainte de Dieu comme valeur de base dans la société traditionnelle							
Régions	la crainte de Dieu						
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	N	%
Centre/ Centre-Sud	58,3%	16,7%	8,3%	8,3%	8,3%	12	100,0%
Est	58,8%	41,2%				17	100,0%
Nord	80,0%		13,3%	6,7%		15	100,0%
Ouest/Sud- Ouest	66,7%	33,3%				9	100,0%
Sahel	88,9%	5,6%		5,6%		18	100,0%
Total	71,8%	18,3%	4,2%	4,2%	1,4%	71	100,0%
Signification	$X^2 = 23,99$		DL = 16			P = 0,09	

Tableau n° 3 : perception de la crainte des ancêtres comme valeur de base dans la société traditionnelle

Régions	La crainte des ancêtres						
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	N	%
Centre/ Centre-Sud	33,3%	33,3%	11,1%	11,1%	11,1%	9	100,0%
Est	50,0%	50,0%				10	100,0%
Nord	21,4%	42,9%	21,4%	7,1%	7,1%	14	100,0%
Ouest/Sud- Ouest	62,5%	25,0%	6,3%	6,3%		16	100,0%
Sahel		100,0%				2	100,0%
Total	41,2%	39,2%	9,8%	5,9%	3,9%	51	100,0%
Signification	$X^2 = 14,52$		DL = 16			P = 0,56	

Tableau n° 4 : perception du respect des anciens comme valeur de base dans la société traditionnelle

Régions	Le respect des anciens						
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	N	%
Centre/ Centre-Sud	21,4%	28,6%	35,7%		14,3%	14	100,0%
Est	28,6%	14,3%	14,3%	14,3%	28,6%	7	100,0%
Nord	8,3%	41,7%	25,0%	16,7%	8,3%	12	100,0%
Ouest/Sud- Ouest	25,0%	43,8%	25,0%	6,3%		16	100,0%
Sahel		45,5%	27,3%	27,3%		11	100,0%
Total	16,7%	36,7%	26,7%	11,7%	8,3%	60	100,0%
Signification	$X^2 = 17,304$		DL = 16			P = 0,366	

Perception de l'évolution des valeurs traditionnelles et perte des valeurs

Si l'on s'en tient au nombre et, partant, à la proportion de ceux qui les classent parmi les cinq valeurs les plus importantes dans la société Burkinabè actuelle, pour les parents soumis au questionnaire, ces cinq valeurs principales sont, par ordre décroissant : la sécurité (61,50%), la justice (42,30%), le travail (41,30%), la liberté (38,50%) et l'honnêteté (37,50%).

Le tableau n°5 indique le classement parmi les cinq valeurs les plus importantes, les valeurs suivantes, par ordre décroissant.

Tableau n° 5 : Classement parmi les cinq valeurs les plus importantes dans la société burkinabè actuelle		
Valeurs de la société actuelle classées aux deux premiers rangs	N	%
La sécurité	64	61,50%
La justice	44	42,30%
Le travail	43	41,30%
La liberté	40	38,50%
L'honnêteté	39	37,50%
La richesse	37	35,60%
La solidarité	33	31,70%
La réussite sociale	32	30,80%
La tolérance	29	27,90%
Le respect de la vie	22	21,20%
L'autonomie	21	20,20%
L'intégrité	20	19,20%
L'intérêt général	18	17,30%
L'amour	18	17,30%
Le sens de l'honneur/La dignité ou respect de soi	18	17,30%
La responsabilité	14	13,50%
le respect des autres	14	13,50%
Le sens du devoir	9	8,70%

Par rapport aux valeurs traditionnelles, ce classement représente un glissement vers des valeurs plus individualistes.

On peut constater que certaines valeurs se présentent comme des valeurs émergentes. Sont de celles-là, la richesse et la réussite sociale, absentes dans les valeurs traditionnelles et relativement assez bien classées au niveau des valeurs actuelles. Ainsi, par exemple, 62,2% des répondants classent la richesse au premier rang de ces valeurs et 59,4% des répondants classent au second rang la réussite sociale, un classement qui, joint à celui au premier rang, mobilise 62,5% des répondants.

Les tableaux n°6 et n°7 présentent le classement de ces deux valeurs émergentes dans les différentes régions.

On constate que les régions ont des perceptions différentes de l'importance de la richesse. Ainsi, la région de l'Est la classe au troisième rang pour 40% et au cinquième et dernier rang pour 60% et le Sahel, de façon unanime (100%), la classe au dernier rang, cependant que les trois autres régions la classent majoritairement (plus de 73%) au tout premier rang. Peut-on voir dans cette différence un effet de périphérie par rapport aux centres d'évolution socio-économique ? Ce qui est sûr, c'est que les différences constatées ne semblent pas dues à une simple erreur d'échantillonnage ou une simple erreur et nous interpellent pour une surveillance ou un contrôle ultérieur ($P = 0,029$).

Tableau n° 6 : perception de « la richesse » comme valeur émergente								
Régions	La richesse						N	%
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème			
Centre/ Centre-Sud	72,7%		9,1%	9,1%	9,1%	11	100,0%	
Est			40,0%		60,0%	5	100,0%	
Nord	73,3%	6,7%	6,7%	13,3%		15	100,0%	
Ouest/Sud- Ouest	80,0%			20,0%		5	100,0%	
Sahel					100,0%	1	100,0%	
Total	62,2%	2,7%	10,8%	10,8%	13,5%	37	100,0%	
Signification	$X^2 = 28,35$		DL =16			P = 0,029		

A la différence de la perception de la richesse selon les régions, celle de la réussite sociale semble plus homogène, en tout cas, les différences de

perceptions ne sont pas significatives ($P = 0,462$). L'interprétation que l'on peut faire des perceptions de la richesse et de la réussite sociale par les régions est que toutes les régions qui valorisent la réussite sociale ne l'assimilent pas à la richesse ; autrement dit, la réussite sociale se distingue de la richesse aux yeux des répondants des différentes régions. C'est le signe encourageant d'une certaine résilience par rapport à la place de plus en plus envahissante de l'argent dans la société.

Tableau n° 7 : perception de « la réussite sociale » comme valeur émergente

Région	La réussite sociale					Total	
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	N	%
Centre/ Centre-Sud		75,0%	12,5%	12,5%		8	100,0%
Est		100,0%				1	100,0%
Nord		57,1%	7,1%	21,4%	14,3%	14	100,0%
Ouest/Sud- Ouest		60,0%			40,0%	5	100,0%
Sahel	25,0%	25,0%	25,0%		25,0%	4	100,0%
Total	3,1%	59,4%	9,4%	12,5%	15,6%	32	100,0%
Signification	$X^2=15,86$		DL=16			P=0,462	

L'évolution constatée justifie amplement la perte des valeurs que les répondants reconnaissent à l'unanimité comme se manifestant par la place prépondérante de l'argent dans les relations sociales, l'effritement des valeurs du vivre-ensemble harmonieux avec les détournements, le non-respect de la parole donnée, le non-respect du bien commun, le non-respect de la vie et la poussée des injustices en tous genres, mais aussi le grand banditisme, le mensonge et la tromperie. Selon des enquêtés, « *La société Burkinabé actuelle n'a plus de valeur. La seule chose qui compte, c'est l'argent, l'intérêt personnel et une liberté négative qui fait que les jeunes n'ont plus de respect pour les anciens ni pour les autorités.* » On peut noter que les valeurs religieuses tendent à s'effriter, tandis que les valeurs individualistes prennent de plus en plus place dans la société burkinabé. D'une part, plasmolyse des valeurs basées sur l'être ; d'autre part turgescence des valeurs relatives à

l'avoir. Pour plus de 85% des répondants, « *l'argent est plus important que tout* » et dans le même temps, ils sont nombreux (près de 75%) à percevoir que le respect des anciens qui fait partie du triptyque axiologique est de plus en plus dénué de sens.

On note des différences relativement significatives dans l'appréciation des manifestations de la perte des valeurs morales d'une région à l'autre. Deux régions se singularisent par des appréciations contrastées de ces manifestations. Il s'agit des régions de l'Est et du Centre/Centre-Sud. Les répondants de la région de l'Est, indiquent les différentes manifestations à une très large majorité allant de 81,3% à 100%. La région du Centre/Centre-Sud, par contre, est celle qui les indique le moins, les plus forts taux se situant à 65% et 60% et la plupart des taux étant en-dessous de 30%, tombant même à 4,3% pour une moyenne de 39%.

Le tableau n°8 ci-après indique la perception des enquêtés quant aux manifestations de la perte des valeurs MEC.

Tableau n°8 : Perception des manifestations de la perte des valeurs MEC

Régions	Manifestations de la perte des valeurs MEC								Total	
	La famille élargie a moins d'importance	Le respect des anciens a diminué	Le bien commun n'est pas respecté	L'argent est plus important que tout	On vole beaucoup	On ne respecte pas la vie	On ne respecte pas la parole donnée	Autre*	N	%
Centre / Centre-Sud	17,4%	65,2%	26,1%	60,9%	26,1%	34,8%	4,3%	8,7%	23	100,0%
Est	93,8%	100,0%	81,3%	100,0%	100,0%	81,3%	81,3%	12,5%	16	100,0%
Nord	30,0%	60,0%	35,0%	95,0%	35,0%	15,0%	30,0%	5,0%	20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	42,1%	68,4%	42,1%	94,7%	47,4%	36,8%	42,1%	10,5%	19	100,0%
Sahel	40,0%	80,0%	40,0%	85,0%	35,0%	45,0%	55,0%		20	100,0%
Total	41,8%	73,5%	42,9%	85,7%	45,9%	40,8%	39,8%	7,1%	98	100,0%
Signification	0,000	0,058	0,012	0,002	0,000	0,002	0,000	0,595		

* Autres = la culture occidentale, le manque de respect, la nouvelle religion, le téléphone portable

La perte des valeurs MEC est attribuée, par les répondants, essentiellement à l'argent (79,6%), également à la politique (51,0%) et à la pauvreté (51,0%), au manque d'éducation des enfants (49,0%), à l'urbanisation

(31,6%), à l'école moderne (24,5%) ainsi qu'à une série d'autres facteurs tels que la culture occidentale, le manque de respect, la nouvelle religion, le téléphone portable.

Le tableau n°9 ci-dessous indique la perception qu'ont les enquêtés des causes de la perte des valeurs.

Tableau n° 9 : perception des causes de la perte des valeurs MEC									
Régions	Causes perte des valeurs MEC							Total	
	l'urbanisation	l'argent	la politique	le manque d'éducation des enfants	la pauvreté	l'école moderne	Autres*	N	%
Centre / Centre-Sud	17,4%	65,2%	34,8%	30,4%	39,1%	8,7%	4,3%	23	100,0%
Est	6,3%	100,0%	87,5%	56,3%	50,0%	18,8%	12,5%	16	100,0%
Nord	40,0%	80,0%	35,0%	45,0%	35,0%	30,0%	5,0%	20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	31,6%	89,5%	47,4%	52,6%	68,4%	42,1%	5,3%	19	100,0%
Sahel	60,0%	70,0%	60,0%	65,0%	65,0%	25,0%		20	
Total	31,6%	79,6%	51,0%	49,0%	51,0%	24,5%	5,1%	98	100,0%
Signification P =	0,005	0,054	0,008	0,216	0,124	0,141	0,573		

* Autres = culture occidentale, n'écoute plus les conseils, manque respect, nouvelle religion, téléphone portable

C'est surtout au niveau de l'urbanisation et du rôle de la politique dans la perte des valeurs que se manifestent les différences importantes ($P < 0,05$) entre les régions. Ainsi, le Sahel est la région où l'urbanisation est la plus indexée (60%) et l'Est, de façon surprenante, la région où ce facteur est le moins pointé du doigt (6,3%), suivi par le Centre/Centre-Sud (17,4%) que l'on s'attendrait à être, de loin, le moins critique vis-à-vis de l'urbanisation du fait qu'il est la région la plus urbanisée.

Le rôle négatif de la politique est plus indexé par les répondants des

régions de l'Est (87,5%) et du Sahel (60%) et beaucoup moins par les régions du Centre/Centre-Sud (34,8%) et du Nord (35%), deux régions très politisées depuis la colonisation et sous l'influence d'hommes politiques très actifs.

Perception de l'intégrité des burkinabé

Comme l'indique le tableau n°10 ci-dessous, la majorité des répondants dans les régions (90%) considèrent que les burkinabé portent peu, voire pas du tout leur nom. Cette proportion baisse dans les régions du centre et du centre-sud où ils ne sont plus que 56,5% à considérer/percevoir que les burkinabé sont de moins en moins intègres.

Régions	Les burkinabés méritent-ils d'être appelés "hommes intègres"?					
	Tout à fait	Assez	Peu	Pas du tout	Total	
					N	%
Centre/ Centre- Sud	8,3%	33,3%	37,5%	20,8%	24	100,0%
Est			60,0%	40,0%	20	100,0%
Nord	10,0%		45,0%	45,0%	20	100,0%
Ouest/ Sud-Ouest	5,0%	5,0%	35,0%	55,0%	20	100,0%
Sahel		10,0%	30,0%	60,0%	20	100,0%
Total	4,8%	10,6%	41,3%	43,3%	104	100,0%
Signification	$X^2 = 27,679$		DL = 12		P = 0,000	

C'est une large majorité des répondants qui estiment que les Burkinabé méritent peu (41,3%) voire pas du tout (43,3%), d'être appelés « hommes intègres ». Ils ne sont qu'une petite poignée (4,8%) à dire que les Burkinabé méritent tout à fait ce qualificatif. Dans leurs commentaires de « focus-group », ils précisent que l'intégrité des burkinabé est perçue comme étant gravement érodée par les pratiques de corruption, mais aussi par le vol, le manque de respect aux aînés, l'amour de l'argent, la recherche du gain facile, le mensonge et le crime ; autant de nouveaux comportements éloignés des valeurs positives de la société.

A part le Centre/Centre-Sud qui trouve les Burkinabé sinon tout à fait intègres (8,3%), du moins assez (33,3%) ou seulement peu (37,5%), les autres régions se montrent très critiques, les plus critiques étant le Sahel où 60% des répondants disent que les Burkinabé ne méritent pas du tout d'être appelés « hommes intègres », l'Ouest/Sud-Ouest où ceux qui partagent cette

opinion représentent la moitié (50%) des répondants ainsi que le Nord (45%). A l'Est, tous les avis sont négatifs s'exprimant seulement en termes de peu (60%) ou pas du tout (40%). Cela laisse voir que les différences se bâtissent essentiellement sur les nuances de négativité, même si elles s'avèrent relativement importantes ($P = 0,000$).

Comment se justifient les appréciations portées sur l'intégrité des Burkinabé ?

Le tableau n°11 ci-après apporte des réponses à cette question. Deux principales réponses quasi-tautologiques consistent à dénoncer la perte ou disparition des valeurs morales, éthiques et civiques (37,5%) et le non-respect des valeurs d'intégrité (20,2%). D'autres causes sont le trio égoïsme-mensonge-vol (8,7%) et l'amour de l'argent (8,7%).

Régions	Pouvez-vous justifier votre réponse?							Total	
	Disparition ou perte des valeurs MEC	Non-respect des valeurs d'intégrité	Egoïsme, mensonge, vols	Recherche du gain facile	Vols, braquages, banditisme	L'amour de l'argent	Autres*	N	%
Centre/ Centre-Sud	25,0%	4,2%	20,8%	4,2%		16,7%	29,2%	24	100,0%
Est	25,0%	35,0%	20,0%		15,0%	5,0%		20	100,0%
Nord	35,0%	35,0%		10,0%		10,0%	10,0%	20 20	100,0%
Ouest/Sud- Ouest	60,0%	10,0%			5,0%	10,0%	15,0%	20	100,0%
Sahel	45,0%	20,0%			5,0%		30,0%	20	100,0%
Total	37,5%	20,2%	8,7%	2,9%	4,8%	8,7%	17,3%	104	100,0%
Signification	$X^2 = 49,247$			DL = 24			P = 0,002		

Les régions de l'Ouest/Sud-Ouest (60%) et du Sahel (45%) dénoncent plus la perte des valeurs, cependant le trio égoïsme-mensonge-vol est plus indexé par les régions du Centre/Centre-Sud (20,8%) et de l'Est (20%). Le

Centre/Centre-Sud est également la région qui indexe deux fois plus que les autres l'amour de l'argent (16,7%).

A quel moment les burkinabé ont-ils véritablement commencé à perdre leurs valeurs ?

Comme on peut le constater dans le tableau n°12 ci-dessous, les répondants situent majoritairement sans hésitation le début du processus de dégradation ou de transmutation des valeurs après la période "révolutionnaire", à partir des années 1990 : plus de 90 % des répondants, si on considère l'effectif total, 100% des répondants dans les régions du nord, de l'Est, de l'Ouest/Sud-Ouest. Le Sahel est la région qui indexe le moins, bien que dans une proportion non négligeable, la période "post-révolutionnaire" et qui indexe plus (10%) la période coloniale tout comme la période des années 70, ainsi que la période "révolutionnaire" (15%).

Tableau n° 12: perception du moment de la perte des valeurs						
Régions	Selon vous, à quel moment les burkinabé ont-ils commencé à perdre le plus leurs valeurs ?					
	Sous la colonisation	Dans les années soixante/soixante-dix	Dans la période révolutionnaire	Après la révolution (à partir des années 90)	N	%
Centre/ Centre-Sud	8,3%			91,7%		100,0%
Est				100,0%		100,0%
Nord				100,0%		100,0%
Ouest/Sud-Ouest				100,0%		100,0%
Sahel	10,0%	10,0%	15,0%	65,0%		100,0%
Total	3,8%	1,9%	2,9%	91,3%		100,0%
Signification	$X^2 = 28,54$		DL = 12		P = 0,005	

Ainsi, la mise en place de la quatrième République et les pratiques ultérieurement générées correspondraient à un véritable tournant où, sous

l'effet du libéralisme régnant, les valeurs morales, éthiques et civiques de la société sont vidées de leur sens au profit d'un système de prédation basé sur le clientélisme et l'impunité. Une période où, comme le notent bien les répondants, les valeurs cardinales s'effondrent : la justice, la solidarité, l'honnêteté ou l'intégrité, le sens du sacré, la vérité, le respect du bien public, le travail, le respect des anciens, le respect de la parole donnée, la discipline, apparaissent comme des valeurs mal cotées auxquelles les populations ne croiraient plus beaucoup. Et même si, la société résiste à travers des valeurs telles que le courage et le travail qui sont beaucoup plus présentes dans la société ou en énonçant les valeurs morales et éthiques, celles-ci sont, dans les faits, souvent mises de côté comme étant non rentables.

Q2.11. Le service ou l'entreprise y compris celle de nature familiale (unité agricole et/ ou pastorale) où vous travaillez a-t-il (elle) énoncé ses valeurs éthiques (les règles à respecter pour sa bonne marche) ?

La grande majorité des parents répondants (79,8%) disent que l'entreprise ou l'unité de production dans laquelle ils travaillent a énoncé des valeurs ou règles de conduite à respecter. Certains lecteurs des résultats de la présente enquête pourraient être surpris de ce que même les agriculteurs (traditionnels) disent que leur unité de production a des règles comme les entreprises (modernes) pour lesquelles des règles éthiques sont généralement édictées. Mais cet étonnement serait plutôt à mettre au compte d'une vision relativement superficielle de l'agriculture traditionnelle. Une analyse plus profonde montre que celle-ci ne se pratiquait pas de façon empirique et, si on peut dire, « superficielle ». Ceux qui s'y adonnent doivent effectivement se soumettre à des règles dont la violation était (est toujours) sanctionnée soit directement par les chefs de terre, soit indirectement, par les divinités tutélaires des espaces, des champs profanés.

Si l'on se met d'accord sur cette perception de l'activité agricole traditionnelle, on n'est plus surpris de voir qu'après les fonctionnaires unanimes à dire que leur lieu de travail ou service possède des règles de conduite à respecter, viennent les agriculteurs dont 91,9% disent que leur lieu de production dispose de règles à respecter. Les commerçants sont les répondants les moins nombreux (61,5%) à l'affirmer et plus nombreux à dire que de telles règles n'existent pas (23,1%) ou qu'ils ne se sentent pas concernés par cette question (15,4%). Quant aux éleveurs, ils sont unanimes (100%) à dire que leur activité n'est pas régie par des règles auxquelles ils doivent se plier.

Sur le plan de la répartition géographique, on note que les répondants des régions du Nord, de l'Ouest/Sud-Ouest et Centre-Centre-Sud sont les plus

nombreux (entre 91,7 pour le Centre/Centre-Sud et 95% pour les deux autres régions) à reconnaître l'existence de règles éthiques à leur lieu de travail. Le Sahel (55%) et l'Est (60%) sont les deux régions dont les répondants sont les moins nombreux à dire que ces règles existent à leur lieu de travail.

Le tableau n°13 indique la répartition des répondants à la question de l'existence de règles à respecter édictées par leur entreprise ou unité de production.

		Le service ou l'entreprise ou vous travaillez a-t-il (elle) énoncé ses valeurs ?						
		Oui	Non	Ne sais pas	Pas concerné	N	%	Signification
Régions	Centre/Centre-Sud	91,7%			8,3%	24	100,0%	$X^2 = 4,6,620$
	Est	60,0%	10,0%	5,0%	25,0%	20	100,0%	
	Nord	95,0%		5,0%		20	100,0%	DL = 12
	Ouest/Sud-Ouest	95,0%	5,0%			20	100,0%	
	Sahel	55,0%	45,0%			20	100,0%	P = 0,000
	Total	79,8%	11,5%	1,9%	6,7%	104	100,0%	
Activités	Fonctionnaire	100,0%				7	100,0%	$X^2 = 58,702$
	Ouvrier	80,0%	20,0%			5	100,0%	
	Agriculteur	91,9%	3,2%	3,2%	1,6%	62	100,0%	DL = 15
	Eleveur		100,0%			4	100,0%	
	Commerçant	61,5%	23,1%		15,4%	13	100,0%	P = 0,000
	Autres	50,0%	16,7%		33,3%	12	100,0%	
	Total	79,6%	11,7%	1,9%	6,8%	103	100,0%	

Q2.12. Si oui, ces valeurs ou règles sont-elles respectées par l'ensemble du personnel ?

Une chose est de disposer de règles éthiques, autre chose est de les respecter. Ainsi, on constate une réduction de dix points de la proportion des répondants qui disent que les règles éthiques de leur lieu de travail sont respectées par rapport à celle de ceux qui disaient que ces règles existent : 69,9% contre 79,6% et un doublement de la proportion des répondants qui disent que ces règles ne sont pas respectées par rapport à celle de ceux qui disent que les règles éthiques n'existent pas : 27% contre 11,7%.

On est un peu surpris de constater que c'est au niveau de ceux-là, les fonctionnaires, où l'existence des règles éthiques est la plus reconnue (100%) que leur non-respect est le plus marqué (71,4%).

Au niveau régional, on constate que le Centre/Centre-Sud est la région où les répondants sont beaucoup plus nombreux et en harmonie avec la proportion de ceux qui disent qu'il existe des règles éthiques à leur lieu de travail à affirmer que ces règles sont respectées (90,9%). La région de l'Ouest/Sud-Ouest se particularise par le fait qu'à peine la moitié de ceux qui disent qu'il existe des règles éthiques à leur lieu de travail disent que ces règles sont respectées (47,4%, la même proportion que ceux qui disent que ces règles ne sont pas respectées). Le Sahel reste assez constant dans le constat de l'existence de règles éthiques (55,0%) et le constat de leur respect (54,5%).

Le tableau n°14 montre l'état du respect des règles éthiques au lieu du travail.

Tableau n° 14 : Etat de respect des valeurs ou règles de l'entreprise							
		Si oui, ces valeurs ou règles sont-elles respectées par l'ensemble du personnel ?					
		Oui	Non	Ne sais pas	N	%	Signification
Régions	Centre/Centre-Sud	90,9%	4,5%	4,5%	22	100,0%	$X^2 = 13,500$
	Est	75,0%	25,0%		12	100,0%	
	Nord	73,7%	26,3%		19	100,0%	DL = 8
	Ouest/Sud-Ouest	47,4%	47,4%	5,3%	19	100,0%	
	Sahel	54,5%	45,5%		11	100,0%	P = 0,000
	Total	69,9%	27,7%	2,4%	83	100,0%	
Activités	Fonctionnaire	28,6%	71,4%		7	100,0%	$X^2 = 12,049$
	Ouvrier	75,0%	25,0%		4	100,0%	
	Agriculteur	77,2%	21,1%	1,8%	57	100,0%	DL = 8
	Eleveur	-	-	-	-	0,0%	
	Commerçant	62,5%	25,0%	12,5%	8	100,0%	P = 0,149
	Autres	66,7%	33,3%		6	100,0%	
	Total*	70,7%	26,8%	2,4%	82	100,0%	

* Les pourcentages selon les activités sont légèrement différents de ceux en fonction des régions du fait de la non-réponse des éleveurs même si peu nombreux.

Q2.13. Si règles non respectées, pourquoi ?

La minorité des répondants qui disent que les règles éthiques ne sont pas respectées explique cet état de fait essentiellement par un manque d'intérêt (56,5%) et par la non-rentabilité du respect (« ça ne paie pas ») (26,1%). C'est sur cette dernière raison que s'accordent tous les trois répondants de la région de l'Est (100%), ce, pendant que la première raison est plus avancée par les répondants de la région de l'Ouest/Sud-Ouest (77,8%). Le Sahel est la région qui se répartit le plus entre les deux raisons (60% pour la première et 40% pour la seconde).

L'absence de retombée est la raison du seul ouvrier répondant et celle de la majorité des fonctionnaires (60%) dont le reste se répartit également entre la raison de manque d'intérêt et celle de l'obéissance aveugle (« on obéit sans chercher à comprendre »). Il faut du reste préciser que les fonctionnaires sont le seul groupe professionnel à mentionner cette dernière raison, celle de l'obéissance aveugle.

Le tableau n°15 montre les justifications du non-respect des règles éthiques au lieu du travail avancées par les parents répondants selon la profession ou l'activité exercée et selon la région.

		Si non-respect des valeurs et règles, pourquoi?						Signification
		ça n'intéresse personne	ça ne paie pas	on obéit sans chercher à comprendre	Autre**	N	%	
Régions	Centre/Centre-Sud			100,0%		1	100,0%	X ² = 27,246
	Est		100,0%			3	100,0%	
	Nord	60,0%	20,0%	20,0%		5	100,0%	DL = 12
	Ouest/Sud-Ouest	77,8%			22,2%	9	100,0%	
	Sahel	60,0%	40,0%			5	100,0%	P = 0,007
	Total	56,5%	26,1%	8,7%	8,7%	23	100,0%	
Activités	Fonctionnaire	20,0%	60,0%	20,0%		5	100,0%	
	Ouvrier		100,0%			1	100,0%	
	Agriculteur	91,7%			8,3%	12	100,0%	
	Éleveur	-	-	-	-	-	0,0%	
	Commerçant	50,0%	50,0%			2	100,0%	
	Autres		50,0%		50,0%	2	100,0%	
	Total*	59,1%	27,3%	4,5%	9,1%	22	100,0%	

* Les pourcentages selon les activités sont légèrement différents de ceux en fonction des régions du fait de la non-réponse des éleveurs même si peu nombreux

** Autre = manque d'éducation, manque de respect.

Q2.14. Selon vous, les burkinabè font-ils preuve de civisme ?

A la question de savoir si les Burkinabè font preuve de civisme, la majorité des répondants disent qu'ils en font peu (54,8%) ou même pas du tout (26%), soit 80,8% d'opinions négatives. Ces opinions négatives sont plus exprimées par les répondants de l'Ouest/Sud-Ouest (45% + 55% = 100%) et de l'Est (60% + 35% = 95%). Les répondants du Nord sont plus indulgents avec 30% disant que les Burkinabè font beaucoup preuve de civisme et 10% disant qu'ils en font assez et seulement 15% disant qu'ils n'en font pas du tout (Voir tableau 16).

Tableau n° 16 : degré de civisme des Burkinabè						
Régions	Selon vous, les burkinabè font-ils preuve de civisme?					
	beaucoup	assez	peu	pas du tout	N	%
Centre/Centre-Sud		25,0%	58,3%	16,7%	24	100,0%
Est	5,0%		60,0%	35,0%	20	100,0%
Nord	30,0%	10,0%	45,0%	15,0%	20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest			45,0%	55,0%	20	100,0%
Sahel	10,0%	15,0%	65,0%	10,0%	20	100,0%
Total	8,7%	10,6%	54,8%	26,0%	104	100,0%
Signification	$X^2 = 36,062$		DL = 12		P = 0,000	

Q2.15. Si oui (beaucoup ou assez), comment cela se manifeste-t-il (plusieurs modalités possibles) ?

Pour les répondants qui estiment que les Burkinabè font preuve de beaucoup ou d'assez de civisme, ce civisme se manifeste essentiellement par le fait que :

- ils respectent les lieux/locaux publics (71,4%) ;
- ils respectent les autorités publiques (35%) ;
- ils s'acquittent de leurs impôts (30%) ;
- ils ne salissent pas les lieux publics (15%) ;
- ils respectent les feux de circulation (15%).

Le tableau n°17 indique les différentes manifestations du civisme selon les parents d'élèves des régions enquêtées (sauf l'Ouest/Sud-Ouest). Le nombre très réduit des répondants rend inutile tout commentaire sur les quelques différences observées entre les répondants de ces régions.

Tableau n° 17 : Manifestations du civisme								
Régions	Si oui, comment cela se manifeste-t-il ?						Total	
	Ils respectent les lieux/ locaux publics	Ils s'acquittent de leurs impôts	Ils ne salissent pas les lieux publics	Ils respectent les autorités publiques	Ils respectent les feux de circulation	Autre*	N	%
Centre/Centre-Sud	57,1%			33,3%		16,7%	6	100,0%
Est		100,0%	100,0%	100,0%			1	100,0%
Nord	100,0%		12,5%		25,0%		8	100,0%
Sahel	60,0%	100,0%	20,0%	80,0%	20,0%	20,0%	5	100,0%
Total	71,4%	30,0%	15,0%	35,0%	15,0%	10,0%	20	100,0%
Signification P =	0,180	0,000	0,076	0,014	0,581	0,360		

*Autre = respect du bien, respect élection

Q2.16. Si non (peu ou pas du tout), comment expliquez-vous cela ?

L'incivisme épinglé par la majorité des répondants s'expliquerait, comme l'indique le tableau n°18, par le désintérêt vis-à-vis de la chose publique ou du bien commun (75,3% des répondants), le manque d'éducation (49,4%) et le fait que les autorités publiques ne mériteraient pas le respect (32,9%).

Tableau n° 18 : perception des raisons de l'incivisme

Régions	Raisons de l'incivisme					
	Ils sont mal éduqués	Ils ne se sentent pas concernés par le bien commun	Les autorités publiques ne méritent pas le respect	Autre*	Total/colonne	
					N	%
Centre/Centre-Sud	26,3%	78,9%	15,8%	5,3%	19	100,0%
Est	36,8%	100,0%	26,3%	31,6%	19	100,0%
Nord	41,7%	50,0%	58,3%	8,3%	12	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	70,0%	60,0%	45,0%	15,0%	20	100,0%
Sahel	73,3%	80,0%	26,7%		15	100,0%
Total	49,4%	75,3%	32,9%	12,9%	85	100,0%
Signification P =	0,015	0,010	0,092	0,052		

* Autres = Absence tradition, amour de l'argent, colère contre autorité, Frustration, liberté, pas de considération, Perte confiance, sans justice

Q2.17. Que signifie le civisme pour vous ? Pour chaque élément, cochez une case en fonction de l'importance selon vous (3 = très important ; 2 = important ; 1 = peu important)

Les répondants reconnaissent et jugent très importants les principaux éléments constitutifs du civisme à savoir : l'amour de la patrie (72,1%), le respect des lois (71,2%), le respect des biens publics (71,2%), le respect des symboles et armoiries de la nation (68,3%), l'amour de la patrie (52,5%), le respect et la protection de l'environnement (57,7%). La quasi-totalité des autres éléments de civisme sont jugés importants, les moins cotés étant la connaissance du code de la route jugée peu importante par 12,5% des répondants et la connaissance des institutions jugée telle par 10,6% des répondants.

Le tableau n°19 indique les cotations données aux différents éléments de civisme par les répondants.

Tableau n° 19 : Que signifie le civisme pour vous ?			
Éléments de civisme	Cotation		
	1	2	3
	peu important	important	Très important
La connaissance des institutions	10,6%	52,9%	36,5%
La connaissance du code de la route	12,5%	36,5%	51,0%
L'amour de la patrie	8,7%	27,9%	63,5%
Le respect des lois	6,7%	22,1%	71,2%
Le respect des autres citoyens	5,8%	41,3%	52,9%
Le respect des biens publics	6,7%	22,1%	71,2%
Le respect des symboles et armoiries de la nation	6,7%	25,0%	68,3%
La participation citoyenne à la vie publique	7,7%	41,3%	51,0%
La défense de la patrie	5,8%	22,1%	72,1%
Le respect et la protection de l'environnement	8,7%	33,7%	57,7%

7.2. Sur la perception et la pratique de la corruption

Q3.1. Selon vous, d'une manière générale, diriez-vous que les Burkinabé sont :

Pour la grande majorité des répondants (87,5%), comme l'indique le tableau n°20, c'est une évidence que les burkinabé sont de plus en plus corrompus avec, notamment, le règne sans partage du dieu-argent et, conséquemment, les pratiques de détournements, l'escroquerie, le mensonge, les pratiques mafieuses et les crimes économiques voire de sang dont les médias se font régulièrement l'écho.

L'appréciation négative de l'évolution des Burkinabé, confirmée par les institutions de lutte contre la corruption telles que *Transparency International* et le Réseau National de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC), est la chose la mieux partagée entre les différentes régions, même s'il faut noter la relative particularité du Centre/Centre-Sud dont les répondants sont unanimes (100%) à dire que les Burkinabé sont de plus en plus corrompus.

Tableau n° 20 : perception de la corruption des burkinabé					
Régions	Selon vous, d'une manière générale, diriez-vous que les burkinabé sont:				
	De plus en plus corrompus	De moins en moins corrompus	Egaux à eux-mêmes	Total	
				N	%
Centre/ Centre-Sud	100,0%			24	100,0%
Est	80,0%	20,0%		20	100,0%
Nord	90,0%	10,0%		20	100,0%
Ouest/Sud- Ouest	90,0%	10,0%		20	100,0%
Sahel	75,0%	20,0%	5,0%	20	100,0%
Total	87,5%	11,5%	1,0%	104	100,0%
Signification	$X^2=10,476$		DL=8	P=0,233	

Q3.2. Selon vous, comment se manifeste la corruption dans la société burkinabé ?

Cette corruption croissante se manifeste par les faits suivants :

- pots de vin ou dessous de tables (43,3%) ;
- recherche du gain facile (17,3%) ;
- malhonnêteté, mensonge, égoïsme (12,5%) ;
- injustice (9,6%) ;
- autres (népotisme, favoritisme, fraudes de tout genre... = 17,3%).

Q3.3. Personnellement, avez-vous déjà été impliqué dans la corruption ?

La corruption est donc une pratique bien perçue dans le contexte national. Dans tous les secteurs de l'administration publique, de la justice à l'éducation, en passant par la défense, l'économie, les marchés publics,...la corruption est visible de l'avis des enquêtés. Cependant, comme l'indique le tableau 21 ci-après, beaucoup de répondants (45,2%, soit près d'un répondant sur deux), reconnaissent avoir été déjà impliqués dans la corruption sous sa forme plus active (26%) que passive (19%).

On note quelques différences entre les régions. Ainsi, les répondants des régions du Centre/Centre-Sud et de l'Est sont-ils relativement plus nombreux que ceux du Nord, de l'Ouest/Sud-Ouest et du Sahel à reconnaître avoir été impliqués dans la corruption sous forme passive. Les répondants de la région de l'Ouest/Sud-Ouest sont relativement plus nombreux que ceux des autres régions à déclarer n'avoir jamais été impliqués dans la corruption : 80% pour une moyenne de 54%.

Tableau n° 21 : Implication personnelle dans le jeu de la corruption

Régions	Personnellement, avez-vous déjà été impliqué dans la corruption?				
	Oui sous forme de corruption active	Oui sous forme de corruption passive	Non jamais	Total	
				N	%
Centre / Centre-Sud	37,5%	8,3%	54,2%	24	100,0%
Est	30,0%	20,0%	50,0%	20	100,0%
Nord	25,0%	30,0%	45,0%	20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	20,0%		80,0%	20	100,0%
Sahel	15,0%	40,0%	45,0%	20	100,0%
Total	26,0%	19,2%	54,8%	104	100,0%
Signification	$X^2=16,694$		DL=8	P=0,033	

Q3.4. Si oui, pourquoi acceptez-vous la corruption ?

Le paradoxe peut être noté que tout en ayant conscience de ses méfaits, les individus tendent à se constituer acteurs de la corruption avec le sentiment d'une contrainte liée au système politique et économique. « *Nous n'avons pas le choix c'était le seul moyen de s'en sortir.* », répondent volontiers certains enquêtés pour justifier leurs propres pratiques de corruption.

La pratique de la corruption a donc partie liée à l'instinct de survie (pour plus de 95% des répondants) dans un système politique de plus en plus gangrené où tout passe par l'argent, dans un contexte où les dispositifs de contrôle et les voies de recours pour la garantie des droits sont inopérants. Face à des agents publics corrompus, prompts à la concussion et face au sentiment d'impuissance, la tendance est de « *jouer le jeu* » pour espérer faire face à sa propre difficulté le plus rapidement possible, comme cela ressort du tableau n°22.

Les raisons de cette acceptation de la corruption sont également distribuées à travers toutes les régions couvertes par l'enquête, même si l'on peut noter que l'Est et le Sahel justifient leur acceptation de la corruption par le fait qu'ils s'y sentaient contraints respectivement pour 70% et 63,6% (P = 0,793).

Il faut tout de même noter le fait que, malgré tout, la corruption n'est pas une maladie contagieuse ou une fatalité dans la mesure où nombreux sont les répondants (près de 55%) qui déclarent n'avoir jamais été impliqués en quelque façon que ce soit. Sans doute c'est parce qu'ils n'ont pas été dans une situation tentante. Malgré tout, on peut en déduire que la résistance des citoyens est possible avec une probabilité élevée de succès, si celle-ci est organisée.

Tableau n° 22 : justifications du jeu de la corruption					
Régions	Si oui, pourquoi acceptez-vous la corruption?				
	Je n'ai pas le choix, c'est la seule façon de s'en sortir	C'est le système/ Tout le monde	Autre*	Total	
				N	%
Centre/Centre-Sud	45,5%	45,5%	9,1%	11	100,0%
Est	70,0%	30,0%		10	100,0%
Nord	36,4%	54,5%	9,1%	11	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	50,0%	50,0%		4	100,0%
Sahel	63,6%	36,4%		11	100,0%
Total	53,2%	42,6%	4,3%	47	100,0%
Signification	$X^2 = 4,662$		DL=8	P=0,793	

* Autre = a été victime, a agi par ignorance

Q3.5 Selon vous, à partir de quel moment la corruption a-t-elle le plus gagné du terrain au Burkina Faso ?

Les répondants qui ont vu dans les années 1990, une période caractéristique de la perte des valeurs font de cette même période, le temps de la montée en puissance de la corruption au point de pervertir les valeurs traditionnelles. Comme l'indique le tableau n°23 ci-dessous, la très grande majorité (91,3%) des répondants estiment que la corruption émerge au Burkina Faso à partir des années 90. Pour quelques rares répondants (5,8%), c'est dans la période "révolutionnaire" que la corruption a le plus gagné du terrain au Burkina Faso ou, pour de plus rares répondants (moins de 1%), dans les années soixante/soixante-dix, voire au temps de la colonisation (1,9%).

Tableau n° 23 : perception du moment d'émergence de la corruption.

Régions	Selon vous, à partir de quel moment la corruption a-t-elle le plus gagné du terrain ?					
	Dans la période coloniale	Dans les années soixante/soixante dix	Dans la période révolutionnaire	Après la révolution (à partir des années 90)	Total	
					N	%
Centre / Centre-Sud	4,2%	4,2%		91,7%	24	100,0%
Est				100,0%	20	100,0%
Nord				100,0%	20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	5,0%		10,0%	85,0%	20	100,0%
Sahel			20,0%	80,0%	20	100,0%
Total	1,9%	1,0%	5,8%	91,3%	104	100,0%
Signification	X ² =18,132		DL=12		P=0,112	

Q3.6 On entend souvent dire au Burkina Faso : « On ne va pas chez le chef les mains vides ». Diriez-vous que cela signifie ?

Pour revenir à la perversion des valeurs, s'agissant, par exemple, de la pratique culturelle du don au chef, les répondants font la part des choses en rétablissant la signification originelle qui consiste à marquer sa considération pour le chef à qui on ne saurait rendre visite les « mains vides » et surtout à le soutenir en rendant sa charge plus supportable. Pour 60% des répondants, comme l'indique le tableau n°24, la signification du don au chef ne souffre d'aucune ambiguïté : elle a le sens d'une marque de considération. Il ne s'agissait guère de corrompre le chef qui devait en tout temps prendre garde à tout comportement indigne ou illégitime susceptible de déclencher la colère des ancêtres dont la sentence peut être redoutable. Les chefs n'étaient pas forcément des modèles de vertu ou d'intégrité, mais ils étaient beaucoup plus tenus par le fonds culturel et par les valeurs prescrites à travers les coutumes et traditions.

On note que les répondants des régions de l'Est et du Nord sont, à égalité (75%), les plus nombreux à dire que le don au chef représente une marque de considération pour celui-ci. Cela pourrait, sans doute, s'expliquer par le fait que ces deux régions sont celles où la chefferie et les valeurs traditionnelles sont les plus implantées et pratiquées, au contraire des régions comme

le Centre/Centre-Sud plus absorbé par la modernité urbaine et le brassage culturel, et le Sahel où le nomadisme fragilise quelque peu ces traditions, les ressortissants devant s'acclimater aux traditions des lieux d'immigration. En tout état de cause, les différences dans les raisons privilégiées interpellent par leur importance ($P = 0,022$).

Tableau n° 24: perception de la signification du don au chef					
Régions	On entend souvent dire au BF: « on ne va pas chez le chef les mains vides », diriez-vous que cela signifie que :				
	Le chef doit être toujours honoré (marque de considération pour le chef)	Il faut corrompre le chef (recherche d'une faveur particulière)	Il faut corrompre les agents publics	Total	
				N	%
Centre/Centre-Sud	45,8%	50,0%	4,2%	24	100,0%
Est	75,0%	25,0%		20	100,0%
Nord	75,0%	10,0%	15,0%	20	100,0%
Ouest / Sud-Ouest	65,0%	25,0%	10,0%	20	100,0%
Sahel	45,0%	55,0%		20	100,0%
Total	60,6%	33,7%	5,8%	104	100,0%
Signification	$X^2 = 17,918$		DL= 8	P = 0,022	

Les pratiques actuelles de don aux chefs constituent en règle générale une perversion du sens des valeurs, en décontextualisant à dessein une pratique culturelle autrefois justifiée. Seulement 5,8% des répondants acceptent l'extrapolation de donner à la formule « On ne va pas chez le chef les mains vides » la signification de corrompre les élus et les agents publics de l'Etat. En contexte moderne, il n'existe pas de chefs au sens traditionnel du terme, puisque « les chefs » dans la société moderne le deviennent par voie de nomination ou d'élection dans le cadre de ce que Max Weber a appelé l'autorité de type légal-rationnel qui se distingue nettement de l'autorité

traditionnelle. Par conséquent, la «naabalisation»³⁸ induit des agents publics de l'Etat et des élus nationaux et locaux est une pratique qui pervertit le sens des institutions politiques, administratives et judiciaires, institutions à caractère républicain et conduit au néopatrimonialisme en même temps qu'elle ouvre grandement les portes de la corruption.

Q3.7 -3.8 Personnellement avez-vous déjà eu à faire un cadeau à un agent public ou à un élu ? Si oui, qu'est-ce qui a guidé votre conduite ?

On peut noter une survivance culturelle dans la mesure où nombreux sont les répondants (plus de 57%) qui déclarent avoir personnellement eu à faire un cadeau à un agent public (fonctionnaire ou élu) de l'Etat en attachant à cette pratique la signification d'une marque de considération dans un esprit désintéressé selon une forte proportion de répondants (68,3%) comme indiqué dans les tableaux 25 et 26.

Toutefois, certains répondants (25%) reconnaissent avoir agi dans le sens de la corruption. Il convient de noter ici une dissonance cognitive telle que décrite par Léon Festinger³⁹. D'un côté, les acteurs tiennent un discours lucide et critique, de l'autre, leurs pratiques prennent le contrepied des discours. La situation de corruption est donc telle qu'elle crée une dissonance ou une distorsion entre les cognitions des individus ou des groupes, c'est-à-dire leurs croyances ou valeurs et leurs actions ou pratiques. Dans le cas de la corruption au Burkina Faso, les acteurs participent au développement du phénomène au prix d'une justification supposée rendre excusables ou compréhensibles leurs propres comportements de corruption.

Les régions de l'Ouest/Sud-Ouest (75,0%) et du Centre/Centre-Sud (58,3%) sont celles où les répondants sont les plus nombreux à avouer avoir déjà fait un cadeau à un agent public ou un élu. Mais cette différence ne s'avère pas significative dans l'ensemble ($P = 0,480$).

Ces deux régions sont également celles où les répondants disent avoir fait ce cadeau juste pour marquer leur respect pour le chef : 80% pour l'Ouest/Sud-Ouest et 78,6% pour l'Est, la moyenne de l'ensemble s'établissant à 66,3%, ces différences étant là aussi peu significatives ($P = 0,229$).

38 Néologisme forgé pour désigner le titre de "naaba" en usage dans le monde traditionnel des moosé et qui est indument conféré aux responsables politiques et administratifs ; ce qui est de nature à générer des malentendus.

39 Voir Léon Festinger et Henry W. Riecken, Stanley Schachter, *When Prophecy Fails : A Social and Psychological Study of a Modern Group that Predicted the Destruction of the World*, University of Minnesota Press, 1956

Tableau n° 25 : pratique des cadeaux ou du don aux agents publics

Régions	Personnellement avez-vous déjà eu à faire un cadeau à un agent public ou à un élu			
	oui	Non	N	%
Centre/Centre-Sud	58,3%	41,7%	24	100,0%
Est	50,0%	50,0%	20	100,0%
Nord	55,0%	45,0%	20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	75,0%	25,0%	20	100,0%
Sahel	50,0%	50,0%	20	100,0%
Total	57,7%	42,3%	104	100,0%
Signification	$X^2 = 3,488$	DL = 4		P = 0,480

Tableau n° 26 : signification de la pratique des cadeaux ou du don aux agents publics

Régions	Si oui, qu'est-ce qui a guidé votre conduite?				
	marquer votre considération de manière désintéressée	l'espoir d'obtenir un avantage particulier	autre	N	%
Centre / Centre-Sud	78,6%	21,4%		11	100,0%
Est	70,0%	10,0%	20,0%	10	100,0%
Nord	54,5%	36,4%	9,1%	11	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	80,0%	13,3%	6,7%	4	100,0%
Sahel	50,0%	50,0%		11	100,0%
Total	68,3%	25,0%	6,7%	47	100,0%
Signification	$X^2 = 10,535$	DL = 8			P = 0,229

Q3.9. D'après vous, quelles sont les causes de la corruption dans notre pays ?

Pour les répondants, les causes de la corruption sont multiples et ils les situent prioritairement dans la recherche du gain facile (91,1%), l'impunité (85,1%), la pauvreté (75,2%), le manque ou l'insuffisance d'éducation civique (64,4%), la cupidité (61,4%). La pratique culturelle du don aux chefs est incriminée, mais seulement par environ 13% des répondants.

Le tableau n°27 indique la perception qu'ont les enquêtés des raisons justificatives de la corruption.

Les différences dans les réponses au niveau des régions s'avèrent relativement significatives ($P = 0,00$) en ce qui concerne le rôle de la pauvreté, de la cupidité et du don au chef.

Pour les répondants du Centre/Centre-Sud, du Sahel et de l'Ouest/Sud-Ouest, la pauvreté est la cause primordiale de la corruption, pour respectivement 100,0%, 94,1% et 90,0% d'entre eux, contre 35,0% des répondants de l'Est et 55,0% des répondants du Nord.

La cupidité est mise en avant surtout par les répondants de l'Est (100,0%) et du Centre/Centre-Sud (70,8%) pour une moyenne d'ensemble de 61,4%.

La pratique culturelle du don au chef est beaucoup moins incriminée dans les régions de l'Est et du Nord, deux régions où la chefferie traditionnelle garde son auréole et la tradition où respectivement, 90,0% et 60,0% des répondants la déclaraient très peu importante, deux régions la chefferie traditionnelle garde son auréole et la tradition est toujours bien suivie.

Régions	D'après vous, quelles sont les causes de la corruption dans notre pays ?								
	le gain facile			L'impunité			La pauvreté		
	Beaucoup	Peu	Très peu	Beaucoup	Peu	Très peu	Beaucoup	Peu	Très peu
Centre/ Centre- Sud	91,7%	8,3%		79,2%	20,8%		100,0%		
Est	95,0%	5,0%		100,0%			35,0%	65,0%	
Nord	85,0%	15,0%		70,0%	25,0%	5,0%	55,0%	15,0%	30,0%
Ouest/Sud- Ouest	100,0%			100,0%			90,0%	5,0%	5,0%
Sahel	82,4%	11,8%	5,9%	76,5%	17,6%	5,9%	94,1%	5,9%	
Total	91,1%	7,9%	1,0%	85,1%	12,9%	2,0%	75,2%	17,8%	6,9%
Signification	X ² =8,761 DL=8 P=0,363			X ² =1,454 DL=2 P=0,483			X ² =60,974 DL=8 P=0,000		

(suite)

Régions	le manque ou l'insuffisance d'éducation civique			la cupidité			la pratique culturelle du don au chef		
	Beaucoup	Peu	Très peu	Beaucoup	Peu	Très peu	Beaucoup	Peu	Très peu
Centre/ Centre-Sud	66,7%	33,3%		70,8%	29,2%		16,7%	41,7%	41,7%
Est	65,0%	30%	5%	100,0%				10,0%	90,0%
Nord	60,0%	35%		55,0%	35,0%	10,0%	25,0%	15,0%	60,0%
Ouest/Sud- Ouest	65,0%	35%		45,0%	50,0%	5,0%	5,0%	40,0%	55,0%
Sahel	64,7%	29,4%	5,9%	29,4%	64,7%	5,9%	17,6%	64,7%	17,6%
Total	64,4%	32,7%	3,0%	61,4%	34,7%	4,0%	12,9%	33,7%	53,5%
Signification	X ² =2,597 DL=8 P=0,957			X ² =25,773 DL=8 P=0,001			X ² =27,216 DL=8 P=0,001		

Q3.10. Dans beaucoup de rapports, il est fait mention de la corruption à l'école ou dans l'enseignement. Seriez-vous d'avis que la pratique de la corruption a cours à l'école ?

Selon de nombreux rapports (REN-LAC, ASCE), tous les compartiments de la société sont concernés par la corruption, y compris l'école. Comme l'indique le tableau 28, la majorité des parents répondants disent que cette corruption existe beaucoup (51,0%) ou un peu (31,7%).

Les parents de la région du Centre/Centre-Sud sont beaucoup plus nombreux à dire que le phénomène existe beaucoup (83,3%). Ils sont suivis par ceux du Nord et de l'Ouest/Sud-Ouest dont 65% des répondants respectifs disent que le phénomène existe beaucoup et qui talonnent de près le Centre/Centre-Sud, si l'on tient compte du pourcentage (20% et 25%) de ceux qui disent que la corruption existe un peu. Les répondants du Sahel et de l'Est sont relativement moins nombreux à dire que la corruption à l'école est très importante (respectivement 10% et 25%), mais plus nombreux à dire qu'elle existe un peu dans chacune des deux régions avec 55% de répondants. Les différences sont suffisamment importantes ($P = 0,000$) pour que des recherches ultérieures en approfondissent les raisons.

Le tableau n°28 indique la perception de la pratique de la corruption à l'école des répondants des différentes régions enquêtées.

Tableau n° 28 : perception de la pratique de la corruption à l'école

Régions	Dans beaucoup de rapports, il est fait mention de la corruption à l'école ou dans l'enseignement. Seriez-vous d'avis que la pratique de la corruption a cours à l'école ?					
	Oui beaucoup	Oui un peu	Non pas du tout	Ne sais pas	Total	
					N	%
Centre/Centre-Sud	83,3%	8,3%	8,3%			100,0%
Est	25,0%	55,0%		20,0%		100,0%
Nord	65,0%	20,0%	5,0%	10,0%		100,0%
Ouest/Sud-Ouest	65,0%	25,0%	5,0%	5,0%		100,0%
Sahel	10,0%	55,0%	30,0%	5,0%		100,0%
Total	51,0%	31,7%	9,6%	7,7%		100,0%
Signification	$X^2 = 45,624$		DL = 2		P = 0,000	

Q3.11. Si oui, quelles sont les pratiques de corruption à l'école ?

Ceux qui reconnaissent que des pratiques de corruption existent à l'école disent que celles-ci se traduisent surtout par le fait de :

- soudoyer le chef d'établissement pour inscrire son enfant (88,4%) ;
- soudoyer un enseignant pour obtenir une bonne note pour son enfant (51,2%) ;
- soudoyer des examinateurs pour que son enfant réussisse à un examen (44,2%) ;
- soudoyer un membre de l'APE en vue d'un avantage (19,8%).

Le tableau n°29 ci-après expose la perception qu'ont les enquêtés de la manière dont la corruption est pratiquée à l'école.

Il laisse voir que les différences entre les régions se situent essentiellement au niveau du "fait de soudoyer des enseignants pour obtenir une bonne note pour son enfant". Cette pratique est beaucoup plus évoquée par les répondants de l'Ouest/Sud-Ouest (88,9%) et beaucoup moins par ceux de l'Est (37,5%) et du Nord (23,5%) (P = 0,002).

Tableau n° 29 : Perception des formes de corruption à l'école

Régions	pratiques de corruption à l'école						Total	
	Soudoyer le chef d'établissement pour inscrire son enfant	Soudoyer un enseignant pour obtenir une bonne note pour son enfant	Soudoyer des examinateurs pour que son enfant réussisse à un examen	Soudoyer un membre de l'APE en vue d'un avantage	Autre (détournement, prostitution)	N	%	
Centre/Centre-Sud	90,9%	50,0%	50,0%	22,7%		22	100,0%	
Est	100,0%	37,5%	43,8%	37,5%	12,5%	16	100,0%	
Nord	88,2%	23,5%	29,4%			17	100,0%	
Ouest/Sud-Ouest	83,3%	88,9%	66,7%	22,2%		18	100,0%	
Sahel	76,9%	53,8%	23,1%	15,4%		13	100,0%	
Total	88,4%	51,2%	44,2%	19,8%	2,3%	86	100,0%	
Signification	0,361	0,002	0,097	0,103	0,062			

Q3.12. Avez-vous personnellement été déjà confronté à la corruption à l'école ?

La très grande majorité (82,7%) des répondants disent n'avoir pas été personnellement confrontée à la corruption à l'école. Il n'y a pas de différences notables entre les régions, même si le Centre/Centre-Sud compte le plus de répondants en ce sens (91,7%) et le Nord et le Sahel les répondants en ce sens les moins nombreux (75%). Le tableau n°30 présente l'état d'implication personnelle des parents dans la corruption à l'école.

Tableau n° 30 : Expérience personnelle de la corruption à l'école

Régions	Avez-vous personnellement été déjà confronté à la corruption à l'école?			
	oui	Non	N	%
Centre/Centre-Sud	8,3%	91,7%	24	100,0%
Est	15,0%	85,0%	20	100,0%
Nord	25,0%	75,0%	20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	15,0%	85,0%	20	100,0%
Sahel	25,0%	75,0%	20	100,0%
Total	17,3%	82,7%	104	100,0%
Signification	$X^2 = 3,153$		DL = 4	P = 0,533

Q3.13. Si oui, pourquoi avez-vous eu recours à la corruption ?

Effet sociologique de désirabilité (faire plaisir à l'enquêteur en répondant dans le sens qu'on croit attendre de vous) ou simple hypocrisie, les répondants ne mentionnent pas parmi leurs propres pratiques, les manifestations de la corruption à l'école qu'ils disent observer dans l'ensemble de la population. Ils minimisent en quelque sorte leur pratique corruptive en la limitant à la négociation de place pour leurs enfants, comme l'affirment 94% d'entre eux. Seul le Centre/Centre-Sud brise le cercle de l'unanimité en dispersant ses réponses entre cette pratique de négociation pour inscrire leurs enfants (50%) et une autre pratique plus condamnable qu'est la vente de places (50%). L'Ouest/Sud-Ouest, lui, en plus de l'inscription des enfants pratiquée par tout le monde (100%), confesse _et est le seul à confesser_ pratiquer la corruption pour faire passer leurs enfants en classe supérieure (66,7%) ou réussir à un concours (33,3%).

Le tableau n°31 indique les pratiques de corruption auxquelles les répondants disent recourir eux-mêmes.

Tableau n° 31 : Domaines d'implication personnelle dans la corruption à l'école

	Si oui, pourquoi avez-vous eu recours à la corruption ?					
	Pour inscrire un enfant à l'école	Pour faire passer un enfant en classe supérieure	Pour faire réussir un enfant à un examen ou à un concours	Autre (vente place)	Total	
					N	%
Centre/Centre-Sud	50,0%			50,0%	2	100,0%
Est	100,0%				3	100,0%
Nord	100,0%				5	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	100,0%	66,7%	33,3%		3	100,0%
Sahel	100,0%				5	100,0%
Total	94,4%	11,1%	5,6%	5,6%	18	
Signification P =	0,076	0,024	0,258	0,076		

Q3.14. Selon vous, quelles sont les conséquences de la corruption sur la société ?

Les répondants reconnaissent recourir à la pratique de la corruption comme à un « mal nécessaire », dans la mesure où ils ont une nette perception des conséquences de la corruption en tant qu'elle rétroagit négativement sur la société, en induisant des effets contraires au développement national (appauvrissement, paresse...), en générant des valeurs contraires au vivre-ensemble harmonieux (égoïsme, culte de l'argent...) et en créant les conditions objectives de l'insécurité, de la révolte, des rébellions et du désordre social, comme l'indique le tableau n°32 ci-après.

Tableau n° 32 : Conséquences de la corruption sur la société

Effets néfastes de la corruption	N/104	%	Rang
Le pays s'appauvrit	90	86,50%	1 ^{er}
L'argent commande tout	76	73,10%	2 ^{ème}
On est plus égoïste	46	55,80%	3 ^{ème}
On travaille moins	54	51,90%	4 ^{ème}
On peut vendre le pays	28	26,90%	5 ^{ème}
Autre (conflit, destruction de l'homme, destruction de la société, durcissement des citoyens, durcissement de la vie, fragilisation de l'Etat, frustration, pauvreté, perte de l'intégrité, division de la société, vol)	11	10,60%	6 ^{ème}

7.3 Sur la perception de la relation entre éducation et corruption

Seriez-vous d'avis que l'éducation est la réponse appropriée contre la crise des valeurs morales, éthiques et civiques ?

A la question de savoir si l'éducation est la réponse appropriée à la crise des valeurs, les réponses sont plutôt mitigées (Voir tableau n°33). Seulement, 54,8% des parents disent qu'ils ont confiance. La région du Nord manifeste beaucoup plus de confiance (90%) en l'efficacité de l'éducation contre la crise des valeurs morales, éthiques et civiques et la région de l'Ouest est la moins confiante avec, à peine plus d'un tiers (35%) des répondants se disant très confiants, tout à fait d'avis que l'éducation est la réponse appropriée à cette crise, les trois autres régions étant toutes à moitié (50%) de cet avis.

Tableau n° 33 : perception de la relation entre éducation et corruption

Régions	Seriez-vous d'avis que l'éducation est la réponse appropriée contre la crise des valeurs morales, éthiques et civiques ?				
	Tout à fait d'avis	Un peu d'avis	Pas du tout d'avis	N	%
Centre/Centre-Sud	50,0%	50,0%		24	100,0%
Est	50,0%	50,0%		20	100,0%
Nord	90,0%	10,0%		20	100,0%
O u e s t / S u d - Ouest	35,0%	60,0%	5,0%	20	100,0%
Sahel	50,0%	45,0%	5,0%	20	100,0%
Total	54,8%	43,3%	1,9%	104	100,0%
Signification	X ² = 16,305		DL = 8		P = 0,038

Q4.2. Pourriez-vous justifier votre réponse ?

Si cette bonne moitié des répondants élargie à quelques sceptiques justifient leur confiance par le fait que l'éducation (formelle s'entend) transmet des valeurs (63,3%), une confiance plus exprimée par les répondants du Sahel (85%), de l'Est et du Nord (80%) que par ceux du Centre/Centre-Sud et de l'Ouest (50%), l'autre moitié dégraisée justifie sa réserve par un certain nombre de conditions que l'éducation formelle devrait remplir pour être efficace contre la corruption. Ils estiment, par exemple, que :

- tout dépend de l'éducation donnée (41,1%) : cette condition étant plus indexée par les parents de l'Est (95%) et moins indexée par ceux du Nord et du Sahel (20%) ;
- l'éducation seule ne suffit pas (29,8%), une opinion plus exprimée par les répondants de l'Ouest/Sud-Ouest (60%) et de l'Est (50%) ;
- voire, pour quelques deux répondants, tous de l'Ouest/Sud-Ouest que l'éducation ne sert à rien (1%).

Le tableau n°34 indique les justifications données par les parents concernant leur confiance ou réserve quant à l'efficacité de l'éducation formelle à lutter contre la corruption. Il en ressort qu'en dehors de l'expression radicale de défiance absolue en l'éducation, les différences entre

les répondants concernant les autres réserves sont relativement importantes pour être attribuées au simple hasard ou à une erreur d'échantillonnage.

Tableau n° 34 : perception de l'éducation comme moyen de lutte contre la corruption à l'école

Régions	Education et crise des valeurs					
	L'éducation transmet des valeurs	Tout dépend de l'éducation donnée ou reçue	L'éducation seule ne suffit pas	L'éducation ne peut rien changer	Total	
					N	%
Centre / Centre-Sud	50,0%	50,0%	25,0%		24	100,0%
Est	80,0%	95,0%	50,0%		20	100,0%
Nord	80,0%	20,0%	10,0%		20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	50,0%	50,0%	60,0%	5,0%	20	100,0%
Sahel	85,0%	20,0%	5,0%		20	100,0%
Total	68,3%	47,1%	29,8%	1,0%	104	100,0%
Signification	0,018	0,000	0,000	0,374		

Q5.1. Parlez-vous des valeurs avec vos enfants ?

Les parents font confiance aux valeurs enseignées à l'école pour la lutte contre la corruption et ils affirment jouer eux-mêmes leur partition pour permettre aux enfants d'acquérir des valeurs et d'être prévenus contre la corruption à travers des conseils. Si on analyse les réponses données, on peut noter que malgré tout, les parents tentent d'inculquer aux enfants des valeurs d'intégrité en mettant plus l'accent sur l'honnêteté, la politesse, le courage, l'ardeur au travail et la solidarité. Les régions où les parents parlent souvent des valeurs à leurs enfants sont celles de l'Est (85%), du Nord (75%) et de l'Ouest/Sud-Ouest et celle où les parents n'en parlent que de temps en temps voire rarement est le Sahel où 85% disent en parler de temps en temps et 10% rarement. Il est suivi du Centre/Centre-Sud où un tiers (33,3%) des parents ne parlent des valeurs avec leurs enfants que de temps en temps. Les différences sont assez significatives et interpellent pour des recherches afin d'en situer la raison ($P = 0,000$).

Il convient de souligner qu'en matière de valeurs, l'exemple est le

plus significatif, par conséquent, l'enseignement des attitudes est peu efficace si les comportements réels sont aux antipodes des enseignements. Les enfants apprennent beaucoup par imitation, dans un sens comme dans l'autre, si bien que le comportement quotidien des adultes détermine leur adhésion ou non aux valeurs enseignées. Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de relever l'influence, voire la fascination que les enfants exercent les uns sur les autres à travers leurs comportements.

Le tableau n°35 indique la fréquence avec laquelle les parents disent parler des valeurs avec leurs enfants. Il laisse voir que les différences régionales ne sont pas négligeables et interpellent pour des recherches approfondies.

Tableau n° 35 : Communication des parents sur les valeurs avec leurs enfants

Régions	Parlez-vous des valeurs à vos enfants ?					signification
	Souvent	De temps en temps	Rarement	Total		
				N	%	
Centre/Centre-Sud	66,7%	33,3%		24	100,0%	X ² = 35,880 DL = 8 P = 0,000
Est	85,0%	15,0%		20	100,0%	
Nord	75,0%	25,0%		20	100,0%	
Ouest/Sud-Ouest	70,0%	25,0%	5,0%	20	100,0%	
Sahel	5,0%	85,0%	10,0%	20	100,0%	
Total	60,6%	36,5%	2,9%	104	100,0%	

Q52. Si oui, quelles valeurs privilégiez-vous avec les enfants qui vous entourent ?

Comme l'indique le tableau n°36, dans l'éducation familiale aux valeurs, la majorité des parents disent mettre l'accent sur l'honnêteté (92,1%), l'ardeur au travail (82,2%), la politesse (75,2%) et une relative minorité sur la solidarité (50,5%) et la réussite (47,5%).

Les parents des régions de l'Est et du Nord sont unanimes (100,0%) à dire qu'ils enseignent l'honnêteté à leurs enfants. Les autres sont un peu moins nombreux, mais les différences ne sont pas significatives (P = 0,200).

Ces deux régions se montrent également plus prédisposées à enseigner la politesse que les autres régions. Ainsi, 95% des répondants de l'Est et 85% de ceux du Nord disent enseigner cette valeur, ce pendant que seulement 50% des répondants du Centre/Centre-Sud disent le faire sans que pour autant les différences soient significatives au seuil de 0,05.

La valeur "ardeur au travail" est plus mentionnée dans les régions de l'Est (100,0%) et du Sahel (94,4%) et beaucoup moins mentionnée dans le Centre/Centre-Sud (54,2%). Les différences régionales interpellent à un autre regard en raison de leur significativité ($P = 0,001$). Il en est de même pour la valeur "solidarité" beaucoup plus mentionnée par les répondants de l'Est (100,0%), suivis de loin par ceux de l'Ouest/Sud-Ouest (57,9%) ce pendant que seul un tiers (33,3%) des répondants du Sahel et un cinquième (20,8%) de ceux du Centre/Centre-Sud disent enseigner la solidarité à leurs enfants. Il en est également de même pour la valeur "réussite" enseignée par 85,0% des parents de l'Est et seulement 33,3% des parents du Centre/Centre-Sud et 22,2% par ceux du Sahel. Les différences constatées pour ces trois valeurs interpellent pour une recherche plus approfondie.

Tableau n° 36 : Valeurs privilégiées dans l'éducation familiale des valeurs

Régions	Si oui, quelles valeurs privilégiez-vous avec les enfants qui vous entourent ?							Total	
	L'honnêteté	La politesse	L'ardeur au travail	La solidarité	La réussite	Autre (non précisé)	N	%	
	Centre/ Centre-Sud	87,5%	50,0%	54,2%	20,8%	33,3%		24	100,0%
Est	100,0%	95,0%	100,0%	100,0%	85,0%	5,0%	20	100,0%	
Nord	100,0%	85,0%	85,0%	45,0%	40,0%		20	100,0%	
Ouest/Sud- Ouest	84,2%	78,9%	84,2%	57,9%	57,9%	5,3%	19	100,0%	
Sahel	88,9%	72,2%	94,4%	33,3%	22,2%		18	100,0%	
Total	92,1%	75,2%	82,2%	50,5%	47,5%	2,0%	101	100,0%	
Signification	0,200	0,076	0,001	0,000	0,001	0,517			

Selon vous, quelles sont les principales valeurs morales, éthiques et civiques que l'école ou la société doit inculquer aux enfants et aux jeunes ?

Les parents répondants attendent beaucoup de l'école pour développer

chez les jeunes des compétences psychosociales ou psychoaffectives telles que l'ardeur au travail (87,5%), le respect d'autrui (82,7%), le patriotisme (82,7%), l'intégrité (65,4%), la solidarité (55,8%), le respect du bien public (54,8%), la réussite (48,1%). et quelques autres valeurs comme le respect des aînés, la tolérance et la vérité (4,8%).

Le tableau n°37, ci-après, présente les valeurs à privilégier pour l'éducation aux valeurs des enfants.

Il laisse transparaître que la région de l'Est est beaucoup plus preneuse de toutes les valeurs précitées, la proportion des répondants les mentionnant se situant entre 80% (respect du bien public, réussite) et 100% pour les quatre valeurs citées. Le Centre/Centre-Sud se montre au contraire plus réservé sur l'ensemble de ces valeurs à l'exception de l'ardeur au travail (83,3%) et le respect d'autrui (75%). Les valeurs qui connaissent des différences relativement significatives sont : l'intégrité, la solidarité, la réussite et le respect du bien public ($P < 0,05$).

Tableau n° 37 : perception des valeurs à privilégier à l'école										
Régions	Valeurs à privilégier								Total	
	Le respect d'autrui	L'amour de la patrie (patriotisme)	L'intégrité	Le respect du bien public	L'ardeur au travail	La solidarité	La réussite	Autre*	N	%
	Centre/Centre-Sud	75,0%	62,5%	58,3%	37,5%	83,3%	29,2%	25,0%	4,2%	24
Est	90,0%	90,0%	100,0%	80,0%	100,0%	100,0%	80,0%	10,0%	20	100,0%
Nord	85,0%	55,0%	55,0%	40,0%	75,0%	50,0%	35,0%		20	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	80,0%	80,0%	80,0%	65,0%	90,0%	55,0%	70,0%	5,0%	19	100,0%
Sahel	85,0%	80,0%	35,0%	55,0%	90,0%	50,0%	35,0%	5,0%	18	100,0%
Total	82,7%	73,1%	65,4%	54,8%	87,5%	55,8%	48,1%	4,8%	101	100,0%
Signification	0,738	0,073	0,000	0,031	0,176	0,000	0,001	0,697		

*Autres : respect des aînés, tolérance, vérité

7.4 Sur les recommandations et suggestions faites

En guise de recommandations ou de suggestions, les parents mettent l'accent sur :

- la sensibilisation :
 - sensibiliser les parents d'élèves sur le phénomène de la corruption;
 - valoriser les valeurs MEC ;
 - sensibiliser les enfants sur les dangers de la corruption ;
 - sensibiliser la population sur le civisme à travers des théâtres forums, des conférences débats, des projections cinématographiques ;
 - créer des cellules d'éveil pour le civisme ;
 - organiser des conférences et débats au sein des Etablissements scolaires;
 - diffuser les lois contre la corruption partout au Burkina Faso ;
 - informer les élèves sur la vie de certains héros et grands hommes burkinabé comme Thomas Sankara, Ki-Zerbo, Philippe Zinda Kaboré... ;
- la formation et l'enseignement des valeurs :
 - inclure les valeurs contre la corruption dans l'enseignement ;
 - renforcer le pouvoir éducatif des enseignants ;
 - inculquer les valeurs d'honnêteté et d'intégrité aux jeunes ;
 - produire des cours et manuels sur le civisme ;
- la sanction des actes de corruption :
 - assainir le milieu des affaires ;
 - Sanctionner les Chefs d'Etablissements impliqués dans la corruption ;
 - durcir la loi anti-corruption pour punir sévèrement les coupables ;
 - soumettre les membres du gouvernement à l'obligation de rendre compte ;
- l'exemplarité des dirigeants.

Chapitre VIII : Résultats de l'enquête auprès des enseignants

8.1 Caractéristiques des enseignants enquêtés

L'enquête auprès des enseignants a concerné 101 d'entre eux répartis comme indiqué dans le tableau n° 38 ci-après.

Caractéristiques		Effectifs	Pourcentage
Sexe	Masculin	83	82,2
	Féminin	18	17,8
	Total	101	100,0
Âge	moins de 25 ans	5	5 ;0
	entre 25 et 40 ans	78	77,2
	entre 40 et 55 ans	18	17,8
	Total	101	100,0
Statut pédagogique	Enseignant du primaire	81	80,2
	Enseignant du secondaire	20	19,8
	Total	101	100,0
Région	Centre/Centre-Sud	22	21,8
	Est	20	19,8
	Nord	20	19,8
	Sahel	20	19,8
	Ouest/Sud-Ouest	19	18,8
	Total	101	100,0

Il convient de rappeler que l'objectif de l'enquête ne visait pas à avoir un échantillon représentatif. Les disproportions notées dans les échantillons sont une des conséquences de cette option méthodologique. Il va de soi que l'on ne saurait conséquemment s'attendre à obtenir des différences statistiquement significatives. Pour autant, les différences importantes rencontrées ne manquent pas d'interpeller pour la formulation d'hypothèses que des recherches approfondies ultérieures pourraient confirmer ou invalider.

8.2 Perception et pratique des valeurs morales, éthiques et civiques

Q2.1. Dans nos sociétés traditionnelles, selon vous, parmi les valeurs suivantes quelles sont les cinq valeurs morales éthiques et civiques les plus importantes ?

Les enseignants ont indiqué une quinzaine de valeurs que l'on peut classer de la façon suivante (voir tableau n°39).

Tableau n° 39 : Valeurs de nos sociétés traditionnelles selon les enseignants et leur classement selon la fréquence du choix

Valeurs	N	%	Rang
La crainte de Dieu (piété)	71	70,30%	1
L'honnêteté	57	56,40%	2
Le respect des anciens	49	48,50%	3
La crainte des ancêtres	46	45,50%	4
La solidarité	39	38,60%	5
L'intérêt général	35	34,70%	6
Le sens de l'honneur /La dignité ou respect de soi	35	34,70%	6
La justice	35	34,70%	6
Le respect de la vie	29	28,70%	9
Le travail	28	27,70%	10
La tolérance	24	23,80%	11
Le respect des autres	21	20,80%	12
Le courage	17	16,80%	13
Le sens du devoir	15	14,90%	14

Ainsi, pour les enseignants, les cinq valeurs morales, éthiques et civiques les plus importantes dans nos sociétés traditionnelles sont, par ordre décroissant : la crainte de Dieu (70,3%), l'honnêteté (56,4%), le respect des anciens (48,5%), la crainte des ancêtres (45,5%) et la solidarité (38,6%). Par contre, les cinq valeurs les moins importantes selon eux sont, par ordre décroissant : Le travail (27,7%), la tolérance (23,8%), le respect des autres (20,8%), le courage (16,8%) et le sens du devoir (14,9%)

Le tableau n° 40 ci-après indique le classement des variables les plus importantes et les moins importantes selon les enseignants.

Tableau n° 40 : Classement des valeurs de nos sociétés traditionnelles

Les cinq valeurs les plus importantes			Les cinq valeurs les moins importantes			Total
Valeurs	N	%	Valeurs	N	%	
La crainte de Dieu (piété)	71	70,3%	Le travail	28	27,7%	101
L'honnêteté	57	56,4%	La tolérance	24	23,8%	101
Le respect des anciens	49	48,5%	Le respect des autres	21	20,8%	101
La crainte des ancêtres	46	45,5%	Le courage	17	16,8%	101
La solidarité	39	38,6%	Le sens du devoir	15	14,9%	101

D'une façon générale, on ne note pas de différence « significative » entre les répondants quels que soient leur région d'affectation, leur structure d'enseignement, leur âge et leur sexe, excepté en ce qui concerne l'appréciation (du reste, moyenne) des valeurs " la justice " et le "sens du devoir" selon l'âge des répondants.

En effet, tous les quelques enseignants de moins de 25 ans classent la justice au cinquième rang d'importance contre 55,2% des enseignants âgés de 25 à 40 ans qui la classent au troisième rang et 60% des plus de 40 ans qui la classent au deuxième rang et 40% au quatrième rang. Des différences qui nous amènent à nous interroger sur un possible lien entre l'âge et l'appréciation des valeurs. La probabilité que les différences observées soient dues à des erreurs d'échantillonnage ou au simple hasard est inférieure au seuil de 5% au-delà duquel ces hypothèses sont prises en compte. Même si notre démarche méthodologique d'échantillonnage ne prétendait pas à un échantillonnage statistiquement représentatif, cette probabilité n'en reste pas moins intéressante et de ce fait, mérite d'être examinée plus profondément.

Le tableau n°41 ci-après indique la corrélation entre l'âge des enseignants et leur appréciation (classement) de la valeur justice dans les sociétés traditionnelles Burkinabé.

Tableau n° 41 : Classement de la valeur justice dans les sociétés traditionnelles selon l'âge des enseignants

Âge	Rang de la justice					Total	
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	N	%
moins de 25 ans					100,0%	2	100,0%
entre 25 et 40 ans	3,4%	6,9%	55,2%	13,8%	20,7%	43	100,0%
entre 40 et 55 ans		60,0%		40,0%		9	100,0%
Total	2,9%	14,3%	45,7%	17,1%	20,0%	54	100,0%
Signification	$X^2 = 18,175$			DL = 8		P = 0,020	

On note une différence entre les jeunes enseignants et leurs aînés en ce qui concerne le classement de la valeur “sens devoir” parmi les valeurs de nos sociétés traditionnelles. Les premiers sont unanimes à la classer en première position et les seconds unanimes à la classer en troisième position. Les enseignants d'âge intermédiaire (25-40 ans) se singularisent par leur répartition égale (30,8%) dans le classement au deuxième, quatrième et cinquième rang, une petite minorité (7,7%) classant le sens du devoir au premier rang des valeurs traditionnelles (Voir tableau n°42). Ces différences interpellent également sur une éventuelle corrélation significative entre l'âge et l'appréciation de la place du sens du devoir dans nos sociétés traditionnelles.

Tableau n° 42 : Classement de la valeur sens du devoir dans les sociétés traditionnelles selon l'âge des enseignants

Age	Le sens du devoir					Total	
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	N	%
moins de 25 ans	100,0%					1	100,0%
entre 25 et 40 ans	7,7%	30,8%		30,8%	30,8%	10	100,0%
entre 40 et 55 ans			100,0%			2	100,0%
Total	13,3%	26,7%	6,7%	26,7%	26,7%	13	100,0%
Signification	$X^2 = 21,923^a$		DL = 8		P = ,005		

Q2.2. D'après vous, aujourd'hui, parmi les valeurs suivantes, quelles sont les cinq valeurs les plus importantes pour les burkinabé ?

Pour les enseignants soumis au questionnaire, les cinq valeurs morales, éthiques et civiques les plus importantes dans la société Burkinabé actuelle sont, par ordre décroissant : la sécurité (63,4%), la justice (53,5%), la liberté (45,5%), l'intérêt général (35,6%) et la réussite sociale (33,7%).

Par contre, les cinq valeurs les moins importantes selon eux sont, par ordre décroissant : le sens de l'honneur/la dignité ou le respect de soi (15,8%), la tolérance (14,9%), l'autonomie (12,9%) à égalité avec le sens du devoir (12,9%) et le respect des autres (10,9%).

Le tableau n° 43 ci-après indique le classement des valeurs les plus importantes et les moins importantes dans la société Burkinabé actuelle selon les enseignants.

Tableau n° 43 : Valeurs les plus importantes dans la société burkinabé actuelle						
Les cinq valeurs les plus importantes			Les cinq valeurs les moins importantes			Total
Valeurs	N	%	valeurs	N	%	
La sécurité	64	63,4%	Le sens de l'honneur/ La dignité ou respect de soi	16	15,8%	101
La justice	54	53,5%	La tolérance	15	14,9%	101
La liberté	46	45,5%	L'autonomie	13	12,9%	101
L'intérêt général	36	35,6%	Le sens du devoir	13	12,9%	101
La réussite sociale	34	33,7%	Le respect des autres	11	10,9%	101

Si, comme pour les valeurs des sociétés traditionnelles, on ne note pas de grandes différences entre les enseignants de différents âges, de statut et de sexe et de région d'affectation, on note par contre pour cette dernière variable une différence en ce qui concerne le classement de la valeur "richesse". Les enseignants servant dans les régions du Centre/Centre-Sud classent la richesse au premier (44,4%) ou deuxième (33,3%) rang. Ceux servant dans la région du Nord la classent également (25%) aux quatre premiers rangs, alors que ceux de l'Est se répartissent également (50%) au premier et quatrième rang et que ceux du Sahel se répartissent moitié pour le second rang et un quart pour le premier et le troisième rang. La comparaison de ces classements

disparates avec ceux des autres acteurs, notamment parents d'élèves, permettra de mieux comprendre s'il s'agit d'un phénomène individuel ou d'un impact quelconque de l'environnement de ces acteurs pédagogiques, comme semble l'indiquer le degré de signification ($P = 0,015$), même si, ici, comme ailleurs, cette signification est à prendre avec précaution.

Le tableau n°44 ci-dessous indique le classement de la valeur richesse dans la société Burkinabé actuelle par les enseignants selon la région.

Tableau n° 44 : Classement de la valeur richesse dans la société burkinabè actuelle par les enseignants selon la région							
Région	La richesse					Total	
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	N	%
Centre/Centre-Sud	44,4%	33,3%	11,1%	11,1%		9	100,0%
Est	50,0%			50,0%		2	100,0%
Nord	25,0%	25,0%	25,0%	25,0%		8	100,0%
Ouest/Sud-Ouest					100,0%	2	100,0%
Sahel	25,0%	50,0%	25,0%			4	100,0%
Total	32,0%	28,0%	16,0%	16,0%	8,0%	25	100,0%
Signification	$X^2 = 30,717$			DL = 16		P = 0,015	

Q2.3 Au BF, est-il juste de parler de perte des valeurs MEC ?

A la question de savoir, s'il est justifié de parler de perte des valeurs morales, éthiques et civiques au Burkina Faso, la quasi-totalité (94,1%) des enseignants répondent par l'affirmative. On ne note aucune différence significative dans ces réponses quels que soient le sexe, la région de service, le statut et l'âge des enseignants, même si les enseignants de l'Ouest/Sud-Ouest et les enseignants les plus âgés sont unanimes (100%) à répondre par l'affirmative.

Le tableau n°45, ci-dessous, récapitule les réponses positives des enseignants sur la réalité de la perte des valeurs au Burkina Faso.

Tableau n° 45 : Opinion sur la perte des valeurs MEC

Variables		Au BF, est-il justifié de parler de perte des valeurs MEC ?					Signification
		oui	non	sans opinion	N	%	
Région	Centre/ Centre-Sud	95,5%	4,5%		22	100,0%	$X^2 = 10,322$
	Est	95,0%	5,0%		20	100,0%	
	Nord	95,0%		5,0%	20	100,0%	DL = 8
	Ouest/Sud- Ouest	100,0%			19	100,0%	
	Sahel	85,0%	15,0%		20	100,0%	P = 0, 243
	Total	94,1%	5,0%	1,0%	101	100,0%	
Sexe	masculin	94,0%	4,8%	1,2%	83	100,0%	$X^2 = ,233$
	féminin	94,4%	5,6%		18	100,0%	DL = 2
	Total	94,1%	5,0%	1,0%	101	100,0%	P = 0,890
Age	< 25 ans	80,0%	20,0%		5	100,0%	$X^2 = 3,653$
	25 - 40 ans	93,6%	5,1%	1,3%	78	100,0%	DL = 4
	40 - 55 ans	100,0%			18	100,0%	P = 0,455
	Total	94,1%	5,0%	1,0%	101	100,0%	
Statut	primaire	95,1%	3,7%	1,2%	81	100,0%	$X^2 = 1,575$
	secondaire	90,0%	10,0%		20	100,0%	DL = 2
	Total	94,1%	5,0%	1,0%	101	100,0%	P = 0 ,455

Q2.4. Si oui, comment se manifeste cette perte des valeurs (plusieurs réponses possibles) ?

Ceux qui estiment que le Burkina Faso connaît une perte de valeurs, en fait, la quasi-totalité (95/101) des répondants, disent que cette perte se manifeste de différentes manières, en particulier par le fait que :

- l'argent est devenu plus important que tout (89,5%) ;
- le respect des anciens a diminué (73,7%) ;
- le bien commun n'est plus respecté (64,2%) ;
- on ne respecte plus la parole donnée (61,1%) ;
- on ne respecte pas la vie (51,6%) ;
- on vole beaucoup maintenant (49,5%).

Les croisements de ces réponses avec la région de service, le sexe, l'âge et le statut pédagogique des enseignants n'indiquent pas de différence significative, même si l'on peut remarquer que les enseignants du primaire sont relativement plus nombreux que ceux du secondaire à indexer ces différentes manifestations, de même que les hommes par rapport aux femmes en ce qui concerne la diminution du respect des anciens (75,6% contre 66,5%), le non-respect du bien commun (67,5% contre 50%), le déséquilibre entre les effectifs pouvant expliquer l'absence de signification statistique entre ces différences.

Le tableau n°46 ci-dessous donne quelques éléments de réponses concernant la manifestation de la perte des valeurs.

Tableau n° 46 : Manifestations de la perte des valeurs MEC											
Variables		La famille élargie a moins d'importance	Le respect des anciens a diminué	Le bien commun n'est pas respecté	L'argent est plus important que tout	On vole beaucoup	On ne respecte pas la vie	On ne respecte pas la parole donnée	Autre*	Effectifs	Total
Région	Centre/ Centre-Sud	19,0%	57,1%	52,4%	85,7%	28,6%	38,1%	38,1%	9,5%	21	100,0%
	Est	84,2%	100,0%	94,7%	100,0%	89,5%	94,7%	100,0%	15,8%	19	100,0%
	Nord	36,8%	68,4%	57,9%	89,5%	52,6%	42,1%	73,7%	10,5%	19	100,0%
	Ouest/Sud- Ouest	42,1%	73,7%	73,7%	78,9%	47,4%	57,9%	78,9%	10,5%	19	100,0%
	Sahel	29,4%	70,6%	41,2%	94,1%	29,4%	23,5%	11,8%	5,9%	17	100,0%
	Total	42,1%	73,7%	64,2%	89,5%	49,5%	51,6%	61,1%	10,5%	95	100,0%
	P =	0,001	0,039	0,007	0,270	0,001	0,000	0,000	0,914		
Enseignants du	primaire	41,6%	75,3%	67,5%	89,6%	53,2%	54,5%	62,3%	10,4%	77	100,0%
	secondaire	44,4%	66,7%	50,0%	88,9%	33,3%	38,9%	55,6%	11,1%	18	100,0%
	Total	42,1%	73,7%	64,2%	89,5%	49,5%	51,6%	61,1%	10,5%	95	100,0%
	P =	,823	,453	,162	,928	,128	,231	,595	,928		
Sexe	masculin	42,3%	75,6%	65,4%	87,2%	50,0%	51,3%	64,1%	11,5%	78	100,0%
	féminin	41,2%	64,7%	58,8%	100,0%	47,1%	52,9%	47,1%	5,9%	17	100,0%
	Total	42,1	73,7	64,2	89,5	49,5%	51,6%	61,1	10,5	95	100,0%
	P =	0,932	0,354	0,609	0,119	0,826	0,901	0,192	0,491		

* Autre = Gain facile, impunité, incivisme, injustice, manque d'alternance au poste, non-respect de la hiérarchie,

Q2.5. Selon vous, à quoi peut-on attribuer la perte des valeurs au Burkina Faso ?

Diverses raisons sont avancées par les enseignants pour expliquer la perte des valeurs au Burkina Faso. Ce sont par ordre décroissant d'importance :

- l'argent (67,40%) ;
- le manque d'éducation des enfants (61,10%) ;
- la politique (52,60%) ;
- la pauvreté (51,60%) ;
- l'urbanisation (20,00%) ;
- l'école moderne (17,90%) ;
- autres (une douzaine proposée par l'un ou l'autre, dont, en particulier, la culture occidentale, l'ignorance, les nouvelles technologies, l'injustice, 14,70%).

Il est donc loisible de constater que, de la série de raisons, celles qui émergent sont l'argent (67,4%), le manque d'éducation des enfants (61,1%), la politique (52,6%) et la pauvreté (51,6%). L'école moderne est la moins mise en cause (17,9%) ce qui semble contradictoire avec la mise en cause relativement forte du manque d'éducation des enfants, à moins que cela ne renvoie à un constat déjà ancien du faible taux de scolarisation estimé en 2000 à 43%.

Le tableau n°47 indique les raisons avancées par les enseignants pour expliquer la perte des valeurs morales, éthiques et civiques selon leur région d'affectation, leur sexe, leur âge et leur statut pédagogique.

Au niveau des régions, il est intéressant de noter la grande divergence entre les enseignants du Centre/Centre-Sud et ceux de l'Est en ce qui concerne l'appréciation du rôle de l'école moderne dans la perte des valeurs. Alors que seulement 4,8% des premiers incriminent l'école, les seconds sont 57,9% à l'incriminer. On notera également que 20,3% des enseignants du Sahel incriminent l'école moderne contre 10,5% pour ceux du Nord et de l'Ouest/Sud-Ouest. Ces différences notables ne semblent pas dues au simple hasard ou erreur d'échantillonnage, même avec les réserves faites tout au long de ce rapport d'enquête sur la qualité de la signification statistique ($P = 0,000$)

Il est également intéressant de noter une différence non négligeable dans l'appréciation de l'impact de la pauvreté sur la perte des valeurs entre les enseignants du primaire et ceux du secondaire. Les premiers sont relativement moins nombreux (45,5%) que les seconds (77,8%) à incriminer la pauvreté

dans la perte des valeurs, la différence évoquant une certaine signification statistique à vérifier ($P = 0,013$).

Tableau n° 47 : Raisons de la perte des valeurs MEC										
		A l'urbanisation	A l'argent	A la politique	Au manque d'éducation des enfants	A la pauvreté	A l'école moderne	Autres*	Effectifs	Total (%)
Région	Centre/Centre-Sud	4,8%	42,9%	47,6%	52,4%	71,4%	4,8%	9,5%	21	100,0%
	Est	10,5%	100,0%	73,7%	73,7%	57,9%	57,9%	31,6%	19	100,0%
	Nord	36,8%	63,2%	42,1%	57,9%	31,6%	10,5%	10,5%	19	100,0%
	Ouest/Sud-Ouest	21,1%	68,4%	52,6%	68,4%	47,4%	10,5%	15,8%	19	100,0%
	Sahel	17,9%	67,9%	53,8%	62,8%	52,6%	20,5%	16,7%	17	100,0%
	Total	20,0%	67,4%	52,6%	61,1%	51,6%	17,9%	14,7%	95	100,0%
	P =	0,077	0,004	0,326	0,571	0,139	0,000	0,193		
Sexe	Masculin	20,5%	65,4%	56,4%	60,3%	52,6%	19,2%	15,4%	78	100,0%
	Féminin	17,6%	76,5%	35,3%	64,7%	47,1%	11,8%	11,8%	17	100,0%
	Total	20,0%	67,4%	52,6%	61,1%	51,6%	17,9%	14,7%	95	100,0%
	P =	0,789	0,377	0,114	0,733	0,681	0,467	0,703		
Âge	<25 ans	25,0%	50,0%	50,0%	25,0%	25,0%	0,0%	0,0%	4	100,0%
	25 -40 ans	21,9%	69,9%	47,9%	63,0%	54,8%	20,5%	13,7%	73	100,0%
	40 - 55 ans	11,1%	61,1%	72,2%	61,1%	44,4%	11,1%	22,2%	18	100,0%
	Total	20,0%	67,4%	52,6%	61,1%	51,6%	17,9%	14,7%	95	100,0%
	P =	0,571	0,584	0,180	0,316	0,406	0,410	0,459		
Enseignants du	Primaire	22,1%	64,9%	53,2%	57,1%	45,5%	19,5%	15,6%	77	100,0%
	Secondaire	11,1%	77,8%	50,0%	77,8%	77,8%	11,1%	11,1%	18	100,0%
	Total	20,0%	67,4%	52,6%	61,1%	51,6%	17,9%	14,7%	95	
	P =	0,295	0,295	0,804	0,106	0,013	0,404	0,630		

Q2.6. D'après vous, les burkinabé méritent-ils d'être appelés « Hommes intègres » ?

La relative grande majorité des enseignants pensent que les Burkinabé ne méritent pas d'être appelés « hommes intègres » comme le voudrait le nom emblématique de leur pays (Burkina Faso ou pays des hommes intègres). Un peu plus de la moitié (54,5%) d'entre eux estiment que les Burkinabé méritent peu ce qualificatif d'hommes intègres et un quart (25,7%) d'entre eux disent que les Burkinabé ne méritent pas du tout, soit les trois-quarts des répondants

qui ont une mauvaise opinion de leurs compatriotes.

On ne note pas de grandes différences entre les répondants en fonction de leur sexe, de leur âge et de leur statut pédagogique. Par contre leur région d'affectation indique une certaine différence interpellative ($P = 0,007$). Ceux affectés à l'Est et au Nord sont relativement plus nombreux que les autres à dire que les burkinabé méritent peu d'être appelés « hommes intègres (70%) voire pas du tout (25%), soit 95% d'opinions également négatives des enseignants de ces deux régions.

Le tableau n°48 récapitule les opinions des enseignants sur l'intégrité des Burkinabé.

		Les Burkinabé méritent-ils d'être appelés 'hommes intègres' ?					
		Tout à fait	Assez	Peu	Pas du tout	N	%
Région	Centre/ Centre-Sud	4,5%	18,2%	68,2%	9,1%	22	100,0%
	Est	0,0%	0,0%	75,0%	25,0%	20	100,0%
	Nord	5,0%	0,0%	70,0%	25,0%	20	100,0%
	Ouest/Sud- Ouest	15,8%	26,3%	31,6%	26,3%	19	100,0%
	Sahel	15,0%	15,0%	25,0%	45,0%	20	100,0%
	Total	7,9%	11,9%	54,5%	25,7%	101	100,0%
	P =	$X^2 = 27,323$		DL = 12		P = 0,,007	
Sexe	Masculin	6,0%	10,8%	56,6%	26,5%	83	100,0%
	Féminin	16,7%	16,7%	44,4%	22,2%	18	100,0%
	Total	7,9%	11,9%	54,5%	25,7%	101	100,0%
	P =	$X^2 = 3,046$		DL = 3		P = ,385	
Âge	<25 ans			80,0%	20,0%	5	100,0%
	25 -40 ans	6,4%	14,1%	53,8%	25,6%	78	100,0%
	40 - 55 ans	16,7%	5,6%	50,0%	27,8%	18	100,0%
	Total	7,9%	11,9%	54,5%	25,7%	101	100,0%
	P =	$X^2 = 4,647$		DL = 6		P = 0,590	
Enseignants du	Primaire	8,6%	12,3%	53,1%	25,9%	81	100,0%
	Secondaire	5,0%	10,0%	60,0%	25,0%	20	100,0%
	Total	7,9%	11,9%	54,5%	25,7%	101	100,0%
	P =	$X^2 = ,489$		DL = 3		P = 0,921	

Q2.7. Pouvez-vous justifier votre réponse ?

La mauvaise opinion que les enseignants ont de l'intégrité de leurs compatriotes se justifie par des raisons quasi-identiques formulées seulement de différentes manières :

- la disparition, la perte des valeurs MEC (46,5%) ;
- la non-préservation de l'intégrité (18,8%) ;
- le non-respect des valeurs MEC (12,9%) ;
- l'injustice (6,9%) ;
- l'amour de l'argent (5%) ;
- la malhonnêteté, le mensonge, l'égoïsme (4%) ;
- autres (5%).

Les différences relativement significatives se manifestent seulement au niveau des régions d'affectation ($P = 0,004$). Ainsi, les enseignants de la région du Nord sont relativement plus nombreux que les autres à dire que la perte de la qualité d'hommes intègres des Burkinabé s'explique par la disparition des valeurs morales, éthiques et civiques (75%). Les enseignants de l'Est attribuent cette situation au non-respect de ces valeurs et les enseignants des régions du Sahel et de l'Ouest/Sud-Ouest, au manque de préservation de l'intégrité, dans des proportions respectives de 35% et 31,6%.

Le tableau n°49 donne une idée des raisons pour lesquelles les enseignants ont une mauvaise opinion de l'intégrité des Burkinabé.

**Tableau n° 49 : justifications de la disqualification de l'appellation
« hommes intègres »**

		Pouvez-vous justifier votre réponse ?									
		disparition, perte des valeurs MEC	Non-respect des valeurs MEC	L'amour de l'argent	Préservation de l'intégrité	Malhonnêteté, mensonge, égoïsme	Injustice	Gain facile, détournement, vol	Autres*	Total	
										N	%
Région	Centre/ Centre-Sud	45,5%	4,5%	13,6%	18,2%	0,0%	0,0%	4,5%	13,6%	22	100,0%
	Est	25,0%	35,0%	10,0%	0,0%	10,0%	20,0%	0,0%	0,0%	20	100,0%
	Nord	75,0%	5,0%	0,0%	10,0%	0,0%	5,0%	0,0%	5,0%	20	100,0%
	Ouest/ Sud-Ouest	47,4%	5,3%	0,0%	31,6%	5,3%	5,3%	0,0%	5,3%	19	100,0%
	Sahel	40,0%	15,0%	0,0%	35,0%	5,0%	5,0%	0,0%	0,0%	20	100,0%
	Total	46,5%	12,9%	5,0%	18,8%	4,0%	6,9%	1,0%	5,0%	101	100,0%
	P =	X ² = 51,992				DL = 28			P = 0,004		
Sexe	Masculin	47,0%	12,0%	6,0%	18,1%	4,8%	6,0%	1,2%	4,8%	83	100,0%
	Féminin	44,4%	16,7%	0,0%	22,2%	0,0%	11,1%	0,0%	5,6%	18	100,0%
	Total	46,5%	12,9%	5,0%	18,8%	4,0%	6,9%	1,0%	5,0%	101	100,0%
	P =	X ² = 3,138				DL = 7			P = 0,872		
Âge	<25 ans	40,0%	20,0%	0,0%	20,0%	20,0%	0,0%	0,0%	0,0%	5	100,0%
	25 -40 ans	44,9%	14,1%	5,1%	19,2%	2,6%	7,7%	1,3%	5,1%	78	100,0%
	40 - 55 ans	55,6%	5,6%	5,6%	16,7%	5,6%	5,6%	0,0%	5,6%	18	100,0%
	Total	46,5%	12,9%	5,0%	18,8%	4,0%	6,9%	1,0%	5,0%	101	100,0%
	P =	X ² = 6,535				DL = 14			P = 0,951		
Enseignants du	Primaire	48,1%	11,1%	3,7%	18,5%	4,9%	8,6%	1,2%	3,7%	81	100,0%
	Secondaire	40,0%	20,0%	10,0%	20,0%	0,0%	0,0%	0,0%	10,0%	20	100,0%
	Total	46,5%	12,9%	5,0%	18,8%	4,0%	6,9%	1,0%	5,0%	101	100,0%
	P =	X = 6,764				DL = 7			P = 0,454		

* Autres = culture occidentale, éducation citoyenne, Ignorance, éducation informelle, Injustice, intérêt personnel, Insécurité, incivisme, Liberté, nouvelles technologies, perte autorité

Q2.8. Selon vous, quels sont les nouveaux comportements ou les nouvelles pratiques qui mettent à mal l'intégrité des burkinabé ?

Les enseignants ont identifié six nouveaux comportements ou pratiques (péchés capitaux ?) qui, selon eux, mettent à mal l'intégrité des Burkinabé et

divers autres éléments. Ces comportements ou pratiques peuvent être classés dans l'ordre décroissant ci-après :

1. la corruption (83,2%) ;
2. l'amour de l'argent (74,3%) ;
3. la recherche du gain facile (72,3%) ;
4. le vol (60,4%) ;
5. la paresse (48,5%) ;
6. le manque de respect aux aînés (45,5%) ;
7. autres (15,8%).

Si le sexe, l'âge et le statut pédagogique ne semblent pas influencer significativement les choix des répondants, la région d'affectation, par contre, semble influencer une bonne partie de ces choix. Ainsi, les enseignants de l'Est et de l'Ouest/Sud-Ouest sont relativement plus nombreux que leurs collègues des autres régions à indexer comme mauvais nouveaux comportements ou pratiques le manque de respect aux aînés, avec respectivement 80% et 47%. Ils sont également plus nombreux que leurs collègues des autres régions à indexer la recherche de l'argent facile, avec respectivement 90% et 73,7%. L'amour de l'argent est plus indexé par les enseignants de l'Est et du Centre/Centre-Sud, avec respectivement 90%. La paresse est beaucoup plus indexée par les enseignants de la région de l'Est (85%) et beaucoup moins par ceux du Sahel (30%).

Comme le laisse voir le tableau n°50 présentant les nouveaux comportements ou pratiques érodant l'intégrité, les différences de choix dans ces diverses régions ne semblent pas dues au simple hasard ni à une erreur d'échantillonnage, c'est plutôt un signal pour une recherche ultérieure plus approfondie et en rapport avec les valeurs dominantes des régions concernées.

Tableau n° 50 : Nouveaux comportements nouvelles pratiques mettant à mal l'intégrité

		Le vol	Le manque de respect aux aînés	de l'amour l'argent	La paresse	La corruption	La recherche du gain facile	Autres*	Total	
									N	%
Région	Centre/ Centre-Sud	54,5%	36,4%	86,4%	40,9%	72,7%	81,8%	18,2%	21	100,0%
	Est	80,0%	80,0%	90,0%	85,0%	100,0%	90,0%	20,0%	19	100,0%
	Nord	60,0%	30,0%	75,0%	40,0%	75,0%	65,0%	20,0%	19	100,0%
	Ouest/Sud-Ouest	57,9%	47,4%	68,4%	47,4%	78,9%	73,7%	21,1%	19	100,0%
	Sahel	50,0%	35,0%	50,0%	30,0%	90,0%	50,0%		17	100,0%
	Total	60,4%	45,5%	74,3%	48,5%	83,2%	72,3%	15,8%	95	
	P =	0,345	0,010	0,029	0,006	0,106	0,047	0,313		
Sexe	Masculin	56,6%	44,6%	73,5%	45,8%	84,3%	72,3%	16,9%	78	100,0%
	Féminin	77,8%	50,0%	77,8%	61,1%	77,8%	72,2%	11,1%	17	100,0%
	Total	60,4%	45,5%	74,3%	48,5%	83,2%	72,3%	15,8%	95	100,0%
	P =	0,096	0,675	0,706	0,238	0,500	0,995	0,544		
Âge	< 25 ans	20,0%	20,0%	80,0%	40,0%	60,0%	60,0%		4	100,0%
	25 -40 ans	60,3%	46,2%	73,1%	48,7%	88,5%	74,4%	12,8%	73	100,0%
	40 - 55 ans	72,2%	50,0%	77,8%	50,0%	66,7%	66,7%	33,3%	18	100,0%
	Total	60,4%	45,5%	74,3%	48,5%	83,2%	72,3%	15,8%	95	100,0%
	P =	0,107	0,479	0,878	0,922	0,031	0,661	0,061		
Enseignants du	Primaire	61,7%	49,4%	71,6%	53,1%	82,7%	69,1%	17,3%	77	100,0%
	Secondaire	55,0%	30,0%	85,0%	30,0%	85,0%	85,0%	10,0%	18	100,0%
	Total	60,4%	45,5%	74,3%	48,5%	83,2%	72,3%	15,8%	95	
	P =	0,582	0,119	0,220	0,064	0,807	0,156	0,424		

* Autres = culture occidentale, impunité, incivisme, individualisme, injustice, mal gouvernance, manque de croyance, népotisme, non-respect de la vie, prostitution, escroquerie

Q2.9. Selon vous, à quel moment les burkinabé ont-ils commencé à perdre la plus leurs valeurs ?

La quasi-totalité (93,1%) des enseignants situent la perte des valeurs chez les Burkinabé à partir des années 90, “la période post-révolution”. Très peu d’entre eux (5,9%) mentionnent la période révolutionnaire et une très infime minorité seulement (1%) la période coloniale. Les femmes sont relativement plus nombreuses que les hommes à mentionner la “période

révolutionnaire” (11,1%), ou la période coloniale (5,6%), pas du tout mentionnée par les hommes. Le sexe est, du reste, la seule variable au niveau de laquelle les différences tendent vers une signification statistique ($P = 0,054$), bien que l’énorme disproportion entre les effectifs des hommes (78) et les femmes (17) invite à une certaine réserve.

Le tableau n°51 indique les périodes que les enseignants considèrent comme celles du début de la perte des valeurs par les Burkinabé.

Tableau n° 51 : Période où les Burkinabè ont commencé à perdre le plus leurs valeurs							
		Selon vous, à quel moment les burkinabè ont-ils commencé à perdre le plus leurs valeurs ?					
		Sous la colonisation	Dans la période révolutionnaire	Après la révolution (à partir des années 90)	Total		Signification
					N	%	
Sexe	masculin		4,8%	95,2%	78	100,0%	$X^2 = 1,3$ DL = 2 $P = 0,054$
	féminin	5,6%	11,1%	83,3%	17	100,0%	
	Total	1,0%	5,9%	93,1%	95	100,0%	
Âge	moins de 25 ans		20,0%	80,0%	4	100,0%	$X^2 = 3,246$ DL = 4 $P = 0,517$
	entre 25 et 40 ans	1,3%	6,4%	92,3%	73	100,0%	
	entre 40 et 55 ans			100,0%	18	100,0%	
	Total	1,0%	5,9%	93,1%	95	100,0%	
Statut	primaire	1,2%	7,4%	91,4%	77	100,0%	$X^2 = 1,857$ DL = 2 $P = 0,395$
	secondaire			100,0%	18	100,0%	
	Total	1,0%	5,9%	93,1%	95	100,0%	

Q2.10. Quelle cote donneriez-vous aux différentes valeurs en fonction de leur réalité dans la société en vous appuyant sur la liste suivante :

Le tableau n°52 indique la cote que donnent les enseignants aux différentes valeurs en fonction de leur réalité dans la société.

Tableau n° 52 : Cote des différentes valeurs en fonction de leur réalité dans la société

Variables	Quelle cote donneriez-vous aux différentes valeurs en fonction de leur réalité dans la société en vous appuyant sur la liste suivante (5 = valeur très présente ; 4 = valeur assez présente ; 3 = valeur peu présente ; 2 = valeur très peu présente ; 1 = valeur presque inexistante)							
	1	2	3	4	5	Total		Signification
	valeur presque inexistante	valeur très peu présente	valeur peu présente	valeur assez présente	valeur très présente	N	%	
La justice	33,7%	34,7%	25,7%	5,0%	1,0%	101	100%	0,449
La solidarité	5,0%	37,6%	31,7%	22,8%	3,0%	101	100%	0,735
L'honnêteté/ L'intégrité	19,8%	48,5%	26,7%	4,0%	1,0%	101	100%	0,505
Le courage	5,9%	21,8%	21,8%	36,6%	13,9%	101	100%	0,309
L'hospitalité	2,0%	15,8%	26,7%	34,7%	20,8%	101	100%	0,285
Le sens du sacré	15,8%	29,7%	30,7%	15,8%	7,9%	101	100%	0,442
La vérité	26,7%	41,6%	24,8%	3,0%	4,0%	101	100%	0,446
Le respect du bien public	21,8%	39,6%	30,7%	6,9%	1,0%	101	100%	0,357
Le travail	6,9%	23,8%	28,7%	30,7%	9,9%	101	100%	0,617
Le respect des anciens	21,8%	35,6%	25,7%	11,9%	5,0%	101	100%	0,716
Le respect de la parole donnée	27,7%	39,6%	21,8%	8,9%	2,0%	101	100%	0,157
La discipline	14,9%	42,6%	31,7%	10,9%	14,9%	101	100%	0,372

Le classement de ces valeurs sur la base de leur présence (assez et très présente) indique que l'hospitalité (55,5%), le courage (50,5%) sont les deux valeurs qui recueillent l'assentiment de la moitié des répondants, suivies par le travail (40,6%), les autres valeurs recueillant l'avis favorable d'à peine le quart ou le dixième des répondants. Les valeurs sont classées comme suit :

1. l'hospitalité (55,6%) ;
2. le courage (50,5%) ;
3. le travail (40,6%) ;
4. la solidarité (25,8%) ;
5. la discipline (25,8%) ;
6. le sens du sacré (23,7%) ;
7. le respect des anciens (16,9%) ;
8. le respect de la parole donnée (10,9%) ;
9. le respect du bien public (7,9%) ;
10. la vérité (7,0%) ;
11. la justice (6,0%) ;
12. l'honnêteté/ l'intégrité (5,0%).

Le respect du bien public, la vérité, la justice et l'honnêteté/l'intégrité sont les valeurs les moins cotées. Ce sont aussi celles qui constituent le rempart à la corruption. Leur absence est donc un signe de l'ampleur du phénomène de la corruption au pays des hommes intègres. Ce classement ou cotation (en bourse des valeurs morales et sociales ?) vient conforter les opinions précédentes sur la perte des valeurs, la manifestation de cette perte en en précisant l'ampleur relative.

Q2.11. Le service ou l'entreprise y compris celle de nature familiale (unité agricole et/ ou pastorale) où vous travaillez a-t-il (elle) énoncé ses valeurs éthiques (les règles à respecter pour sa bonne marche) ?

Pour s'assurer que les enquêtés connaissent bien les règles éthiques de leur lieu de travail, si leur a été demandé de préciser si de telles règles existaient et, dans l'affirmative, si elles étaient respectées et les raisons éventuelles de leur non-respect.

Sur la question de l'existence des règles éthiques à leur lieu de travail, la quasi-totalité (94,1%) des enquêtés répondent par l'affirmative, ce qui n'est pas surprenant compte tenu du fait que tous les établissements, primaires comme secondaires, ont des règlements dont l'application est assurée par les directeurs et le contrôle/supervision par les inspecteurs des deux ordres d'enseignement.

La particularité de ces règlements et de leur application/contrôle

explique sans doute pourquoi on ne note pratiquement aucune différence significative dans les réponses des enseignants quels que soient leur sexe, leur âge et leur statut pédagogique.

Le tableau n°53 récapitule les réponses concernant l'existence ou non de règles éthiques à respecter à leur lieu de travail.

Tableau n° 53 : Existence des valeurs dans le cadre professionnel								
		oui	non	ne sais pas	ne se sent pas concerné	Total		Signification
						N	%	
Sexe	Masculin	92,8%	4,8%	1,2%	1,2%	78	100,0%	$X^2 = 1,383$ DL = 3 P = 0,709
	Féminin	100,0%				17	100,0%	
	Total	94,1%	4,0%	1,0%	1,0%	95	100,0%	
Âge	moins de 25 ans	100,0%				4	100,0%	$X^2 = 1,881$ DL = 6 P = 0,930
	entre 25 et 40 ans	92,3%	5,1%	1,3%	1,3%	73	100,0%	
	entre 40 et 55 ans	100,0%				18	100,0%	
	Total	94,1%	4,0%	1,0%	1,0%	95	100,0%	
Enseignant	du primaire	93,8%	4,9%	1,2%		77	100,0%	$X^2 = 5,287$ DL = 3 P = 0,152
	du secondaire	95,0%			5,0%	18	100,0%	
	Total	94,1%	4,0%	1,0%	1,0%	95	100,0%	

Si oui, ces règles sont-elles respectées par l'ensemble du personnel ?

Cependant, une chose est l'existence de règles éthiques, autre chose est leur respect par le personnel concerné. Et on est quelque peu surpris de voir que seulement la moitié des enseignants enquêtés disent que ces règles sont respectées et que l'autre moitié dise qu'elles ne le sont pas (44,8%) ou qu'ils n'en savent rien (5,2%), (Voir tableau n°54).

Ici, on note que les hommes sont pratiquement deux fois moins nombreux (42,3%) que les femmes (83,3%) à dire que les règles éthiques de leur lieu de travail ne sont pas respectées. Le déséquilibre numérique des deux catégories de répondants ne semble pas expliquer seul cette différence

abysmale dont une étude plus systématique pourrait rendre compte de la signification statistique affichée ici ($P = 0,005$).

Tableau n° 54 : le respect des valeurs ou règles dans le cadre professionnel par l'ensemble du personnel							
		Si oui, ces valeurs ou règles sont-elles respectées par l'ensemble du personnel?					
		Oui	Non	Ne sais pas	N	%	Signification
Sexe	Masculin	42,3%	52,6%	5,1%	78	100,0%	$X^2 = 10,539$ DL = 2 $P = 0,005$
	Féminin	83,3%	11,1%	5,6%	17	100,0%	
	Total	50,0%	44,8%	5,2%	95	100,0%	
Âge	moins de 25 ans	60,0%	20,0%	20,0%	4	100,0%	$X^2 = 5,390$ DL = 4 $P = 0,250$
	entre 25 et 40 ans	53,4%	42,5%	4,1%	73	100,0%	
	entre 40 et 55 ans	33,3%	61,1%	5,6%	18	100,0%	
	Total	50,0%	44,8%	5,2%	95	100,0%	
Enseignant	du primaire	53,9%	40,8%	5,3%	77	100,0%	$X^2 = 2,443^a$ DL = 2 $P = 0,295$
	du secondaire	35,0%	60,0%	5,0%	18	100,0%	
	Total	50,0%	44,8%	5,2%	95	100,0%	

L'explication du non-respect des règles éthiques des lieux de travail tient à deux choses : ça n'intéresse personne (37,2%) et, surtout, ça ne paie pas (46,5%). Une explication à mettre en relation avec les constats précédents sur la perte des valeurs morales, éthiques et civiques au pays des hommes de moins en moins intègres et ce, justement, au lendemain de la Révolution qui a fondé ce mythe national à construire.

Le tableau n°55 donne une idée des raisons du non-respect des règles de l'entreprise selon les enseignants enquêtés.

Tableau n°55 : Raisons de non-respect des règles de l'entreprise

		Si ces règles ne sont pas respectées, dites pourquoi						
		ça n'intéresse personne	ça ne paie pas	on obéit sans chercher à comprendre	Autre*	Total		Signification
						N	%	
Sexe	Masculin	36,6%	46,3%	2,4%	14,6%	78	100,0%	X ² = 0,439 DL = 3 P = 0,932
	Féminin	50,0%	50,0%			17	100,0%	
	Total	37,2%	46,5%	2,3%	14,0%	95	100,0%	
Âge	moins de 25 ans		100,0%			4	100,0%	X ² = 3,165 DL = 6 P = 0,788
	entre 25 et 40 ans	32,3%	48,4%	3,2%	16,1%	73	100,0%	
	entre 40 et 55 ans	54,5%	36,4%		9,1%	18	100,0%	
	Total	37,2%	46,5%	2,3%	14,0%	95	100,0%	
Enseignant	du primaire	35,5%	45,2%		19,4%	77	100,0%	X ² = 5,038 DL = 3 P = 0,169
	du secondaire	41,7%	50,0%	8,3%		18	100,0%	
	Total	37,2%	46,5%	2,3%	14,0%	95	100,0%	

*Autre = dépend éducation, disparition des valeurs, manque volonté, absence de sanction, raison politique

Q2.14. Selon vous, les burkinabé font-ils preuve de civisme ?

La très grande majorité des enseignants enquêtés disent que les Burkinabé font preuve de peu de civisme (77,2%), voire pas du tout (7,8%), soit un total de 86% à dire qu'il n'y a pas de civisme.

Bien qu'ils représentent une très faible minorité (4), les plus jeunes enseignants sont les plus unanimes (100%) à dire que les Burkinabé font preuve de peu de civisme, ce qui donne à penser qu'ils parlent sans doute en connaissance de cause, les jeunes étant généralement les plus indexés pour ce qui est de l'incivisme.

Le tableau n°56 donne les appréciations que les enseignants ont du civisme affiché de leurs compatriotes.

Tableau n° 56 : Les burkinabé et la pratique du civisme								
		beaucoup	assez	peu	pas du tout	Total		Signifi- cation
						N	%	
Sexe	Masculin	1,2%	12,0%	77,1%	9,6%	78	100,0%	$X^2 = 3,057$ DL = 3 P = 0,383
	Féminin		22,2%	77,8%		17	100,0%	
	Total	1,0%	13,9%	77,2%	7,9%	95	100,0%	
Âge	moins de 25 ans			100,0%		4	100,0%	$X^2 = 2,121$ DL = 6 P = 0,908
	entre 25 et 40 ans	1,3%	14,1%	76,9%	7,7%	73	100,0%	
	entre 40 et 55 ans		16,7%	72,2%	11,1%	18	100,0%	
	Total	1,0%	13,9%	77,2%	7,9%	95	100,0%	
Enseignant	du primaire	1,2%	14,8%	75,3%	8,6%	77	100,0%	$X^2 = 0,979$ DL = 3 P = 0,806
	du secondaire		10,0%	85,0%	5,0%	18	100,0%	
	Total	1,0%	13,9%	77,2%	7,9%	95	100,0%	

Comment se manifeste le civisme ?

Concernant la manière dont le civisme se manifeste au niveau des quelques Burkinabé crédités d'en avoir, les enseignants mentionnent que cela se manifeste par le fait que :

- ils respectent les lieux/locaux publics (58,8%) ;
- ils s'acquittent de leurs impôts (33,3%) ;
- ils respectent les autorités publiques (26,7) ; ;
- ils respectent les feux de circulation (20,0%) ;
- ils ne salissent pas les lieux publics (6,7%) ;
- autres (respect des couleurs, tolérance 13,3%).

Le tableau n°57 montre ce que les enseignants qui pensent que les Burkinabé font preuve de civisme avancé comme manifestations de ce civisme.

On ne note pas de différences significatives dans les réponses données excepté en ce qui concerne le respect des autorités publiques vu par les enseignants des deux sexes et des deux niveaux.

Les femmes sont beaucoup plus nombreuses (75,0%) que les hommes (9,1%) à mentionner ce respect parmi les manifestations du civisme et les enseignants du secondaire unanimes (100,0%), ce pendant que seulement 15,4% de ceux du primaire le sont.

Tableau n° 57 : manifestations du civisme

		Comment le civisme se manifeste-t-il ?							
		Ils respectent les lieux/ locaux publics	Ils s'acquittent de leurs impôts	Ils ne salissent pas les lieux publics	Ils respectent les autorités publiques	Ils respectent les feux de circulation	Autre*	Total	
								N	%
Sexe	Masculin	61,5%	36,4%	9,1%	9,1%	18,2%	18,2%	78	100,0%
	Féminin	50,0%	25,0%		75,0%	25,0%		17	100,0%
	Total	58,8%	33,3%	6,7%	26,7%	20,0%	13,3%	95	100,0%
	Signification P =	0,487	0,680	0,533	0,011	0,770	0,360		
Âge	moins de 25 ans							4	100,0%
	entre 25 et 40 ans	57,1%	33,3%	8,3%	25,0%	16,7%	8,3%	73	100,0%
	entre 40 et 55 ans	66,7%	33,3%		33,3%	33,3%	33,3%	18	100,0%
	Total	58,8%	33,3%	6,7%	26,7%	20,0%	13,3%	95	100,0%
	Signification P =	0,784	1,000	0,605	0,770	0,519	0,255		
Enseignant	du primaire	60,0%	30,8%	7,7%	15,4%	15,4%	7,7%	77	100,0%
	du secondaire	50,0%	50,0%		100,0%	50,0%	50,0%	18	100,0%
	Total	58,8%	33,3%	6,7%	26,7%	20,0%	13,3%	95	100,0%
	Signification P =	0,732	0,591	0,685	0,012	0,255	0,101		

* Autres = respect des couleurs, tolérance

Comment s'explique l'absence de civisme ?

Les enseignants qui estiment qu'il n'y a pas ou qu'il y a peu de civisme

chez les Burkinabé attribuent cet incivisme au fait que :

- ils ne se sentent pas concernés par le bien commun (75,0%) ;
- les autorités publiques ne méritent pas le respect (39,8%) ;
- ils sont mal éduqués (30,7%) ;
- autres (Amour, argent, Analphabétisme, injustice, ignorance, indiscipline, violence = 18,2%).

Le tableau n°58 indique les explications que ceux des enseignants qui estiment que les Burkinabé font preuve de peu ou pas du tout de civisme donnent de ce manque de civisme.

		Tableau n° 58 : Raisons de l'incivisme					
		Comment expliquez-vous l'incivisme ?					
		Ils sont mal éduqués	Ils ne se sentent pas concernés par le bien commun	Les autorités publiques ne méritent pas le respect	Autre*	Total	
N	%						
Sexe	Masculin	31,9%	73,6%	43,1%	15,3%	72	100,0%
	Féminin	25,0%	81,3%	25,0%	31,3%	16	100,0%
	Total	30,7%	75,0%	39,8%	18,2%	88	100,0%
	Signification P =	0,586	0,523	0,182	0,134		
Âge	moins de 25 ans	20,0%	80,0%	20,0%	40,0%	5	100,0%
	entre 25 et 40 ans	29,4%	76,5%	33,8%	17,6%	68	100,0%
	entre 40 et 55 ans	40,0%	66,7%	73,3%	13,3%	15	100,0%
	Total	30,7%	75,0%	39,8%	18,2%	88	100,0%
	Signification P =	0,627	0,704	0,012	0,397		
Enseignant	du primaire	33,3%	71,0%	44,9%	21,7%	69	100,0%
	du secondaire	21,1%	89,5%	21,1%	5,3%	19	100,0%
	Total	30,7%	75,0%	39,8%	18,2%	88	100,0%
	Signification P =	0,304	0,100	0,060	0,099		

* Autres = amour argent, analphabétisme, formation insuffisante, ignorance, injustice, manque discipline, politique, revendication,

La seule différence significative entre les réponses se situe au niveau de l'âge : le fait que les autorités ne méritent pas le respect s'accroissant avec l'âge : 20,0% pour les moins de 25 ans, 33,8% pour la tranche d'âge de 25-40 ans et 73,3% pour la tranche d'âge de 40-55 ans ($P = 0,012$).

Q2.17. Que signifie le civisme pour vous ? Pour chaque élément, cochez une case en fonction de l'importance selon vous (3 = très important ; 2 = important ; 1 = peu important)

Les enseignants s'accordent assez bien sur la signification du civisme, ses éléments constitutifs. La cote la plus faible attribuée à ces différents éléments varie entre 2% pour le respect et la protection de l'environnement et 17,8% pour la connaissance des institutions, le reste se situant autour de 5% (Voir tableau n° 59).

Eléments de civisme	COTATION		
	1	2	3
	peu important	important	Très important
La connaissance des institutions	17,8%	30,7%	51,5%
La connaissance du code de la route	8,9%	30,7%	60,4%
L'amour de la patrie	5,9%	18,8%	75,2%
Le respect des lois	5,9%	21,8%	72,3%
Le respect des autres citoyens	6,9%	26,7%	66,3%
Le respect des biens publics	4,0%	15,8%	80,2%
Le respect des symboles et armoiries de la nation	6,9%	22,8%	70,3%
La participation citoyenne à la vie publique	4,0%	35,6%	60,4%
La défense de la patrie	5,0%	28,7%	66,3%
Le respect et la protection de l'environnement	2,0%	40,6%	57,4%

Pour mieux apprécier les cotations données, il faut se référer à la cote la plus élevée, sachant par ailleurs que la culture majoritaire est celle d'une certaine réserve qui invite à considérer la cote moyenne comme plus proche de la négative. Sur cette base, on a le classement suivant des éléments du civisme selon les enseignants :

1. le respect des biens publics (80,20%) ;
2. l'amour de la patrie (75,20%) ;

3. le respect des lois (72,30%) ;
4. le respect des symboles et armoiries de la nation (70,30%) ;
5. le respect des autres citoyens (66,30%) ;
6. la défense de la patrie (66,30%) ;
7. la connaissance du code de la route (60,40%) ;
8. la participation citoyenne à la vie publique (60,40%) ;
9. le respect et la protection de l'environnement (57,40%) ;
10. la connaissance des institutions (51,50%).

Au vu de ce classement, on peut se demander si les répondants ont une conception très claire de tous les éléments et leur interaction. Ainsi, on peut se demander pourquoi l'amour de la patrie ne jouit pas de la même considération que la défense de la patrie qui en est le corollaire, mais qui perd 9 points dans le classement par rapport à cet amour.

En dehors de ces discordances, on ne note pas de différences significatives dans les appréciations des répondants quels que soient leur sexe, leur âge et leur statut pédagogique. On a essayé d'illustrer cette situation à travers le croisement de ces trois variables avec les variables la mieux cotée, la moyennement cotée et la moins cotée. Cela, bien que la différence entre enseignants du primaire et enseignants du secondaire tende vers une signification statistique ($P = 0,059$) en ce qui concerne la cotation de la défense de la patrie faite par 71,6% des premiers et par 45% des seconds.

Le tableau n°60 illustre les différences peu significatives dans les cotations des trois variables, les deux extrêmes et la médiane.

Tableau n° 60 : Signification du civisme pour les enquêtés au niveau des deux variables extrêmes et de la valeur médiane

		Meilleure cotation des trois variables		
		Le respect des biens publics	La défense de la patrie	La connaissance des institutions
Sexe	Masculin	80,7%	68,7%	51,8%
	Féminin	77,8%	55,6%	50,0%
	Total	80,2%	66,3%	51,5%
	Signification P =	0,485	0,552	0,963
Âge	moins de 25 ans	80,0%	100,0%	40,0%
	entre 25 et 40 ans	80,8%	64,1%	51,3%
	entre 40 et 55 ans	77,8%	66,7%	55,6%
	Total	80,2%	66,3%	51,5%
	Signification P =	0,982	0,603	0,486
Enseignant	du primaire	81,5%	71,6%	53,1%
	du secondaire	75,0%	45,0%	45,0%
	Total	80,2%	66,3%	51,5%
	Signification P =	0,302	0,059	0,810

8.3 La situation de la corruption : Perception et pratiques

Comme pour la perception des valeurs dans les sociétés traditionnelles et actuelles du Burkina Faso et l'appréciation de la cause de leur évolution (négative), les enseignants ont donné leurs points de vue sur la problématique de la corruption.

Q3.1. Appréciation de l'évolution du niveau de corruption des Burkinabé

De façon très majoritaire (91,1%), les enseignants estiment que les Burkinabé sont de plus en plus corrompus. Une appréciation déjà faite au niveau de celle de l'évolution des valeurs. Seulement 6,9% des répondants disent que les Burkinabé sont de moins en moins corrompus et 2,0% qu'ils sont restés égaux à eux-mêmes.

L'âge des enseignants et leur statut pédagogique ne constituent pas des facteurs discriminants dans les appréciations portées. Par contre, leur sexe est une variable discriminante. En effet, 95,2% des enseignants de sexe masculin contre 72,2% des enseignantes disent que les Burkinabé sont de plus en plus corrompus. Les hommes sont 3,6% à dire que les Burkinabé sont de moins en moins corrompus contre 22,2% des femmes à le dire ; les hommes sont

1,2% à dire que les Burkinabé sont restés égaux à eux-mêmes contre 5,6% des femmes à le dire. La différence dans les réponses selon le sexe ne semble pas due au hasard ou à une simple erreur d'échantillonnage ($P = 0,008$).

Le tableau n°61 indique les réponses des enseignants selon leur sexe, leur âge et leur statut.

Tableau n° 61 : Opinions sur le degré de corruption des burkinabé							
		Selon vous, d'une manière générale, diriez-vous que les Burkinabé sont :					
		De plus en plus corrompus	De moins en moins corrompus	Egaux à eux-mêmes	N	%	Signification
Sexe	Masculin	95,2%	3,6%	1,2%	83	100,0%	$X^2 = 9,660$ DL = 2 P = 0,008
	Féminin	72,2%	22,2%	5,6%	18	100,0%	
	Total	91,1%	6,9%	2,0%	101	100,0%	
Âge	moins de 25 ans	80,0%	20,0%		5	100,0%	$X^2 = 4,088$ DL = 4 P = 0,394
	entre 25 et 40 ans	91,0%	7,7%	1,3%	78	100,0%	
	entre 40 et 55 ans	94,4%		5,6%	18	100,0%	
	Total	91,1%	6,9%	2,0%	101	100,0%	
Enseignant	du primaire	90,1%	7,4%	2,5%	81	100,0%	$X^2 = 0,670$ DL = 2 P = 0,715
	du secondaire	95,0%	5,0%		20	100,0%	
	Total	91,1%	6,9%	2,0%	101	100,0%	

Q3.2. Selon vous, comment se manifeste la corruption dans la société burkinabé ?

Pour les enseignants, la corruption se manifeste dans la société Burkinabé de diverses manières dont :

1. Pots-de-vin, dessous de tables, fait de soudoyer (50,5%) ;
2. Vol, détournement, égoïsme (11,9%) ;
3. Injustice (10,9%) ;
4. Recherche du gain facile (8,9%) ;

5. Autres (8,9%) ;
6. Perte ou disparition des valeurs (4,0%) ;
7. Amour de l'argent (3,0%) ;
8. Mensonges, escroquerie (2,0%).

Le tableau n°62 indique les manifestations de la corruption selon les enseignants. Il y a, certes, quelques variations dans ces classements selon le sexe, l'âge et le statut pédagogique des enseignants répondants. Ainsi, par exemple, les hommes sont plus nombreux (54,2%) que les femmes (33,3%) à indexer en premier lieu les pots-de-vin, dessous de tables et fait de soudoyer. Les plus jeunes sont plus nombreux (80,0%) que leurs aînés, surtout immédiats (47,4%) à indexer cette même manifestation ; de même que les enseignants du secondaire sont relativement plus nombreux (75,0%) que ceux du primaire (44,4%) à mettre en première position les pots-de-vin, dessous de tables et fait de soudoyer comme manifestations de la corruption. Toutefois, ces différences ne s'avèrent pas statistiquement significatives pour ces variables.

Tableau n° 62 : Manifestions de la corruption dans la société burkinabè												
		Selon vous, comment se manifeste la corruption dans la société burkinabè ?										
		pots de vin, dessous de tables, fait de soudoyer	Injustice	Amour de l'argent	Vol, détournement, égoïsme	Perte ou disparition des valeurs	Recherche du gain facile	Mensonges, escroquerie	Autres*	Total		Signification
										N	%	
Sexe	Masculin	54,2%	10,8%	3,6%	10,8%	4,8%	7,2%	2,4%	6,0%	83	100,0%	$X^2 = 9,487$
	Féminin	33,3%	11,1%		16,7%		16,7%		22,2%	18	100,0%	DL = 7
	Total	50,5%	10,9%	3,0%	11,9%	4,0%	8,9%	2,0%	8,9%	101	100,0%	P = 0,220
Age	< de 25 ans	80,0%			20,0%					5	100,0%	$X^2 = 7,446$
	25 - 40 ans	47,4%	12,8%	2,6%	12,8%	3,8%	10,3%	2,6%	7,7%	78	100,0%	DL = 14
	40 - 55 ans	55,6%	5,6%	5,6%	5,6%	5,6%	5,6%		16,7%	18	100,0%	P = 0,916
	Total	50,5%	10,9%	3,0%	11,9%	4,0%	8,9%	2,0%	8,9%	101	100,0%	
Statut	Primaire	44,4%	12,3%	3,7%	11,1%	4,9%	11,1%	2,5%	9,9%	81	100,0%	$X^2 = 8,837$
	Secondaire	75,0%	5,0%		15,0%				5,0%	20	100,0%	DL = 7
	Total	50,5%	10,9%	3,0%	11,9%	4,0%	8,9%	2,0%	8,9%	101	100,0%	P = 0,265

* Autres = geste qu'en toute logique on ne peut qualifier de pratique de corruption. La question a été mal comprise par le répondant ou mal formulée/explicite par l'enquêteur.

Q3.3. Personnellement, avez-vous déjà été impliqué dans la corruption ?

Si près de la moitié (46,5%) des enseignants affirment n'avoir jamais été impliqués dans la corruption, l'autre bonne moitié avoue y avoir été impliqués, essentiellement sous forme passive (36,6%) plutôt qu'active (16,8%). Les quelques différences qui se manifestent çà et là ne sont pas significatives, comme l'indique le tableau n°63 ci-après.

		Personnellement, avez-vous déjà été impliqué dans la corruption?					Signification
		Oui sous forme de corruption active	Oui sous forme de corruption passive	Non, jamais	Total		
					N	%	
Sexe	Masculin	15,7%	38,6%	45,8%	83	100,0%	$X^2 = 0,904$ DL = 2 P = 0,636
	Féminin	22,2%	27,8%	50,0%	18	100,0%	
	Total	16,8%	36,6%	46,5%	101	100,0%	
Age	< de 25 ans	20,0%	20,0%	60,0%	5	100,0%	$X^2 = 2,720$ DL = 4 P = 0,606
	25 - 40 ans	19,2%	37,2%	43,6%	78	100,0%	
	40 - 55 ans	5,6%	38,9%	55,6%	18	100,0%	
	Total	16,8%	36,6%	46,5%	101	100,0%	
Statut	Primaire	14,8%	39,5%	45,7%	81	100,0%	$X^2 = 1,974$ DL = 2 P = 0,373
	Secondaire	25,0%	25,0%	50,0%	20	100,0%	
	Total	16,8%	36,6%	46,5%	101	100,0%	

Q3.4. Si oui, pourquoi acceptez-vous la corruption ?

La moitié des enseignants, qui avouent avoir déjà pratiqué l'une ou l'autre forme de corruption (active ou passive), se justifient surtout (55,6%) par le fait qu'ils y ont été contraints, qu'ils n'avaient pas le choix ou, dans une relative moindre mesure (42,6%), par le fait que c'est le système ou tout le monde qui l'exige, une infime minorité (1 répondante, du primaire = 1,9%) avançant une autre raison comme « un geste ».

Ici aussi, on ne note pas de différence significative dans les réponses des enseignants liée à l'âge, au sexe et au statut pédagogique (Voir tableau n°64).

Tableau n° 64 : Raisons d'acceptation de la corruption

		Si oui, pourquoi acceptez-vous la corruption?					
		Je n'ai pas le choix, c'est la seule façon de s'en sortir	C'est le système/Tout le monde	Autre*	Total		Signification
					N	%	
Sexe	Masculin	55,6%	42,2%	2,2%	45	100,0%	$X^2 = 209$ DL = 2 P = 0,901
	Féminin	55,6%	44,4%	0,0%	8	100,0%	
	Total	55,6%	42,6%	1,9%	54	100,0%	
Age	< de 25 ans	50,0%	50,0%		2	100,0%	$X^2 = 0,454$ DL = 4 P = 0,978
	25 - 40 ans	56,8%	40,9%	2,3%	44	100,0%	
	40 - 55 ans	50,0%	50,0%		8	100,0%	
	Total	55,6%	42,6%	1,9%	54	100,0%	
Statut	Primaire	56,8%	40,9%	2,3%	44	100,0%	$X^2 = 0,454$ DL = 2 P = 0,797
	Secondaire	50,0%	50,0%		10	100,0%	
	Total	55,6%	42,6%	1,9%	54	100,0%	

* Autres = aide, reconnaissance de la compétence, gratitude (NB. Cela ne répond pas à la question parce que ces éléments ne rentrent pas dans la catégorie de la pratique de la corruption).

Q3.5 Selon vous, à partir de quel moment la corruption a-t-elle le plus gagné du terrain au Burkina Faso ?

Sans grande surprise, la très grande majorité (96%) des enseignants situe l'émergence de la corruption à partir des années 90, après la révolution. C'est dans la même proportion (93,1%) qu'ils avaient situé le moment de la perte des valeurs dans la société Burkinabé actuelle. Alors que pour la perte des valeurs le sexe s'était révélé la variable discriminante, les hommes étant plus nombreux que les femmes à indexer la période "postrévolutionnaire", ici, c'est l'âge des répondants qui s'avère déterminante, les plus âgés étant plus nombreux et unanimes (100%) que les plus jeunes (97,4% des 25-40 ans et 60% pour les moins de 25 ans). La différence aurait été statistiquement significative (P=0,000) n'eût été le fait que les moins de 25 ans ne représentent qu'une très faible minorité (3 répondants) par rapport aux doyens (18 répondants) et, surtout, leurs aînés immédiats (76 répondants)

Le tableau n°65 indique les périodes à partir desquelles les enseignants disent que la corruption a gagné du terrain.

Tableau n° 65 : Période à partir de laquelle la corruption a gagné du terrain

		Selon vous, à partir de quel moment la corruption a-t-elle le plus gagné du terrain ?						
		Sous la colonisation	Dans les années soixante/soixante dix	Dans la période révolutionnaire	Après la révolution (à partir des années 90)	Total		Signification
						N	%	
Sexe	masculin	0,0%	2,4%	1,2%	96,4%	80	100,0%	$X^2 = 5,268$ DL = 3 P = 0,153
	féminin	5,6%	0,0%	0,0%	94,4%	17	100,0%	
	Total	1,0%	2,0%	1,0%	96,0%	97	100,0%	
Âge	<25 ans	0,0%	20,0%	20,0%	60,0%	3	100,0%	$X^2 = 28,964$ DL = 6 P = 0,000
	25 - 40 ans	1,3%	1,3%	0,0%	97,4%	76	100,0%	
	40 - 55 ans	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	18	100,0%	
	Total	1,0%	2,0%	1,0%	96,0%	97	100,0%	
Statut	primaire	1,2%		1,2%	96,3%	81	100,0%	$X^2 = 1,645$ DL = 3 P = 0,649
	secondaire	0,0%		5,0%	95,0%	20	100,0%	
	Total	1,0%		2,0%	96,0%	101	100,0%	

Q3.6 Que pensez-vous du fait qu'on entend souvent dire au Burkina Faso : « On ne va pas chez le chef les mains vides ».

Certains ont affirmé que le dicton africain en général et Burkinabé en particulier selon lequel « *on ne va pas chez le chef les mains vides* » était déjà l'expression d'une certaine forme de corruption et le berceau de celle-ci sous sa forme moderne.

Si une partie non négligeable (39,6%) des enseignants enquêtés partage cette perception des choses en disant que le cadeau donné au chef vise à le corrompre, à rechercher une faveur particulière auprès de lui, et si une autre petite partie (14,9%) dit catégoriquement que la traduction moderne de ce dicton est qu'il faut corrompre les agents publics, la relative majorité (45,5%) estime que ce dicton doit être interprété comme la conception selon laquelle le chef doit être toujours honoré, c'est une façon d'avoir de la considération pour le chef, le don étant une forme d'allégeance sans autre calcul que la bienséance sociale. Certains justifient cette « institution » par le fait que le

chef a besoin que ses sujets l'aident à faire face à ses charges régaliennes de travailler pour assurer le bien (-être) commun sans budget correspondant.

D'autres, comme jadis l'anthropologue français Marcel MAUSS, font remarquer que la pratique du don ne se limite pas au chef, mais s'étend à tous les membres de la société qui se font des dons et reçoivent en retour des contre-dons. L'Encyclopédie Wikipédia décrit bien la vision du don selon Mauss laquelle vision peut être décrite de la façon suivante :

« Selon Marcel Mauss dans son livre Essai sur le don (1924), le don en tant qu'acte social suppose que le bonheur personnel passe par le bonheur des autres, il sous-entend les règles : donner, recevoir et rendre (par le contre-don : potlatch)⁵ :

- 1. l'acte fondateur en est un don, donc la reconnaissance de l'alter ego (ce qui m'appartenait t'appartient maintenant) ;*
- 2. le deuxième acte comprend l'acceptation du don, le receveur reconnaissant ainsi la valeur du don pour son propre usage (force unificatrice du oui) ;*
- 3. le troisième acte élimine une différence de valeur entre celle que lui accorde le donateur et celle que perçoit le receveur ce qui revient à annuler la valeur matérielle de l'échange pour mettre en avant la valeur sociale de l'échange*

Le don se base donc sur une valeur de sociabilité primaire : la réciprocité. »

Mais comme toute pratique sociale est susceptible de subir des perversions par rapport à ses intentionnalités originelles, on peut comprendre la confusion à laquelle ce dicton donne lieu dans le nouveau contexte social, une confusion qui n'a pas manqué de se traduire dans les réponses des enseignants quels que soient leur sexe, leur âge ou leur statut pédagogique (Voir tableau n°66).

Tableau n° 66 : Signification du dicton « On ne va pas chez le chef les mains vides ».

		On entend souvent dire au BF : « on ne va pas chez le chef les mains vides », diriez-vous que					
		Le chef doit être toujours honoré (marque de considération pour le chef)	Il faut corrompre le chef (recherche d'une faveur particulière)	Il faut corrompre les agents publics	Total		Signification
					N	%	
Sexe	masculin	48,2%	36,1%	15,7%	83	100,0%	X ² = 2,331 DL = 2 P = 0,312
	féminin	33,3%	55,6%	11,1%	18	100,0%	
	Total	45,5%	39,6%	14,9%	101	100,0%	
Âge	<25 ans	60,0%	20,0%	20,0%	5	100,0%	X ² = 1,902 DL = 4 P = 0,754
	25 - 40 ans	46,2%	41,0%	12,8%	78	100,0%	
	40 - 55 ans	38,9%	38,9%	22,2%	18	100,0%	
	Total	45,5%	39,6%	14,9%	101	100,0%	
Statut	primaire	44,4%	40,7%	14,8%	81	100,0%	X ² = 1,645 DL = 2 P = 0,243
	secondaire	50,0%	35,0%	15,0%	20	100,0%	
	Total	45,5%	39,6%	14,9%	101	100,0%	

Q3.7 Personnellement avez-vous déjà eu à faire un cadeau à un agent public ou à un élu ?

55,4% des enseignants répondants disent n'avoir jamais fait de cadeau à un agent public ou à un élu, contre 44,6% qui disent l'avoir fait. Il n'y a pas de différence particulière dans les réponses des enseignants de différents sexes, âges et statuts pédagogiques (Voir tableau 67).

Tableau n° 67 : Pratique de cadeau à un agent public ou à un élu ?

		Personnellement avez-vous déjà eu à faire un cadeau à un agent public ou à un élu ?				
		Oui	Non	Total		Signification
				N	%	
Sexe	masculin	44,6%	55,4%	83	100,0%	X ² = 0,000 DL = 1 P = 0,312
	féminin	44,4%	55,6%	18	100,0%	
	Total	44,6%	55,4%	101	100,0%	
Âge	<25 ans	20,0%	80,0%	5	100,0%	X ² = 2,132 DL = 2 P = 0,992
	25 - 40 ans	43,6%	56,4%	78	100,0%	
	40 - 55 ans	55,6%	44,4%	18	100,0%	
	Total	44,6%	55,4%	101	100,0%	
Statut	primaire	46,9%	53,1%	81	100,0%	X ² = 0,922 DL = 1 P = 0,337
	secondaire	35,0%	65,0%	20	100,0%	
	Total	44,6%	55,4%	101	100,0%	

Q3.8 Si oui, qu'est-ce qui a guidé votre conduite ?

Comme l'indique le tableau n° 68, plus de la moitié (53,3%) de ceux qui avouent avoir déjà fait un cadeau à un agent public ou un élu justifient leur geste par le désir de marquer leur considération de manière désintéressée. Un peu plus (35,6%) d'un tiers des répondants justifie leur geste par l'espoir d'obtenir un avantage particulier, ce qui est la logique même de la corruption. Ceux (11,1%) qui ont indiqué un autre motif parlent de geste, ce qui les rend plus proche des premiers qui parlent de marquer leur considération, même s'il peut y manquer le côté respect, parce que, sans doute, le geste est fait en direction d'agents peu influents.

Tableau n° 68 : Raisons de la conduite (de cadeau à agent ou élu)

		Si oui, qu'est-ce qui a guidé votre conduite?					
		marquer votre considération de manière désintéressée	l'espoir d'obtenir un avantage particulier	autre	Total		Signification
					N	%	
Sexe	masculin	54,1%	35,1%	10,8%	37	100,0%	$X^2 = 0,048$ DL = 2 P = 0,977
	féminin	50,0%	37,5%	12,5%	8	100,0%	
	Total	53,3%	35,6%	11,1%	45	100,0%	
Âge	<25 ans	0,0%	0,0%	100,0%	1	100,0%	$X^2 = 8,411$ DL = 4 P = 0,078
	25 - t 40 ans	52,9%	38,2%	8,8%	34	100,0%	
	40 - 55 ans	60,0%	30,0%	10,0%	10	100,0%	
	Total	53,3%	35,6%	11,1%	45	100,0%	
Statut	primaire	52,6%	34,2%	13,2%	38	100,0%	$X^2 = 1,068$ DL = 2 P = 0,586
	secondaire	57,1%	42,9%	0,0%	7	100,0%	
	Total	53,3%	35,6%	11,1%	45	100,0%	

Q3.10. Dans beaucoup de rapports, il est fait mention de la corruption à l'école ou dans l'enseignement. Seriez-vous d'avis que la pratique de la corruption a cours à l'école ?

Très peu d'enseignants (13,9%) nient l'existence de la corruption à l'école ou prétendent n'en rien savoir (2,0%). La majorité (56,4%) dit qu'elle existe, mais peu et le quart (27,7%), qu'elle existe beaucoup, ce qui représente au total 84% de répondants qui confirment le constat des rapports concernant l'existence de la corruption à l'école. Ces réponses ne sont nullement liées au sexe, à l'âge ni au statut des enseignants. Le tableau n°69 indique l'opinion des enseignants sur l'existence ou non de la pratique de la corruption à l'école telle que signalées dans différents rapports.

Tableau n° 69 : Existence de pratique de corruption à l'école

		Seriez-vous d'avis que la pratique de la corruption a cours à l'école ?						
		Oui, beaucoup	Oui, un peu	Non, pas du tout	Ne sais pas	Total		Signification
						N	%	
Sexe	masculin	26,5%	56,6%	15,7%	1,2%	83	100,0%	$X^2 = 2,756$ DL = 3 P = 0,431
	féminin	33,3%	55,6%	5,6%	5,6%	18	100,0%	
	Total	27,7%	56,4%	13,9%	2,0%	101	100,0%	
Âge	<25 ans	0,0%	80,0%	20,0%	0,0%	5	100,0%	$X^2 = 7,034$ DL = 6 P = 0,318
	25 - 40 ans	33,3%	52,6%	11,5%	2,6%	78	100,0%	
	40 - 55 ans	11,1%	66,7%	22,2%	0,0%	18	100,0%	
	Total	27,7%	56,4%	13,9%	2,0%	101	100,0%	
Statut	primaire	25,9%	56,8%	14,8%	2,5%	81	100,0%	$X^2 = 1,248$ DL = 3 P = 0,742
	secondaire	35,0%	55,0%	10,0%	0,0%	20	100,0%	
	Total	27,7%	56,4%	13,9%	2,0%	101	100,0%	

Q3.11. Si oui, quelles sont les pratiques de corruption à l'école ?

Les pratiques de corruption à l'école sont, selon les enseignants enquêtés, les suivantes :

- soudoyer le chef d'établissement pour inscrire son enfant (95,3%) ;
- soudoyer un enseignant pour obtenir une bonne note pour son enfant (56,5%) ;
- soudoyer des examinateurs pour que son enfant réussisse à un examen (37,6%) ;
- soudoyer un membre de l'APE en vue d'un avantage (36,5%) ;
- autre (affectation) (1,2%).

Les enseignants du secondaire sont relativement plus nombreux (83,3%) que ceux du primaire (49,3%) à indexer la pratique du fait de soudoyer d'un enseignant pour obtenir une bonne note pour son enfant, la différence étant significative ($P = 0,010$).

Les enseignants d'âge moyen (25-40 ans) sont relativement plus nombreux que leurs autres collègues à indexer le fait de soudoyer des examinateurs pour que son enfant réussisse à un examen (46,3%) ou le fait de soudoyer un membre de l'APE en vue d'un avantage (44,8%). Dans les deux cas, les différences semblent statistiquement significatives ($P =$ respectivement 0,006 et 0,009).

Le tableau n°70 indique les différentes pratiques de corruption rencontrées à l'école, selon les enseignants.

Tableau n° 70 : Pratiques de la corruption à l'école								
		Si oui, quelles sont les pratiques de corruption à l'école ?						
		Soudoyer le chef d'établissement pour inscrire son enfant	Soudoyer un enseignant pour obtenir une bonne note pour son enfant	Soudoyer des examinateurs pour que son enfant réussisse à un examen	Soudoyer un membre de l'APE en vue d'un avantage	Autre (affectation)	Total	
							N	%
Sexe	masculin	95,7%	55,1%	39,1%	36,2%	1,4%	69	100,0%
	féminin	93,8%	62,5%	31,3%	37,5%	0,0%	16	100,0%
	Total	95,3%	56,5%	37,6%	36,5%	1,2%	85	100,0%
	P =	0,746	0,589	0,558	0,924	0,628		
Âge	<25 ans	100,0%	25,0%	0,0%	0,0%	0,0%	4	100,0%
	25 - 40 ans	94,0%	62,7%	46,3%	44,8%	1,5%	67	100,0%
	40 - 55 ans	100,0%	35,7%	7,1%	7,1%	0,0%	14	100,0%
	Total	95,3%	56,5%	37,6%	36,5%	1,2%	85	100,0%
	Signification P =	0,569	0,077	0,006	0,009	0,873		
Statut	primaire	97,0%	49,3%	32,8%	34,3%	1,5%	67	100,0%
	secondaire	88,9%	83,3%	55,6%	44,4%	0,0%	18	100,0%
	Total	95,3%	56,5%	37,6%	36,5%	1,2%	85	100,0%
	Signification P =	0,148	0,010	0,077	0,429	0,602		

Q3.12. Avez-vous personnellement été déjà confronté à la corruption à l'école ?

C'est environ un tiers (33,7%) des répondants (cf. tableau n°71) qui disent avoir été personnellement confrontés à la corruption à l'école. Les hommes sont relativement beaucoup plus nombreux (34,3%) que les femmes (16,7%) à le reconnaître. De même, les enseignants du primaire sont plus nombreux (37,0%) que ceux du secondaire (20,0%) et les enseignants de la tranche d'âge de 25-40 ans plus nombreux (37,2%), plus nombreux que ceux de la tranche d'âge de 40-55 ans (27,8%) et, surtout, ceux de moins de 25

ans (0%). Mais les différences ne s'avèrent pas statistiquement significatives, probablement en raison des déséquilibres des effectifs correspondants.

		Avez-vous personnellement été déjà confronté à la corruption à l'école?				Signification
		oui	non	Total		
				N	%	
Sexe	masculin	37,3%	62,7%	83	100,0%	$X^2 = 2,834$
	féminin	16,7%	83,3%	18	100,0%	DL = 1
	Total	33,7%	66,3%	101	100,0%	P = 0,092
Âge	<25 ans	0,0%	100,0%	5	100,0%	$X^2 = 3,248$
	25 - 40 ans	37,2%	62,8%	78	100,0%	DL = 2
	40 - 55 ans	27,8%	72,2%	18	100,0%	P = 0,197
	Total	33,7%	66,3%	101	100,0%	
Statut	primaire	37,0%	63,0%	81	100,0%	$X^2 = 0,765$
	secondaire	20,0%	80,0%	20	100,0%	DL = 1
	Total	33,7%	66,3%	101	100,0%	P = 0,382

Q3.13. Si oui, quelle était la raison ?

Les enseignants qui reconnaissent avoir été confrontés à la corruption à l'école indexent les raisons suivantes :

- inscrire un enfant à l'école (88,2%) ;
- faire passer un enfant en classe supérieure (17,6%) ;
- faire réussir un enfant à un examen ou à un concours (8,8%).

Naturellement, on note quelques variations dans les réponses des différentes catégories de répondants concernant tel ou tel domaine de pratique de la corruption. Par exemple, la totalité (100%) des femmes et des enseignants de 40-55 ans affirment avoir été impliqués dans la corruption pour l'inscription d'un enfant à l'école. Mais ces différences ne sont pas de nature à rompre l'équilibre constaté dans les réponses des enseignants de diverses catégories.

Le tableau n°72 indique les raisons ou domaines d'implication personnelle des enseignants dans la corruption à l'école.

Tableau n° 72 : Domaines d'implication personnelle dans la corruption à l'école						
		Si oui, quelle était la raison ?				
		Pour inscrire un enfant à l'école	Pour faire passer un enfant en classe supérieure	Pour faire réussir un enfant à un examen ou à un concours	Total	
					N	%
Sexe	masculin	87,1%	16,1%	9,7%	31	100,0%
	Féminin	100,0%	33,3%	0,0%	3	100,0%
	Total	88,2%	17,6%	8,8%	34	100,0%
	P =	0,508	0,455	0,573		
Âge	<25 ans	-	-	-	0	100,0%
	25 - t 40 ans	86,2%	20,7%	10,3%	29	100,0%
	40 - 55 ans	100,0%	0,0%	0,0%	5	100,0%
	Total	88,2%	17,6%	8,8%	34	100,0%
	Signification p =	0,377	0,262	0,451		
Statut	primaire	90,0%	20,0%	6,7%	67	100,0%
	secondaire	75,0%		25,0%	18	100,0%
	Total	88,2%	17,6%	8,8%	85	100,0%
	Signification p =	0,382	0,324	0,225		

Q4.1. Seriez-vous d'avis que l'éducation est la réponse appropriée contre la crise des valeurs morales, éthiques et civiques de la société ?

La majorité des enseignants disent qu'ils sont tout à fait d'avis (67,3%) ou un peu d'avis (29,3%) que l'éducation est une réponse appropriée à la crise des valeurs morales, éthiques et civiques de notre société. Ces réponses ne diffèrent pas beaucoup selon le sexe, l'âge ou le statut pédagogique des enseignants (Voir tableau n°73).

Tableau n° 73 : l'éducation comme réponse appropriée contre la crise des valeurs morales, éthiques et civiques de la société

		Seriez-vous d'avis que l'éducation est la réponse appropriée contre la crise des valeurs morales, éthiques et civiques ?						
		Tout à fait d'avis	Un peu d'avis	Pas du tout d'avis	Sans opinion	Total		Signification
						N	%	
Sexe	masculin	67,5%	28,9%	2,4%	1,2%	83	100,0%	$X^2 = 0,749^a$ DL = 3 P = 0,862
	féminin	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%	18	100,0%	
	Total	67,3%	29,7%	2,0%	1,0%	101	100,0%	
Âge	<25 ans	60,0%	40,0%			5	100,0%	$X^2 = 10,110$ DL = 6 P = 0,120
	25 - 40 ans	67,9%	30,8%		1,3%	78	100,0%	
	40 - 55 ans	66,7%	22,2%	11,1%		18	100,0%	
	Total	67,3%	29,7%	2,0%	1,0%	101	100,0%	
Statut	primaire	65,4%	30,9%	2,5%	1,2%	81	100,0%	$X^2 = 1,145$ DL = 3 P = 0,766
	secondaire	75,0%	25,0%			20	100,0%	
	Total	67,3%	29,7%	2,0%	1,0%	101	100,0%	

Près des trois quarts (73,0%) justifient leur réponse (positive) par le fait que l'éducation transmet des valeurs, ce qui a donc pour effet de remplir ce vide créé par la crise voire la perte de ces valeurs. Mais, ils mettent en garde les optimistes, qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle éducation. La moitié (52%) des enseignants disent en effet que tout dépend de l'éducation donnée ou reçue. Vu la très faible proportion (3%) de ceux qui n'ont pas la possibilité pour l'éducation de contribuer à lutter contre la crise des valeurs morales, on peut considérer que la réserve provient essentiellement de cette majorité qui croient aux vertus curatives de l'éducation. Un bon tiers (36%) des répondants précisent que l'éducation seule ne suffit pas. Une remarque tout à fait compréhensible, quand on sait, de la bouche des enseignants entretenus en focus group, que si la famille et l'ensemble de la société ne pratiquent pas les valeurs professées, les enfants ne peuvent que les piétiner à leur tour pendant leur jeunesse comme à l'âge adulte.

Le tableau n°74 donne les diverses opinions sur les raisons pour lesquelles et les conditions dans lesquelles l'éducation peut contribuer à lutter contre la perte des valeurs morales, éthiques et civiques dans la société.

Tableau n° 74 : Justification des réponses concernant le rôle de l'éducation dans la résolution de la crise des MEC

		Pouvez-vous justifier votre réponse ?						Total	
		L'éducation transmet des valeurs	Tout dépend de l'éducation donnée ou reçue	L'éducation seule ne suffit pas	L'éducation ne peut rien changer	Autre (éduquer autorité, Intégrer valeur)	Total		
							N	%	
Sexe	masculin	70,7%	51,2%	37,8%	2,4%	1,2%	82	100,0%	
	féminin	83,3%	55,6%	27,8%	5,6%	5,6%	18	100,0%	
	Total	73,0%	52,0%	36,0%	3,0%	2,0%	100	100,0%	
	P =	0,275	0,0739	0,422	0,483	0,234			
Âge	<25 ans	80,0%	20,0%	40,0%			5	100,0%	
	25 - 40 ans	75,3%	57,1%	35,1%	2,6%	2,6%	77	100,0%	
	40 - 55 ans	61,1%	38,9%	38,9%	5,6%		18	100,0%	
	Total	73,0%	52,0%	36,0%	3,0%	2,0%	100	100,0%	
	P =	0,443	0,128	0,937	0,740	0,737			
Statut	primaire	70,0%	50,0%	37,5%	3,8%	2,5%	81	100,0%	
	secondaire	85,0%	60,0%	30,0%			20	100,0%	
	Total	73,0%	52,0%	36,0%	3,0%	2,0%	101	100,0%	
	P =	0,177	0,423	0,532	0,379	0,475			

Q4.3. Pensez-vous que les valeurs enseignées contribuent à la lutte contre la corruption ?

Très logiquement et conséquemment à l'opinion majoritaire que l'éducation est une réponse appropriée à la crise des valeurs MEC, une bonne majorité (70,3%) des enseignants pensent que les valeurs enseignées contribuent à la lutte contre la corruption. Cela représente un signe encourageant, en même temps qu'une sorte d'engagement de ces répondants à faire de leur enseignement, un outil pour combattre le fléau de la corruption.

Le tableau n°75 montre cet optimisme pédagogique.

Tableau n° 75 : Contribution des valeurs enseignées à la lutte contre la corruption							
		Pensez-vous que les valeurs enseignées contribuent à la lutte contre la corruption ?					Signification
		oui	non	ne sais pas	Total		
					N	%	
Sexe	masculin	68,7%	30,1%	1,2%	83	100,0%	$X^2 = 3,381$ DL = 2 P = 0,184
	féminin	77,8%	22,2%		18	100,0%	
	Total	70,3%	28,7%	1,0%	101	100,0%	
Âge	<25 ans	40,0%	60,0%		5	100,0%	$X^2 = 4,216$ DL = 4 P = 0,378
	25 - 40 ans	74,4%	24,4%	1,3%	78	100,0%	
	40 - 55 ans	61,1%	38,9%		18	100,0%	
	Total	70,3%	28,7%	1,0%	101	100,0%	
Statut	primaire	74,1%	24,7%	1,2%	81	100,0%	$X^2 = 3,381$ DL = 2 P = 0,184
	secondaire	55,0%	45,0%		20	100,0%	
	Total	70,3%	28,7%	1,0%	101	100,0%	

Q4.4. Si non à (Q4.3), pourriez-vous justifier votre réponse ?

La minorité (29,7% = 30 répondants) des enseignants qui ne croient pas que l'éducation puisse jouer un rôle dans la crise des valeurs morales, éthiques et civiques justifient leurs réponses comme suit :

- les gens ne croient plus aux valeurs morales (56,7%) ;
- les gens n'écoutent pas leur conscience (50,0%) ;
- la cupidité est plus forte que la morale (50,0%) ;
- les gens n'ont plus peur de Dieu (36,7%) ;
- autres (gain facile, non-respect des valeurs = 6,7%).

Le fait que les gens ne croient plus aux valeurs morales ou à la crise des valeurs morales est la cause principale du scepticisme vis-à-vis de la capacité de l'éducation à revaloriser ces valeurs. Les autres réponses corroborent cette position fondamentale, la non croyance aux valeurs se fondant sur l'étouffement de la conscience qui, à coup sûr, ne manque pas

d'interpeller les malfrats, lesquels sont davantage guidés par la cupidité, Dieu, dont la crainte fonctionnait dans les sociétés traditionnelles, comme le gendarme aujourd'hui par rapport au respect de la loi (la crainte du gendarme est le début de la sagesse, dit-on). Ce que les répondants mentionnent comme « autre » s'intègre aisément dans la troisième et première réponses.

Le tableau n°76 indique les raisons qui font douter de l'efficacité de l'éducation dans la lutte contre la crise des valeurs.

		Si non, pouvez-vous justifier votre réponse ?						Total	
		Les gens n'écourent pas leur conscience	La cupidité est plus forte que la morale	Les gens ne croient plus aux valeurs morales	Les gens n'ont plus peur de Dieu	Autre (gain facile, non-respect valeur	N	%	
Sexe	masculin	53,8%	53,8%	57,7%	38,5%	7,7%	26	100,0%	
	féminin	25,0%	25,0%	50,0%	25,0%		4	100,0%	
	Total	50,0%	50,0%	56,7%	36,7%	6,7%	30	100,0%	
	P =	0,283	0,283	0,773	0,603	0,566			
Âge	<25 ans	66,7%		33,3%			3	100,0%	
	25 -40 ans	40,0%	60,0%	60,0%	40,0%	10,0%	20	100,0%	
	40 - 55 ans	71,4%	42,9%	57,1%	42,9%		7	100,0%	
	Total	50,0%	50,0%	56,7%	36,7%	6,7%	30	100,0%	
	P =	0,298	0,139	0,685	0,378	0,585			
Statut	primaire	42,9%	52,4%	47,6%	38,1%	9,5%	21	100,0%	
	secondaire	66,7%	44,4%	77,8%	33,3%		9	100,0%	
	Total	50,0%	50,0%	56,7%	36,7%	6,7%	30	100,0%	
	P =	0,232	0,690	0,127	0,804	0,338			

Q4.5 Dans l'éducation des enfants qui vous entourent, les mettez-vous en garde contre la pratique de la corruption ?

Pratiquement tous les parents (99%) affirment mettre leurs enfants en garde contre la corruption. Un seul répondant, homme du primaire, dit ne pas le faire, parce que, dit-il, ça ne sert à rien (Voir les tableaux n°77 et n°78).

Naturellement, on ne pouvait s'attendre à des différences entre les répondants de différentes catégories.

Tableau n° 77 : Mise en garde des enfants contre la pratique de corruption à l'école						
		Dans l'éducation de vos enfants, les mettez-vous en garde contre la pratique de la corruption ?				
		oui	non	Total		Signification
				N	%	
Sexe	masculin	98,8%	1,2%	83	100,0%	$X^2 = 0,219$
	féminin	100,0%		18	100,0%	DL = 1
	Total	99,0%	1,0%	101	100,0%	P = 0,640
Âge	<25 ans	100,0%		5	100,0%	$X^2 = 4,657$
	25 -40 ans	100,0%		78	100,0%	DL = 2
	40 - 55 ans	94,4%	5,6%	18	100,0%	P = 0,097
	Total	99,0%	1,0%	101	100,0%	
Statut	primaire	98,8%	1,2%	81	100,0%	$X^2 = 0,249$
	secondaire	100,0%		20	100,0%	DL = 1
	Total	99,0%	1,0%	101	100,0%	P = 0,618

Tableau n° 78: Raisons de la non mise en garde des enfants contre la pratique de la corruption							
		Si non, pourquoi ?					
		1*	2*	3*	Total		Signification
					N	%	
Sexe	masculin	100,0%			1	100,0%	Aucune
	féminin						
	Total						
Âge	<25 ans						Aucune
	25 -40 ans						
	40 - 55 ans	100,0%			1	100,0%	
	Total						
Statut	primaire	100,0%			1	100,0%	Aucune
	secondaire						
	Total						

*1= ça ne sert à rien ; 2 = je ne sais pas comment faire ; 3= autre

8.4 *Perspective d'enseignement des valeurs contre la corruption*

Pour avoir une idée de la contribution de l'éducation à la lutte contre la corruption, les enquêteurs ont voulu savoir :

- ✓ si les parents parlaient des valeurs avec leurs enfants ;
- ✓ quelles étaient les principales valeurs que l'école ou la société devait inculquer aux enfants et aux jeunes ;
- ✓ si les enseignants incluaient dans leurs enseignements aux élèves la lutte contre la corruption ;
- ✓ si les enseignants avaient été préparés, au cours de leur formation initiale ou continue, à enseigner la lutte contre la corruption aux élèves ;
- ✓ si les programmes prévoyaient expressément la lutte contre la corruption ;
- ✓ si non, fallait-il enseigner la lutte contre la corruption ;
- ✓ et si oui, sur quoi fallait-il mettre l'accent.

Q5.1. Parlez-vous des valeurs avec vos élèves ?

Les enseignants disent que les parents parlent à leurs enfants des valeurs souvent (63,4%) ou de temps en temps (34,7%). Très peu (2%) en parlent rarement et personne jamais. Les hommes, les enseignants les plus âgés et ceux qui interviennent au secondaire sont un peu plus nombreux que les autres, à dire qu'ils parlent souvent des valeurs avec les enfants. Mais, les différences ne s'avèrent pas significatives et pourraient s'expliquer par la réserve qu'affichent, en général, les autres catégories de répondants : femmes, jeunes et instituteurs.

Le tableau n°79 indique la fréquence avec laquelle les parents échangent avec leurs enfants, selon les enseignants interrogés.

Tableau n° 79 : Fréquence des échanges sur les valeurs avec les enfants

		Parlez-vous des valeurs avec vos enfants ?						Signification
		Souvent	De tps en temps	Rarement	Jamais	Total		
						N	%	
Sexe	masculin	66,3%	32,5%	1,2%		83	100,0%	$X^2 = 2,637$ DL = 2 P = 0,267
	féminin	50,0%	44,4%	5,6%		18	100,0%	
	Total	63,4%	34,7%	2,0%		101	100,0%	
Âge	<25 ans	80,0%		20,0%		5	100,0%	$X^2 = 10,923$ DL = 4 P = 0,027
	25 - 40 ans	61,5%	37,2%	1,3%		78	100,0%	
	40 - 55 ans	66,7%	33,3%			18	100,0%	
	Total	63,4%	34,7%	2,0%		101	100,0%	
Statut	primaire	61,7%	35,8%	2,5%		81	100,0%	$X^2 = 0,823$ DL = 2 P = 0,663
	secondaire	70,0%	30,0%			20	100,0%	
	Total	63,4%	34,7%	2,0%		101	100,0%	

Q5.2. Si oui, quelles valeurs privilégiez-vous avec vos élèves ?

Ceux qui disent parler souvent ou de temps en temps avec leurs enfants des valeurs font savoir que ces échanges portent sur les valeurs suivantes, classées ici selon la proportion des choix des répondants. Il s'agit de :

1. l'honnêteté (97,0%) ;
2. l'ardeur au travail (90,9%) ;
3. la politesse (83,8%) ;
4. la solidarité (71,7%) ;
5. la réussite (67,7%) ;
6. autre (5,0%).

Au regard de ce classement, on peut dire que les valeurs privilégiées lors des échanges entre pères et enfants sont celles qui valorisent l'individu d'abord, de façon intrinsèque, vis-à-vis de lui-même et ensuite vis-à-vis des autres : l'honnêteté, l'ardeur au travail et la politesse ou respect de soi et des autres. La réussite est moins mise en exergue. Sans doute, parce qu'elle ne relève pas à proprement dit du registre des valeurs morales, éthiques et civiques mais, plutôt du registre de ce qu'on appelle valeurs sociales au sens

de ce à quoi les autres accordent de l'importance, même si sa conquête peut s'être effectuée en dehors des valeurs morales. La solidarité, également ne peut plus être considérée comme une valeur sociale, dictée par une valeur plus profonde comme l'amour du prochain.

Le tableau n°80 indique les valeurs privilégiées par les enseignants avec leurs élèves. Il fait apparaître qu'il n'y a aucune différence significative dans les réponses des enseignants quelle que soit la valeur choisie, le sexe, l'âge et le statut pédagogique des répondants.

Tableau n° 80 : Les valeurs privilégiées avec les élèves par les enseignants									
		Si oui, quelles valeurs privilégiez-vous avec vos élèves ?							
		L'honnêteté	La politesse	L'ardeur au travail	La solidarité	La réussite	Autre*	Total	
								N	%
Sexe	masculin	96,3%	82,9%	89,0%	72,0%	65,9%	6,0%	69	100,0%
	féminin	100,0%	88,2%	100,0%	70,6%	76,5%		16	100,0%
	Total	97,0%	83,8%	90,9%	71,7%	67,7%	5,0%	85	100,0%
	P =	0,423	0,588	0,152	0,910	0,394	0,285		
Âge	<25 ans	100,0%	75,0%	100,0%	75,0%	100,0%		4	100,0%
	25 -t 40 ans	96,1%	84,4%	90,9%	68,8%	68,8%	10,4%	67	100,0%
	40 - 55 ans	100,0%	83,3%	88,9%	83,3%	55,6%	11,1%	14	100,0%
	Total	97,0%	83,8%	90,9%	71,7%	67,7%	10,1%	85	100,0%
	Signification P =	0,643	0,881	0,783	0,464	0,205	0,788		
Statut	primaire	6,0%	88,6%	91,1%	73,4%	67,1%	12,7%	67	100,0%
	secondaire		65,0%	90,0%	65,0%	70,0%		18	100,0%
	Total	5,0%	83,8%	90,9%	71,7%	67,7%	10,1%	85	100,0%
	Signification P =	0,565	0,010	0,874	0,455	0,804	0,093		

* Autre = Amour patrie, civisme, crainte de Dieu, discipline, respect bien commun, respect des biens, sens devoir, tolérance.

Q5.5. Au cours de votre formation (initiale ou continue) avez-vous été préparés à enseigner la lutte contre la corruption aux élèves ?

Au cours de la formation aussi bien initiale que continue, très peu (17,8%) d'enseignants ont été préparés à enseigner la lutte contre la corruption, comme l'indique le tableau 81 ci-après.

Une relative plus grande proportion (25%) d'enseignants du secondaire, disent avoir reçu une formation, sans que pour autant cette différence s'avère significative (P = 0,349). Il reste qu'on ne peut que se réjouir du fait qu'au moins un quart des enseignants du secondaire reçoive une formation en lutte anti-corruption, étant donné, que c'est sans doute plus

au niveau du secondaire que cet enseignement est plus assimilé par ses cibles, les élèves du post-primaire.

Tableau n° 81 : Préparation au cours de la formation à enseigner la lutte contre la corruption aux élèves						
		Au cours de votre formation (initiale ou continue) avez-vous été préparés à enseigner la lutte contre la corruption aux élèves ?				
Statut		oui	non	Total		Signification
				N	%	
		primaire	16,0%	84,0%	81	100,0%
secondaire	25,0%	75,0%	20	100,0%	DL = 1	
Total	17,8%	82,2%	101	100,0%	P = 0,349	

Q5.6. Les programmes prévoient-ils expressément la lutte contre la corruption ?

Qu'il s'agisse du primaire ou du secondaire, les programmes scolaires ne prévoient pas expressément de lutte contre la corruption. C'est ce qu'affirment 81,2% des enseignants dont 81,5% du primaire et 80% du secondaire. Il n'y a pratiquement aucune différence dans cette affirmation, signe qu'il s'agit d'un problème global de tout le système éducatif.

Le tableau n°82 indique l'absence de prévision d'enseignement anti-corruption dans les programmes scolaires.

Tableau n° 82 : Prévision expresse de la lutte contre la corruption dans les programmes						
		Les programmes prévoient-ils expressément la lutte contre la corruption ?				
Statut de l'enseignant		Oui	Non	Total		Signification
				N	%	
		primaire	18,5%	81,5%	81	100,0%
secondaire	20,0%	80,0%	20	100,0%	DL = 1	
Total	18,8%	81,2%	101	100,0%	P = 0,879	

Cette absence d'enseignement anti-corruption est ressentie par la

quasi-totalité (99%) des enseignants comme une lacune à combler. De ce fait, il n'y a pas de différence significative entre les répondants même si on note que la totalité (100%) des femmes, des jeunes de moins de 40 ans et les enseignants du secondaire se prononcent en faveur de l'enseignement de la lutte anti-corruption. Leur relative faible représentation numérique pourrait expliquer cette unanimité et sa non-significativité statistique.

Le tableau n°83 indique le vif désir des enseignants d'avoir dans les programmes un module sur la lutte contre la corruption.

Tableau n° 83 : Nécessité ou non d'enseigner la lutte contre la corruption dans les écoles						
		Si non, selon vous, dans les écoles, faut-il enseigner la lutte contre la corruption ?				
		oui	non	Total		Signification
				N	%	
Sexe	masculin	98,8%	1,2%	83	100,0%	$X^2 = 0,219$
	féminin	100,0%		18	100,0%	DL = 1
	Total	99,0%	1,0%	101	100,0%	P = 0,640
Âge	<25 ans	100,0%		5	100,0%	$X^2 = 4,657$
	25 - 40 ans	100,0%		78	100,0%	DL = 2
	40 - 55 ans	94,4%	5,6%	18	100,0%	P = 0,640
	Total	99,0%	1,0%	101	100,0%	
Statut	primaire	98,8%	1,2%	81	100,0%	$X^2 = 0,249$
	secondaire	100,0%		20	100,0%	DL = 1
	Total	99,0%	1,0%	101	100,0%	P = 0,618

Les trois principales valeurs sur lesquelles le module sur la lutte contre la corruption devrait mettre l'accent sont :

1. l'honnêteté (68,0%) ;
2. le patriotisme (25,0%) ;
3. le travail (7,0%).

Les réponses ne diffèrent pas de beaucoup selon les catégories d'enseignants, même si l'on note que les femmes sont relativement plus nombreuses (83,3%) que les hommes (64,6%) à vouloir mettre l'accent sur l'honnêteté, ce, pendant que les hommes sont beaucoup plus nombreux (-29,3%) que les femmes (5%) à placer le patriotisme en deuxième position dans le choix des valeurs à privilégier.

Le tableau n°84 indique les valeurs sur lesquelles les enseignants souhaitent que le module sur la lutte contre la corruption mette l'accent.

Tableau n° 84 : Actions pour renforcer le programme scolaire de lutte contre la corruption							
		Si oui, sur quoi faudrait-il mettre l'accent ?					
		L'honnêteté	Le patriotisme	Le travail	Total		Signification
					N	%	
Sexe	masculin	64,6%	29,3%	6,1%	69	100,0%	$X^2 = 4,609$ DL = 2 P = 0,100
	féminin	83,3%	5,6%	11,1%	16	100,0%	
	Total	68,0%	25,0%	7,0%	85	100,0%	
Âge	<25 ans	80,0%		20,0%	5	100,0%	$X^2 = 2,799$ DL = 4 P = 0,592
	25 -t 40 ans	66,7%	26,9%	6,4%	78	100,0%	
	40 - 55 ans	70,6%	23,5%	5,9%	17	100,0%	
	Total	68,0%	25,0%	7,0%	100	100,0%	
Statut	primaire	67,5%	23,8%	8,8%	80	100,0%	$X^2 = 2,015$ DL = 2 P = 0,365
	secondaire	70,0%	30,0%		20	100,0%	
	Total	68,0%	25,0%	7,0%	100	100,0%	

8.5. Suggestions/recommandations

Q6.1 Auriez-vous des suggestions ou des recommandations à faire pour que la lutte contre la corruption soit efficace à l'école et dans tout le système éducatif ?

Les enseignants enquêtés ont formulé des suggestions et des recommandations pour que la lutte contre la corruption soit efficace à l'école et dans tout le système éducatif. Ces suggestions et recommandations sont répertoriées et classées par ordre d'importance marquée par la proportion des enquêtés qui les proposent dans le tableau n°85.

Le classement fait apparaître ce à quoi tiennent les enseignants :

- lutte contre l'impunité en sanctionnant/punissant ceux qui pratiquent la corruption (54,5%) ;
- sensibilisation et formation de la population (54,5%) ;

- intégration de la lutte contre la corruption dans le programme éducatif (54,5%) ;
- amélioration des conditions des acteurs de l'éducation (20,8%).

Tableau n° 85 : Suggestions/recommandations pour l'efficacité de la lutte contre la corruption à l'école

N°	Suggestions/Propositions	Effectifs Total = 101	Pourcentage
1	Sanctionner ou punir ceux qui pratiquent la corruption	55	54,5
1bis	Sensibiliser et former la population	55	54,5
1ter	Intégrer la lutte contre la corruption dans le programme éducatif	55	54,5
4	Améliorer les conditions des acteurs de l'éducation	21	20,8
5	Former les enseignants en techniques de lutte contre la corruption	17	16,8
6	Indépendance de la justice	16	15,8
7	Améliorer les conditions des populations	14	13,9
8	Lutte contre la vie chère, la pauvreté	13	12,9
9	Eduquer, enseigner les élèves, les enfants à la lutte contre la corruption	9	8,9
10	Augmenter les infrastructures scolaires	6	5,9
10bis	Autres	6	5,9
10ter	Impliquer les leaders politiques dans la lutte	6	5,9
10quator	Elaboration, application et respect des lois, des textes	6	5,9
14	L'amour du travail et l'honnêteté	4	4
15	Indépendance de la justice	2	2
15bis	L'égalité pour tous	2	2

8.6 *Résumé et conclusion*

1. *Caractéristiques des enseignants interrogés*

Les enseignants enquêtés, tout en étant également répartis dans les cinq provinces retenues à cet effet, se caractérisent par la prédominance de ceux de sexe masculin, d'âge intermédiaire et du primaire, une distribution qui rend hypothétique une inférence de signification statistique aux diverses réponses obtenues, sans manquer pour autant d'intérêt pour la réflexion et une éventuelle recherche approfondie.

2. *Perception et pratique des valeurs morales, éthiques et civiques*

Pour ces enseignants, les valeurs qui régissaient nos sociétés traditionnelles étaient marquées par la prégnance et la prédominance de la crainte de Dieu, censé intervenir pour sanctionner les violations des valeurs morales, religieuses et sociales entretenaient entre elles des liens en référence à cette transcendance divine.

Venaient ensuite, mais aussi en étroite relation avec la crainte de Dieu, l'honnêteté, le respect des anciens et des ancêtres, intermédiaires entre la communauté et la divinité et la solidarité, sans doute, dictée par le sentiment d'une origine commune humaine et transcendante.

La société moderne actuelle ne fait plus référence à Dieu, aux ancêtres et anciens. Elle se réfère davantage, à ce qui lui permet de gérer les comportements et intérêts, individuels divers, voire divergents. Est mise en avant la valeur "sécurité" entendue au sens large du terme (physique, sociale, alimentaire et économique). Elle est suivie par les valeurs "justice", "liberté", intérêt général et "réussite sociale".

C'est donc, d'une certaine manière, à juste titre que l'on peut parler de perte des valeurs dans cette nouvelle société, selon la très grande majorité (94,0%) des enseignants. Les raisons de cette perte tiennent surtout, au fait que les anciennes valeurs ont cédé le pas à la prééminence de l'argent, devenu valeur suprême, destituant au passage le respect des anciens, le respect du bien commun, de la parole donnée, de la vie et promouvant le vol. A cela il faut ajouter le manque d'éducation des enfants, la politique et la pauvreté

Au regard de cette situation de perte de valeurs, les enseignants, dans leur très grande majorité, estiment que les burkinabé ne méritent pas du tout ou très peu, le qualificatif d'hommes intègres, cette critique étant plus accentuée dans les régions de l'Est, de l'Ouest/Sud-Ouest et du Sahel, régions un peu excentriques et moins soumises à la pression de l'urbanisation par rapport à la capitale, foyer de changements rapides

La perte des valeurs morales remonte, non pas à la colonisation comme on aurait pu s’y attendre, mais plutôt après la révolution démocratique et populaire (RDP) qui, précisément, avait choisi de rebaptiser le pays, Haute-Volta en Pays des hommes intègres, Burkina Faso, à partir des années 90. Un fait que confirment les différents rapports nationaux comme internationaux sur l’état de la corruption au Burkina Faso dans le contexte mondial.

Au niveau des lieux de travail, il existe des textes réglementaires éthiques, selon la très grande majorité (94,1%) des enseignants. Mais de l’avis de la moitié de ceux-ci, ces règles éthiques ne sont pas respectées, les femmes étant près de deux fois plus nombreuses que les hommes, à dire qu’elles le sont. L’explication de ce non-respect des règles éthiques des lieux de travail est que ces règles n’intéressent personne et qu’en tout état de cause leur respect ne paie pas.

Moins de 15% des enseignants pensent que les burkinabé font preuve de civisme en s’acquittant de leurs impôts, en respectant les autorités et les feux de circulation. La grande majorité (85,1%) des enseignants, qui créditent les burkinabé de peu de civisme, expliquent cet incivisme par le fait que ceux-ci ne se sentent pas concernés par le bien commun, que les autorités publiques ne méritent pas le respect ou qu’ils sont mal éduqués.

Pour les enseignants, les principaux éléments du civisme sont le respect des biens publics, l’amour de la patrie et le respect des lois. La connaissance des institutions est classée en dernière position, alors qu’elle est la base même du civisme. Ce classement, tout comme l’écart entre l’amour de la patrie et la défense de celle-ci qui devraient aller de pair, laisse perplexe, quant à une bonne compréhension du civisme par les enseignants.

3. La situation de corruption : perception et pratiques

La très grande majorité (91%) des enseignants estiment que les burkinabé sont de plus en plus corrompus, les hommes étant beaucoup plus critiques que les femmes. Ces appréciations sont en conformité avec celles portant sur la perte des valeurs constatées par 94% des répondants. Une corruption qui se manifeste, essentiellement, par des pots-de-vin et dessous de table, ainsi que par le vol, le détournement.

La moitié des enseignants répondants avouent avoir été personnellement impliqués dans une affaire de corruption, de façon ressentiment passive. Ils l’ont été pour s’en sortir et parce que c’est le système.

Comme pour la perte des valeurs morales, éthiques et civiques, la très grande majorité (96%) des enseignants situent l’émergence de la corruption à partir des années 90, après la ‘révolution’. Est-ce dû au fait que la période

“révolutionnaire” avait mis très haut la barre de l’intégrité en rebaptisant la Haute-Volta, Burkina Faso ou pays des hommes intègres ?

Les avis des enseignants sont partagés sur l’interprétation à faire du dicton africain selon lequel « *on ne va pas chez le chef les mains vides* ». Pour une partie (45,5%), ce dicton se réfère simplement à un savoir-vivre et au respect dû au chef, ce pendant que pour une autre partie c’est une invite à corrompre le chef pour obtenir ce qu’on cherche auprès de lui (39,66%) et aussi une invite à corrompre les agents publics (14,9%).

Les enseignants reconnaissent avoir déjà fait des cadeaux à un agent public ou un élu, un geste que la moitié d’entre eux expliquent par une marque de considération envers l’agent ou l’élu et l’autre moitié par la recherche d’un avantage ou un geste sans arrière-pensée.

Très peu (13,9%) d’enseignants nient l’existence de la corruption à l’école, même si ceux qui en reconnaissent l’existence en minimisent l’ampleur (56%). La corruption à l’école se manifeste essentiellement par le fait de soudoyer le chef d’établissement pour inscrire son enfant (95,3%), soudoyer un enseignant pour obtenir une bonne note pour son enfant (56,5%), soudoyer des examinateurs pour que son enfant réussisse à un examen (37,6%) ou soudoyer un membre de l’APE en vue d’un avantage (36,5%). La différence notable dans les réponses se situe au niveau du statut pédagogique et le fait de soudoyer un enseignant pour obtenir une bonne note pour son enfant, les enseignants du secondaire étant deux fois plus nombreux (83,3%), que ceux du primaire (42,3%), à mentionner cette pratique de corruption.

Les deux tiers des enseignants disent avoir déjà été impliqués dans la pratique de corruption à l’école, essentiellement (88,2%), pour inscrire un enfant à l’école.

4. Perception de la relation entre éducation et corruption

Presque tous les enseignants sont d’avis que l’éducation est une réponse appropriée à la crise des valeurs morales, éthiques et civiques que connaît la société. Pour l’excellente raison qu’elle transmet des valeurs et, donc, contrebalance la perte de valeurs déplorée. Encore que, avertissent-ils, il ne s’agit pas de n’importe quelle éducation. Il s’agit de celle qui enseigne les valeurs anti-corruption, lesquelles contribuent effectivement à la lutte contre la corruption.

La réserve, que quelques enseignants émettent sur l’efficacité des valeurs enseignées à lutter contre la corruption, s’explique par le fait que les gens ne croient plus aux valeurs morales (56,7%), n’écourent pas leur conscience (50,0%), n’ont plus peur de Dieu (36,7%) et que la cupidité est

plus forte que la morale (50,0%).

5. Perspective d'enseignement des valeurs contre la corruption

La quasi-totalité des enseignants affirment parler souvent (62,4%) ou de temps en temps (34,7%), des valeurs avec leurs enfants, notamment les hommes, les enseignants les plus âgés et ceux intervenant au secondaire.

Les valeurs les plus évoquées sont l'honnêteté (97,0%), l'ardeur au travail (90,9%) et la politesse (83,8%), la réussite étant moins évoquée (67,7%), ce qui pourrait a priori surprendre de la part de professionnels de la performance, de la réussite mais pourrait s'expliquer par le fait qu'il s'agit plus d'une valeur sociale que d'une valeur morale.

Mais, la plupart (82,2%) des enseignants n'ont pas été outillés au cours de leur formation, aussi bien initiale que continue pour enseigner la lutte contre la corruption. Les programmes scolaires, non plus ne prévoient pas expressément la lutte contre la corruption, selon 81,2% des enseignants.

On comprend que pratiquement tous les enseignants (99%) demandent (exigent) que l'on enseigne la lutte contre la corruption dans les écoles. Et cela, en mettant l'accent essentiellement sur l'honnêteté (68), bien plus que le patriotisme (25%) ou le travail (7%).

6. Suggestions/recommandations

Les enseignants ont fait une quinzaine de suggestions et de recommandations dont les quatre principales mesurées au nombre d'émetteurs sont : (1) la lutte contre l'impunité en sanctionnant/punissant ceux qui pratiquent la corruption (54,5%), (2) la sensibilisation et formation de la population (54,5%), (3) l'intégration de la lutte contre la corruption dans le programme éducatif (54,5%) et (charité bien calculée ?) l'amélioration des conditions des acteurs de l'éducation (20,8%).

Chapitre IX. Des résultats de l'enquête auprès des élèves

9.1 Perception et pratique des valeurs MEC

Q21 : as-tu déjà entendu parler des valeurs morales traditionnelles des Burkinabé ?

Comme l'indique bien le tableau n°86 ci-dessous, nombreux (près de 87%) sont les élèves des écoles primaire et post-primaire qui ont entendu parler des valeurs morales traditionnelles des burkinabé, soit beaucoup (52,4%), soit un peu (36,6%). Seulement, 11,3 % des enquêtés déclarent n'avoir jamais entendu parler desdites valeurs. Cette proportion devient près de trois fois (30%) plus grande dans les régions du Centre et du Centre sud. Par ailleurs, on note que les élèves qui ont beaucoup entendu parler des valeurs morales traditionnelles proviennent des régions du Nord (84,8%) et de l'Est (79,5%), les élèves du Sahel (17,5%) et du Centre/Centre-Sud (34,8%) étant les moins nombreux à dire avoir beaucoup entendu parler de ces valeurs. La région du Centre/Centre-Sud est également celle où près d'un enfant sur trois (30%) dit n'avoir jamais entendu parler des valeurs traditionnelles.

On peut se hasarder à expliquer les très fortes proportions d'enfants ayant entendu beaucoup parler des valeurs traditionnelles dans les régions de l'Est et du Nord par le fait qu'il s'agit de régions où la tradition a une forte prégnance sociale, incarnée qu'elle est, dans la chefferie traditionnelle. La faible proportion d'enfants ayant entendu parler des traditions dans la région du Centre-Sud pourrait s'expliquer par le fait qu'il s'agit d'une région relativement plus urbanisée que les autres, avec des populations aspirant à plus de « modernité », le melting-pot ne favorisant pas l'expression et l'enseignement de particularismes culturels.

En dehors de ces différences régionales relativement significatives ($P = 0,000$), les différences entre filles et garçons et élèves du primaire et du post-primaire ne sont pas très importantes, même si les élèves du secondaire sont plus nombreux (58,7%) que ceux du primaire (46,3%), à dire qu'ils ont beaucoup entendu parler des valeurs culturelles traditionnelles.

Tableau n° 86 : information sur les valeurs morales traditionnelles

		As-tu déjà entendu parler des valeurs morales traditionnelles burkinabè?					Signification
		Oui, beaucoup	Oui, un peu	Non, pas du tout	Total		
					N	%	
Région	Centre/Centre Sud	34,8%	34,8%	30,4%	46	100,0%	X ² =79,314
	Est	79,5%	20,5%		39	100,0%	DL=8 P=0,000
	Nord	84,8%	8,7%	6,5%	46	100,0%	
	Ouest/sud-Ouest	43,9%	56,1%		41	100,0%	
	Sahel	17,5%	65,0%	17,5%	40	100,0%	
	Total	52,4%	36,3%	11,3%	212	100,0%	
Sexe	Masculin	51,2%	38,0%	10,7%	121	100,0%	X ² = 1,826
	Féminin	53,8%	34,1%	12,1%	91	100,0%	DL= 2
	Total	52,4%	36,3%	11,3%	212	100,0%	P= 0,401
Cycle	Primaire	46,3%	39,8%	13,9%	108	100,0%	X ² = 3,568
	Post-primaire	58,7%	32,7%	8,7%	104	100,0%	DL= 2
	Total	52,4%	36,3%	11,3%	212	100,0%	P= 0,168

Si oui, par qui ?

D'une façon générale, dans toutes les régions, les élèves ont eu l'occasion d'entendre parler (beaucoup ou un peu) des valeurs morales traditionnelles et ils tiennent leur information des parents (50%) pour certains et de leurs enseignants (48,9%) pour d'autres presque à égalité.

Contrairement à ce, à quoi on pouvait s'attendre au regard du taux élevé d'enfants, affirmant avoir entendu parler des valeurs traditionnelles et de l'hypothèse que cela serait dû à la prégnance de la culture traditionnelle symbolisée par la chefferie traditionnelle, les élèves de l'Est et du Nord reçoivent moins leurs informations de leurs parents (respectivement 38,5% et 45,5%) que de leurs maîtres (respectivement 61,5% et 54,5%). La région de l'Ouest/Sud-Ouest se situe dans le même sillage, 43,9% des élèves de cette région, disant recevoir leurs informations sur les valeurs culturelles traditionnelles des parents et 53,7% les recevoir de leurs maîtres.

Curieusement aussi, les élèves de la région du Centre/Centre-Sud qui

étaient relativement peu nombreux à dire qu'on leur parlait beaucoup des valeurs culturelles traditionnelles sont, de loin, les plus nombreux (72,7%), à dire qu'ils reçoivent leurs informations des parents, démentant par là notre hypothèse précédente que l'urbanisation prégnante, expliquerait cette situation.

Toutefois, les différences constatées ne semblent pas suffisamment significatives pour interpeller à en approfondir les causes ($P = 0,097$).

Les élèves du primaire sont légèrement plus nombreux (52,1%) que ceux du post-primaire (47,9%) à dire qu'ils reçoivent leurs informations sur les valeurs morales de leurs parents, sans que les différences entre les sources d'information des uns et des autres soient significatives ($P = 0,338$).

Le tableau n°87 indique les sources d'information sur les valeurs pour les élèves de différentes régions et des deux cycles.

Tableau n° 87 : Source d'information sur les valeurs morales traditionnelles							
		Si entendu parler des valeurs morales traditionnelles, par qui ?					
		tes parents	tes maîtres	autres	Total		
					N	%	
Région	Centre/Centre Sud	72,7%	27,3%		33	100,0%	$X^2 = 13,451^a$ DL = 8 $P = 0,097$
	Est	38,5%	61,5%		39	100,0%	
	Nord	45,5%	54,5%		44	100,0%	
	Ouest/sud-Ouest	43,9%	53,7%	2,4%	41	100,0%	
	Sahel	54,5%	42,4%	3,0%	33	100,0%	
	Total	50,0%	48,9%	1,1%	190	100,0%	
Cycle	primaire	52,1%	47,9%		109	100,0%	$X^2 = 2,171$ DL = 2 $P = 0,338$
	Post-primaire	47,9%	50,0%	2,1%	81	100,0%	
	Total	50,0%	48,9%	1,1%	190	100,0%	

Q23 : d'après toi, aujourd'hui, parmi les valeurs suivantes quelles sont les cinq valeurs morales les plus importantes que tu retiendrais pour notre pays ?

Le tableau n° 88, ci-dessous, indique les valeurs que les élèves comptent parmi les cinq plus importantes. Sur les quinze mentionnées et classées, ici, par ordre décroissant par rapport à la proportion des choix, on

peut noter que les cinq plus importantes sont :

- le respect de la vie (61,30%) ;
- l'intégrité (57,50%) ;
- le travail (55,70%) ;
- l'amour (49,10%) ;
- la liberté (40,10%).

Tableau n° 88 : les cinq valeurs morales les plus importantes à retenir pour notre pays

Rang	Valeurs	N/212	Pourcentage
1	Le respect de la vie	130	61,30%
2	L'intégrité	122	57,50%
3	Le travail	118	55,70%
4	L'amour	104	49,10%
5	La liberté	85	40,10%
6	La sécurité	83	39,20%
7	La tolérance	57	26,90%
8	La solidarité	55	25,90%
9	La dignité/sens de l'honneur	54	25,50%
10	Le sens du devoir	50	23,60%
11	La responsabilité	40	18,90%
12	L'autonomie	34	16,00%
13	La justice	24	11,30%
13 bis	Le respect des autres	24	11,30%
15	L'honnêteté	14	6,60%

Q24 : on parle parfois de « perte des valeurs » au Burkina Faso, es-tu d'accord avec ceux qui le disent ?

Comme le montre le tableau n°89 ci-après, les élèves, dans leur immense majorité, sont soit totalement d'accord (61%), soit un peu d'accord (27,4%) qu'il y a une perte ou crise des valeurs au Burkina Faso. Seule, une infime minorité (3,3%) ne partage pas cet avis et les autres (8%) sont sans opinion.

Les élèves des régions de l'Est (84,6%) et du Nord (26,1%) sont les plus nombreux à se dire tout à fait d'accord, ceux du Sahel étant les moins nombreux (25%), suivis de loin par ceux du Centre/Centre-Sud (58,7%) et de

l’Ouest/Sud-Ouest (61%).

Tableau n° 89: avis sur la perte ou la crise des valeurs									
		On parle parfois de perte des valeurs ou de crise des valeurs au BF. Es-tu d'accord ?							Signification
		Totalem ^t d'accord	Un peu d'accord	Pas du tout d'accord	Sans opinion	Total			
						N	%		
Région	Centre/Centre Sud	58,7%	28,3%	8,7%	4,3%	46	100,0%	X ² = 84,598	
	Est	84,6%	15,4%			39	100,0%		
	Nord	76,1%	13,0%	2,2%	8,7%	46	100,0%		DL = 12
	O u e s t / s u d - O u e s t	61,0%	9,8%	2,4%	26,8%	41	100,0%	P = 0,000	
	Sahel	25,0%	72,5%	2,5%		40	100,0%		
	Total	61,3%	27,4%	3,3%	8,0%	212	100,0%		
Cycle	primaire	48,1%	31,5%	4,6%	15,7%		100,0%	X ² = 25,143	
	Post-primaire	75,0%	23,1%	1,9%			100,0%	DL = 3	
	Total	61,3%	27,4%	3,3%	8,0%		100,0%	P = 0,000	

Les élèves des régions de l’Est (84,6%) et du Nord (74,1%) sont les plus nombreux à dire qu’ils sont, tout à fait, d’accord qu’il y a une perte des valeurs. Les élèves du Sahel sont, en contraste, beaucoup moins nombreux que les autres à être tout à fait d’accord (25%), tout en étant les plus nombreux à se dire un peu d’accord : (72,5%) pour une moyenne de 27,4%. Des différences qui s’avèrent significatives (P = 0,000).

Cette configuration géographique des opinions est conforme à celle constatée plus haut concernant le fait d’entendre parler des valeurs traditionnelles, ce fait renforçant la lecture des changements intervenus dans la société moderne. Comme pour les valeurs traditionnelles, les différences notées à travers les régions indiquent une signification statistique à confirmer par la suite.

On note également que les élèves du post-primaire sont relativement plus nombreux (75%) que ceux du primaire (48,1%) à dire qu’ils sont tout à fait d’accord avec le constat fait de la perte des valeurs morales. Une différence notable (P = 0,000) à mettre, sans doute, au compte de la différence de maturité et d’expérience entre les deux groupes.

Q25 : comment vois-tu cela ?

Ceux qui sont d'accord totalement ou un peu qu'il y a une perte ou crise des valeurs au Burkina Faso justifient leurs réponses en invoquant les faits suivants :

- On vole plus qu'avant (30,8%) ;
- il y a plus de bandits qu'avant (23,6%) ;
- on n'écoute plus les anciens (17,4%) ;
- on ment plus qu'avant (13,8%) ;
- on ne respecte plus les coutumes (12,8%)
- autres (Non-respect des autres, non-respect des lois) (1,5%)

Ces réponses sont répertoriées dans le tableau n°90 ci-dessous.

Il y apparaît que s'il n'y a pas de différences notables entre les élèves des deux cycles, par contre elles existent entre élèves des différentes régions. Ainsi, par exemple, on note que les répondants des régions du Centre/Centre Sud, de l'Est et du Nord mettent en exergue l'accroissement du vol et du banditisme, alors que ceux de l'Ouest/Sud-Ouest se focalisent sur la non-écoute des anciens et le non-respect des coutumes et que ceux du Sahel tout en mettant l'accent sur la recrudescence du vol mettent également en exergue le fait qu'on mente plus, qu'on ne respecte pas les coutumes et qu'on n'écoute plus les anciens. Des différences qui s'avèrent significatives et interpellantes pour des recherches plus approfondies. Par exemple, le fait que les régions du Centre/Centre-Sud, de l'Est et du Nord signalent plus le vol et le banditisme correspond à une réalité socio-géographique, le Centre étant la capitale de toutes sortes de mauvaises pratiques liées à l'urbanisation et à une dynamique de changements socio-économiques rapide, et l'Est et le Nord étant les repères indiqués des bandits de grands chemins en raison de leur éloignement géographique relatif, ce pendant que le Sahel attire les voleurs de bétail qui pourraient même être originaires de la localité.

Tableau n° 90 : Comment vois-tu cette perte ou crise des valeurs ?

		Si réponse 1 et 2 à Q24, (Totalemment et un peu d'accord), comment vois-tu cela?								
		On vole plus qu'avant	Il y'a plus de bandits qu'avant	On ment plus qu'avant	On ne respecte plus les coutumes	On n'écoute plus les anciens	Autres*	Total		Signification
								N	%	
Régions	Centre/ Centre Sud	33,3%	20,0%	4,4%	8,9%	26,7%	6,7%	45	100%	X ² = 54,307 DL = 20 P = 0,000
	Est	30,8%	33,3%	20,5%	2,6%	12,8%		39	100%	
	Nord	31,7%	39,0%	12,2%	12,2%	4,9%		41	100%	
	Ouest/sud-Ouest	16,1%	16,1%	6,5%	29,0%	32,3%		31	100%	
	Sahel	38,5%	7,7%	25,6%	15,4%	12,8%		39	100%	
	Total	30,8%	23,6%	13,8%	12,8%	17,4%	1,5%	195	100%	
Niveau	primaire	20,7%	29,3%	16,3%	13,0%	19,6%	1,1%	92	100%	X ² = 9,693 ^a DL = 5 P = 0,084
	post-primaire	39,8%	18,4%	11,7%	12,6%	15,5%	1,9%	103	100%	
	Total	30,8%	23,6%	13,8%	12,8%	17,4%	1,5%	195	100%	

* Autres = Non-respect des autres, non-respect des lois.

Q26 : selon toi, comment peut-on expliquer « la perte des valeurs » au Burkina Faso ?

La perte des valeurs au Burkina Faso pourrait s'expliquer, selon les élèves répondants par les faits suivants :

- les gens veulent devenir riches rapidement (54,20%) ;
- les jeunes ne sont plus éduqués comme avant (42,9%) ;
- les gens ne vivent plus dans les villages comme avant : changement de mode de vie (42,9%) ;
- c'est la ville (22,6%) ;
- la politique divise les gens sur ce qui est bien (18,9%) ;
- les gens n'ont plus peur des fétiches (16,5%) ;
- autres raisons (autorités ne font pas bien leur travail, culture occidentale, jeunes envient leurs camarades, matériel et argent ont pris le dessus, non-respect de la vie, non-respect des anciens) (6,1%).

Le tableau n° 91 indique les raisons explicatives de la perte ou crise des valeurs au Burkina Faso.

Tableau n° 91 : Explications de « la perte des valeurs » ou encore « la crise des valeurs » au Burkina Faso									
Région	Selon toi, comment peut-on expliquer « la perte des valeurs » ou encore « la crise des valeurs » au Burkina Faso ?								
	Les gens ne vivent plus dans les villages comme avant	C'est la ville	Les gens n'ont plus peur des fétiches	Les gens veulent devenir riches rapidement	On n'éduque plus les jeunes comme avant	La politique divise les gens sur ce qui est bien	Autre raison*	N	%
Centre/Centre Sud	32,6%	8,7%	6,5%	30,4%	30,4%	6,5%	10,9%	46	100%
Est	82,1%	23,1%	43,6%	89,7%	64,1%	46,2%	7,7%	39	100%
Nord	23,9%	30,4%	2,2%	50,0%	23,9%	10,9%	8,7%	46	100%
O u e s t / s u d - Ouest	19,5%	24,4%	26,8%	41,5%	29,3%	17,1%	2,4%	41	100%
Sahel	62,5%	27,5%	7,5%	65,0%	72,5%	17,5%		40	100%
Total	42,9%	22,6%	16,5%	54,2%	42,9%	18,9%	6,1%	212	100%
Signification	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		

*Autres raisons : Autorités ne font pas bien le travail, culture occidentale, jeunes envient leurs camarades, matériel et argent pris le dessus, non-respect de la vie, non-respect des anciens.

La perte des valeurs est ainsi liée à la place prépondérante de l'argent mais, aussi aux mutations observables dans la société et qui font que l'éducation a changé de contenu, le mode de vie traditionnel a évolué sous l'influence de l'école, de la culture occidentale et des médias, et de l'urbanisation. On note, aussi, le rôle néfaste de la politique qui ne fédère pas toujours les énergies positives de la société, la recherche du pouvoir à tout prix prenant le dessus sur tout le reste. Enfin, l'évolution des croyances joue un rôle non négligeable dans la mesure où le monde des esprits, le monde invisible qui régentait la vie sociale tend à être démystifié.

Mais on constate des différences appréciables ($P = 0,00$) dans le poids accordé à tous ces facteurs selon les régions.

Ainsi, le changement de mode de vie est plus indexé dans les régions de l'Est (82,1%) et du Sahel (62,5%) que dans les trois autres régions, en particulier l'Ouest/Sud-Ouest (19,5%), cette dernière région étant moins astreinte à un mode de vie contraignant que les deux autres. La ville est mise en cause plus dans les régions du Nord (30,4%) et de l'Est (27,5%) que dans les autres régions, notamment le Centre/Centre-Sud (8,7%), sans doute en raison de la différence d'urbanisation entre les deux premières et la dernière.

La non-crainte des fétiches est surtout indexée par les élèves de la région de l'Est (43,6%) et, loin derrière, la région de l'Ouest/Sud-Ouest (26,8%) mais, pratiquement ignorée par les répondants du Centre/Centre-Sud (6,5%), des différences à mettre au compte par la différence de prégnance des coutumes dans ces régions.

Le désir d'enrichissement rapide est plus dénoncé dans les régions de l'Est (89,7%) et du Sahel (65,0%) que dans les autres régions, particulièrement le Centre/Centre-Sud (30,4%) qui doit trouver ce désir plutôt normal, l'urbanisation plus accélérée à ce niveau allant de pair avec recherche effrénée de richesse.

Le fait que l'on n'éduque plus les jeunes comme avant est mis en cause plus dans les régions du Sahel (72,5%) et de l'Est (64,1%) que dans les autres régions, celles du Centre/Centre-Sud (30,0%), de l'Ouest/Sud-Ouest (29,3%) et, surtout, du Nord (23,9%).

Le rôle diviseur social de la politique est essentiellement dénoncé par les répondants de l'Est (46,2%) et beaucoup moins par ceux du Centre/Centre-Sud (6,5%), foyer incandescent de l'agitation politique.

Q27 : on dit que le Burkina Faso est « le pays des hommes intègres » qu'est-ce que cela signifie pour toi ?

Selon les élèves interrogés, dire que le Burkina Faso est « le pays des hommes intègres » revient essentiellement à dire que :

- les burkinabé disent toujours la vérité (65,6%) ;
- les burkinabé aiment la justice 56,1%) ;
- les burkinabé sont des gens d'honneur et de parole (51,4%) ;
- les burkinabé ne volent pas (41,5%).

Le tableau n°92 présente les différentes significations que les élèves donnent au terme « hommes intègres » désignant les burkinabé.

Tableau n° 92 : Signification du qualificatif « hommes intègres » donné aux Burkinabè

Région	On dit que le Burkina Faso est « le pays des hommes intègres ». Qu'est-ce que cela signifie pour toi ?						
	Que les Burkinabè ne volent pas	Que les Burkinabè disent toujours la vérité	Que les Burkinabè aiment la justice	Que les Burkinabè sont des gens d'honneur et de parole	Autre raison *	N	%
Centre/Centre Sud	8,7%	34,8%	23,9%	43,5%	15,2%	46	100%
Est	87,2%	100,0%	92,3%	66,7%	7,7%	39	100%
Nord	43,5%	76,1%	63,0%	34,8%	2,2%	46	100%
Ouest/sud-Ouest	41,5%	61,0%	61,0%	56,1%	17,1%	41	100%
Sahel	32,5%	60,0%	45,0%	60,0%	2,5%	40	100%
Total	41,5%	65,6%	56,1%	51,4%	9,0%	212	100%
Signification	0,000	0,000	0,000	0,044	0,000		

* Autres = Autorités ne font pas bien le travail, culture occidentale, Jeunes envient leurs camarades, Les gens n'ont plus peur, matériel et argent ont pris le dessus, non-respect de la vie, non-respect des anciens

Ainsi, dans la représentation des élèves enquêtés, l'intégrité est une valeur que l'on peut concevoir dans son rapport à la vérité, à la justice, à l'honneur et à l'honnêteté.

On note cependant que les élèves mettent plus ou moins l'accent sur ces quatre qualités selon leur région, les différences s'avérant toutes significatives ($P < 0,05$).

La qualité « vérité » est ainsi plus mentionnée par les élèves de la région de l'Est (100%) et du Nord (76,1%) et moins mentionnée par ceux du Centre/Centre-Sud (34,8%). L'amour de la justice est plus mentionné par les élèves de l'Est (92,3%) et beaucoup moins par ceux du Centre/Centre-Sud (23,9%). Le sens de l'honneur est également plus évoqué par les répondants de l'Est (66,7%) et beaucoup moins par ceux du Nord (34,8%). L'honnêteté est beaucoup plus mentionnée par les élèves de l'Est (87,2%) et beaucoup moins par ceux du Centre/Centre-Sud (8,7%). D'une façon générale, on ne

peut pas ne pas être frappé par le fait que les élèves de l'Est se signalent par leur forte adhésion à toutes les qualités/valeurs attachées à la désignation des burkinabé d'hommes intègres. Avec juste raison, on peut s'aventurer à le dire, l'intégrité déployant ses exigences sur une vaste étendue des comportements humains.

Q28 : d'après toi, les Burkinabé méritent –ils d'être appelés « hommes intègres » ?

Les élèves sont plutôt tièdes par rapport à l'intégrité des Burkinabé. Ils sont seulement une minorité (22%) à dire que les burkinabé méritent tout à fait d'être appelés « hommes intègres », la majorité disant qu'ils le méritent un peu (40,2%), voire pas du tout (29,7%).

Les filles sont plus indulgentes que les garçons dans leurs appréciations. Elles sont 26,7% contre 18,5% de garçons à dire que les burkinabé méritent tout à fait d'être appelés « hommes intègres » et 46,7% contre 35,3% des garçons à dire que les burkinabé méritent un peu cette appellation.

Les plus jeunes sont plus indulgents que leurs aînés dans l'appréciation de l'intégrité des burkinabé. 30% des élèves de 10-12 ans et 24% de ceux de 13-15 ans disent que les Burkinabé méritent tout à fait d'être appelés « hommes intègres », contre 15,8% et 13,3% respectivement pour les élèves de 15-17 ans et de plus de 17 ans.

Conséquemment, les élèves du primaire, qui sont aussi les plus jeunes, sont plus nombreux que ceux du secondaire à avoir une appréciation positive de l'intégrité des Burkinabé.

Le tableau n°93 récapitule les justifications des appréciations de l'intégrité des Burkinabé.

Tableau n° 93 : opinions sur l'appellation « Hommes intègres »								
		D'après toi, les burkinabè méritent-ils d'être appelés hommes intègres?						
		Tout à fait	Un peu	Pas du tout	Sans opinion	Total		Signification
						N	%	
Sexe	Masculin	18,5%	35,3%	37,0%	9,2%	119	100,0%	X ² =8,602 DL=3 P=0,035
	Féminin	26,7%	46,7%	20,0%	6,7%	90	100,0%	
	Total	22,0%	40,2%	29,7%	8,1%	209	100,0%	
Niveau	primaire	28,6%	40,0%	20,0%	11,4%	105	100,0%	X ² =13,590 DL=3 P=0,004
	post-primaire	15,4%	40,4%	39,4%	4,8%	104	100,0%	
	Total	22,0%	40,2%	29,7%	8,1%	209	100,0%	
tranche d'âge	Entre 10 et 12 ans	30,8%	40,4%	17,3%	11,5%	52	100,0%	X ² =23,508 DL=9 P=0,005
	Entre 13 et 15 ans	24,3%	40,0%	22,9%	12,9%	70	100,0%	
	Entre 15 et 17 ans	15,8%	45,6%	35,1%	3,5%	57	100,0%	
	Plus de 17 ans	13,3%	30,0%	56,7%		30	100,0%	
	Total	22,0%	40,2%	29,7%	8,1%	209	100,0%	

Q29 : *peux-tu justifier ta réponse ?*

En guise de réponse à cette question, les élèves interrogés justifient leur perception en évoquant la disparition des valeurs (43,1%), la malhonnêteté, le mensonge et les vols (20,7%). L'injustice est très peu évoquée (3,2%). D'autres raisons sont évoquées telles que le manque de solidarité, le manque de dignité, le manque de respect, la méchanceté... Les résultats sont présentés dans le tableau n°94 ci-après.

Tableau n° 94 : perception des raisons de la perte d'intégrité

Régions	Peux-tu justifier ta réponse pour tes réponses ?					
	Disparition ou perte des valeurs	Malhonnêteté, mensonge, vols	injustice	Autres*	N	%
Centre/Centre Sud	30,4%	17,4%	2,2%	50,0%	46	100,0%
Est	51,3%	48,7%			39	100,0%
Nord	62,9%	5,7%	5,7%	25,7%	35	100,0%
Ouest/ Sud-Ouest	51,7%	17,2%	10,3%	20,7%	29	100,0%
Sahel	25,6%	12,8%		61,5%	39	100,0%
Total	43,1%	20,7%	3,2%	33,0%	188	100,0%
Signification	X ² =65,296		DL=12		P=0,000	

* Autres = manque de solidarité, manque de dignité, manque de respect, méchanceté...

La disparition ou perte de l'intégrité est plus avancée par les élèves du Nord (62,9%) et moins par ceux du Sahel (25,6%). La malhonnêteté, le mensonge et le vol sont plus indexés par les élèves de l'Est (48,7%) et beaucoup moins par ceux du Nord (5,7%). L'injustice, dernière raison invoquée pour expliquer la perte de l'intégrité, est plus mentionnée par les élèves de l'Ouest/Sud-Ouest, très peu par ceux du Centre/Centre-Sud (2,2%) et pas du tout par ceux de l'Est. Les différences sont significatives et interpellent pour une recherche approfondie sur leurs fondements respectifs.

Q210 : selon toi, quel est le degré de pratique des valeurs citées dans le tableau suivant ?

Le tableau n°95, ci-après, met en évidence la perception majoritaire des élèves quant à la pratique des valeurs.

Tableau n° 95 : perception du degré de pratique des valeurs					
Valeurs	Selon toi, quel est le degré de pratique des valeurs citées dans le tableau suivant ?				
	Beaucoup	Peu	Pas du Tout	Total	
				N	%
La justice	17,2%	69,6%	13,2%	204	100%
La solidarité	27,0%	64,2%	8,8%	204	100%
L'honnêteté/ L'intégrité	18,6%	63,7%	17,6%	204	100%
Le courage	52,9%	41,7%	5,4%	204	100%
L'hospitalité	46,8%	48,3%	4,9%	204	100%
Le sens du sacré	21,5%	60,5%	18 %	204	100%
La vérité	11,2%	66,8%	22%	204	100%
Le respect du bien public	19,5%	62,0%	18,5%	204	100%
Le travail	54,4%	42,7%	2,9%	204	100%
Le respect des anciens	21,8%	63,1%	15%	204	100%
Le respect de la parole donnée	14,6%	58,3%	27,2%	204	100%
La discipline	22,8%	64,6%	12,6%	204	100%
Signification	X ² =65,296		DL=12	P=0,000	

Ainsi, pour les élèves, les valeurs peuvent être distribuées entre celles qui sont beaucoup pratiquées, celles qui le sont peu et celles qui le sont moins. On note que, pour les élèves, la plupart des valeurs sont peu pratiquées. Il s'agit de la justice, de la solidarité, de l'honnêteté ou de l'intégrité, du sens du sacré, de la vérité, du respect du bien public, du respect des anciens, du respect de la parole donnée et de la discipline. Le travail, le courage et l'hospitalité sont plus crédités de mise en pratique avec respectivement 54,4%, 52,9% et 45,8% de répondants les classant parmi les valeurs beaucoup pratiquées. Ces trois valeurs sont différemment appréciées par les élèves des cinq régions d'enquête. Ainsi, selon les répondants, le courage est beaucoup plus pratiqué au Nord (84,8%) et à l'Est (67,5%) qu'à l'Est (30,8%) ou au Centre/Centre-Sud (37%). L'hospitalité est beaucoup plus pratiquée au Nord (76,1%) et au Sahel (52,5%) et beaucoup moins à l'Est (17,9%). Le travail est une valeur plus pratiquée au Nord (78,3%) et au Sahel (72,5%) et moins à l'Ouest/Sud-Ouest (37,1%) et, surtout, l'Est (30,8%). Toutes les différences s'avèrent significatives (P = 0,000).

Le tableau n°96 montre le degré de pratique des trois principales valeurs indexées dans les différentes régions.

Tableau n° 96 : perception du degré de pratique des trois principales valeurs selon les régions

Régions	Le courage			L'hospitalité			Le travail		
	Beaucoup	Un peu	Pas du tout	Beaucoup	Un peu	Pas du tout	Beaucoup	Un peu	Pas du tout
Centre/Centre Sud	37,0%	56,5%	6,5%	45,7%	52,2%	2,2%	47,8%	45,7%	6,5%
Est	30,8%	61,5%	7,7%	17,9%	69,2%	12,8%	30,8%	69,2%	
Nord	84,8%	13,0%	2,2%	76,1%	23,9%		78,3%	19,6%	2,2%
Ouest/sud-Ouest	39,4%	57,6%	3,0%	35,3%	58,8%	5,9%	37,1%	60,0%	2,9%
Sahel	67,5%	25,0%	7,5%	52,5%	42,5%	5,0%	72,5%	25,0%	2,5%
Total	52,9%	41,7%	5,4%	46,8%	48,3%	4,9%	54,4%	42,7%	2,9%
Signification DL = 8	X ² = 39,291		P = 0,000	X ² = 35,062		P = 0,000	X ² = 34,488		P = 0,000

Q211 : toi-même, quelles sont les valeurs que tu mets le plus en pratique ?

Interrogés sur leur propre pratique des valeurs précitées, les élèves tendent majoritairement à affirmer qu'ils pratiquent, beaucoup, la plupart de ces valeurs à l'exception du sens du sacré et de la parole donnée où les réponses sont mitigées.

Le tableau n°97 ci-après met en évidence la perception majoritaire des élèves quant à leur propre pratique des valeurs.

Tableau n° 97 : perception des élèves quant à leurs propres pratiques des valeurs				
Valeurs	Quel est le degré de ta propre pratique des valeurs citées dans le tableau suivant			
	Beaucoup	Peu	Pas du Tout	Total
La justice	53,8%	44,3%	1,9%	100%
La solidarité	61,3%	37,3%	1,4%	100%
L'honnêteté/ L'intégrité	56,6%	41%	2,4%	100%
Le courage	67,5%	29,7%	2,8%	100%
L'hospitalité	67,9%	30,2%	1,9%	100%
Le sens du sacré	49,3%	41,7%	9 %	100%
La vérité	48,6%	49,5%	1,9%	100%
Le respect du bien public	57,5%	40,6%	1,9%	100%
Le travail	84%	15,1%	0,9%	100%
Le respect des anciens	69,3%	29,2%	1,4%	100%
Le respect de la parole donnée	47,2%	49,1%	3,8%	100%
La discipline	64,2%	34,4%	1,4%	100%

Q212 : as-tu déjà entendu parler de l'incivisme ?

La grande majorité (83,5%) des élèves affirme avoir déjà entendu parler de l'incivisme au Burkina Faso. Le Nord bat le record avec 95,7% des élèves qui disent en avoir entendu parler et les régions de l'Est et du Centre/Centre-Sud semblent les moins informés avec respectivement 71,8% et 73,9% qui disent avoir déjà entendu parler de l'incivisme. Les différences notées méritent un approfondissement (P = 0,012).

Le tableau n°98 fait l'état de l'information des élèves sur l'incivisme.

Tableau n° 98 : information sur le civisme				
Régions	As-tu déjà entendu parler de l'incivisme au BF?			
	Oui	Non	N	%
Centre/Centre Sud	73,9%	26,1%	46	100,0%
Est	71,8%	28,2%	39	100,0%
Nord	95,7%	4,3%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	87,8%	12,2%	41	100,0%
Sahel	87,5%	12,5%	40	100,0%
Total	83,5%	16,5%	212	100,0%
Signification	X ² =12,888	DL=4	P=0,012	

Q213 : peux-tu donner des exemples d'actes d'incivisme ?

Ce ne sont pas les exemples qui manquent aux élèves pour illustrer l'incivisme.

Ils citent la dégradation des locaux publics (80,2%), la casse des feux de circulation (62,7%), le non-respect des signaux de circulation (46,9%), le non-respect des autorités (41,8%) et le détournement des biens publics (30,5%). Ils citent également d'autres exemples divers tels que les pneus brûlés sur le goudron, les graffitis sur les table-bancs, la dégradation de l'environnement par les feux de brousse, la divagation des animaux, la corruption, le non-paiement des impôts et le non-respect des couleurs.

Le tableau n° 99 présente les exemples d'incivisme mentionnés par les élèves répondants.

Tableau n° 99 : Exemples d'acte d'incivisme								
Régions	Peux-tu donner des exemples d'acte d'incivisme ?						Total	
	Casser les feux de circulation	Abimer les locaux publics	Ne pas respecter les autorités	Ne pas respecter les signaux de circulation	Détourner les biens publics	Autres*	N	%
Centre/ Centre Sud	52,9%	67,6%	8,8%	38,2%	5,9%	8,8%	34	100,0%
Est	96,4%	100,0%	75,0%	92,9%	39,3%	7,1%	28	100,0%
Nord	61,4%	70,5%	15,9%	47,7%	63,6%	2,3%	44	100,0%
Ouest/ Sud-Ouest	50,0%	77,8%	58,3%	27,8%	19,4%	8,3%	36	100,0%
Sahel	60,0%	91,4%	62,9%	37,1%	17,1%	2,9%	35	100,0%
Total	62,7%	80,2%	41,8%	46,9%	30,5%	5,6%	177	100,0%
Signification P=	0,001	0,003	0,000	0,000	0,000	0,609		

* Autres = abîmer tableau; table banc, Allumer des pneus sur les goudrons, Corruption, dégradation environnement, Non-paiement taxes et impôts, non-respect des biens, Non-respect des enseignants, Non-respect du drapeau.

L'Est se particularise par l'importance accordée à pratiquement tous les exemples cités, les proportions se situant entre 75% pour le non-respect des autorités et 100% pour la destruction des locaux publics, avec l'exception du détournement des biens publics mentionné par 39,3% venant néanmoins en seconde position pour le choix de cette variable. Le Nord emboîte le pas de l'Est avec des taux relativement élevés des choix des exemples. Au point que tous les exemples, à l'exception de l'indéfinissable et hétéroclite « autres », accusent des différences significatives ($P = 0,00$).

Q214 : comment peut-on expliquer les actes d'incivisme ?

De l'avis des élèves enquêtés, les principales raisons explicatives des actes d'incivisme sont les suivantes :

- le manque d'éducation (52,5%) ;
- la colère contre les autorités publiques (52,0%) ;
- l'ignorance (49,7%) ;
- le manque de justice (40,1%) ;
- le manque d'autorité de l'Etat (11,9%).

Le tableau n°110 indique les principales raisons de l'incivisme selon les élèves.

		Comment peut-on expliquer les actes d'incivisme ? Selon toi, est-ce							
		Par manque d'éducation	Par manque de justice	Par colère contre les autorités publiques	Par ignorance	Par manque d'autorité de l'Etat	Autres*	Total	
								N	%
Sexe	Masculin	51,0%	39,0%	52,0%	53,0%	16,0%	6,0%	100	100,0%
	Féminin	54,5%	41,6%	51,9%	45,5%	6,5%	7,8%	77	100,0%
	Total	52,5%	40,1%	52,0%	49,7%	11,9%	6,8%	177	100,0%
	Signification P =	0,640	0,731	0,995	0,320	0,052	0,638		
Niveau	Primaire	52,4%	25,6%	45,1%	48,8%	6,1%	8,5%	82	100,0%
	Secondaire	52,6%	52,6%	57,9%	50,5%	16,8%	5,3%	95	100,0%
	Total	52,5%	40,1%	52,0%	49,7%	11,9%	6,8%	177	100,0%
	Signification P =	0,980	0,000	0,000	0,817	0,028	0,388		

* Autres = Absence de sensibilisation, changement; Frustration, Manque d'amour, Manque de respect

Si l'on n'observe pas de différences significatives dans les réponses des élèves des deux sexes, on note, par contre, ces différences entre élèves du primaire et élèves du secondaire au niveau des facteurs manque de justice, colère contre les autorités publiques et manque d'autorité de l'Etat. Les élèves du secondaire sont nettement plus nombreux (52,6%) que ceux du primaire ((25,6%) à mettre en cause la défaillance de la justice. Ils sont également plus nombreux (57,9%) que leurs cadets (45,1%) à mettre en avant la colère contre les autorités publiques, comme élément explicatif de l'incivisme. Dernier élément explicatif de l'incivisme, le manque d'autorité de l'Etat s'avère beaucoup plus indexé par les élèves du secondaire (16,8%) que ceux du primaire (6,1%). La différence de maturité entre les deux catégories de répondants est sans doute le seul élément explicatif de ces différences significatives.

Q215 : as-tu déjà posé des actes d'incivisme ?

Le tableau n°101 ci-après indique que la grande majorité des répondants (80,8%) déclarent s'être abstenus d'actes d'incivisme contre une minorité (19,2%) qui reconnaît avoir déjà posé de tels actes. Cette minorité se rencontre surtout au Sahel (28,6%) et au Nord (25%) sans que pour autant leur particularité constitue une différence significative ($P = 0,264$).

Tableau n° 101 : actions personnelles d'incivisme				
régions	As-tu déjà posé des actes d'incivisme?			
	oui	Non	N	%
Centre/Centre Sud	11,8%	88,2%	46	100,0%
Est	14,3%	85,7%	39	100,0%
Nord	25,0%	75,0%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	13,9%	86,1%	41	100,0%
Sahel	28,6%	71,4%	40	100,0%
Total	19,2%	80,8%	212	100,0%
Signification	$X^2=5,236$	DL=4	P=0,264	

Q2.16 : que signifie le civisme pour toi ? Pour chaque élément coche une case en fonction de l'importance, selon toi (3 = très important ; 2 = important ; 1 = peu important)

Le tableau n°102 indique l'appréciation que font les répondants des principaux éléments constitutifs du civisme.

Les enquêtés accordent de l'importance voire une très grande

importance, à tous les éléments identifiés comme étant constitutifs du civisme. Ils expriment une préférence particulière pour les valeurs touchant le respect du drapeau (67,8%), le respect des lois (62,7%), le respect des biens publics (61%), l'amour de la patrie (57,6%), le respect et la protection de l'environnement (57,3%), la défense de la patrie (54,2%). Les élèves enquêtés manifestent, ainsi, leur attachement aux valeurs de patriotisme, d'Etat de droit, d'éthique publique et d'écocitoyenneté qui sont autant de valeurs cardinales du vivre-ensemble. Pour autant, ils n'ignorent pas le respect des autres citoyens (49,7%), la connaissance du code de la route (49,2%), la participation citoyenne à la vie publique (42,4%) et, en dernière position, la connaissance des institutions (38,4%).

Tableau n° 102 : appréciation des principaux éléments constitutifs du civisme

Éléments de civisme	Peu important	Important	Très important	Total
Connaissance des institutions	16,9%	44,6%	38,4%	100%
Connaissance du code de la route	17,5%	33,3%	49,2%	100%
Amour de la patrie	18,1%	24,3%	57,6%	100%
Respect des lois	12,4%	24,9%	62,7%	100%
Respect des autres citoyens	8,5%	41,8%	49,7%	100%
Respect des biens publics	10,5%	28,2%	61,0%	100%
Respect du drapeau	13%	19,2%	67,8%	100%
Participation citoyenne à la vie publique	11,9%	45,8%	42,4%	100%
Défense de la patrie	13,0%	32,8%	54,2%	100%
Respect et la protection de l'environnement	15,7%	27,0%	57,3%	100%

9.2 Perceptions et Pratiques de la situation de la corruption

Q31 : selon toi, d'une manière générale, dirais-tu que les Burkinabé sont de plus en plus corrompus ou de moins en moins corrompus ?

La perception des élèves enquêtés quant à la situation de corruption est sans équivoque. Bien que près d'un cinquième d'entre eux sont sans opinion sur la question, pour 71,2% d'entre eux, les burkinabé leur semblent de plus

en plus corrompus. Le tableau n°103 ci-après montre l'appréciation que les élèves portent sur l'évolution du degré de corruption des burkinabé.

Régions	Selon toi, d'une manière générale, dirais-tu que les Burkinabé sont				
	De plus en plus corrompus	De moins en moins corrompus	Sans opinion	N	%
Centre/Centre-Sud	80,4%	10,9%	8,7%	46	100,0%
Est	48,7%	20,5%	30,8%	39	100,0%
Nord	80,4%	2,2%	17,4%	46	100,0%
Ouest/Sud-Ouest	58,5%	14,6%	26,8%	41	100,0%
Sahel	85,0%	5,0%	10,0%	40	100,0%
Total	71,2%	10,4%	18,4%	212	100,0%
Signification	X ² =23,288		DL=8	P=0,003	

Les plus sévères dans leur jugement sont ceux du Sahel (85%), du Nord (80,4%) et du Centre/Centre-Sud (80,4%). Les plus indulgents dans leur appréciation sont les élèves de l'Ouest/Sud-Ouest (58,5%) et, surtout, de l'Est (48,7%). Les différences s'avèrent significatives (P = 0,003).

Q32 : selon toi, comment se manifeste la corruption dans la société Burkinabé ?

Les répondants perçoivent les manifestations de la corruption à travers le fait de soudoyer des agents publics pour régler un problème, les détournements de fonds publics, les mauvais travaux exécutés, les attributions de marchés aux amis moins qualifiés. Ces manifestations peuvent être classées, par ordre décroissant d'importance comme suit :

1. la tricherie à l'école, les admissions aux concours de gens moins méritants et le fait de soudoyer un agent public pour régler un problème (61,1%) ;
2. les admissions aux concours de gens moins méritants (39,8%) ;
3. les détournements de fonds publics (39,8%) ;
4. les mauvais travaux exécutés (35,1%) ;
5. les attributions de marchés aux amis moins qualifiés (23,2%) ;
6. autre (5,7%).

Le tableau n°104 présente les manifestations de la corruption selon les élèves des différentes régions. En plus d'indiquer l'importance relative accordée à chacune des manifestations, il fait ressortir que les répondants ne mettent pas l'accent sur les mêmes éléments selon la région à laquelle ils appartiennent. Ainsi, par exemple, on constate que le fait de soudoyer un agent public pour régler un problème est beaucoup plus évoqué par les répondants de l'Est (76,9%) et du Centre/Centre-Sud (76,1%) que par ceux de l'Ouest/Sud-Ouest (32,5%). Les répondants du Nord mettent beaucoup plus l'accent sur le problème des tricheries aux concours (69,6%) et sur le problème de détournement de fonds que les répondants des autres régions. Les différences, dans le choix des manifestations de la corruption dans les régions sont assez importantes pour retenir l'attention ($P = 0,000$).

Tableau n° 104 : manifestations de la corruption dans la société burkinabé							
Régions	Selon vous, comment se manifeste la corruption dans la société burkinabé ?						Total
	les attributions de marchés aux amis moins qualifiés	les mauvais travaux exécutés	les admissions aux concours de gens moins méritants	les détournements de fonds publics	Soudoyer un agent public pour régler un problème	Autres*	N
Centre/ Centre-Sud	8,7%	63,0%	21,7%	21,7%	76,1%	2,2%	46
Est	35,9%	23,1%	48,7%	48,7%	76,9%	12,8%	39
Nord	28,3%	50,0%	69,6%	69,6%	60,9%	8,7%	46
Ouest/Sud- Ouest	25,0%	15,0%	30,0%	30,0%	32,5%	2,5%	40
Sahel	20,0%	17,5%	27,5%	27,5%	57,5%	2,5%	40
Total	23,2%	35,1%	39,8%	39,8%	61,1%	5,7%	211
Signification	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	

* Autres = fausses promesses, soudoyer pour passage en classe supérieure, poste attribué aux incompetents, Prendre argent contre service

Q33 : serais-tu d'accord pour dire que la pratique de la corruption existe à l'école ?

71,2% des enquêtés affirment que la pratique de la corruption existe à l'école, contre 17% qui disent qu'elle n'existe pas et 11,8% qui disent ne rien

en savoir.

Le tableau n°105 indique les opinions des élèves des différentes régions. Si les réponses affirmatives semblent assez bien réparties dans les régions, on note cependant que la région de l'Ouest/Sud-Ouest est un peu plus affirmative (75%) que celle du Nord (67,4%). La même région de l'Ouest/Sud-Ouest est également celle où les élèves sont plus nombreux à dire qu'ils n'en savent rien (24,4%) contre 6,5% pour les élèves du Nord et 2,5% pour ceux du Sahel. Au total, ces différences se révèlent interpellantes pour des recherches approfondies soit sur l'importance de la pratique de la corruption dans les différentes régions, soit sur la grande disparité de l'information des élèves des régions.

Régions	Serais-tu d'accord pour dire que la pratique de la corruption existe à l'école?				
	oui	non	ne sais pas	N	%
Centre/Centre Sud	71,7%	19,6%	8,7%	46	100,0%
Est	71,8%	10,3%	17,9%	39	100,0%
Nord	67,4%	26,1%	6,5%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	75,6%		24,4%	41	100,0%
Sahel	70,0%	27,5%	2,5%	40	100,0%
Total	71,2%	17,0%	11,8%	212	100,0%
Signification	X ² =24,410		DL=8		P=0,002

Q34 : quelles sont les pratiques de corruption qu'on trouve à l'école ?

Selon les élèves répondants, la pratique de la corruption à l'école se traduit par les faits suivants, classés par ordre décroissant d'importance mesurée par la proportion des choix des répondants :

- les inscriptions irrégulières d'élèves en classe supérieure (71,3%) ;
- "les notes sexuellement transmises" (50,0%) ;
- les inscriptions irrégulières d'élèves non admis aux concours d'entrée en 6^{ème} (43,3%) ;
- les trafics de notes sur intervention de parents puissants (29,3%) ;
- autres (administration des concours, admission aux examens, soudoyer un chef d'établissement ou une secrétaire pour une place, soudoyer un professeur, tricherie, ventes de vivres de la cantine) (8,5%).

Le tableau n°106 présente les pratiques de corruption à l'école selon les élèves des deux cycles, primaire et secondaire.

Sans surprise, on constate que les répondants du second cycle sont systématiquement beaucoup plus nombreux que ceux du premier cycle à mentionner les différentes pratiques. Cela s'explique, sans aucun doute, par leur plus grande maturité et expérience et la plus grande complexité de leur cycle.

Tableau n° 106 : pratiques de corruption à l'école								
Niveau	quelles sont les pratiques de corruption qu'on trouve à l'école ?						Total/colonne	
	Les inscriptions irrégulières de élèves non admis aux concours d'entrée en 6ème o	Les inscriptions irrégulières de élèves en classe supérieure	Les notes sexuellement transmises	les trafics de notes sur intervention de parents puissants	Autres*	N	%	
Primaire	34,8%	66,7%	26,1%	18,8%	5,8%	69	100,0%	
Secondaire	49,5%	74,7%	67,4%	36,8%	10,5%	95	100,0%	
Total	43,3%	71,3%	50,0%	29,3%	8,5%	164	100,0%	
Signification p =	0,001	0,001	0,000	0,000	0,000			

* Autres = administration des concours, Admission aux examens, soudoyer un chef d'établissement ou une secrétaire pour une place, soudoyer un professeur, tricherie, ventes de vivres de la cantine

Q35 : as-tu déjà cherché à corrompre ou accepté d'être corrompu ?

Les enquêtés affirment n'avoir jamais cherché à corrompre ni accepté d'être corrompu.

Le tableau n°107 ci-après, montre que l'écrasante majorité (93,9%) des élèves interrogés n'ont pas encore eu affaire à la corruption. Seule, la région de l'Ouest/Sud-Ouest se situe en-dessous de cette forte moyenne, avec 80,6% des répondants disant n'avoir pas cherché à corrompre.

Tableau n° 107 : implication personnelle dans la corruption

Régions	As-tu déjà cherché à corrompre ou accepté d'être corrompu?			
	Oui	Non	N	%
Centre/Centre Sud	2,2%	97,8%	46	100,0%
Est	2,6%	97,4%	39	100,0%
Nord	4,3%	95,7%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	19,5%	80,5%	41	100,0%
Sahel	2,5%	97,5%	40	100,0%
Total	6,1%	93,9%	212	100,0%
Signification	$X^2=16,038$	DL=4		P=0,003

Q36 : d'après toi, la corruption, est-ce une bonne ou mauvaise chose pour le Burkina Faso ?

Le tableau n°108, ci-après montre clairement que la très grande majorité (91,5%) des élèves enquêtés perçoivent la corruption comme une très mauvaise chose, ce qui explique, sans aucun doute, leur refus massif de chercher à la pratiquer. La région de l'Ouest/Sud-Ouest sont beaucoup moins nombreux (78%) que les autres à stigmatiser la corruption comme une mauvaise chose et plus nombreux (22%) à ne pas avoir d'opinion sur le phénomène. Le Centre/Centre-Sud se particularise avec la plus forte proportion (6,5%) de répondants à dire que la corruption est une chose normale. Sans doute en raison du fait que cette région est plus urbanisée que les autres et plus exposée à la corruption dans les administrations et les affaires.

Tableau n° 108 : Appréciation de la corruption

Régions	D'après toi, la corruption, est-ce une bonne ou une mauvaise chose pour le Burkina ?				
	Une très mauvaise chose	Une chose normale	Ne sais pas	N	%
Centre/Centre Sud	93,5%	6,5%		46	100,0%
Est	97,4%	2,6%		39	100,0%
Nord	93,5%		6,5%	46	100,0%
O u e s t / s u d - O u e s t	78,0%		22,0%	41	100,0%
Sahel	95,0%	2,5%	2,5%	40	100,0%
Total	91,5%	2,4%	6,1%	212	100,0%
Signification	$X^2=29,313$		DL=8		P=0,000

Q37 : peux-tu justifier ta réponse ?

Les enquêtés considèrent que la corruption est une très mauvaise chose parce qu'elle détruit le pays (39,5%), encourage la paresse et la médiocrité (25%) et toute une série de conséquences néfastes de la corruption (retard dans le développement du pays, favorise la médiocrité). Ils estiment que c'est la recherche du gain facile, le manque de confiance entre les gens, les grossesses précoces pour les filles élèves, le développement de la tricherie, la baisse du niveau des élèves, les conflits, etc. qui pourraient entraîner cette pratique.

Le tableau n°109 montre les justifications que les élèves donnent de leur appréciation essentiellement négative de la corruption.

Les répondants du Sahel sont beaucoup plus nombreux (67,5%) que les autres à mentionner comme effet négatif la destruction du pays et ceux de l'Est à mentionner la paresse et la médiocrité (56,4%), ceux du Nord étant, de loin, les moins nombreux (8,7%) à mentionner ces effets négatifs de la corruption, suivis par ceux de l'Ouest/Sud-Ouest (14,6%).

Tableau n° 109 : Justification de l'appréciation de la corruption

Régions	Peux-tu justifier ta réponse?				
	paresse, médiocrité	destruction du pays	Autres*	N	%
Centre/Centre Sud	26,1%	32,6%	41,3%	46	100,0%
Est	56,4%	25,6%	17,9%	39	100,0%
Nord	8,7%	39,1%	52,2%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	14,6%	34,1%	51,2%	41	100,0%
Sahel	22,5%	67,5%	10,0%	40	100,0%
Total	25,0%	39,6%	35,4%	212	100,0%
Signification	$X^2 = 50,484$		DL = 8	P = 0,000	

- Autres = recherche du gain facile, manque de confiance entre les gens, grossesses précoces pour les filles élèves, développement de la tricherie, baisse du niveau des élèves, conflits...

9.3 Perception de la relation entre valeurs et corruption

Q41 : serais tu d'avis que l'éducation est la réponse approprié contre la crise des valeurs ? Q42 : justifie ta réponse

La majorité (74%) des répondants sont d'avis que l'éducation est la réponse appropriée contre la crise des valeurs MEC comme le montre le tableau n°110 ci-après.

Les élèves du Nord sont unanimes sur ce point. Ils sont suivis par ceux de l'Ouest/Sud-Ouest (81,8%). Ceux du Sahel sont plutôt réservés, partagés entre l'enthousiasme (47,5%) et la réserve (52,5%)

Tableau n° 110 : Avis sur l'éducation comme réponse appropriée contre la crise des valeurs

Régions	Serais-tu d'avis que l'éducation est la réponse appropriée contre la crise des valeurs ?				
	Tout à fait d'avis	Un peu d'avis	Pas du tout d'avis	N	%
Centre/Centre-Sud	65,2%	28,3%	6,5%	46	100,0%
Est	74,4%	25,6%		39	100,0%
Nord	100,0%			46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	81,8%	15,2%	3,0%	41	100,0%
Sahel	47,5%	52,5%		40	100,0%
Total	74,0%	24,0%	2,0%	212	100,0%
Signification	$X^2=42,297$	DL=8	P=0,000		

Ils justifient leurs réponses en arguant le fait que l'éducation est un moyen d'inculquer des valeurs telles que : l'intégrité, la solidarité, le respect de la vie, l'honnêteté, l'ardeur au travail. Mais certains parmi eux estiment que l'éducation seule ne suffit pas, parce que l'argent commande tout. La très grande dispersion des formulations des avantages de l'éducation dans la lutte contre la corruption n'a pas permis d'en faire une comparaison par région.

Q43 : penses-tu que les valeurs enseignées à l'école contribuent à la lutte contre la corruption ?

Les élèves sont très majoritairement (78,3%) d'avis que les valeurs enseignées à l'école contribuent à la lutte contre la corruption comme cela ressort dans le tableau n°111 ci-après. L'Est et le Nord sont les plus convaincus de l'efficacité des valeurs enseignées à l'école dans la lutte contre la corruption avec respectivement 84,6% et 84,8% à s'exprimer en ce sens. L'Ouest/Sud-Ouest se singularise en ayant la plus faible proportion de répondants faisant confiance aux valeurs enseignées à l'école (65,9%) et la plus forte proportion (24,4%) de ceux qui disent clairement ne pas y avoir confiance.

Tableau n° 111 : opinion sur l'efficacité des valeurs enseignées dans la lutte contre la corruption

Régions	Penses-tu que les valeurs enseignées contribuent à la lutte contre la corruption				
	Oui	Non	Ne sais pas	N	%
Centre/Centre Sud	78,3%	21,7%		46	100,0%
Est	84,6%	10,3%	5,1%	39	100,0%
Nord	84,8%	4,3%	10,9%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	65,9%	9,8%	24,4%	41	100,0%
Sahel	77,5%	20,0%	2,5%	40	100,0%
Total	78,3%	13,2%	8,5%	212	100,0%
Signification	$X^2=27,183$	DL=8	P=0,001		

Q51 : à l'école, ton maitre t'a-t-il déjà parlé de la corruption ?

Les enquêtés déclarent avoir entendu parler de la corruption à l'école souvent pour certains (20,8%), quelquefois pour d'autres (35,4%). Mais de toute évidence, la lutte contre la corruption à l'école a encore du chemin à faire. Près de 44% des répondants en effet déclarent n'avoir jamais entendu leur enseignant parler de la corruption (Voir tableau n°112).

Les élèves du Nord sont de loin beaucoup plus nombreux (47,8%) à dire que le maître leur parlent souvent de la corruption. Par contre, ceux de l'Ouest (4,9%) et, surtout, ceux du Sahel (2,5%) sont, de loin, les moins nombreux à dire que leur maître leur parle souvent de la corruption, le reste se partageant entre quelquefois et jamais. Les élèves de l'Est sont les plus nombreux (71,8%) à dire que leur maître ne leur parle jamais de la corruption. Des différences dans les fréquences d'informations qui interpellent pour une recherche plus approfondie et des actions conséquentes plus vigoureuses.

Tableau n° 112 : Fréquence avec laquelle le maître parle de la corruption aux élèves

Régions	A l'école, ton maître t'a-t-il déjà parlé de la corruption?				
	Souvent	Quelquefois	Jamais	N	%
Centre/Centre Sud	26,1%	23,9%	50,0%	46	100,0%
Est	17,9%	10,3%	71,8%	39	100,0%
Nord	47,8%	39,1%	13,0%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	4,9%	46,3%	48,8%	41	100,0%
Sahel	2,5%	57,5%	40,0%	40	100,0%
Total	20,8%	35,4%	43,9%	212	100,0%
Signification	$X^2=61,852$	DL=8	P=0,000		

Q52 : as-tu appris à l'école comment lutter contre la corruption ?

Conséquence logique de la faible fréquence avec laquelle le maître parle de la corruption à ses élèves, peu (24,6%) de ceux-ci ont appris à lutter contre ce fléau. La majorité n'a donc pas eu cette occasion, comme l'indique le tableau n°113. Ce tableau laisse par ailleurs apparaître les mêmes différences régionales que le tableau précédent. Ainsi, la région du Nord où les élèves étaient plus nombreux à dire que leur maître leur parlait souvent de la corruption est également la région où les élèves sont relativement plus nombreux (45,7%) à dire qu'ils ont appris à lutter contre la corruption. Le Sahel (82,5%) et l'Est (82,1%) sont les deux régions où beaucoup d'élèves n'ont pas appris à lutter contre la corruption. Elles sont d'ailleurs suivies de très près par l'Ouest/Sud-Ouest (80,0%) et le Centre/Centre Sud (80,4%). Encore, une fois, nous sommes en face de différences incitant à des recherches approfondies et des actions conséquentes en direction des élèves.

Tableau n° 113 : formation à l'école sur la lutte contre la corruption

Régions	As-tu appris à l'école comment lutter contre la corruption?			
	Oui	Non	N	%
Centre/Centre Sud	19,6%	80,4%	46	100,0%
Est	17,9%	82,1%	39	100,0%
Nord	45,7%	54,3%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	20,0%	80,0%	41	100,0%
Sahel	17,5%	82,5%	40	100,0%
Total	24,6%	75,4%	212	100,0%
Signification	$X^2=14,076$	DL=4	P=0,007	

Q53 : d'après toi, pour lutter contre la corruption quelles sont les principales valeurs MEC que les maitres doivent enseigner à l'école ?

Les répondants estiment que pour lutter contre la corruption, les maîtres doivent enseigner les principales valeurs que sont, selon eux, l'honnêteté ou l'intégrité, l'amour du travail, la justice, le respect du bien commun et le patriotisme que l'on peut classer par ordre décroissant d'importance mesurée par les proportions des élèves les choisissant comme indiqué dans le tableau n°114 :

- l'honnêteté (88,7%) ;
- l'amour du travail (75,0%) ;
- le respect du bien commun (45,8%) ;
- le patriotisme (41,0%).

Si l'honnêteté est également choisie par les élèves des deux cycles, les autres valeurs sont plus choisies par les élèves du secondaire que par ceux du primaire. Une différence pouvant s'expliquer encore une fois, par la différence de maturité et d'expérience entre les répondants des deux cycles.

La région Ouest/Sud-Ouest se particularise par les fortes proportions de répondants indiquant toutes les valeurs mentionnées comme principales valeurs morales, éthiques et civiques à enseigner en classe. Le Centre/Centre-Sud se particularise par le fait qu'en dehors de l'honnêteté choisie par une bonne proportion (76,1%) toutefois inférieure à celles de toutes les autres régions, toutes les autres valeurs ne bénéficient que de très faibles proportions de choix dont la plus faible concerne le patriotisme (17,4%) et la plus forte concerne l'amour du travail (41,3%). Les élèves de l'Est sont unanimes à demander l'enseignement de l'honnêteté (100%) et de l'amour du travail (100%). Toutes ces différences dans les proportions de choix des valeurs s'avèrent significatives, en tout cas, interpellantes pour une recherche approfondie pour en situer les raisons.

Tableau n° 114 : principales valeurs morales éthiques et civiques que les maîtres doivent enseigner en classe à l'école

	D'après toi, pour lutter contre la corruption, quelles sont les principales valeurs morales éthiques et civiques que les maîtres doivent enseigner en classe à l'école ?						
	L'honnêteté	Le respect du bien commun	Le patriotisme	L'amour du travail	La justice	Total/colonne	
						N	%
Primaire	88,9%	34,3%	38,0%	67,6%	45,4%	108	100,0%
Secondaire	88,5%	57,7%	44,2%	82,7%	54,8%	104	100,0%
Total	88,7%	45,8%	41,0%	75,0%	50,0%	212	100,0%
Signification P =	0,042	0,001	0,000	0,000	0,049		
Centre/Centre Sud	76,1%	23,9%	17,4%	41,3%	23,9%	46	100,0%
Est	100,0%	69,2%	76,9%	100,0%	76,9%	39	100,0%
Nord	89,1%	23,9%	13,0%	67,4%	39,1%	46	100,0%
Ouest/sud-Ouest	92,7%	75,6%	68,3%	82,9%	82,9%	41	100,0%
Sahel	87,5%	42,5%	37,5%	90,0%	32,5%	40	100,0%
Total	88,7%	45,8%	41,0%	75,0%	50,0%	212	100,0%
Signification P =	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		

9.4 Suggestions / recommandations

Q61 - Q62: aurais-tu des suggestions ou des recommandations à faire pour que les élèves de ton école et du Burkina Faso soient suffisamment armés contre la corruption ? pour que la corruption cesse au Burkina Faso ?

Pour armer les élèves et les écoles contre la corruption, les répondants au questionnaire administré suggèrent/recommandent les actions/mesures suivantes :

- introduire des modules d'enseignement des valeurs MEC.
- apprendre aux élèves l'amour du travail, honnêteté, la solidarité et la dignité ;
- les sensibiliser sur les méfaits de la corruption ;

- punir ceux qui trichent ;
- punir les enseignants et les parents corrompus et corrupteurs.

Pour lutter efficacement contre la corruption dans la société Burkinabé et l'éradiquer, les élèves suggèrent/recommandent les actions/mesures suivantes :

- inculquer l'amour du travail et la notion de justice dans l'esprit des Burkinabé ;
- sensibiliser la population sur les méfaits de la corruption à travers des conférences et des projections cinématographiques ;
- mettre en place un comité de surveillance qui dénoncera les acteurs de la corruption ;
- créer dans les services des comités anti-corruption ;
- créer des emplois pour les jeunes ;
- punir ceux qui vendent les diplômes et les attestations ;
- Punir sévèrement tous les corrompus et corrupteurs.

Chapitre X : Des Résultats de l'enquête auprès des Organisations de la société civile et des médias

10.1 Évolution des valeurs MEC

Les principales valeurs morales éthiques et civiques de la société Burkinabé d'un point de vue traditionnel

Plusieurs valeurs morales éthiques et civiques tirées de notre société traditionnelle ont été citées par les personnes rencontrées. D'un point de vue synthétique, on peut retenir les valeurs MEC, ci-dessous car revenant régulièrement dans les données collectées :

- l'intégrité ;
- l'honneur ;
- le courage ;
- le respect de la parole donnée et de l'engagement ;
- le respect de l'autorité de façon générale ;
- le respect de la chose publique ;
- le sens du respect de l'autre ;
- le sens du respect du bien commun ;
- l'amour de sa patrie ;
- l'attachement à la vérité ;
- la notion de justice ;
- l'amour du travail ;
- l'honnêteté ;
- la probité ;
- la solidarité ;
- l'hospitalité.

Les cinq valeurs de la société burkinabé traditionnelle par ordre d'importance

Sur la base des valeurs MEC identifiées par les enquêtés, plusieurs classements ont été proposés par ordre d'importance. A l'examen, ce sont les valeurs, ci-dessous qui occupent les cinq premières places. Aussi, sur l'ensemble des fiches parcourues, la valeur d'intégrité vient-elle largement en tête. Cela pourrait résulter du qualificatif de « Burkina Faso, pays des hommes intègres », érigé en slogan par les gouvernants depuis la "période révolutionnaire". Les cinq valeurs MEC en tête sont :

- l'intégrité ;
- l'honneur ;

- le sens du respect de l'autre ;
- le sens du respect du bien commun ;
- la notion de justice.

Les valeurs dominantes dans la société burkinabé actuelle

De nos jours, la majorité des enquêtés estiment qu'il est difficile de parler trop de valeurs en tant que telle. Pour cette majorité, on assiste plutôt à une agonie des valeurs de la société Burkinabé. Pour certains, une minorité par contre, il y a des gens qui respectent certaines valeurs comme l'intégrité de façon générale. En clair, les valeurs dominantes relevées sont les suivantes :

- la malhonnêteté ;
- le goût du gain facile ;
- le développement du mensonge ;
- l'impatience ;
- l'individualisme ;
- le non-respect des autres ;
- le non-respect du bien commun ;
- la recherche effrénée de l'argent ;
- la banalisation des valeurs MEC.

L'idée d'une crise des valeurs au Burkina Faso

Cette idée est partagée par l'ensemble des acteurs. L'apparition de ces attitudes peu valeureuses résulte du fait qu'on assiste à une véritable crise des valeurs au Burkina Faso. Cette opinion est largement partagée par l'ensemble des acteurs des OSC et des médias rencontrés.

Les principales manifestations

L'une des principales manifestations de cette décrépitude des valeurs est le phénomène de la corruption pandémique. En effet, pour certains, la majorité d'ailleurs, la corruption est perçue comme « un virus dans tous nos corps », un mal de la société actuelle. Tout ce que nous sommes et faisons semble marquer du sceau de la corruption. Plus grave, la corruption est devenue comme une valeur. A titre illustratif, les acteurs évoquent la question de la distribution des marchés publics, la délivrance des services sociaux de base (santé, éducation, etc.). Certains comportements sont relevés pour témoigner des manifestations de cette crise des valeurs :

- l'incivisme ;

- la délinquance juvénile ;
- la prostitution ;
- le banditisme ;
- le développement de la paresse ;
- l'effondrement du système éducatif.

Les principales causes

La principale cause de cette crise des valeurs est politique. En effet, nombreux sont les enquêtés qui estiment que le mode de gouvernance (le système politique capitaliste qui ne met pas les valeurs MEC au centre) est le facteur explicatif de ce phénomène qui détruit le tissu social. Ce système capitaliste semble avoir engendré la corruption, la fraude, la recherche du gain facile (la courte échelle), l'individualisme, l'impunité qui relèguent à l'arrière-plan les valeurs fondamentales de notre société.

Les principales conséquences

Les conséquences de cette décadence des valeurs MEC sont nombreuses. On peut retenir, à titre d'exemple :

- la promotion de l'incompétence qui rejaillit sur toute la société ;
- l'appauvrissement de la société ;
- l'injustice et le manque d'équité sociale ;
- le non-respect du savoir ;
- le manque de repère des jeunes ;
- l'hypothèque de l'avenir du pays et des citoyens ;
- le développement des anti-valeurs MEC (la tolérance et l'acceptation de gens qui volent et sont magnifiés).

Explication de l'évolution négative des valeurs au Burkina Faso

L'explication majeure de l'évolution négative des valeurs au Burkina Faso résulte selon de nombreux enquêtés du phénomène de la modernité (d'origine occidentale) qui a fini par détruire les valeurs fondamentales de la société traditionnelle. On assiste, dans ce cas à une inversion de valeurs. C'est la perte de repère. Une modernité qui charrie un certain nombre de valeurs contre celles traditionnelles du fait de l'urbanisation. Les valeurs occidentales sont essentiellement marquées par l'individualisme, contraire à l'esprit de solidarité, de collectivisme et de communautarisme de la société africaine, en général, et Burkinabé en particulier. On assiste à l'abandon de nos valeurs au profit d'autres valeurs qui conduisent à l'individualisme.

Le mode de gouvernance politique et économique n'est pas en reste. Certains acteurs évoquent, en effet, le comportement non-exemplaire des autorités politiques qui font de la corruption le principal vecteur de la gestion des affaires publiques.

Situation du moment de la perte des valeurs morales, éthiques et civiques au Burkina Faso

Pour la majorité des enquêtés, au Burkina Faso, c'est le régime de la 3ème République et celui de la 4ème République qui se résument à ceci « se soumettre ou se démettre ». Cela a permis le fléchissement des vertus (s'enrichir vite et bien). La perte des valeurs morales, notamment la vertu de l'intégrité, semble imputable au régime défunt de M. Blaise Compaoré qui a mis en place un système de prédation des ressources économiques du pays sous sa coalition dominante majoritairement familiale.

Cette prédation de l'économie nationale a été facilitée pour la majorité des acteurs rencontrés par l'entrée dans le système économique libéral avec les premiers plans d'ajustement structurels qui ont occasionné la déstructuration de l'économie nationale et la collusion entre les hommes politiques du régime et les hommes d'affaires.

La part de responsabilité des acteurs, ci-dessous dans l'effritement des valeurs morales, éthiques et civiques au Burkina Faso

La responsabilité des acteurs sélectionnés dans la déchéance morale de la société Burkinabé est variable d'un acteur à un autre. Mais, dans l'ensemble, les personnes interrogées mettent en avant la responsabilité des acteurs politiques au premier plan. Pour elles, en effet, les acteurs politiques sont à la base du changement de comportement des citoyens.

Les acteurs politiques (partis, gouvernement, élus)

Ils ont une part de responsabilité plus importante selon les enquêtés. La politique dans la perception des acteurs politiques est le lieu d'accumulation privilégié de ressources matérielles et financières, car le contrôle de l'appareil d'Etat est pourvoyeur des plus grands postes d'autorité. Les acteurs politiques sont accusés d'avoir encouragé le laisser-faire, le développement du clientélisme et la corruption au détriment de la dignité humaine et de l'intégrité. On assiste à une généralisation de l'impunité comme élément fondamental du répertoire de la gouvernance du régime de la 4ème République.

Les parents

La responsabilité des parents n'est pas, non plus, déglagée dans la crise des valeurs de notre société. C'est ce qui ressort des propos recueillis auprès des personnes ressources rencontrées. Pour elles, les valeurs sont inculquées dès le bas âge aux enfants, la famille est le premier lieu de socialisation de l'enfant aux valeurs fondamentales de la société. Cependant, les enquêtés estiment que les parents, les éducateurs de l'enfant, ne jouent plus leurs rôles. Ils ont tous démissionné devant leur responsabilité. En clair, les parents ne sont plus exemplaires et ne transmettent plus à leur progéniture les valeurs de référence de notre société. Ils sont laissés à eux-mêmes et enfermés dans une forme de socialisation médiatique.

Les autorités religieuses

Les enquêtés estiment que, de nos jours, l'emprise des autorités religieuses sur les citoyens est de plus en plus faible. Aussi, la pratique de la religion est-elle superficielle. Les règles que les autorités religieuses posent sont en déphasages avec la société. Les messages sont théoriques, autrement dit, « on prêche à temps et à contre temps ». Les autorités religieuses sont également interpellées pour donner l'exemple aux citoyens.

Les autorités coutumières

Selon les personnes rencontrées, les autorités coutumières ne constituent plus dans la société Burkinabé une référence morale. Leur implication dans la vie politique et leur proximité avec le régime de la 4ème République a eu pour conséquence de les discréditer auprès des citoyens. En conséquence, leur autorité morale s'est effritée dès l'instant où elles ont décidé de participer à la vie politique auprès d'hommes politiques peu vertueux.

Les médias

La responsabilité des médias dans la crise des valeurs MEC n'est pas explicitement engagée selon les opinions des citoyens interrogés. Cependant, il leur est reproché de ne pas participer à la formation morale des citoyens, à la sensibilisation pour atténuer la chute des valeurs morales de référence de notre société. Aussi, certains journalistes sont-ils accusés d'être de connivence avec les acteurs de la corruption de notre pays ou proches des politiciens.

Les jeunes

Il ressort de la majorité des opinions recueillies que les jeunes sont

les premières victimes de la crise des valeurs. N'ayant aucune référence dans la société, ils deviennent les premiers acteurs de la manifestation de la crise des valeurs. La cellule familiale ne joue plus son rôle de socialisation, les gouvernants ne font pas non plus preuve d'exemplarité sociale et politique, les jeunes sont abandonnés aux vices de la société. Ils sont les acteurs les plus visibles de la corruption.

10.2 Relation entre le phénomène de la corruption et l'évolution contemporaine des valeurs MEC

Le sens contemporain de Burkina Faso, « pays des hommes intègres »

La majorité des personnes interrogées estime que le qualificatif du Burkina Faso « pays des hommes intègres » n'a plus son sens de nos jours. Pour elles, actuellement, il faut reconnaître que « ça fait plutôt sourire ». Pourtant, un burkinabé symbolisait le sens de l'honneur, de la parole donnée, de l'intégrité. En clair, la quasi-totalité des opinions recueillies estime qu'au regard des comportements de ceux qui président à la destinée du pays, le Burkina Faso ne mérite plus d'être appelé « pays des hommes intègres ».

Ce sentiment général qui se dégage est intimement lié au mode de gouvernance économique et politique mis en place par le régime de la 4ème République. Tous les maux de la société, en termes de néopatrimonialisme, de clientélisme, de corruption et d'impunité, sont imputables à ce régime devenu le meilleur ascenseur social pour les personnes cupides. Il n'est donc pas étonnant que cette valeur d'intégrité soit remise en cause, de nos jours, par la majorité des citoyens qui croupit sous le poids de la pauvreté pendant qu'une minorité s'enrichit continuellement.

La perception du phénomène de la corruption au Burkina Faso

Réalité

La corruption est réelle. C'est une certitude pour tous les acteurs que nous avons rencontrés. Elle se vit, au quotidien, dans toutes les sphères socio-économiques, dans les administrations publiques que privées, dans les services publics de délivrance des biens sociaux (santé, éducation, eau, etc.), dans l'attribution des marchés publics, dans les lotissements, etc.

En clair, l'existence de la corruption est reconnue et acceptée au Burkina Faso. Elle touche, outre l'administration publique, tous les secteurs d'activités, à savoir le secteur privé et la société civile.

L'analyse des pratiques de la corruption dans la société burkinabé, sur la base des données d'enquête recueillies permet de cerner l'importance des différentes formes de la corruption. A ce sujet, les formes de corruption jugées, a priori, principales et évoquées par les personnes rencontrées sont les pots-de-vin, le trafic d'influence, le don d'argent, la tricherie dans le recrutement en particulier dans la fonction publique, l'escroquerie, les détournements de fonds. La manifestation la plus répandue serait le don d'argent, suivie des pots-de-vin.

Causes

Les opinions recensées évoquent les causes explicatives suivantes du phénomène de la corruption au Burkina Faso :

- la perte des valeurs morales, éthiques et civiques ;
- la pauvreté ;
- l'impunité ;
- le système de gouvernance politique et économique ;
- l'absence de leader et de leadership.

En règle générale, la corruption, phénomène qui s'observe plus dans les pays en développement en raison du contexte économique qui y est favorable, pourrait s'expliquer par la pauvreté, le faible niveau des salaires, les inégalités de rémunération entre agents publics et ceux du secteur privé au Burkina Faso. La corruption peut résulter également de la manière dont s'exerce le pouvoir politique. De même, le financement des partis politiques et des campagnes électorales peuvent favoriser la corruption.

Conséquences

Le phénomène de la corruption a indéniablement des conséquences selon les enquêtés. Ils citent pêle-mêle :

- l'incompétence dans l'occupation des postes d'autorité au sein de la société ;
- l'appauvrissement exponentiel des populations ;
- l'injustice et l'impunité ;
- le manque d'équité sociale dans la redistribution des ressources ;

- le non-respect du savoir et la faible valorisation du capital humain ;
- l'hypothèque du développement économique et social de tout le pays ;
- la perte de repère de la jeunesse.

Sur la base de ces opinions, on pourrait retenir que l'existence de la corruption au Burkina Faso a pour conséquence majeure de freiner les élans de développement économique, social et politique. Elle contribue à agrandir le fossé existant entre les masses populaires pauvres et la classe dirigeante.

Signification de la pratique culturelle du don au chef : «on ne va pas chez le chef, les mains vides».

Selon les enquêtés, le chef dans le temps, jouait un rôle de stabilisation et de cohésion de la structure sociale. Il était admis socialement qu'il puisse recevoir des cadeaux au vu de ses charges. On cultivait même son champ. Le chef avait droit au respect et à l'allégeance du peuple. Offrir un présent au chef constituait d'une part un symbole de respect et de soumission, et d'autre part c'était des formes d'impôts ou de taxes, la contribution des individus à la construction du village et de la communauté.

Existence d'un lien entre cette pratique culturelle et la pratique actuelle de la corruption

Pour les personnes interrogées, il n'existe pas un lien direct ou de cause à effet entre ces deux pratiques dont les contextes sont différents. Cependant, les hommes politiques, sur la base de l'opinion dominante, ont perverti cette pratique de don au chef. Cette pratique culturelle constitue de nos jours un moyen d'instrumentalisation et de manipulation des autorités traditionnelles à des fins électoralistes. Le dénuement matériel des chefs constitue également une faiblesse dans la mesure où ils succombent très facilement à cette forme de clientélisme. En clair, pour les enquêtés, le politicien a rendu le chef faible. L'acte n'est plus une entente sociale mais, un achat de conscience.

La perception du développement de la corruption dans notre pays

La corruption aujourd'hui est un phénomène qui se rencontre dans tous les secteurs d'activités au Burkina Faso. Les sondages, et surtout les investigations effectués par le REN-LAC, ont montré qu'aucun secteur n'est

épargné par le fléau.

Le phénomène de l'incivisme au Burkina Faso

L'environnement socio-politique Burkinabé est marqué ces dernières années, en dépit des efforts accomplis en matière de promotion des droits humains, par une déperdition vertigineuse des valeurs sociales caractérisée par une croissance exponentielle de l'incivisme. Cette décrépitude du comportement citoyen se situe à tous les niveaux de la société Burkinabé, indifféremment de la classe d'âge et du statut social, mais de façon plus accrue, au niveau de la jeunesse. La situation constitue une remise en cause des acquis en matière de droits humains et un danger croissant à la fois pour l'équilibre et le développement de la société.

Signification de l'incivisme

De façon synthétique, les enquêtés ont une idée acceptable du phénomène de l'incivisme. Pour eux, d'abord le civisme renvoie à la citoyenneté, à l'ensemble des valeurs qui permet au citoyen de mieux vivre dans sa société. Ensuite, ils estiment que l'incivisme, c'est le refus d'appliquer les valeurs du civisme.

En effet, l'incivisme est souvent défini comme l'attitude qui traduit l'absence de civisme, comme le comportement d'une personne qui se démarque des règles qui organisent la vie de la communauté, de la cité, notamment la loi et les conventions. Le civisme est le respect du citoyen pour la collectivité dans laquelle il vit et le respect de ses conventions, dont notamment sa loi, le respect de l'institution représentant la collectivité. L'incivisme est donc un défaut qui consiste à se montrer déloyal et irrespectueux, voire irrévérencieux vis-à-vis de la Nation. L'on pourrait ainsi dire que le civisme est au bon citoyen ce qu'est l'incivisme au mauvais citoyen.

Manifestations de l'incivisme

On pourrait retenir que pour les personnes ressources interrogées, l'incivisme s'exprime de mille et une façons sur les plans politique (la corruption, le refus de vote, la félonie, etc.), économique (le refus de payer l'impôt, la corruption, les détournements, la gabegie, etc.) et social (le refus de faire son service militaire, le refus de s'engager, le manque de respect des valeurs communes). En clair, on distingue :

- l'incivisme en matière politique et administrative ;

- l'incivisme économique ;
- l'incivisme fiscal ;
- l'incivisme dans le domaine de la circulation routière ;
- l'incivisme dans le domaine environnemental.

Causes de l'incivisme

Les causes de l'incivisme évoquées par les enquêtés sont identiques aux causes de la corruption ci-dessus. Pour eux, la montée vertigineuse de l'incivisme pourrait s'expliquer par la crise des valeurs morales, éthiques et civiques de façon générale. Ils font appel également à la corruption, l'impunité, la promotion de la médiocrité, l'injustice sociale, le néopatrimonialisme comme causes explicatives de l'incivisme qui mine en dernier ressort l'autorité de l'Etat.

En clair, de ces propos, l'incivisme caractéristique de la société Burkinabé contemporaine constituerait une résultante de la politique d'exclusion sociale mise en place par le régime de la 4ème République, marquée par la mauvaise gouvernance et l'accaparement des richesses nationales par un clan politique et familial.

Propositions de solutions pour lutter contre l'incivisme

Pour remédier à l'incivisme ambiant dans la société Burkinabé, les enquêtés proposent des solutions politiques et sociales. Pour eux, il faut :

- changer le mode de gouvernance politique et démocratique par l'instauration d'un système politique véritablement démocratique marqué par une forte légitimité des gouvernants ;
- agir sur la génération montante par l'éducation. Il faut que ce soit un combat national, sur toutes les strates de la société avec tous les outils éducatifs et de sensibilisation nécessaires ;
- mettre un terme à l'impunité généralisée.

Existence d'un lien entre la corruption et la crise des valeurs au Burkina Faso

La majorité des enquêtés pense que le lien est étroitement établi entre la corruption et la crise des valeurs au Burkina Faso. Pour eux, la corruption est totalement aux antipodes des valeurs fondamentales de la société Burkinabé, telles les valeurs d'intégrité et d'honnêteté.

10.3 *Système éducatif et lutte contre la corruption*

L'école est, par définition, un milieu d'éducation et de transmission des valeurs.

Dans la mesure où les enquêtés admettent que la corruption touche tous les pans de la société Burkinabé, le secteur de l'éducation ne saurait rester en dehors de ce phénomène. Pour eux, de nombreux dysfonctionnements dans le système éducatif sont imputables à la prégnance de la corruption : les « notes sexuellement transmises », l'évaluation complaisante de certains élèves, le déroulement des examens et concours (pister, défense en ligne, substitution de candidat, le pétrole etc.), la vente des places à l'inscription, le détournement des fournitures scolaires et des vivres pour les cantines, etc. La fonction de l'enseignant n'est plus une question de vocation, mais plutôt une solution de secours pour les candidats à la fonction publique, ce qui constitue un mauvais départ, relèvent les enquêtés. La fonction de l'enseignant a été totalement dévalorisée, encore que le comportement de certains agents laisse à désirer. Enfin, on retiendra de certains propos recueillis que « de nos jours l'enseignant n'est pas chargé d'éduquer mais de transmettre des connaissances livresques ».

Place accordée dans les programmes d'activités à la promotion des valeurs morales, éthiques et civiques

Toutes les structures et leurs acteurs rencontrés affirment qu'une place de choix est accordée à la promotion des valeurs morales, éthiques et civiques dans leurs activités (OSC et médias).

Actions concrètes en faveur de la promotion des valeurs morales et civiques

Les activités entreprises dans le cadre de la promotion de ces valeurs morales, éthiques et civiques sont :

- la formation ;
- l'éducation ;
- les actes de solidarité ;
- la dénonciation.

Place accordée à la lutte contre la corruption dans les structures rencontrées

De même que les valeurs MEC, la lutte contre la corruption occupe une place de choix dans les activités des structures et leurs acteurs rencontrés.

Moyens de lutte contre la corruption utilisés par les structures rencontrées

Les moyens de lutte contre la corruption sont :

- la formation ;
- l'éducation ;
- la sensibilisation ;
- les actes de solidarité ;
- la dénonciation ;
- l'interpellation publique.

Perception de l'éducation comme un facteur déterminant dans la lutte contre la corruption

L'éducation est un moyen de transmission de connaissances, mais également de valeurs selon les opinions largement dominantes enregistrées. En clair, les enquêtés dans leur très grande majorité estiment que le système éducatif peut constituer un facteur déterminant dans la lutte contre la corruption en milieu scolaire, et permettre d'inculquer aux élèves les fondamentaux susceptibles de les mettre à l'abri des tentations de la corruption.

Appréciation de l'existence d'un module d'enseignement portant sur la lutte contre la corruption dans les écoles primaires et post primaires

Les enquêtés apprécient positivement l'idée de l'introduction d'un module d'enseignement portant sur la lutte contre la corruption. Ils encouragent même à l'introduction de ce module. Pour eux, en effet, à partir de l'instruction civique et morale, on pourrait former les hommes et les gouvernants intègres de demain.

Pertinence de cet enseignement pour la promotion des valeurs MEC dans la société Burkinabé contemporaine

L'ensemble des personnes ressources rencontrées admet la pertinence d'un enseignement pour la promotion des valeurs MEC au regard de la déchéance de ces valeurs dans la société Burkinabé.

10.4 Recommandations/suggestions

Gouvernement

- lutter contre l'impunité en prenant des actes forts à toutes les strates de la société ;
- agir, sanctionner, prendre des actes concrets, de répression anti-corruption ;

- prendre au sérieux et donner suite aux travaux des différents corps de contrôle ;
- définir et appliquer une bonne politique centrée sur la satisfaction des besoins essentiels des populations. Il faut des politiques publiques sociales inclusives ;
- prendre en compte les valeurs MEC dans la politique éducative ;
- mettre en place une justice crédible ;
- améliorer les conditions de recrutement, de formation et de traitement des personnels en charge de l'éducation à tous les niveaux.

Assemblée nationale

- voter des lois de sanction (répressives) contre la corruption ;
- exercer un contrôle effectif et efficace sur la gestion de la chose publique par l'Exécutif.

Partis politiques

- jouer leur rôle d'éducation, de sensibilisation et de formation.

Justice

- Conquérir sa crédibilité auprès de l'opinion publique nationale et surtout des citoyens indigents qui ne croient plus en la justice Burkinabé ;
- renforcer les capacités des juges et même procéder à une spécialisation du juge dans divers domaines (corruption, grand banditisme, comptabilité etc.).

Médias

- continuer à être le vecteur principal de la dénonciation et de la lutte contre la corruption ;
- travailler à ce que la presse se libère du monde politique ;
- informer et dénoncer ;
- aider à promouvoir les valeurs morales, éthiques et civiques.

Leaders d'opinions-Autorités religieuses et traditionnelles

- améliorer leur image et reconquérir la confiance des citoyens en donnant l'exemple d'intégrité et de probité ;

- être des vecteurs de transmission des valeurs morales, éthiques et civiques au sein de la société Burkinabé.

Organisations de la société civile (syndicats, associations)

- accompagner l'Etat dans la lutte contre la corruption et l'incivisme qui sont des conséquences de la crise des valeurs ;
- promouvoir les valeurs MEC au sein de la société.

REN-LAC

- continuer d'alerter l'opinion publique ;
- poursuivre les plaidoyers envers les décideurs publics pour la prise en compte des recommandations des travaux réalisés.

En définitive, la réalité de la crise des valeurs au Burkina Faso, de la corruption et de la montée de l'incivisme au Burkina Faso ne fait plus l'objet de doute. Répondant aux différentes questions relatives à ces maux de la société Burkinabé, la majorité des personnes physiques et morales enquêtées estiment que la corruption et l'incivisme ont connu une véritable explosion, que la société est en perte de ses valeurs fondamentales qui ont fait du Burkina Faso, le pays des hommes intègres.

La nature du régime de la 4^{ème} République, le système néo-patrimonial mis en place sont considérés comme étant à la base de la décrépitude morale des citoyens Burkinabé. Ils appellent, pour ce faire, à un changement de gouvernance politique et économique marqué par plus de transparence, de justice et d'équité dans la gestion des affaires publiques.

10.5 Synthèse des réponses

L'étude sur les valeurs morales, éthiques et civiques a permis de recueillir les opinions de plusieurs couches socio-professionnelles de la société Burkinabé. Il s'agit de celles des parents, des enseignants, des élèves et des organisations de la société civile.

D'abord, les résultats recueillis auprès des parents témoignent de la perte des valeurs morales, éthiques et civiques au sein de la société Burkinabé. Sur la perception et la pratique des valeurs morales, éthiques et civiques, dans leur grande majorité, les répondants ont une perception nette des valeurs morales, éthiques et civiques qui avaient cours dans nos sociétés traditionnelles, autrement dit, avant que ces sociétés ne subissent les conséquences de la colonisation. Les répondants mettent ainsi en avant la crainte de Dieu, la crainte des ancêtres, le respect des anciens, l'honnêteté et la solidarité comme

autant de valeurs prédominantes des sociétés traditionnelles africaines. En ce qui concerne la perception de l'évolution des valeurs traditionnelles et la perte des valeurs, si l'on s'en tient au nombre et, partant, à la proportion de ceux qui les classent parmi les cinq valeurs les plus importantes dans la société Burkinabé actuelle, pour les parents soumis au questionnaire, ces cinq valeurs principales sont, par ordre décroissant, la sécurité (61,50%), la justice (42,30%), le travail (41,30%), la liberté (38,50%) et l'honnêteté (37,50%). L'évolution constatée justifie amplement la perte des valeurs que les répondants reconnaissent à l'unanimité comme se manifestant, par la place prépondérante de l'argent dans les relations sociales, l'effritement des valeurs du vivre-ensemble harmonieux avec les détournements, le non-respect de la parole donnée, le non-respect du bien commun, le non-respect de la vie et la poussée des injustices en tous genres, mais aussi le grand banditisme, le mensonge et la tromperie. Selon des enquêtés, « La société Burkinabé actuelle n'a plus de valeur. La seule chose qui compte, c'est l'argent, l'intérêt personnel et une liberté négative qui fait que les jeunes n'ont plus de respect pour les anciens ni pour les autorités ».

Sur la perception et la pratique de la corruption, pour la grande majorité des répondants (87,5%), c'est une évidence que les burkinabé sont de plus en plus corrompus avec, notamment, le règne sans partage du dieu-argent et, conséquemment, les pratiques de détournement, l'escroquerie, le mensonge, les pratiques mafieuses et les crimes économiques, voire de sang dont les médias se font régulièrement l'écho. La corruption est donc une pratique bien perçue dans le contexte national. Dans tous les secteurs de l'administration publique, de la justice à l'éducation, en passant par la défense, l'économie, les marchés publics, ... la corruption est visible de l'avis des enquêtés. Cependant, beaucoup de répondants (45,2%, soit près d'un répondant sur deux) reconnaissent avoir été déjà impliqués dans la corruption sous sa forme plus active (26%) que passive (19%). Pour les répondants, les causes de la corruption sont multiples et ils les situent prioritairement dans la recherche du gain facile (91,1%), l'impunité (85,1%), la pauvreté (75,2%), le manque ou l'insuffisance d'éducation civique (64,4%), la cupidité (61,4%). La pratique culturelle du don aux chefs est incriminée, mais seulement par environ 13% des répondants.

Sur la perception de la relation entre éducation et corruption, à la question de savoir si l'éducation est la réponse appropriée à la crise des valeurs, les réponses sont plutôt mitigées. Seulement 54,8% des parents disent qu'ils ont confiance. Les parents font confiance aux valeurs enseignées à l'école pour la lutte contre la corruption et ils affirment jouer eux-mêmes leur partition pour permettre aux enfants d'acquérir des valeurs et d'être prévenus contre la

corruption à travers des conseils. Les parents répondants attendent beaucoup de l'école pour développer chez les jeunes des compétences psycho-sociales ou psycho-affectives telles que l'ardeur au travail (87,5%), le respect d'autrui (82,7%), le patriotisme (82,7%), l'intégrité (65,4%), la solidarité (55,8%), le respect du bien public (54,8%), la réussite (48,1%). et quelques autres valeurs comme le respect des aînés, la tolérance et la vérité (4,8%).

Ensuite, *en ce qui concerne les enseignants*, les opinions sur la perception et pratique des valeurs morales, éthiques et civiques font ressortir que les cinq valeurs morales, éthiques et civiques les plus importantes dans nos sociétés traditionnelles sont, par ordre décroissant : la crainte de Dieu (70,3%), l'honnêteté (56,4%), le respect des anciens (48,5%), la crainte des ancêtres (45,5%) et la solidarité (38,6%). Par contre, les cinq valeurs les moins importantes selon eux sont, par ordre décroissant : le travail (27,7%), la tolérance (23,8%), le respect des autres (20,8%), le courage (16,8%) et le sens du devoir (14,9%). D'une façon générale, on ne note pas de différence « significative » entre les répondants quels que soient leur région d'affectation, leur structure d'enseignement, leur âge et leur sexe, excepté en ce qui concerne l'appréciation (du reste moyenne) de la valeur justice du sens du devoir selon l'âge des répondants. A la question de savoir s'il est justifié de parler de perte des valeurs morales, éthiques et civiques au Burkina Faso, la quasi-totalité (94,1%) des enseignants répondent par l'affirmative. On ne note aucune différence significative dans ces réponses quels que soient le sexe, la région de service, le statut et l'âge des enseignants, même si les enseignants de l'Ouest/Sud-Ouest et les enseignants les plus âgés sont unanimes (100%) à répondre par l'affirmative.

Ceux qui estiment que le Burkina Faso connaît une perte de valeurs, en fait la quasi-totalité (95/101) des répondants, disent que cette perte se manifeste de différentes manières, en particulier par le fait que l'argent est devenu plus important que tout (89,5%), le respect des anciens a diminué (73 ;7%), le bien commun n'est pas respecté (64,2%), on ne respecte pas la parole donnée (61,1%), on ne respecte pas la vie (51,6%), on vole beaucoup (49,5%). Diverses raisons sont avancées par les enseignants pour expliquer la perte des valeurs au Burkina Faso. Il s'agit, par ordre décroissant d'importance, de l'argent (67,40%), le manque d'éducation des enfants (61,10%), la politique (52,60%), la pauvreté (51,60%), l'urbanisation (20,00%), l'école moderne (17,90%). La quasi-totalité (93,1%) des enseignants situent la perte des valeurs chez les burkinabé à partir des années 90, la période post-révolution. Très peu d'entre eux (5,9%) mentionnent la période révolutionnaire et une très infime minorité seulement (1%) la période coloniale. Les femmes sont relativement plus

nombreuses que les hommes à mentionner la période révolutionnaire (11,1%) ou la période coloniale (5,6%), pas du tout mentionnée par les hommes.

Relativement à la problématique du civisme, la très grande majorité des enseignants enquêtés disent que les burkinabé font preuve de peu de civisme (77,2%) voire pas du tout (7,8%), soit un total de 86% à dire qu'il n'y a pas de civisme. Bien qu'ils représentent une très faible minorité (4), les plus jeunes enseignants sont les plus unanimes (100%) à dire que les Burkinabé font preuve de peu de civisme, ce qui donne à penser qu'ils parlent sans doute en connaissance de cause, les jeunes étant généralement les indexés pour leur incivisme. Les enseignants qui estiment qu'il n'y a pas ou qu'il y a peu de civisme chez les burkinabé attribuent cet incivisme est lié aux faits suivants : ils ne se sentent pas concernés par le bien commun (75,0%) ; les autorités publiques ne méritent pas le respect (39,8%) ; ils sont mal éduqués (30,7%).

Les opinions collectées par rapport à l'évolution du niveau de corruption des burkinabé mettent en relief de façon très majoritaire (91,1%) le fait que les enseignants estiment que les burkinabé deviennent de plus en plus corrompus. Cette grande majorité (96%) des enseignants situe l'émergence de la corruption à partir des années 90, après la révolution. Aussi, 55,4% des enseignants répondants disent n'avoir jamais fait de cadeau à un agent public ou à un élu, contre 44,6% qui disent l'avoir fait. Il n'y a pas de différence particulière dans les réponses des enseignants de différents sexes, âges et statuts pédagogiques.

Sur le rapport entre éducation et crise des valeurs morales, éthiques et civiques, la majorité des enseignants disent qu'ils sont tout à fait d'avis (67,3%) ou un peu d'avis (29,3%) que l'éducation est une réponse appropriée à la crise des valeurs morales, éthiques et civiques de notre société. Ces réponses ne diffèrent pas beaucoup selon le sexe, l'âge ou le statut pédagogique des enseignants. Près des trois quarts (73,0%) justifient leur réponse (positive) par le fait que l'éducation transmet des valeurs, ce qui a donc pour effet de remplir ce vide créé par la crise voire la perte de ces valeurs. Toutefois, ils mettent en garde les optimistes, en leur rappelant qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle éducation. La moitié (52%) des enseignants disent en effet que tout dépend de l'éducation donnée ou reçue. Vu la très faible proportion (3%) de ceux qui n'ont pas la possibilité pour l'éducation de contribuer à lutter contre la crise des valeurs morales, on peut considérer que la réserve provient essentiellement de cette majorité qui croit aux vertus curatives de l'éducation. Un bon tiers (36%) des répondants précisent que l'éducation seule ne suffit pas. Très logiquement et conséquemment à l'opinion majoritaire que l'éducation est une réponse appropriée à la crise des valeurs MEC, une bonne majorité (70,3%) des

enseignants pensent que les valeurs enseignées contribuent à la lutte contre la corruption. Cela représente un signe encourageant, en même temps qu'une sorte d'engagement de ces répondants, à faire de leur enseignement un outil pour combattre le fléau de la corruption.

Pour les élèves, les résultats de l'enquête sur leur perception et pratique des valeurs MEC montrent que, nombreux (près de 87%) sont les élèves des écoles primaire et post-primaire qui ont entendu parler des valeurs morales traditionnelles des burkinabé, soit beaucoup (52,4%), soit un peu (36,6%). Seulement 11,3 % des enquêtés déclarent n'avoir jamais entendu parler des dites valeurs. D'une façon générale, dans toutes les régions, les élèves ont eu l'occasion d'entendre parler (beaucoup ou un peu) des valeurs morales traditionnelles et ils tiennent leur information des parents (50%) pour certains et de leurs enseignants (48,9%) pour d'autres presque à égalité. Les cinq valeurs morales les plus importantes que les élèves relèvent sont : le respect de la vie (61,30%), l'intégrité (57,50%), le travail (55,70%), l'amour (49,10%) et la liberté (40,10%). Aussi, les élèves, dans leur immense majorité, sont soit totalement d'accord (61%) soit un peu d'accord (27,4%) qu'il y a une perte ou crise des valeurs au Burkina Faso. Seule une infime minorité (3,3%) ne partage pas cet avis et les autres (8%) sont sans opinion. La perte des valeurs au Burkina Faso pourrait s'expliquer, selon les élèves répondants par les faits suivants : les gens veulent devenir riches rapidement (54,20%) ; les jeunes ne sont plus éduqués comme avant (42,9%) ; les gens ne vivent plus dans les villages comme avant : changement de mode de vie (42,9%) ; c'est la ville (22,6%) ; la politique divise les gens sur ce qui est bien (18,9%) ; les gens n'ont plus peur des fétiches (16,5%) ; autres raisons (Autorités ne font pas bien le travail, culture occidentale, jeunes envient leurs camarades, matériel et argent pris le dessus, non-respect de la vie, non-respect des anciens) (6,1%). Sur la question de l'incivisme, la grande majorité (83,5%) des élèves affirme avoir déjà entendu parler de l'incivisme au Burkina Faso. Si l'on n'observe pas de différences significatives dans les réponses des élèves des deux sexes, on note, par contre, ces différences entre élèves du primaire et élèves du secondaire au niveau des facteurs : manque de justice, colère contre les autorités publiques et manque d'autorité de l'Etat. Les élèves du secondaire sont nettement plus nombreux (52,6%) que ceux du primaire (25,6%) à mettre en cause la défaillance de la justice. Ils sont également plus nombreux (57,9%) que leurs cadets (45,1%) à mettre en avant la colère contre les autorités publiques comme élément explicatif de l'incivisme. Dernier élément explicatif de l'incivisme, le manque d'autorité de l'Etat s'avère beaucoup plus indexé par les élèves du secondaire (16,8%) que ceux du primaire (6,1%). La différence de maturité entre les deux catégories de répondants est, sans doute, le seul élément explicatif de ces différences

significatives.

La perception des élèves enquêtés, quand l'état de la corruption est sans équivoque. Bien que près d'un cinquième d'entre eux soient sans opinion sur la question, pour 71,2% d'entre eux, les burkinabé leur semblent de plus en plus corrompus. Les répondants perçoivent les manifestations de la corruption à travers le fait de soudoyer des agents publics pour régler tel ou tel problème, les détournements de fonds publics, les mauvais travaux exécutés, les attributions de marchés aux amis moins qualifiés. 71,2% des enquêtés affirment que la pratique de la corruption existe à l'école, contre 17% qui disent qu'elle n'existe pas et 11,8% qui disent ne rien en savoir. Selon les élèves répondants, la pratique de la corruption à l'école se traduit par les faits suivants, classés par ordre décroissant d'importance mesurée par la proportion des choix des répondants : les inscriptions irrégulières d'élèves en classe supérieure (71,3%), les notes sexuellement transmises (50,0%), les inscriptions irrégulières d'élèves non admis aux concours d'entrée en 6^{ème} (43,3%), les trafics de notes sur intervention de parents puissants (29,3%) et les autres faits (administration des concours, admission aux examens, le fait de soudoyer un chef d'établissement ou une secrétaire pour une place, soudoyer un professeur, tricherie, ventes de vivres de la cantine) (8,5%). Les résultats collectés montrent que la très grande majorité (91,5%) des élèves enquêtés perçoivent la corruption comme une très mauvaise chose, ce qui explique sans aucun doute leur refus massif de chercher à la pratiquer.

Sur la perception de la relation entre valeurs et corruption, la majorité (74%) des répondants sont d'avis que l'éducation est la réponse appropriée contre la crise des valeurs MEC. Ils justifient leurs réponses en arguant le fait que l'éducation permet d'inculquer aux jeunes générations des valeurs telles que : l'intégrité, la solidarité, le respect de la vie, l'honnêteté, l'ardeur au travail. Mais, certains parmi eux estiment que l'éducation seule ne suffit pas parce qu'aujourd'hui, l'argent commande tout. La très grande dispersion des formulations des avantages de l'éducation dans la lutte contre la corruption n'a pas permis d'en faire une comparaison par région. Aussi, les élèves sont-ils très majoritairement (78,3%) d'avis que les valeurs enseignées à l'école contribuent à la lutte contre la corruption. Aussi, les enquêtés déclarent-ils avoir entendu parler de la corruption à l'école souvent pour certains (20,8%), quelquefois pour d'autres (35,4%). Mais de toute évidence, la lutte contre la corruption à l'école a encore du chemin à faire. Près de 44% des répondants, en effet, déclarent n'avoir jamais entendu leurs enseignants parler de la corruption. Les répondants estiment cependant que pour lutter contre la corruption, les maîtres doivent enseigner les principales valeurs que sont, selon eux, l'honnêteté ou l'intégrité, l'amour du travail, la justice, le respect

du bien commun et le patriotisme.

Enfin, les résultats de l'enquête auprès des Organisations de la société civile (OSC) et des médias prouvent la perte des valeurs morales, éthiques et civiques dans la société Burkinabé. Selon les structures rencontrées, les principales valeurs morales et civiques de la société Burkinabé d'un point de vue traditionnel sont entre autres l'intégrité, l'honneur, le courage, le respect de la parole donnée et de l'engagement, le respect de l'autorité de façon générale et le respect de la chose publique. Cependant, pour ce qui concerne les valeurs dominantes dans la société burkinabé actuelle, la majorité des enquêtés estiment même qu'il est difficile de parler trop de valeur en tant que telle. Pour cette majorité, on assiste plutôt à une agonie des valeurs de la société Burkinabé. En clair, les valeurs dominantes relevées sont les suivantes : la malhonnêteté, le goût du gain facile, le développement du mensonge, l'impatience, l'individualisme, etc. Cette position conforte l'idée partagée d'une crise des valeurs au Burkina Faso. Cette opinion est largement partagée par l'ensemble des acteurs des OSC et des médias rencontrés. L'une des principales manifestations de cette décrépitude des valeurs est le phénomène de la corruption pandémique. La principale cause de cette crise des valeurs est politique pour les OSC et les médias interrogés. En effet, nombreux sont les enquêtés qui estiment que le mode de gouvernance est le facteur explicatif de ce phénomène qui détruit le tissu social. Les conséquences de cette décadence des valeurs MEC sont nombreuses. On peut retenir, à titre d'exemples : la promotion de l'médiocrité qui rejaillit sur toute la société ; l'appauvrissement de la société ; l'injustice et le manque d'équité sociale.

L'explication majeure de l'évolution négative des valeurs au Burkina Faso résulte selon de nombreux enquêtés dans le phénomène de la modernité qui a fini par détruire les valeurs fondamentales de la société traditionnelle. On assiste à l'abandon de nos valeurs au profit d'autres valeurs qui conduisent à l'individualisme. Le mode de gouvernance politique et économique n'est pas en reste. Certains acteurs évoquent, en effet, le comportement non-exemplaire des autorités politiques qui font de la corruption le principal mode de la gestion des affaires publiques.

Pour la majorité des enquêtés, la perte des valeurs morales, éthiques et civiques au Burkina Faso, remonte aux régimes de la 3ème et de la 4ème Républiques. La perte des valeurs morales, notamment la vertu de l'intégrité, semble imputable au régime défunt de M. Blaise Compaoré qui a mis en place un système de pillage et de gaspillage des ressources du pays pour son clan à dominante familiale.

La part de responsabilité des acteurs socio-politiques dans l’effritement des valeurs morales, éthiques et civiques au Burkina Faso est engagée selon les OSC et les médias. Il s’agit des acteurs politiques (partis et formations politiques, gouvernement, élus locaux et nationaux), les parents, les autorités religieuses et coutumières, les médias eux-mêmes et les jeunes.

En définitive, on peut retenir que les valeurs morales, éthiques et civiques au Burkina Faso ne servent plus de vecteurs aux comportements individuels et collectifs des citoyens. Cette perte des valeurs semble le facteur explicatif de la montée vertigineuse du phénomène de la corruption qui sape les efforts de développement économique et social. Elle pourrait également expliquer la montée de l’incivisme qui fragilise l’autorité de l’Etat. Tous les acteurs rencontrés sont cependant unanimes que l’éducation civique et morale pourrait constituer un levier important pour la restauration de l’autorité morale de la société Burkinabé.

Chapitre XI : Pour une renaissance morale et civique

Devant l'ampleur des dégâts, tant individuels que collectifs causés par la crise des valeurs dont la crise économique n'est que la traduction, les plus optimistes disent que le redressement moral et vertueux est un passage obligé pour le salut de la société burkinabé. Si on ne peut qu'être partie prenante de cet optimisme, on est moins assuré des mesures salutaires qui seront prises pour ce redressement souhaitable qui implique des conditions préalables à satisfaire.

11.1 *L'efficacité limitée des mesures répressives*

Les premières mesures auxquelles on pense et recourt généralement sont le renforcement des mesures de répression des violations des valeurs sociales, surtout, socio-économiques comme les détournements de fonds, la fraude, la corruption, violations pour lesquelles existent des textes juridiques ad hoc. Même s'il est vrai que la crainte du gendarme est le début de la sagesse, on est tout de même en droit de s'interroger sur l'efficacité des sanctions à réduire ce fléau. Les citoyens s'interrogent d'autant plus que depuis la mise en place des institutions de répression des crimes économiques telles que la Cour des Comptes et l'Autorité Supérieure de Contrôle de l'Etat (ASCE), beaucoup de fautes de gestion ont été relevées, mais n'ont connu aucune suite, en dehors de l'éternel refrain « la justice suit son cours ». Une justice qui semble avoir perdu tout son crédit à travers le traitement jugé trop partisan et opportuniste d'un certain nombre de dossiers importants de crimes de sang.

Le scepticisme quant à la volonté réelle des gouvernants à éradiquer les maux de mauvaise gestion et de corruption a été très fort ces deux dernières années. Suite au rapport accablant de l'ASCE, le Premier ministre d'alors, Luc Adolphe TIAO, était monté au créneau et avait ordonné que tous les dossiers litigieux lui fussent transmis sous dizaine pour des mesures à la hauteur des forfaits commis. Seulement, après cette sortie médiatique tonitruante, ce fut le silence total. En dehors de la première mesure relative aux dispositions administratives de transmission rapide des dossiers contentieux, aucune des huit (8) mesures annoncées par le Premier Ministre n'a été suivie d'effet, en tout cas, pas avec le même battage médiatique que leur annonce.

Comme cela a été révélé lors du panel organisé par le REN-LAC le 09 décembre 2013 sur le thème « *La Justice Burkinabé face à la corruption* », les magistrats, pour leur part, minimisent leur inefficacité ou leur implication par rapport aux dossiers à juger par leur liberté restreinte par l'autorité politique que représente le Ministre, seul habilité à donner le feu vert dans la procédure de leur traitement. Ils évoquent également la limitation des moyens matériels

d'action. Tentatives d'explication qui ont eu le don de frustrer les internautes dont l'un exprime ainsi le ras-le-bol de nombreux citoyens :

« Il faut que la justice se juge elle-même pour son incapacité à juger les criminels à col blanc. Quel est ce pays où c'est toujours les voleurs de pintades ou motos qui sont jugés. Et les dossiers de crimes économiques qui traînent dans vos bureaux, qu'est-ce que vous en faites ? Ne savez-vous pas que c'est le contribuable burkinabé qui paie vos salaires ? Ayez pitié de nous et soyez courageux comme le magistrat béninois au lieu de passer votre temps à prononcer des non lieux en fonction de votre position politique ou affinité. Justice burkinabé = honte et désespoir. Le peuple en a marre de vous. Le sachiez-vous ? »(Lutte contre la corruption au Burkina. 8e édition des Journées nationales de refus de la corruption, organisées par le Réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC), Rapport de synthèse des assises écrit par BYL)

11.2 La révolte contre les méfaits de nos comportements amoraux ?

Ce sont les anciens comme le philosophe PLATON qui nous donnent la solution générique à cette crise des valeurs et des sociétés. Pour lui, l'homme est la seule solution à la crise. Il lui appartient de changer pour remettre en place la société perturbée. Pour ce faire, l'urgent est de restaurer la hiérarchie bafouée des valeurs, mettant l'accent sur les valeurs essentielles et primordiales (la justice et la paix) avant de penser à celles secondaires et accessoires telles la liberté individuelle qui conduit à des excès, si elle ne s'articule au bien, en particulier le bien commun.

C'est l'adhésion collective forte qui cimente l'unité de la société. Selon le philosophe, l'âme humaine comporte une composante appelée « *thumos* » qui confère aux hommes une capacité d'indignation devant l'injustice et face à la peur de perdre la vie. Cette ardeur courageuse peut susciter un réflexe de survie et une mobilisation capable de sauver la collectivité. Pour cela, il faut l'orienter dans la bonne direction en développant la partie supérieure de l'homme par l'étude et la pratique de la philosophie.

C'est en raison de sa foi en la puissance de ce « *thumos* » que Platon ne s'inquiète pas, outre mesure, devant la course effrénée vers l'accumulation des richesses, parce qu'au finish elle s'arrêtera... avec une égalité dans la richesse ! Selon une commentatrice de la vision qu'aurait eue Platon de la crise mondiale :

« Platon affirme que le désir d'acquérir se répand dans tout le corps social, s'y dissémine pour exister hors de toute limitation. La dynamique du champ social devient le désir illimité d'acquérir. Pour le philosophe, ce nouveau critère va inexorablement conduire à une inégalité croissante dans la répartition des richesses qui engendrera des conflits au sein même de la société. Ceci mènera les hommes à aspirer à un nouveau mode de société autour d'un principe central, l'égalité. Le moteur de cette nouvelle société est toujours la richesse mais pour tous. De ce principe égalitaire dérive la liberté pour chacun de faire ce qu'il désire faire ou ce qui lui plaît. (Ce que Platon appelle la démocratie) » (OHMANN, Isabelle, 2012).

11.3 L'insuffisance de la bonne gouvernance

Dans la mouvance de la chute du mur de Berlin en 1989 et du triomphe du libéralisme et son extension au monde entier (mondialisation), il avait paru nécessaire aux puissances internationales de moraliser ce nouveau monde et de booster le développement par ce qu'elles ont appelé la « bonne gouvernance », basée sur les principes de : (a) l'efficacité des pouvoirs publics, (b) la stabilité politique, (c) la qualité de la réglementation, (d) la maîtrise de la corruption, (e) l'État de droit et (f) le respect des droits politiques. Cette prescription s'adressait essentiellement aux pays en développement, les pays développés étant supposés appliquer déjà ces principes vu leur niveau de développement. Mais, la crise financière de l'année 2008 a battu en brèche ce postulat en révélant au grand jour l'hypocrisie de ces pays développés et, du coup, jetant la suspicion sur le concept de bonne gouvernance en matière économique a fortiori dans le domaine social et politique général. C'est cette suspicion que deux chercheurs français ont développée en mettant en garde les pays en développement contre un suivisme aveugle des institutions internationales. Selon ces chercheurs :

« Avec la stabilisation macro-économique, la 'bonne gouvernance' s'est imposée comme impératif universel des politiques de développement depuis les années 1990. Pourtant, à l'aide d'une nouvelle base de données (Profils Institutionnels 2006), nous montrons que si la 'bonne gouvernance' est corrélée au niveau de développement (le PIB par tête), elle n'est pas corrélée à la vitesse de développement (la croissance de moyen et long terme). Pourquoi ? Parce qu'elle ne touche pas aux ressorts du changement institutionnel, économique, politique et social. Nous élaborons donc de nouveaux concepts pour analyser la réalité de la gouvernance dans les pays en développement, et les testons à l'aide de la base de données « Profils Institutionnels ». Nous identifions, ainsi, les capacités de gouvernance dont les pays en développement ont vraiment besoin : la 'bonne gouvernance' ne ressort pas comme une priorité pour le décollage économique. Elle le devient dans un second temps, ainsi que l'ouverture du système de régulation

sociale, lorsque, bénéficiant d'une croissance soutenue et prolongée, un pays cherche à converger avec les pays développés. Dans les autres pays en développement (non-convergeants), la priorité réside dans la construction de capacités d'anticipation stratégique et de coordination entre élites. Nous proposons alors, une définition élargie de la gouvernance » (MEISEL, Nicolas et Jacques OULD AOUDIA, 2007).

Déjà en 1993, la Banque mondiale avait été confrontée au défi du modèle de développement ou « miracle » asiatique⁴⁰ qui n'avait pas suivi l'orthodoxie libérale basée sur le privé pour atteindre les prodigieux résultats mais, avait plutôt opéré une combinaison judicieuse du public et du privé. Depuis deux décennies et plus particulièrement depuis le milieu de la dernière décennie, elle est confrontée au défi chinois d'un libéralisme socialisant ou libéralisme économique dans un système politique et social collectiviste⁴¹. Quoi qu'il en soit, penser que les mesures de régulation du marché et de l'économie suffisent à assurer le développement et, surtout, les valeurs fondamentales de la société, serait une erreur et une inversion des priorités, pour la simple raison que ce n'est pas l'économie qui fonde la société, ses règles de fonctionnement, ses valeurs, mais bien le contraire.

11.4 Le développement humain comme valeur primordiale.

C'est en cela que l'interpellation de STIGLITZ à refonder la société

40 « Le « miracle asiatique » est le fait pour les économies de l'Asie du Sud-Est (Japon, Hong-Kong, Singapour, République de Corée, Taïwan, Indonésie, Malaisie, Thaïlande) de connaître une « croissance particulièrement rapide ... (2 fois plus rapide que dans les autres pays de l'Asie de l'Est ; 3 fois plus rapide que l'Asie du Sud et l'Amérique Latine ; 5 fois plus rapide qu'en Afrique au Sud du Sahara de 1960 à 1985) », grâce à une combinaison judicieuse du public et du privé par l'Etat. Un succès reconnu par la BANQUE MONDIALE (1993) même si elle estime que les interventions de l'Etat « ont d'autant mieux réussi qu'elles « allaient dans le sens du marché », par exemple à travers une stratégie orientée vers l'exportation » et qu'en tout état de cause « le contexte historique n'est plus le même aujourd'hui, ce qui ne permettrait sans doute plus le succès de ces interventions, sauf lorsqu'il s'agit d'ouverture à l'exportation » (JUDET, Pierre, 1996)

41 Voir Kellee TSAI. Chine: le capitalisme sans la démocratie, in Compte-rendu par Xavier MOLENAT de la 21e conférence annuelle de la *Society for the Advancement of Socio-economics* (SASE), sur le thème «*Le capitalisme en crise*», tenue à Paris les 16, 17 et 18 juillet 2009; voir aussi Samir AMIN: La Chine, le socialisme de marché. Etape dans la longue transition socialiste ou raccourci vers le capitalisme ? Publié le 18 août 2007 in *les laboratoires du changement social*.

et le monde plus sur des valeurs morales que sur des calculs économiques mérite d'être prise au sérieux. Selon le Prix Nobel d'économie :

« Nous nous sommes engagés très loin sur une autre voie : nous avons créé une société où le matérialisme l'emporte sur l'engagement moral; où la croissance rapide que nous avons atteinte n'est durable ni sur le plan environnemental, ni sur le plan social; où nous n'agissons pas ensemble, collectivement, pour répondre à nos besoins communs, car l'individualisme acharné et le fanatisme du marché ont miné tout sentiment de communauté ... »

L'objectif de la production d'une société est d'accroître le bien-être de ses membres, quelle que soit la façon dont on le définit. Notre mesure habituelle n'est pas une bonne mesure. Il y a d'autres solutions. Aucune mesure unique ne peut saisir la complexité de ce qui se passe dans une société moderne, mais le PIB a des vices trop graves ...

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a élaboré une mesure plus globale qui inclut l'éducation et la santé en même temps que le revenu...Mais, même quand les mesures économiques sont élargies à la santé et à l'éducation, une bonne partie de ce qui influe sur notre sentiment de bien-être leur échappe. Robert Putnam a souligné l'importance de nos contacts avec les autres.

Le royaume bouddhiste himalayen du Bhoutan a tenté d'imaginer une approche différente. Il essaie de créer une mesure du BNB - le bonheur national brut. Le bonheur n'est lié qu'en partie aux biens matériels. Certains aspects, comme les valeurs spirituelles, ne peuvent et probablement ne doivent pas être quantifiés. Mais d'autres peuvent l'être (comme le lien social). Même sans quantification, privilégier ces valeurs fait apparaître des voies auxquelles il faudrait réfléchir pour réorienter notre économie et notre société. »(STIGLITZ, 2010, pp. 437-464).

11.5 Le renforcement de l'unité nationale

Mais s'il y a un point essentiel qui tenait à cœur PLATON et qui nous interpelle fortement nous les burkinabé, c'est ce que le philosophe appelait « l'unité de la cité », c'est-à-dire la solidarité et l'amitié entre les concitoyens et avec la nature (le cosmos).

Parmi les causes de la crise des valeurs énumérées plus haut nous avons surtout parlé des conflits entre valeurs endogènes et valeurs exogènes, surtout importées par la colonisation ainsi que du pluralisme des valeurs au sein de la société. Il convient toutefois de ne pas perdre de vue que la

société Burkinabé, comme la plupart des Etats-nations mis en place par la colonisation, est composite, assemblage d'un ensemble de communautés, plutôt, de nationalités différentes. C'est après les indépendances que ces Etats-nations s'efforcent de créer des nations, c'est-à-dire des entités plus cohérentes partageant le même référentiel de valeurs.

Au départ, les responsables politiques des Etats-nations avaient pensé que la création de telles nations passait par la mobilisation forcée des populations à travers les partis politiques uniques. Mais les programmes et les stratégies de ces partis uniques étaient loin d'aboutir aux résultats plus proclamés que vraiment recherchés. Ces partis étaient plus des enclos de bétail électoral que des cadres d'éducation citoyenne de bâtisseurs de nations.

L'Etude Nationale Prospective « Burkina 2025 » s'est engagée à apporter sa contribution dans la réalisation de la vision du «Burkina Faso, une nation unie, solidaire, de progrès et de justice, qui consolide son respect sur la scène internationale ». Deux défis donc à relever dont l'un interne la construction de la nation et l'autre externe (le rayonnement externe)

L'ENP note que :

« Le défi interne est lié à son histoire de pays colonisé devant, de ce fait, bâtir une nation à partir de la multitude de nationalités que l'administration coloniale avait réunies en une seule entité territoriale, de façon brutale et autour de valeurs et de projet de société extravertis, le projet de ce que certains ont qualifié de « république coloniale ».

Par cette appellation contradictoire, les auteurs, Nicolas BANCEL, Pascal BLANCHARD et Françoise VERGES, (2003) voulaient souligner la contradiction d'une société en pleine refondation sur des principes de liberté, d'égalité et de fraternité entreprenant néanmoins d'asservir d'autres peuples auxquels elle déniait (volontairement ou involontairement) ses propres principes.

Les axes sur lesquels les burkinabé devraient travailler pour relever ce défi interne sont les suivants :

11.5.1 Favoriser le brassage culturel et promouvoir les valeurs partagées

Favoriser le brassage culturel et promouvoir les valeurs partagées. Il faut à travers des études approfondies de nos différentes et leur diffusion à l'occasion de certaines manifestations culturelles comme la Semaine Nationale de la Culture (SNC) qui, pour l'instant privilégie l'aspect folklorique de ces

cultures au lieu d'aller dans le sens des « Grandes conférences » initiées à un moment donné mais, arrêtées de façon brutale. Il faudrait également enseigner les valeurs partagées et assurer l'éducation civique et morale à l'école primaire et secondaire ainsi que dans les centres d'alphabétisation.

11.5.2 Organiser des débats nationaux sur des problématiques majeures

Les problématiques majeures engageant le présent et l'avenir de la nation doivent faire l'objet de débats nationaux impliquant toutes les couches sociales et toutes les localités du Burkina Faso. Il s'agit de mieux organiser le dialogue social qui ne saurait se limiter aux débats parlementaires ou au sein des partis politiques. Il faudrait étudier les modalités pratiques de démocratisation de ces débats par la contribution des élus nationaux que sont les députés et locaux que sont les conseillers municipaux. Les partis politiques, du pouvoir comme de l'opposition, doivent effectuer leur tâche d'éducation civique à travers ces débats sur les problématiques majeures. Autrement, le très faible niveau d'alphabétisation de nos populations, ajouté à leur taux élevé de pauvreté ne leur permettra pas de jouer leur rôle en exigeant la redevabilité envers ceux qui les représentent et de contribuer à la construction de leur nation autour de l'idéal de l'intégrité.

11.5.3 Enseigner les valeurs partagées et assurer l'éducation civique et morale

L'école, quelle qu'en soit la forme (traditionnelle ou moderne) est le cadre, par excellence de socialisation des citoyens d'une nation. Il faut ré-instituer ou généraliser l'éducation civique délaissée et revoir son contenu. Celui-ci ne doit plus être limité à l'enseignement des seules formes du pouvoir et des institutions républicaines modernes, mais inclure les valeurs traditionnelles communes dégagées par la recherche scientifique et les échanges entre régions. Cela évitera la promotion de cette sorte de schizophrénie à laquelle sont soumis notamment les écoliers écartelés entre la vie traditionnelle du village et la vie moderne urbaine de l'école. Les grandes nations, surtout asiatiques, enseignent que le chemin du progrès durable débute par le socle de l'inculturation permettant de s'enrichir des expériences des autres peuples.

11.6 Encore et toujours...l'arme de l'éducation pour tous

Nombreux sont les philosophes et pédagogues qui ont insisté sur le caractère fondamental de l'éducation pour faire progresser la société et l'humanité.

Jean-Jacques ROUSSEAU en particulier, qui dénonçait la corruption des mœurs de son temps, reste le pédagogue moderne pour qui l'éducation était le moyen, par excellence, de la construction républicaine et démocratique.

Plus proche de nous, Hannah Arendt, tout en considérant que l'éducation américaine libertaire et la société de masse sans contrainte étaient co-responsables l'une de l'autre, estimait cependant que la sortie de crise de l'une comme de l'autre passait inévitablement par une éducation revue. Comme elle le dit ci-après:

« L'essence même de l'éducation, telle que nous la révèle cette crise, tient autant à la question de la « durabilité du monde » humain qu'au caractère de « nouveaux venus » des enfants. Elle peut être résumée par la formule suivante : éduquer de façon à conserver chez les « nouveaux venus » la capacité à innover et à remettre le monde en place » (Arendt, 1961)

On ne peut donc que partager cette foi solide en l'éducation pour rendre le monde de demain meilleur que celui d'aujourd'hui, tout en se convainquant qu'il faut des hommes visionnaires et dévoués pour préparer ces enfants à inventer ce monde nouveau. Partant de cette foi et de cet optimisme, on peut légitimement considérer que la situation de crise des valeurs au Burkina Faso n'est pas une situation irréversible. Le temps est venu d'apporter des réponses concrètes pour infléchir la tendance morale actuelle de la société.

11.7 Une valeur à promouvoir : l'idéal d'intégrité

Le préambule de la Constitution du Burkina Faso est très explicite sur la détermination du Peuple Burkinabé à promouvoir l'intégrité comme valeur républicaine et éthique. Dans le contexte du Burkina Faso, l'intégrité apparaît comme un véritable mythe fondateur de la société désirée. D'ailleurs, la dénomination du pays s'est faite à partir d'une synecdoque de la partie (« pays des Hommes intègres ») dont le caractère de propagande est évident. Cependant, une telle dénomination doit être considérée, à juste titre, comme le symbole d'Idéal ou encore une valeur recherchée.

L'intégrité morale dont il est question ici signifie en même temps refus de la corruption, notion complexe au carrefour d'une multitude de

disciplines : la philosophie, le droit, la sociologie, la science politique, la théologie, l'anthropologie, la psychologie, l'histoire, la psychanalyse⁴²...

Les grecs utilisaient les notions de *phthora* et de *genesis*⁴³ pour caractériser la corruption en tant que mouvement qui frappe de dégradation toute chose située dans le monde sublunaire. La corruption, c'est avant tout pour les grecs anciens, au sens fort la dénaturation physique ou encore la décomposition du corps après la mort.

La théologie chrétienne a également construit une représentation sur l'idée de dénaturation en considération du mal adamique, le péché originel ou la corruption fondamentale qui exige de l'homme de s'inscrire dans une perspective de recherche du salut.

Dans l'usage politique et juridique, la notion de corruption renvoie à l'intégrité des élus et des fonctionnaires en tant que valeur cardinale de la construction républicaine et démocratique. La corruption est alors appréhendée comme une infraction, prévue et punie comme telle par les lois : il n'est plus tout à fait question de la corruption physique des grecs, inévitable par définition, mais de la corruption morale qui entame la probité ou l'intégrité des personnes, des institutions et des systèmes sociaux. L'intégrité se dit donc d'une chose qui conserve son intégrité ou d'un point de vue moral, d'une valeur non altérée ou comme encore d'une personne considérée honnête, qui fait preuve de probité en toute circonstance. La personne intègre se définit en effet par opposition à la personne corrompue ou malhonnête.

Toutes les luttes contre la corruption sont peine perdues, s'il n'y a pas une véritable promotion de l'intégrité. En effet, dans la plupart de nos sociétés en dérive, l'intégrité tend à être considérée comme une non-valeur ou comme la valeur de gens qui ne savent pas profiter des diverses situations dans lesquelles ils sont placés pour obtenir des avantages de toutes sortes. Pour le dire péremptoirement, les hommes intègres si on peut le dire dans le Burkina Faso "post-révolutionnaire" sont les véritables dindons de la farce dans une société où le cap a été résolument mis sur l'enrichissement et la réussite individuels coûte que coûte... dans un contexte de pratiques de rente et d'impunité.

A tous les niveaux de l'administration publique, la corruption est devenue une pratique généralisée à partir du moment où le constat évident est

42 On consultera utilement l'ouvrage de Marie-Laure Susini paru en 2008 aux éditions Fayard sous le titre : « *Eloge de la corruption : les incorruptibles et leurs corrompus* ». Dans cet ouvrage, la corruption est abordée sous l'angle de la psychanalyse mais surtout en relation avec la dérive totalitariste.

43 Voir Aristote, *De la génération et de la corruption*.

que l'intégrité « ne paie pas ». Etre corrompu au Burkina Faso aujourd'hui, c'est développer et mettre en œuvre une stratégie personnelle de lutte contre la pauvreté, ouvertement basée sur l'illicite et l'immoral, disposer d'un réseau clientéliste, s'assurer de revenus confortables qui épargnent des soucis du lendemain, pouvoir prétendre indûment à des niveaux élevés de responsabilité avec l'espoir de profiter.

Les voltaïques d'aujourd'hui pas tous bien sûr si on s'en tient aux rapports multiples sur la corruption au Faso, ne croient plus vraiment aux vertus du travail, de l'effort, du courage et de l'honnêteté. On assiste donc à une course effrénée à l'accumulation matérielle et financière : parcelles sur parcelles, «des *bunkers*», des véhicules du futur, des centaines de millions, sinon des milliards en compte...sans possibilité de justification des biens et richesses (mal) acquis. Et comme l'on peut le constater aisément, la corruption produit ainsi une génération spontanée de nouveaux riches qui n'ont jamais eu besoin de travailler pour le devenir, mais qui devaient tout simplement avoir l'audace d'aller à contre sens des valeurs sociales reconnues par tous et par l'Etat.

Plus la corruption se développe et plus le conflit entre les intérêts et les convictions s'exacerbe plus les valeurs morales dégringolent. La crise des valeurs morales au Burkina Faso est fondamentalement une crise de l'intégrité, dans la mesure où la corruption met entre parenthèses sinon en péril, la responsabilité morale individuelle et collective. L'exercice de cette responsabilité passe par un dispositif institutionnel coercitif mais aussi par des actions de promotion réelle de l'intégrité qui comporte l'exigence de fidélité au *nomos*, à la loi et aux normes, mais aussi et surtout à soi et à l'éthique.

« La politique, écrit Dobel, demeure l'une des activités humaines les plus difficiles. Dans cet univers où se bousculent intérêts, convictions, alliances, oppositions, amitiés, haines, coopérations, conflits, passions, calculs, structures de pouvoirs et pathologies institutionnelles, la réussite est toujours problématique, couteuse et fragile. L'homme qui, engagé dans la vie publique, cherche à faire prévaloir le bien, rencontre résistance et contestation. Avec le temps, les interactions finissent par user les acteurs et à les transformer, dans le bon ou le mauvais sens. Leur intégrité morale et leur clairvoyance sont quotidiennement mises à l'épreuve. » (Dobel, 2006, p. XVI)

Aucune obligation ne peut être tenue en l'absence d'intégrité ; or le pouvoir, sous quelle que soit sa forme ou sous n'importe quelle forme, comme nous l'indique le mythe platonicien de l'anneau de *Gygès*, tend à corrompre l'individu, qui placé dans certaines conditions, peut faire sauter

les verrous éthiques face aux diverses tentations. Qui dit corruption dit, concrètement corruption du jugement et de l'intelligence, de la conscience et de la volonté, des mœurs et de l'éthique, le tout dans une atmosphère de dissonance cognitive, de duplicité et de complicité.

L'homme corrompu est généralement un homme « acheté » ou « vendu », et de ce fait profondément aliéné, avec une conscience morale hypertrophiée. L'homme véritablement corrompu est souvent allé suffisamment loin pour être encore capable de revenir en arrière tout seul sans un électrochoc puissant. Le besoin de prévarication ou de subornation d'autrui conduit l'homme corrompu à devenir un agent corrupteur actif pour qui la vénalité vaut pour toute chose, toute personne et pervertit peu à peu tout l'ordre social. La volonté de puissance transforme les corrupteurs en véritables dictateurs et passe-droits qui brisent sur leur chemin toute velléité de résistance ou d'opposition, sans état d'âme. Comme l'écrit Patrick DOBEL,

« []... ils utilisent le service public comme un moyen de satisfaire leurs besoins personnels et (...) ils ne sont plus capables de distinguer les aspirations qui leur sont propres des nécessités de la fonction. Ils perdent même la capacité de comprendre la manière dont l'opinion perçoit les abus de pouvoir et ne peuvent non plus expliquer de façon crédible pourquoi leur maintien au pouvoir est indispensable au bon fonctionnement de l'institution. Ceux qui les entourent ne font que refléter ce qu'ils pensent et s'interdisent toute critique comme toute évaluation honnête. Quiconque s'oppose devient un « ennemi » des finalités publiques, lesquelles sont désormais jugées inséparables de leur maintien à leur poste. » (Dobel, 2006, p. 169)

Chez la personne corrompue, la conscience et les sentiments, l'intelligence et les compétences, quand elles sont avérées, sont mises au service de ses desseins de tout soumettre à sa volonté illimitée de puissance afin de satisfaire son insatiable ivresse de pouvoir⁴⁴. La vie publique des nations du monde, ailleurs comme chez nous, est remplie d'exemples édifiants d'individus qui détournent les prérogatives liées aux fonctions, responsabilités et charges officielles à des fins personnelles de pouvoir incontrôlé.

Le fait de dénoncer et de combattre la corruption dans l'Etat et dans la société ne se confond pas avec la volonté malade de pureté morale ou d'intransigeance éthique mortifère ni avec un regard naïf sur ce que serait la société réelle, mais doit être considéré comme la prise en compte de seuils à ne pas franchir, si on veut maintenir la cohésion de l'Etat qui peut basculer dans une insécurité sans nom à partir du moment où l'affairisme l'emporte sur

44 Voir Laurent Auzoult Chagnault, (2013), *La psychologie du pouvoir en 60 questions*, Paris, DUNOD

toute autre considération : crimes économiques et crimes de sang ont souvent partie liée avec la corruption.

La corruption agit ainsi comme un redoutable cancer qui attaque le corps social et menace tous ses organes. Elle traduit une grave défaillance des diverses formes de régulation (politique, judiciaire, éthique) et attaque la société dans ses fondements. Les affluents de la prétendue ou supposée petite corruption se déversant dans la mer de la grande corruption, contribuent à asseoir un système national irrigué par la corruption de part en part, envers et contre les lois, envers et contre les normes éthiques.

Mais la corruption n'est pas une fatalité. Elle dépend étroitement de la configuration socio-politique, et vis-à-vis de ce fléau, nul ne peut être dédouané à bon compte de sa responsabilité personnelle et citoyenne, laquelle responsabilité est à la fois civile et pénale, mais aussi morale, éthique et/ou civique.

Chapitre XII. Propositions

La présente étude n'a d'intérêt, que dans la mesure où elle participe de la visée de transformer qualitativement la société, du point de vue des valeurs éthiques et citoyennes. Les propositions qui sont faites dans ce sens comportent des recommandations à l'intention du REN-LAC et dont la mise en œuvre est susceptible de contribuer significativement à faire avancer le Burkina Faso sur la voie du *Burkindi*. Elles sont complétées d'une part, par des indications utiles pour réaliser un module d'éducation aux valeurs dans la perspective de la lutte contre la corruption et d'autre part, par des suggestions de supports de communication.

12.1 Tableau des recommandations

Les recommandations peuvent être distribuées en quatre axes comme suit :

- axe I : sensibilisation ;
- axe II : capacitation ;
- axe III : veille citoyenne ;
- axe IV : promotion/valorisation.

<i>Recommandations</i>	
I. SENSIBILISATION	
1.1	<p>Sensibiliser les acteurs de l'Education (les parents d'élèves, les enseignants et les élèves en particulier) sur les méfaits de la corruption à travers des conférences-débats et des projections cinématographiques.</p> <p>La sensibilisation devrait concerner les acteurs des structures de l'enseignement supérieur à travers l'organisation de conférences, voire de colloques sur la problématique de la corruption.</p> <p>La sensibilisation devrait également être faite à l'endroit des acteurs des structures de formation initiale des enseignants et des encadreurs pédagogiques.</p>

1.2	Sensibiliser et impliquer les autorités coutumières et religieuses dans la lutte contre la corruption. Ces acteurs sont souvent considérés comme des dépositaires des valeurs ; pour que cela soit une réalité, il importe de les informer et de les outiller dans leur devoir de véhiculer des valeurs positives.
1.3	Diffuser largement et partout, dans les structures éducatives en particulier, les différents rapports relatifs à la corruption au Burkina Faso. L'information est essentielle et il ne peut y avoir de résistance citoyenne efficace si les acteurs ne sont pas objectivement informés de la réalité des pratiques de corruption.
1.4	Faire un plaidoyer pour amener les organisations politiques à inscrire la lutte contre la corruption dans leurs programmes d'activités. Dans leur prétention à conquérir et à diriger l'appareil d'Etat, les partis politiques doivent impérativement montrer leur volonté de porter les hautes valeurs de la société. Le contexte actuel du Burkina Faso commande que chaque parti politique se positionne ouvertement.
1.5	Produire des supports relatifs à la corruption en langues nationales . La lutte contre la corruption ne saurait oublier que l'immense majorité des citoyens est encore analphabète. Pour ceux qui savent lire en langues nationales, il importe que l'environnement leur permette d'accéder à l'information en langues nationales.
II. CAPACITATION	
2.1	Intégrer la lutte contre la corruption dans les programmes éducatifs . Il convient de disposer d'un module d'enseignement pour le primaire mais il importe surtout d'armer les élèves tout au long de leur cursus scolaire. D'autant plus que la capacité de compréhension et de réaction devient plus grande dans les cycles au-delà du primaire, notamment au post-primaire et au secondaire.

2.2	<p>Former les enseignants et les élèves à la lutte contre la corruption.</p> <p>La formation des enseignants est essentielle : dans la lutte contre la corruption, tous les acteurs ont besoin de développer des compétences réelles en termes de savoir, savoir-faire et savoir-être.</p>
2.3	<p>Produire un module d’enseignement des valeurs MEC intégrant la promotion du civisme et la lutte contre la corruption. Un tel module sera un outil d’aide à l’enseignement sur les plans théorique et pratique en s’appuyant sur la taxonomie des objectifs pédagogiques, celle de Bloom en particulier.</p>
2.4	<p>Produire un module d’éducation aux médias pour prémunir les élèves contre les valeurs nocives diffusées dans certains films. La corruption est un phénomène complexe et l’efficacité de la lutte anti-corruption implique d’armer les enseignants et les élèves face aux divers flux d’informations reçues essentiellement à travers la télévision et l’Internet.</p>
2.5	<p>Mettre à la disposition des enseignants un guide d’enseignement des valeurs MEC intégrant la promotion du civisme et la lutte contre la corruption.</p>
2.6	<p>Soutenir les organisations syndicales de l’Education à intensifier la lutte contre la corruption dans le système éducatif. Les organisations syndicales de l’éducation sont un acteur de premier plan dans la lutte contre la corruption dans le monde de l’éducation et de la formation. Elles doivent être outillées particulièrement pour une lutte informée, organisée et méthodique contre la corruption aussi bien en leur sein que dans les ministères chargés de l’Education et de la Formation.</p>

III. VEILLE CITOYENNE

3.1	<p>Encourager la création de cellules de veille citoyenne contre la corruption en particulier dans les structures d'Education et de Formation. La lutte contre la corruption au Burkina Faso gagnera, sans doute, en efficacité, si dans le cadre de leurs services, les citoyens peuvent s'organiser pour mener une lutte systématique contre la corruption sans crainte de représailles.</p>
3.2	<p>Veiller à l'intégrité morale et à l'exemplarité des responsables des structures d'enseignement et de formation en termes de rigueur administrative, matérielle et financière dans la gestion publique. Tout responsable dont les faits de corruption sont avérés et qui n'est pas inquieté constitue un grave danger pour l'intégrité publique.</p>
3.3	<p>Alerter la population en dénonçant les cas de corruption. Le silence est une prime à l'impunité. Les cas de corruption doivent, par conséquent être dénoncés avec toute l'énergie nécessaire.</p> <p>Par conséquent, maintenir la pression pour une suite à donner aux cas de corruption mis à jour par les corps de contrôle et aux dossiers pendants de crimes économiques. L'impunité est la meilleure alliée de la corruption.</p>
3.4	<p>Renforcer et Diffuser les lois contre la corruption partout au Burkina Faso. Les lois contre la corruption doivent être durcies pour décourager les candidats potentiels à la corruption.</p> <p>Ensuite, « Nul n'est censé ignorer la loi ». Encore faut-il que les citoyens accèdent à la loi !</p>

3.5	<p>Veiller à l'intégrité des autorités publiques (responsables du système éducatif en particulier) dans l'exercice de leurs fonctions. La corruption a encore de beaux jours devant elle si les autorités publiques peuvent tranquillement abuser de leurs fonctions pour s'enrichir illicitement. La sanction des auteurs de corruption a une dimension pédagogique non négligeable.</p>
<p>IV. PROMOTION/VALORISATION</p>	
4.1	<p>Produire des émissions éducatives et réaliser des films qui magnifient les valeurs ancestrales et les valeurs MEC. Ces émissions ont la vertu de toucher un large public et peuvent donc contribuer à un recentrage autour des valeurs positives.</p>
4.2	<p>Célébrer les héros africains et burkinabé ayant fait preuve d'intégrité. Rien de plus éloquent qu'un bon exemple, qu'une incarnation vivante des valeurs, surtout pour la jeunesse qui a besoin d'idéal.</p>
4.3	<p>Organiser une journée du Burkindi pour célébrer, féliciter et récompenser les citoyens qui font montre d'intégrité à leur poste de travail. L'intégrité est un mythe fondateur du Burkina Faso ; le mythe peut accéder à la dimension de la réalité pour peu qu'on veuille y croire et agir dans le sens de déterminer les conduites.</p>

12.2 Indications pour un module d'éducation aux valeurs

Un module d'éducation aux valeurs dans la perspective de la lutte contre la corruption est un projet qui nécessite l'implication des acteurs directs auxquels incomberait le déroulement. Les indications qui suivent ont vocation à faciliter la réalisation d'un module qui devrait nécessairement outre les aspects techniques tenir compte des préoccupations des acteurs institutionnels, en l'occurrence les ministères chargés de l'éducation.

12.2.1 Eléments de contenu

Le module devra mettre l'accent sur deux dimensions essentielles : l'éducation aux valeurs et l'éducation anti-corruption. La finalité de cet enseignement, c'est d'amener les jeunes élèves à faire preuve de valeurs et à développer une attitude hostile à la corruption. Par conséquent, de manière générale, cet enseignement privilégiera le domaine affectif et mettra l'accent sur les niveaux intermédiaires ou en profondeur.

Naturellement, les objectifs pédagogiques seront déterminés en tenant compte du niveau réel des apprenants.

➤ *Education aux valeurs*

Objectif général : rendre les élèves capables d'adopter les valeurs positives

Objectifs spécifiques :

- rendre les élèves capables de définir les valeurs et de distinguer les valeurs morales et les valeurs civiques ;
- rendre les élèves capables de décrire de manière comparée les principales valeurs en Afrique et au Burkina Faso (autrefois/aujourd'hui) et d'en faire une analyse critique ;
- rendre les élèves capables de décrire la crise des valeurs (manifestations, causes et conséquences) et d'en faire une analyse critique ;

➤ *Education anti-corruption*

Objectif général : rendre les élèves capables d'adopter des comportements anti-corruption

Objectifs spécifiques :

- rendre les élèves capables de reconnaître et d'expliquer le phénomène de la corruption (lieux privilégiés, manifestations, causes et conséquences) ;
- rendre les élèves capables de concevoir la lutte contre la corruption (organisations de lutte contre la corruption, rôle des citoyens, moyens de lutte, actions) ;
- Rendre les élèves capables de s'impliquer dans la lutte

contre la corruption.

12.2.2 Système pédagogique

✓ *Cadre de référence : Approche Socio constructiviste et interactive*

Apprendre est un processus dynamique qui implique tout à la fois :

- une activité réflexive du sujet sur ses propres connaissances ;
- une interaction avec les autres : les connaissances de l'apprenant se construisent au fur et à mesure de ses échanges avec ses pairs et aussi avec l'enseignant ;
- une interaction avec le milieu : la construction des connaissances nécessite des « situations » dans lesquelles l'élève apprend.

✓ *Méthodes et stratégies d'enseignement*

Au regard des objectifs, les méthodes actives seront au cœur de l'action éducative pour permettre aux élèves de s'impliquer dans cet apprentissage dont les objectifs sont essentiellement tournés vers les attitudes.

Les stratégies d'enseignement pourront donc être basées selon les objectifs poursuivis par l'enseignant sur :

- la pédagogie du projet ;
- l'étude de cas ;
- l'enquête ;
- les ateliers ;
- le débat ;
- le théâtre ;
- le jeu de rôle ;
- etc.

✓ *Evaluation*

Les enseignants devront s'assurer de l'effectivité des acquisitions à travers les diverses techniques d'évaluation. Ils garderont toutefois à l'esprit la finalité de leur enseignement et privilégieront les évaluations qui aident les élèves à s'approprier les concepts mais surtout à intérioriser les principes et à les traduire dans la réalité en comportements concrets observables à court, moyen et long terme.

12.2.3 Mode d'intégration

Le point d’ancrage d’un module d’enseignement des valeurs dans la perspective de la lutte contre la corruption sera naturellement les programmes d’éducation civique existants. Dans le cadre de ces programmes, il est indiscutable que les valeurs sont enseignées, mais le constat peut être fait que les enseignements ne sont pas expressément orientés pour amener les élèves à résister contre la corruption. Au regard des enjeux liés à la pratique de la corruption, il importe de prendre les mesures nécessaires pour armer, aussi bien, les enseignants que leurs élèves contre ce qu’il est convenu d’appeler un fléau. Savoir ne garantit pas la résistance citoyenne à la corruption mais comme dit le dicton : « un homme prévenu en vaut deux. » Le module d’enseignement des valeurs est prévu pour les élèves d’école primaire mais également à prévoir pour les élèves des écoles postprimaires et du secondaire dans le cadre du cours d’éducation civique et morale. Au-delà de l’approche disciplinaire pour l’intégration du module d’éducation aux valeurs, les équipes enseignantes devraient être préparées à faire de toute la vie scolaire le lieu naturel de cette éducation. Une éducation confinée à l’espace-classe induit toujours l’effet néfaste que l’apprentissage est déconnecté de la vie. L’éducation aux valeurs devra se faire ou ne pas se faire ; si elle doit être faite, elle doit l’être vraiment pour agir sur l’élève et sur la société.

12.3 Propositions indicatives de supports de communication

Une éducation aux valeurs avec la perspective de lutte contre la corruption sera d’autant plus efficace qu’elle se fera sur la base de supports qui suscitent l’intérêt des élèves et contribuent à façonner leur imaginaire.

Les enseignants pourront donc se baser sur les supports habituels notamment les supports écrits, mais ils pourront utiliser des supports visuels tels que les affiches, les images, les dessins, les posters ou les photos. Dans la mesure où les conditions le permettraient, les enseignants devront être encouragés à utiliser si possible les supports suivants :

- les diaporamas ;
- les CD-ROM (audio et vidéo) ;
- les dépliants ;
- les bandes dessinées ;
- les pin’s ;
- les plates-formes e-learning.

Conclusion : Devoir de résistance et de vigilance citoyenne

Comment ne pas être d'accord avec Dobel quand il écrit : « ...*les hommes et les femmes investis d'une responsabilité publique vivent dans un monde de semi-vérités, qui sape l'âme et l'intégrité morale de tout être humain* » ? (Dobel, 2006, p. XI) Comment exiger des individus la manifestation de valeurs que le système social lui-même tend à ruiner ? L'intégrité morale suppose un contexte social qui la porte de façon permanente et solide. La responsabilité morale des individus est limitée, mais elle n'est pas nulle. Les citoyens ont encore des devoirs imprescriptibles : devoir de responsabilité (contre le manifestement illégal et le manifestement immoral), devoir de lucidité, devoir de résistance, devoir de persévérance, devoir de fidélité, devoir de cohérence... L'intégrité est une valeur cardinale qui joue comme une carte de crédit social et permet à la confiance d'irriguer toute la société ; quand elle n'existe plus, la porte est grandement ouverte au désordre, à la loi du plus fort ou du plus malin, à la suspicion généralisée, aux injustices, à la violence, à l'anarchie et à long terme, à la destruction du tissu social.

Pour éviter une telle situation, la lutte anti-corruption passe, bien entendu, par l'efficacité des appareils répressifs d'Etat, mais c'est une longue lutte qui exige du temps et de la patience. La résistance éthique du citoyen doit, par conséquent, être méthodiquement nourrie, argumentée et organisée à travers l'éducation. Les acteurs de l'éducation ont, de ce point de vue, une responsabilité importante vis-à-vis des nouvelles générations mais, aussi vis-à-vis du corps social dans son ensemble qui peut être tenté par les facilités de la corruption. Lutter contre la corruption, c'est aussi lutter pour le changement de la psychologie sociale, la société pouvant avoir tendance à tolérer les pratiques multiformes de corruption au risque in fine, des scandales politico-financiers en tous genres et la mise en place sournoise concomitante d'une économie trafiquante et de ce que le sociologue Pierre Péan a nommé « *La République des mallettes* »⁴⁵.

L'éducation n'est pas toute seule et par conséquent au-delà du système éducatif, les efforts de tous (magistrats, policiers, gendarmes, douaniers, élus, autorités administratives, leaders d'opinion, chefs coutumiers, opérateurs économiques, société civile, partenaires financiers...) demandent à être conjugués pour une renaissance morale du Burkina Faso qui doit porter fièrement son nom à la face du monde et rayonner dans un contexte de mondialisation impitoyable pour les nations qui ne savent pas où elles doivent aller. Ce faisant, la question de l'intégrité n'est plus simplement une

45 Cf. Pierre Péan, 2011,

question éthique liée à l'individu ou au citoyen, c'est la question politique par excellence.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN, S. (2007), «La Chine, le socialisme de marché. Etape dans la longue transition socialiste ou raccourci vers le capitalisme ? », *Les laboratoires du changement social*, Chine.
- ARENDRT, H. (1961), *La Crise de la culture*. Paru dans sa version originale aux Etats-Unis sous le titre : *Between Past and Future : Six Exercices in* société de coPolitical Thought).
- ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, trad. VOILQUIN.
- AZRIA, R.et al. (2002), *Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne*. Commissariat Général du Plan Institut universitaire de Florence Chaire Jean Monnet d'études européennes.
- BACH C. D. et
GAZIBO M., dir., (2011) *L'Etat néo-patrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2011.
- BANCEL, N.et al (2003), *La république coloniale*. Paris, Albin Michel.
- BARRY S. (2010), *Les déterminants socio-politiques de la corruption dans l'administration publique Burkinabé*. Mémoire de fin de cycle de formation de conseiller en gestion des ressources humaines. Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM), 2010 Ouagadougou.
- BAUDRILLARD J. (1996), *La Société de consommation*, préface de J.-P. Mayer, Paris Gallimard, collection Poche Folio, numéro 35.
- BAYART, J.-F. (1989) *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, **Paris, Fayard**.
- BYL (2013), *La corruption au Burkina*. 8e édition, du 1er au 9 décembre 2013, des Journées nationales de refus de la corruption, organisées par le Réseau

national de lutte anti-corruption (REN-LAC),
Rapport de synthèse.

CANTO-SPERBER M. (2001), *L'inquiétude morale et la vie humaine*, Paris PUF.

CHAGNAULT L. A. (2013), *La psychologie du pouvoir en 60 questions*, Paris, DUNOD

COLLIN D. (2010), De la «crise des valeurs» à la recherche d'une morale pour notre époque. *Morale et politique*, Conférence prononcée à «L'université du temps libre» d'Évreux - 4 février 2010.

COMTE-SPONVILLE A. (2000), *Présentations de la philosophie*, Paris, Albin Michel

DECLARATION DE RECIFE ou *Déclaration des Valeurs de l'homme*.

DOBEL J. P. (2006), *Intégrité morale et vie publique*, traduit de l'américain, Paris, Nouveaux horizons.

DUMONT L. (1983), *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, paris, Seuil.

DURKHEIM E. (1893), *De la division du travail social*, Paris, Alcan.

DURKHEIM E. (1897), *Le suicide*, Paris, Alcan.

ENGELHARDT H. T. (1986), *The foundations of bioethics*, New York, Oxford Un. Pr.,

ETCHOGOYEN A. (1991), *La valse des éthiques*, 1991, Paris, François Bourin.

FERRY L., (2013), *Une brève histoire de l'éthique*, Paris, Flammarion, Collection Sagesses d'hier et d'aujourd'hui.

FILLOUX J.-C. (1997), Education civique, éducation morale, éducation éthique, in *Recherche et formation* n° 24 – 1997.

FONDATION K.A. (2013), *Actes du Colloque Plaidoyer pour le dialogue interreligieux V « Religion, éducation et citoyenneté»* 5–6 novembre 2013.

GAUCHET M., (1985), *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard.

GONIDEC, P.-F. (1997), *Les systèmes politiques africains*, Paris, LGDJ,

3^{ème} édition.

- HIRSH E. (2014), *Traité de Bioéthique*, Toulouse, Paris, ERES.
- HOFFMAN, B. (1999), *La mécanique terroriste*, Paris, Calmann-Lévy.
- HUME D. (1793/2007), *Traité de la nature humaine*, 1793, trad. P. Folliot, Paris.
- JAGA (), *Atelier : Fonder le « vivre ensemble » au sein des sociétés autour de valeurs et principes partagés.*
- JAUNAIT A. (2014) « Ethique, morale et déontologie », in *Traité de Bioéthique*, Toulouse, ERES.
- JONAS H. (1991), *Le Principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Cerf.
- JONAS H. (1991), *Le principe de responsabilité*, trad. J. Greisch, coll. Champs, Flammarion.
- JORF N°0266 du 16 novembre 2013, Texte n°55, Avis relatif à l'introduction d'un enseignement moral et civique à l'école.
- JUDET P. (1996), *Le miracle asiatique : croissance économique et politique publique*, Institut de Recherche Economique Production Développement (IREPD).
- KAKDEU, L.-M. (2014) « La gouvernance de l'Église catholique remise en question au Cameroun. L'Église devrait se réformer elle-même avant d'y être contrainte par les aspirations des fidèles à la démocratie ». Publié le 16 juin 2014 dans *Libre Afrique*.
- KANE A. (1982), Le problème de la spécificité des valeurs dites traditionnelles, in *Ethiopiennes numéro 31 revue socialiste de culture négro-africaine* 3^e trimestre 1982.
- KANE E. H. (2012), L'ÉTAT et le défi des valeurs citoyennes : l'urgence de la rectification comportementale ! Forum civil Dimanche 5 Août 2012.
- KEPEL, G. (1991), *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs, musulmans à la reconquête du monde*, Paris, Seuil.

- KI-ZERBO J. (2010), ZERBO *A propos de culture*, Fondation Joseph KI-ZERBO
- KRALAND S. (2013), *L'argent qui corrompt : comment la pression des marchés dégrade la morale*. Publication: 16/05/2013 10h38.
- KY, Jean (2014), *Education civique et patriotique au Burkina : une très bonne relance à la base dans les écoles primaires*, in Agence de Presse Labor (quotidien privé d'informations générales en ligne du Burkina Faso), 1er mai 2014, (<http://www.laborpresse.net/education-civique-et-patriotique-au-burkina-une-tres-bonne-relance-a-la-base-dans-les-ecoles-primaires>).
- LAPRES D. A. (2009) *Approche juridique des rôles de la morale et de l'éthique dans la gestion des entreprises*.
- LATOKI, P.-E. (2010), «La religion comme quête de l'ordre dans la société africaine traditionnelle», *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], numéro 16, Janvier 2010. URL: <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1415>.
- LEGENDRE, R. (1993), Guérin. *Dictionnaire actuel de l'éducation*. Montréal,
- LEMONNIER M. (2013), Banque du Vatican : un dernier scandale pour Benoît XVI ?, In *Le nouvel observateur* du 17-2-2013.
- LE PAYS, N°5501 du 10 au 11-12-13, « *Corruption au sein de la justice Burkinabé*. » Le cri d'alarme du REN-LAC.
- L'INDEPENDANT N° 778 du 05-8-08, « La question foncière, un futur casse-tête Burkinabé ».
- LIPOVETSKY G. - (1983 ; rééd. 1989), *L'Ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, « NRF Essais » ;
- (1992), *Le crépuscule du devoir. L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, Paris, Gallimard.

- LOADA A. M.-G. (1995), « *Burkina Faso, les rentes de la légitimation démocratique* », L'Afrique Politique.
- MARX K. (1844), *Manuscrits de 1844, Economie et philosophie.*
- MEDARD J.-F. (1982), L'Etat sous-développé en Afrique noire : clientélisme politique ou néo-patrimonialisme, Bordeaux, CEAN-IEP, 1982.
- MEDARD J.-F. (1991), « L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire », in Jean-François Médard (dir.), *Etats d'Afrique noire : Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, Collection « Hommes et sociétés ».
- MEIRIEU P. (2009), *Lettre aux grandes personnes sur les enfants d'aujourd'hui*, Paris, Rue du monde
- MEISEL N. et AOUDIA J. O. (2007), « La « Bonne Gouvernance » est-elle une bonne stratégie de développement ? », in Documents de travail de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique du Ministère français de l'Economie, des Finances et de l'Emploi Numéro 2007/11
- METAYER M. (1997), (QUEBEC), ERPI, *La philosophie éthique*, Saint Laurent
- MILL J. S. (1863), *Utilitarianism*, Londres
- MONTESQUIEU (1748), *De l'esprit des lois*, tome 1, 1979, édition GF, Paris
- MORIN E.,
- (2001), *La méthode (t. 5), L'Humanité de l'humanité - L'identité humaine*, Paris, Le Seuil, coll. Points
 - (2000), *Les Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris, Le Seuil
 - (1980), *La méthode (t.2), La Vie de la vie*, Le Seuil, coll. Points.
- MUNGALA, A. S. (1982), « L'éducation traditionnelle en Afrique et ses valeurs fondamentales », *Ethiopiennes* numéro 29 revue socialiste de culture négro-africaine, février 1982.
- NADOULEK, B. (2005), *L'Épopée des civilisations : Le choc des civilisations n'aura pas lieu, mais la guerre des*

ressources a commencé... Eyrolles.

- NDIAYE, S. (2004), « Contribution à l'élaboration d'un curriculum dans l'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne. Schéma conceptuel et processus de mise en œuvre. » *Communication faite à l'occasion de la Conférence internationale sur l'enseignement secondaire, financée par la Banque Mondiale. Dakar, juin 2004.*
- NDIAYE, T. (1982), « Aspects philosophiques des valeurs morales traditionnelles et le problème de leur spécificité. » *Ethiopiennes* revue socialiste de culture négro-africaine, numéro 31, 3e trimestre 1982.
- OHMANN I. (2012), ohmann.over-blog.com « Platon et la crise mondiale » (isabelle.
- OUEDRAOGO, M. (2003) Les nouveaux acteurs et la promotion des activités agro-sylvo-pastorales dans le sud du Burkina Faso. Faux départ ou inexpérience ? *International Institute for Environment and Development, IIED, Dossier n° 118, mars 2003.*
- PEAN P. (2011), *La République des malles. Enquête sur la principauté française de non-droit*, Paris, Fayard.
- PIC DE LA MIRANDOLE, (1993), *Discours sur la dignité humaine (Oratio de hominis dignitate)* ; prés. et trad. Yves Hersant, Paris, L'Éclat, «Philosophie imaginaire».
- PNUD, (2003), *Rapport sur le développement au Burkina Faso.*
- QUOPHY, F. (2009), «Chefferie coutumière : Peut-on républicaniser les «bonnets rouges» ? », dans *Journal du jeudi*, vendredi 30 janvier 2009, [en ligne] : <http://www.lefaso.net/spip.php?article30439>.
- RAMEIX S. (1996), *Fondements philosophiques de l'éthique médicale*, Paris, Ellipses.

- REN-LAC - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2003 ;*
- *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2004 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2005 ;
suivi de Visage de la corruption dans l'enseignement ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2006 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2007 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2008 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2009 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2010 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2011 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2012 ;*
 - *Etat de la corruption au Burkina Faso, Rapport 2013 ;*
 - *Rapport d'étude : Genre et corruption au Burkina Faso.*

RUGIENO. (2007), *L'Ethique aujourd'hui. Maximalistes et minimalistes*, Paris, Gallimard.

SANOU A. et al. (2001), *Morale et corruption dans des sociétés anciennes du Burkina Faso (Bobo, Moaga, San, Winye)*, REN-LAC, Ouagadougou, 2001.

SARDAN (de) J.-P. O. (2008), « A la recherche des normes pratiques de la gouvernance réelle en Afrique. » Discussion Paper N°5, Déc., 2008.

SARR S. (2002), « L'éducation à la citoyenneté : Le rôle de l'école E I P ». INFOS (Bulletin de l'Association Sénégalaise pour l'école Instrument de paix (EIP/Sénégal) Semestriel de l'EIP/Sénégal N°1 Octobre 2002.

SAVADOGO M. (2013), « L'incivisme, c'est le détournement des deniers publics », in *Le Pays*, N°5270 du 02 janvier 2013.

SAYA S.T. (2008), « La question foncière, un futur casse-tête Burkinabé », In *L'INDEPENDANT*, N° 778 du 05-8-08.

SCHWARTZ S. (2006), « Les valeurs de base de la personne : théorie, mesures et applications », traduction Béatrice Hammer et Monique Wach, *Revue française de sociologie*, Ed Ophrys, 2006/4 – Vol. 47, pages 929-968.

- SÈYE C.E. (2007), « Afrique : les ravages de la petite corruption au quotidien », *Les Afriques*, 11-12-2007.
- SLEDZIEWSKI, E. G. (2014), « Une éthique pour l'homme et le citoyen », in *Traité de Bioéthique*, P. 47-58.
- SOMET Y.,
- (2003/2004), « La pensée morale égyptienne du IIIème millénaire avant l'ère chrétienne » in *ANKH, revue d'égyptologie et des civilisations africaines*, N° 12/13, KHEPERA, France
- (2005), *L'Afrique dans la philosophie, Introduction à la philosophie africaine pharaonique*, Khepera, France.
- STIGLITZ J. (2010), *Le triomphe de la cupidité*, Editions Les Liens qui Libèrent
- SUSINI M.-L. (2008), *Eloge de la corruption : les incorruptibles et leurs corrompus*, Paris, Fayard.
- VILMER J.-B. J. (2011), *L'éthique animale*, Paris, PUF, Que sais-je ?
- TSAI K. (2009), « Chine: le capitalisme sans la démocratie », in *Compte-rendu par Xavier MOLENAT de la 21e conférence annuelle de la Society for the Advancement of Socio-economics (SASE)*, sur le thème «Le capitalisme en crise», tenue à Paris les 16, 17 et 18 juillet 2009.
- ZONGO M. (2011), *La corruption dans l'Eglise catholique, représentations, discours et pratiques des acteurs : Cas de l'archidiocèse de Ouagadougou*, mémoire de Master II Sociologie, Université de Ouagadougou.

Table des matières

Liste des tableaux	IV
Résumé administratif	1
Chapitre introductif : Problématique et méthodologie	3
<i>A. Explication de la problématique et des objectifs de l'étude</i>	3
<i>B. Méthodologie et plan de travail</i>	6
<i>B.1 Le préalable de la clarification des concepts : étude documentaire</i>	6
<i>B.2 Approches et techniques de collecte des données</i>	6
Chapitre I. De la conception des valeurs	10
<i>1.1 Polysémie de la notion de valeurs</i>	10
<i>1.2 Les valeurs morales et éthiques</i>	11
<i>1.2.1 Ethique et morale</i>	12
<i>1.2.2 « La valse des éthiques »</i>	14
<i>1.3 Les valeurs civiques</i>	15
Chapitre II. Des principales visions des valeurs	19
<i>2.1 Ethiques de la vertu</i>	19
<i>2.2 Morales déontologiques</i>	21
<i>2.3 Conséquentialismes</i>	23
Chapitre III. Du fondement et de la réalité des valeurs morales	24
<i>3.1 Extériorité de la loi morale</i>	24
<i>3.2 Intériorité de la loi morale</i>	25
Chapitre IV. De la table des valeurs	27
<i>4.1 Pas de société sans valeurs</i>	27
<i>4.1.1 Les valeurs morales dans le monde occidental</i>	27
<i>4.1.2 Les valeurs dans l'Egypte antique et dans l'Afrique traditionnelle</i>	29
<i>4.1.3 Valeurs de l'Afrique actuelle : évolution, émergences</i>	34
<i>4.2. Pas de valeurs sans éducation</i>	35
<i>4.3. Sens des valeurs</i>	36
<i>4.3.1 Importance sociale des valeurs</i>	37

4.3.2	<i>Limite des valeurs</i>	37
Chapitre V. De la crise des valeurs		40
5.1	<i>Crise et valeurs morales</i>	40
5.2	<i>Causes de la crise des valeurs</i>	40
5.2.1	<i>Les conflits de valeurs endogènes et exogènes</i>	41
5.2.2	<i>Le pluralisme des valeurs</i>	41
5.3	<i>Manifestations de la crise des valeurs chez nous</i>	43
5.3.1.	<i>Les manifestations publiques et les malversations secrètes</i>	43
5.3.2.	<i>Les divergences sur les valeurs morales</i>	44
5.3.3.	<i>Le changement de valeur de la même valeur</i>	47
5.3.4.	<i>La question d'un socle de valeurs</i>	49
5.3.5	<i>La place envahissante de l'argent</i>	49
5.4	<i>Les conséquences de la crise des valeurs</i>	51
5.4.1.	<i>La dégénérescence morale et l'anomie</i>	51
5.4.2.	<i>La conversion de l'égoïsme en règle morale</i>	52
5.4.2.1.	<i>Utilité de l'égoïsme pour le bien de la société</i>	53
5.4.2.2.	<i>Appropriation individuelle des terres collectives ancestrales</i>	53
5.4.3.	<i>« Le triomphe de la cupidité » et de la corruption</i>	54
5.4.3.1.	<i>Description du phénomène</i>	54
5.4.3.2.	<i>Corruption des valeurs traditionnelles</i>	55
5.4.3.3.	<i>Corruption des institutions religieuses</i>	56
5.4.3.4.	<i>Développement du terrorisme et du fondamentalisme « religieux »</i>	58
Chapitre VI : Des valeurs et du fléau de la corruption		60
6.1	<i>La corruption</i>	60
6.2	<i>La résilience du néopatrimonialisme post-transitionnel et la corruption</i>	60
6.3	<i>Cadre normatif de lutte contre la corruption</i>	62
6.3.1	<i>Les instruments juridiques internationaux et régionaux</i>	62
6.3.2	<i>Les instruments juridiques internes</i>	64
6.4	<i>Contrôle de la corruption : organismes, politiques de lutte, efficacité</i>	64
6.4.1	<i>Le Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption</i>	64
6.4.2	<i>Le dispositif national institutionnel</i>	65
6.4.2.1	<i>Les juridictions classiques</i>	65
6.4.2.2	<i>Les juridictions spécialisées</i>	65
6.5	<i>Le mécanisme de la déclaration de patrimoine</i>	66
Chapitre VII : Des résultats de l'enquête auprès des parents		69
7.1	<i>Sur la perception et la pratique des valeurs morales éthiques et civiques</i>	69
7.2.	<i>Sur la perception et la pratique de la corruption</i>	89

7.3	<i>Sur la perception de la relation entre éducation et corruption</i>	103
7.4	<i>Sur les recommandations et suggestions faites</i>	109
Chapitre VIII : Résultats de l'enquête auprès des enseignants		110
8.1	<i>Caractéristiques des enseignants enquêtés</i>	110
8.2	<i>Perception et pratique des valeurs morales, éthiques et civiques</i>	111
8.3	<i>La situation de la corruption : Perception et pratiques</i>	136
8.4	<i>Perspective d'enseignement des valeurs contre la corruption</i>	155
8.5	<i>Suggestions/recommandations</i>	160
8.6	<i>Résumé et conclusion</i>	162
Chapitre IX. Des résultats de l'enquête auprès des élèves		166
9.1	<i>Perception et pratique des valeurs MEC</i>	166
9.2	<i>Perceptions et Pratiques de la situation de la corruption</i>	185
9.3	<i>Perception de la relation entre valeurs et corruption</i>	192
9.4	<i>Suggestions / recommandations</i>	197
Chapitre X : Des Résultats de l'enquête auprès des Organisations de la société civile et des médias		199
10.1	<i>Évolution des valeurs MEC</i>	199
10.2	<i>Relation entre le phénomène de la corruption et l'évolution contemporaine des valeurs MEC</i>	204
10.3	<i>Système éducatif et lutte contre la corruption</i>	209
10.4	<i>Recommandations/suggestions</i>	210
10.5	<i>Synthèse des réponses</i>	212
Chapitre XI : Pour une renaissance morale et civique		220
1.1	<i>L'efficacité limitée des mesures répressives</i>	220
1.2	<i>La révolte contre les méfaits de nos comportements amoraux ?</i>	221
1.3	<i>L'insuffisance de la bonne gouvernance</i>	222
1.4	<i>Le développement humain comme valeur primordiale</i>	223
1.5	<i>Le renforcement de l'unité nationale</i>	224
1.5.1	<i>Favoriser le brassage culturel et promouvoir les valeurs partagées</i>	226
1.5.2	<i>Organiser des débats nationaux sur des problématiques majeures</i>	226
1.5.3	<i>Enseigner les valeurs partagées et assurer l'éducation civique et morale</i>	226

1.6	<i>Encore et toujours l'arme de l'éducation pour tous</i>	227
1.7	<i>Une valeur à promouvoir : l'idéal d'intégrité</i>	227
Chapitre XII. Propositions		232
12.1	<i>Tableau des recommandations</i>	232
12.2	<i>Indications pour un module d'éducation aux valeurs</i>	236
12.2.1	Eléments de contenu	237
12.2.2	Système pédagogique	238
✓	<i>Méthodes et stratégies d'enseignement</i>	238
✓	<i>Evaluation</i>	238
12.2.3	Mode d'intégration	239
12.3	<i>Propositions indicatives de supports de communication</i>	239
Conclusion : Devoir de résistance et de vigilance citoyenne		240
BIBLIOGRAPHIE		242
Table des matières		250